

MAY 27 /69

CAMP

LA

IMP

HISTOIRE

DE LA

CAMPAGNE DE 1870-1871

ET DE

LA DEUXIÈME AMBULANCE

Dite de la PRESSE FRANÇAISE

OUVRAGES FRANÇAIS DU MÊME AUTEUR

Journal d'un Missionnaire au Texas et au Mexique. 1 vol. in-8 avec carte. — Paris, Gaume, 3, rue de l'Abbaye.

Manuscrit pictographique américain, précédé d'une Notice sur l'idéographie des Peaux-Rouges, publié sous les auspices du ministère d'Etat et de la maison de l'empereur. 1 vol. in-8. — Paris, Gide.

Voyage dans le Minnesota. 1 vol in-12. — Paris, Sarlit, r. St-Sulpice.

Histoire du Jansénisme, d'après un manuscrit du P. René Rapin. 1 vol. in-8. — Paris, Gaume.

La Vérité sur le livre des Sauvages. 1 vol. in-8, avec 10 planches. Paris, Dentu.

Voyage pittoresque dans les grands déserts du Nouveau Monde. 1 vol. in-4 avec 40 planches. — Paris, Morizot.

L'Empire au Mexique et la candidature d'un prince Bonaparte au trône mexicain. 1 vol. in-8. — Paris, Dentu.

Légendes irlandaises, Souvenirs d'un Touriste. — 1re Série de **Voyages et Aventures en Irlande.** 1 vol. in-12.—Paris, Maillet.

Voyages et Aventures en Irlande (2e Série). 1 vol. in-12.—Paris, Hetzel.

La Chaussée des Géants (Dernière Série). 1 vol. in-12.— Paris, Hetzel.

Notes géographiques et géodésiques sur les hauts plateaux mexicains. Brochure in-8 avec une carte.

Le Mexique tel qu'il est. *La vérité sur son climat, ses habitants et son gouvernement.* 1 vol. in-12.— Paris, Dentu, Gal. d'Orléans, Pal.-Royal.

Bergers et Bandits. *Souvenirs d'un voyage en Sardaigne.* 1 vol. in-12.— Paris, Dentu, Galerie d'Orléans, Palais-Royal.

Histoire du Mexique depuis les temps les plus reculés jusqu'à la mort de Maximilien Ier. 3 vol. in-8 (La même, sans l'histoire ancienne, 2 vol. in-12). Correspondances inédites. Seule histoire complète du Mexique.

Quand j'étais Journaliste. Histoire drôlatique de la presse. 1 vol. in-12. Chez tous les libraires.

Le Chemin des Femmes. Etude de mœurs. 1 vol. in-12 — Paris, Maillet, 72, boulevard Haussmann.

Histoire de la Campagne de 1870-1871 et de la deuxième Ambulance, dite de la Presse française. 1 vol. in-12. Lyon, Chez tous les libraires.

EMMANUEL DOMENECH

HISTOIRE

DE LA

CAMPAGNE DE 1870-1871

ET DE

LA DEUXIÈME AMBULANCE

Dite de la PRESSE FRANÇAISE

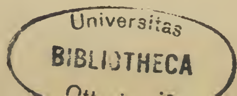


LYON

IMPRIMERIE DU SALUT PUBLIC

BELLON, RUE DE LYON, 33

1871



A MESSIEURS

Le vicomte Emmanuel DE FLAVIGNY, *délégué de la Société de Secours aux blessés;* le vicomte FOUCHER DE CAREIL, *délégué;* Marc SÉE, *chirurgien en chef;* LOIZELLIER, *aumônier;* ESPÉRANDIEU, *pasteur;* POMIER, VILLENEUVE, MAHOT, RUCK, CASTIAUX, *chirurgiens;* D'ESPINE, REGNAULT, PIQUANTIN, LEROY-DES-BARRES, PETIT, GRIPA, FOEX, GAYE, BELON, *aides-chirurgiens;* RECLUS, DE PRESSIGNY, DESCHAMPS, PAULY, AUTUN, MURET, BERGEAUD, BAUDON, ALIBERT, ALBENOIS, COURMON, *sous-aides-chirurgiens;* l'abbé DE LA PÉCHARDIÈRE, BAYLE, *pharmaciens;* TRUCHOT, SCHLUMBERGER, *comptables;* ZBOROWSKY, MARINUS, GUÉRIN, *sous-comptables;* LATAUD, *piqueur;* le comte D'ABOVILLE, *fourrier;* LANÇON, *dessinateur;* HABENECK, THIBAUDAU, BARRAT, BERNARD, *infirmiers.*

Je dédie ces pages en souvenir des tristes moments passés ensemble et des témoignages de sympathie qui m'ont été prodigués par le personnel de l'Ambulance de la *Presse française* pendant toute la campagne.

L'auteur reconnaissant,

EM. DOMENECH,

Aumônier de la deuxième Ambulance.

TOURS, le 1er Mars 1871.

TABLE DES MATIÈRES

HISTOIRE

DE LA

CAMPAGNE DE 1870-1871

ET DE

LA DEUXIÈME AMBULANCE

Dite de la PRESSE FRANÇAISE



I

Causes réelles de la guerre. — Aveu d'un officier prussien. — Politique de la Prusse. — Carl Vogt sur la guerre de 1870.

Les préfaces ne se lisant plus, je dois faire précéder les récits qui vont suivre de quelques mots sur le caractère et le but de cet ouvrage. En parlant des personnes et des choses, mon indignation se manifeste parfois dans des termes très-vifs qui s'expliquent, sinon s'excusent, par la nature et la portée des faits dont il est question. Le système des tempéraments, l'habitude coupable de tout

voiler, de tout mitiger, par crainte de froisser les uns et de s'attirer l'inimitié des autres, nous ont conduit à cette lâcheté morale qui n'ose rien et nous met à la merci de ceux qui osent tout. Cette lâcheté nous a conduit dans cet abîme d'où nous ne sortirons que par une régénération radicale, universelle et possible, dès que chacun aura le courage de dire la vérité sans ménagements et d'apporter son grain de sable à l'édifice nouveau qu'il faut édifier.

Sans doute, on trouvera blâmables ces pages quelquefois sévères, même pour des hommes d'une grande honorabilité, convaincus, dignes de l'estime de tous et dont quelques actes puérils que je signale, soit à propos de la campagne, soit à propos des ambulances, ne méritaient point la publicité. Ma conscience m'a fait un devoir de ne rien céler, même les faits, en apparence, insignifiants, car il révèlent la puérilité d'esprit des hommes, hélas! appelés trop souvent à diriger de grandes choses. Les mirmidons, malgré leurs efforts et leur bonne volonté, ne sauraient faire œuvre de Titans ; ils nous ont perdus; il faut les mettre à la retraite. C'est pour concourir à corriger les abus dont tout le monde se plaint et que personne n'ose détruire ; c'est pour avoir ma part dans cette œuvre de réorganisation sociale que j'ai laissé à mes notes, à mes impressions du moment, leur cachet de spontanéité et leur imperfection.

Dire qu'il faut d'abord faire connaître l'origine

et le but de cette guerre, ce n'est point faire acte de présomption, car en France on paraît ignorer l'une et ne pas se douter de l'autre; on en connaît qu'une partie, celle qui a mis le feu aux poudres, mais non celle qui fit armer la Prusse contre nous depuis longtemps. Je ne sais si ces lignes seront d'un grand intérêt, mais elles sont indispensables à l'intelligence de cette page lugubre, écrite avec du sang dans les annales des peuples modernes; je ne sais si ces lignes auront le pouvoir de convaincre les esprits prévenus, mais l'histoire leur donne et leur donnera raison. C'est à ce double titre que je les publie.

Dans la matinée du 31 août, le personnel de la 2e ambulance, dite de la *Presse française*, visitait le champ de bataille, cherchant les blessés étendus sur les routes, dans les fossés et les prés ou bien éparpillés dans les maisons du faubourg de Mouzon, transformées en lazarets provisoires. En entrant dans une maison, en face de laquelle la lutte avait été très-meurtrière, je vis un officier prussien dont l'épaule avait été traversée par trois balles de nos chassepots. Le chirurgien-major de sa division, en lui faisant un premier pansement, lui avait déclaré que la désarticulation du bras était nécessaire. Vu la gravité de cette opération, le blessé n'avait pas voulu s'y soumettre; mais, après le départ du chirurgien, le mal s'étant agravé et la souffrance devenant intolérable, il attendait impatiemment le retour du major pour se faire opérer. Lorsque je passai près

du matelas sur lequel il était couché, il me dit en très-bon français :

— M. l'aumônier, ayez donc la bonté d'aller me chercher le chirurgien pour m'amputer le bras ; je souffre trop pour supporter plus longtemps de pareilles douleurs.

En effet, son bras était énormément enflé et violacé. Ce malheureux avait à peine vingt-six ans, ses traits fins et réguliers, un air distingué, révélaient le fils de bonne maison. Je sus plus tard qu'il appartenait à une grande famille de Magdebourg, et qu'il jouissait d'une haute considération dans l'état-major du prince royal de Saxe.

Désirant mettre à l'épreuve les pansements à l'alcool que le chef de notre ambulance assurait être le meilleur agent de la chirurgie conservatrice; en outre, le caractère international de la société de secours et ses devoirs d'humanité m'imposant l'obligation de chercher à sauver la vie de cet officier, je lui dis que s'il voulait se laisser panser par nos chirurgiens, on pourrait peut-être lui sauver le bras.

A cette espérance que je lui donnais, ses yeux brillèrent aussitôt d'un éclat qu'ils n'avaient plus, et, sortant de dessous sa couverture le bras resté valide, il me tendit la main en me remerciant comme on remercie celui qui vous apporte la vie, quand on attend plus que la mort. Je me mis de suite à la recherche du docteur Pomier et le priai de venir voir mon malade. Le docteur vint, le pansa, trouva la blessure fort grave, et me dit que pour le sauver

il fallait d'abord le transporter dans un de nos lazarets. Le blessé s'étant empressé d'accepter cette proposition, j'eus bientôt trouvé quatre Prussiens qui le transportèrent à Mouzon dans une chambre où il fut soigné par le docteur Marc Sée, comme l'étaient nos propres soldats.

Après huit jours de traitement à l'alcool, il était en voie de guérison et n'avait pas même eu la fièvre. Lorsque j'étais fatigué de mes courses quotidiennes ou quand j'avais besoin des autorités allemandes pour la correspondance de nos blessés, j'allais voir ce jeune officier et j'obtenais toujours ce que je désirais. Une certaine confiance finit par s'établir entre nous deux, à la suite de ces services réciproquement rendus; il me donnait les renseignements que je lui demandais, les nouvelles que j'ignorais, et je n'eus qu'à me louer de mes rapports avec lui.

Un soir que nous déplorions ensemble les calamités de la guerre actuelle nous parlâmes de son origine. Sans me douter que je parlais à un homme convaincu de l'exactitude de la thèse que je soutenais, je voulus lui prouver que l'ambition de la Prusse était *seule* cause de la guerre, et que M. de Bismark en était *seul* le promoteur.

— Une puissance, lui dis-je, qui a décuplé sa population en un siècle, qui, récemment encore, prit en 1863, deux provinces au Danemark, s'est emparée, sans motif avouable, en 1866, du royaume de Hanôvre, de l'électorat de Hesse, du grand-duché de Nassau, de la ville ci-devant libre de Franc-

fort, et mettait, à la fin de 1869, 1,200,000 hommes sous les armes, cette puissance ne peut sérieusement nous accuser d'avoir voulu la guerre.

Nous songions si peu à nous battre que, lorsque le premier coup de feu retentit à Sarrebruck, nos arsenaux étaient vides, notre population était désarmée, et que nous ne disposions que de *cent soixante-quinze mille* hommes pour commencer la campagne. A Paris, il est vrai, les hommes qui faisaient de la politique dynastique dans nos Chambres, les chauvins qui trouvaient le ministère Ollivier peu chatouilleux à l'endroit de la fibre nationale, les imbéciles que fatiguaient les menaces hautaines, continuelles de la Prusse, et qui n'en voyaient pas le but, enfin, ceux auxquels toute crise profite, désiraient la guerre, mais ils formaient une infime minorité. M. de Bismark lui-même constata cette minorité le 8 juillet, quand il dit publiquement que la majorité du Corps législatif voulait la paix. Le lendemain, le roi Guillaume tint le même langage aux Chambres, en accusant « les hommes qui dirigeaient la France » de nous tromper et d'exciter nos passions. En Prusse, le roi, son premier ministre et le Reichstag avouaient que nous ne voulions pas la guerre ; aussi, dans sa proclamation, Guillaume disait-il que ce n'était pas au peuple français qu'il faisait la guerre, mais à son souverain.

Dans les villes comme dans les campagnes on voulait la paix, le plébiscite en est une preuve,

car les OUI des paysans, des ouvriers, des commerçants et des bourgeois étaient pour eux synonymes de paix et d'ordre. Loin de vouloir la guerre, la France prêchait le désarmement, elle le prêchait même par l'exemple ; aussi, fûmes-nous pris au dépourvu. Tandis que nous renvoyions 20,000 hommes dans leurs foyers, tandis que nous bornions nos réformes militaires à l'amélioration de nos fusils, M. de Bismark préparait l'invasion, et, dans le courant de 1869, faisait remplacer tous les canons de l'artillerie allemande par le nouveau canon d'acier à tir rapide. Les officiers supérieurs allemands savaient fort bien, à cette époque, que la Prusse déclarerait la guerre à la France, et ne se cachaient pas pour affirmer et parier avec les attachés militaires aux légations étrangères que « ces canons seraient essayés en France avant l'été de 1870. » Dès le mois de décembre 1869, un financier prussien déclarait que la guerre aurait lieu « vers la fin du mois de juin suivant. »

— Ce que vous dites, me répondit mon officier, est parfaitement exact, mais il ne faut pas être superficiel dans ses jugements, ne voir que les surfaces et ne pas regarder le fond des choses ; il ne faut pas se borner à regarder les causes immédiates et ne point voir les causes lointaines. Les Français étudient si peu l'histoire qu'ils ignorent sa logique et ses enchaînements. La guerre actuelle est fatalement imposée à la Prusse par une question allemande, une question de vie ou de mort qui

s'est élevée en Allemagne à la suite de votre révolution de 1848. Vous ne voyez dans les causes de cette guerre que Napoléon III et le comte de Bismark; vous avez tort, car ces personnages ne sont que la cause immédiate d'un fait qui devait se produire tôt ou tard ; la cause réelle, mais lointaine, en est dans le traité d'Olmutz, qui fut plus déshonorable pour la Prusse que la paix de Tilsit.

Mon malade avait raison. Comme nous connaissons très-peu notre propre histoire, il n'est point étonnant que nous connaissions encore moins celle des autres nations. Aussi, ne faut-il pas être surpris si nous avons complétement perdu de vue ce qui s'est passé en Allemagne à la suite de la révolution de février. Le contre-coup de cette révolution ébranla l'Allemagne entière. Le peuple allemand, à notre exemple, demanda des réformes que les souverains ne voulaient pas accorder. L'Autriche qui, jusqu'en 1866, avait toujours fait de la politique conservatrice, mais dynastique, avant tout, protégeait les souverains; la Prusse, au contraire, passait pour libérale et semblait favoriser les peuples allemands.

Je ne sais si les Allemands sont moins superficiels dans leurs jugements que les Français; mais, en étudiant sérieusement leur histoire moderne, ils se seraient aperçus que la politique de la Prusse n'était pas plus allemande que celle de l'Autriche et qu'elle n'était qu'une politique égoïste d'envahissement; elle ne paraissait favoriser les peuples

des petits Etats que pour mieux les absorber ensuite, comme l'araignée ne prend les mouches qu'après avoir tissé sa toile autour de son nid. Lorsque le peuple de la Hesse ducale, mécontent de la constitution que lui donnait le grand-duc, se jeta dans les bras de la Prusse, il se prit comme une mouche dans la toile de l'araignée. Le grand-duc, de son côté, craignant l'annexion de son duché à la Prusse, se jeta dans les bras de l'Autriche qui prit fait et cause pour lui.

A cette époque, la Prusse n'était point de force à lutter contre l'Autriche ; l'organisation de son armée datait de 1814, elle comprenait environ 500,000 hommes, mais dont le quart seulement appartenait à l'armée permanente payée par l'État. Pendant les campagnes de 1848 et 1849, dans le Schleswig et le grand-duché de Bade, on s'était aperçu à Berlin qu'une guerre avec une grande puissance était alors impossible. Obligée de rengaîner ses idées de suprématie et d'abandonner son rôle de protectrice des petits Etats allemands, la Prusse dut subir, en 1850, la convention d'Olmutz, pour éviter chez elle une invasion autrichienne. La Confédération allemande, d'après cette convention, fut rétablie dans la forme qu'elle avait en 1815, c'est-à-dire en faveur de l'Autriche qui en eut la présidence.

Humiliée, sacrifiée, la Prusse vit dès lors que deux grandes puissances rivales ne pouvaient vivre côte à côte en Allemagne ; il fallait que l'une ou

l'autre fut soumise à la loi du plus fort. Battre, humilier l'Autriche était donc une première nécessité qui s'imposait à l'ambition de la Prusse. M. de Bismark, froissé d'avoir été personnellement malmené à la Diète de Francfort par le représentant de Vienne, désirait ardemment accélérer la catastrophe qui devait le venger des humiliations qu'il avait subies à maintes reprises. A Biaritz, il s'aperçut que Napoléon III, livré à lui-même ou à ses courtisans, ne serait point un obstacle aux projets de la Prusse. Dès ce moment, la résurrection de l'Empire d'Allemagne fut décidée dans son esprit.

En 1860, le roi Guillaume avait créé l'organisation militaire actuelle, en appliquant sévèrement les principes qui avaient régi l'organisation de 1814. Tous les hommes valides furent obligés de servir le pays pendant douze ans. Trois ans après, la Prusse commençait à battre politiquement l'Autriche par la guerre du Danemark; ensuite, par la bataille de Sadowa, elle mit fin à la prépondérance de sa rivale en Allemagne. La confédération fut brisée. Après la guerre de 1866, le nouvel Empire allemand était ressucité de fait, en faveur de la Prusse, mais il restait à le proclamer, puis à combler le vide du trésor mis à sec par six années de préparatifs. Une guerre contre la France obtenait ce double résultat. Après la bataille de Sedan qui me mit en relation avec plusieurs officiers prussiens, j'ai pu me convaincre que M. de Bismark

avait si bien joué son jeu, qu'en Allemagne, personne ne croyait à la résurrection de l'Empire; les alliés ne voyaient que l'unité allemande, les Prussiens le protectorat, et quand je leur disais qu'ils se battaient pour l'Empire et le trésor de Berlin, ils me regardaient comme un halluciné.

M. de Goltz, qui avait empêché, après Sadowa, une manifestation armée contre la Prusse, en effrayant le prince Napoléon, M. Rouher et l'entourage de l'empereur, connaissait mieux que nous la situation déplorable de notre armée, et sa mauvaise organisation, en partie révélée par la brochure du général Trochu; il déclara à son gouvernement que la France serait battue sans difficulté. Pour rendre la victoire plus prompte et plus facile, M. de Bismark inonda l'Alsace, la Lorraine et la moitié de notre pays de topograghes chargés « de relever les erreurs de la carte dressée par notre état-major » et de détailler certains districts. Puis, il développa d'une manière effrayante le « bureau des informations » qui couvrit tout notre territoire d'une nuée d'espions enrégimentés militairement, et fournissant les renseignements les plus variés et les plus utiles pour une campagne d'invasion.

Avec ces éléments, d'un succès à peu près certain, la Prusse ne craignait plus d'opposition à la proclamation de l'Empire; en outre, elle trouvait dans le pays le plus riche du continent, les ressources en numéraire que les traités douaniers ne lui

avaient point procuré et dont elle avait besoin pour réparer le triste état de ses finances.

Il restait trois questions que l'on pourrait nommer secondaires : la question des alliés, celle des neutres, et celle de la déclaration de guerre.

La première fut résolue par le moyen de subventions accordées à la presse. Depuis 1866, les journaux subventionnés ou favorables à la politique de Berlin prêchèrent une vraie croisade en faveur de l'unité allemande. « L'Unité allemande, » tel était le drapeau derrière lequel se cachait l'ambition de la Prusse, derrière lequel M. de Bismark tissait sa toile d'araignée, dans laquelle devait tomber, pour ne plus se relever, les hoberaux de la Bavière, de la Saxe, du Wurtemberg, en un mot, tous les Allemands. Etant alors attaché à la division de la presse, au ministère de l'intérieur, j'ai pu suivre moi-même l'impression produite sur l'opinion publique, au delà du Rhin, par cette campagne des journaux soumis à la direction du grand-chancelier. La France devint dès lors le but d'attaques quotidiennes ; elle fut désignée comme le seul obstacle qui s'opposait à cette unité ; ses projets de conquêtes, vrais ou faux, furent exploités avec tant de persistance et d'habileté, que le patriotisme en Allemagne fut surexcité jusqu'à ses dernières limites et devint synonyme de haine aux Français.

Quand l'opinion publique fut élevée à ce diapason, la question des alliés devenait facile à résoudre. Un peu par patriotisme, un peu par force, toute

l'Allemagne devait naturellement se ranger sous l'étendard de la Prusse. Les forts persuadent aisément les faibles, lorsqu'aux raisonnements, ils ajoutent la menace et les procédés employés par ceux qui veulent être obéis, envers ceux qui ne peuvent résister. En outre, je crois l'avoir dit, M. de Bismark laissa croire à ses alliés que la guerre de 1870 n'avait pour but que l'unité allemande. Le mot Empire ne fut prononcé que lorsque les alliés, écrasés à Sédan, à Coulmiers et sous Paris, n'étaient plus en force pour abandonner la Prusse à elle-même.

Quant à la question des neutres, elle était fort simple. L'Autriche, affaiblie par le désastre de Sadowa et ses suites, était impuissante à secourir efficacement la France, cause directe de ses revers en Italie et de son abaissement politique. L'Autriche avait intérêt à ne pas favoriser, par son abstention, l'agrandissement de la Prusse, mais l'abîme que Napoléon III avait creusé entre elle et nous, à Solferino, n'était pas encore comblé. M. de Bismark ne songea même pas à l'Angleterre, dont le gouvernement sympathisait avec celui de Berlin pour des raisons de famille et de politique d'antichambre, par sa jalousie traditionelle envers nous, et par son horreur de la guerre, poussée parfois jusqu'à l'abdication de son honneur et de ses intérêts. Ne parlons, ni de l'Espagne, qui n'existe plus que de nom, ni de l'Italie, trop obérée, trop occupée de Rome et trop ingrate pour

avoir envie de nous aider. Il ne restait donc que la Russie que nous avions sottement battue en Crimée pour nous attacher l'Angleterre ! Le traité de 1856 nous avait aliéné la Russie ; pour rendre sa neutralité favorable à la Prusse, M. de Bismark lui promit de ne point exiger de nous une cession de territoire, et une indemnité de guerre dépassant 800 millions, puis il l'engagea à dénoncer le traité de Paris. Cette alliance de la Prusse avec la Russie était tellement ostensible, que des diplomates seuls ont pu l'ignorer. Dès le mois de septembre, à Bruxelles, et le mois d'octobre, à Londres, j'affirmai que la Russie dénoncerait le traité de 1856, aussitôt qu'elle ne craindrait plus la France.

Enfin, la déclaration de guerre n'offrait plus de difficulté depuis que nous avions la liberté de la tribune, celle de la presse, et surtout, depuis l'affaire du Luxembourg. La dynastie napoléonienne compromise par ces évènements, et ne pouvant trouver de salut, ni dans la force de son chef, ni dans l'intelligence de son parti, n'avait d'autre chance de rester au pouvoir que par une guerre heureuse contre la Prusse. M. de Bismark n'ignorait pas que l'empereur serait forcé d'accepter le combat lorsque le roi Guillaume le lui imposerait. Sous la pression des puissances européennes, la Prusse, il est vrai, retira la candidature du prince de Hohenzollern, prétexte de la guerre, mais elle savait que fatiguée d'être toujours provoquée, insultée, lasse d'une paix armée dont le maintien ruinait le

peuple, la France demanderait une garantie officielle, afin de pouvoir désarmer ensuite. Aussi, quand cette garantie fut demandée, le roi répondit par une nouvelle insulte, en fermant sa porte au nez de notre ministre.

En résumé, ce que voulaient les Prussiens, en venant se battre chez nous, c'était de l'argent, pas autre chose, car la guerre de 1866, leur ayant donné la souveraineté sur l'Allemagne, nous ne pouvions plus les empêcher de la conserver. Toutes les autres questions qui ont pu influer sur les décisions du gouvernement du roi Guillaume, aussi puissantes qu'elles fussent, n'étaient que secondaires. Pour ce prince et ses ministres, la vie de ces millions d'hommes qu'ils allaient faire égorger, avait trop peu de valeur pour être élevée à la hauteur d'un principe, ils l'ont abaissée au niveau d'une pièce d'or; ils ont quoté toutes ces existences humaines comme une marchandise qui devait leur rapporter le capital nécessaire au développement de leur boutique royale; ils n'ont point été arrêtés par la pensée que cet or enfanterait des milliers et des milliers de veuves, d'orphelins et d'affamés, qu'il ferait couler des torrents de sang allemand et remplirait l'Allemagne elle-même de ruines et de désolation. Ne fallait-il pas remplir les caisses de l'Etat, vidées par l'achat des armes? Ne fallait-il pas satisfaire l'ambition du vieux roi Guillaume et l'avidité de son ministre?

A l'appui de ce qui précède, on me permettra de

citer quelques extraits de la lettre de Carl Vogt, publiée dans le *Tages-Presse* sur l'origine de cette guerre.

« Il en a été de la guerre de 1870, en France, dit le célèbre professeur allemand, comme de la guerre de 1866, en Prusse. La grande masse de la population, la bourgeoisie et les paysans paisibles, les gens instruits et raisonnables, les partis composant l'opposition, ne voulaient pas la guerre. Des sept millions de voix que Napoléon a obtenues, lors du dernier plebiscite, six millions d'individus, au moins, ont voté pour lui parce qu'on leur avait persuadé que l'Empire c'était la paix. Mais il existait, à côté de cette immense majorité, un parti de la guerre, minime et remuant, dont l'influence devint prédominante à la cour et dans le sein du gouvernement tout comme en Prusse en 1866.

« Jusque là tout était donc semblable de part et et d'autre. Mais voici où commencent les différences : d'un côté tout était préparé, de l'autre, rien ; d'un côté le succès réveilla l'énergie, de l'autre, la défaite abattit les courages... Le parti de la guerre qui dominait le gouvernement l'entreprit seul et à l'encontre des vœux de la nation, absolument comme en 1866, Bismark la déclara malgré l'opinion de la nation prussienne. On est tenté de douter de la saine raison et de la mémoire historique des masses, quand on lit dans les journaux officiels ou officieux des reproches contre le peuple

français parce que ses armées ont été envoyées à la frontière.

« Rappelons un autre fait. Combien de fois ne nous a-t-on pas répété que, du temps de la Confédération, l'Allemagne était une nation rachitique et débile, incapable de se défendre? Nous avons fini par le croire. Nous, «révolutionnaires de 1848,» nous combattions la Confédération pour des raisons tout autre que celles que M. de Bismark a invoquées pour l'anéantir : il nous a promis de rendre l'Allemagne plus forte, et nous nous sommes payés de cette promesse. Mais n'est-il pas étrange que cette perfide, envieuse et belliqueuse nation française n'ait jamais fait mine d'attaquer sa voisine faible et désarmée, pour ne donner carrière à ses appétits guerriers qu'après que M. de Bismark eut fait échec, en 1866, à Napoléon III? De deux choses l'une : ou bien les français nous ont laissés en repos parce qu'ils ne sont pas si belliqueux qu'on se plaît à le dire ; ou bien, en dépit de leur humeur batailleuse, ils ont mis cinquante ans à se relever de Leipzig et de Waterloo... »

Ce n'est point dans un ouvrage comme celui-ci qu'il est nécessaire de multiplier les preuves de l'agression de la Prusse contre la France. Néanmoins, il est utile d'ajouter quelques lignes à celles qui précèdent. M. de Bismark voulant, comme son souverain, l'agrandissement de son pays, employa toute son habileté à mettre, aux yeux des masses, les torts du côté de ses adversaires incons-

cients. Ameuter deux nations l'une contre l'autre étant souvent chose difficile, il ameuta les Allemands surtout contre un homme, chose plus aisée ; il convainquit l'Allemagne entière, par la voie de la presse, que Napoléon désirait la guerre pour avoir les frontières du Rhin, et manœuvra de façon à ce que la déclaration des hostilités vint des Tuileries. L'empereur, en tombant dans ce dernier piége, assuma la responsabilité du duel préparé par la Prusse et souleva toute l'Allemagne contre nous. C'est ce qu'avait prévu M. de Bismark qui grandissait ainsi de cent coudées dans l'esprit des Allemands, tout en ayant l'air de s'effacer derrière le patriotisme national.

Toutes les armes prêtes, tous les plans de campagne arrêtés depuis longtemps, toute la nation militarisée, tous les esprits admirablement préparés à une guerre prochaine, tous les rôles de cette terrible tragédie appris, étudiés dans le silence des chancelleries et des états-majors, tous les rapports d'un immense et merveilleux espionnage coordonnés, toutes les presses soudoyées pour nous entretenir dans une décevante quiétude, enfin, toute l'Europe neutralisée au profit de la machiavélique politique d'un homme, telles étaient les conditions dans lesquelles la Prusse allait engager ce gigantesque duel. Quant à la France, elle n'avait personne pour elle, elle n'était prête en rien, elle ne savait rien, rien, rien.

Depuis cinq ans l'opposition avait entrepris une

campagne impitoyable et pitoyable contre le gouvernement, en faveur du désarmement. Les fautes et les hontes de l'Empire avaient soulevé toutes les indignations; les cœurs honnêtes et les esprits brouillons ne voulaient plus du régime qui nous avait abaissé depuis la guerre d'Italie, et froissait tous les sentiments nationaux. Désarmer était le mot d'ordre : laisser s'affaisser l'esprit militaire et détourner la France du métier des armes, tel était le but des « irréconciliables. » La loi si nationale de la garde mobile fut combattue à outrance et rendue illusoire par l'article 9 qui défendait un déplacement de plus d'une journée et de plus de quinze fois par année pour apprendre l'exercice du fusil et les manœuvres! Le gouvernement et l'opposition semblaient lutter de vitesse dans la préparation de nos défaites.

Ce n'était point seulement à l'intérieur que notre infériorité sociale et politique nous ménageait de cruels revers. A l'extérieur, nos agents diplomatiques révèlaient une impuissance déplorable, due principalement au système qui préside à l'éducation comme aux choix de nos représentants à l'étranger. A peine arrivés dans un poste, nos ministres ne pensent qu'à le quitter pour une situation plus élevée, sans s'inquiéter des services qu'ils pourraient rendre à la patrie. Neuf sur dix ignorent la langue du pays dans lequel ils sont envoyés, et se gardent bien de l'apprendre, soit pour s'en éviter la peine, soit de peur de passer pour nécessaires et de n'a-

voir pas ainsi de l'avancement. Ignorant plus ou moins la langue, l'histoire et la politique des peuples parmi lesquels ils doivent vivre, ils se laissent facilement berner par de plus instruits et de plus habiles, commettent fautes sur fautes, envoient des rapports qui ne sont pas lus, et changent de capitales aussi souvent qu'ils peuvent.

Les diplomates étrangers, préparés à la carrière qu'ils embrassent par des études sérieuses, pratiques, n'arrivent généralement aux postes élevés qu'à la suite d'une série d'examens progressifs. En outre, leurs gouvernements s'appliquent à n'envoyer en dehors du territoire national que des hommes qui par leur connaissance du pays, de la langue, de la politique suivie et à suivre, peuvent leur rendre de vrais services; ensuite, ils laissent à leurs agents le temps de s'ancrer dans les Etats où on les envoie, de sorte que par les rapports d'amitié qu'ils entretiennent avec les hauts personnages du gouvernement auprès duquel ils sont accrédités, ils puissent, par une situation toute particulière, obtenir des renseignements sur les faits tenus secrets et de nature à influencer la politique des deux puissances.

Chez nous, rien de tout cela. La candidature du prince du Hohenzollern était un simple jeu diplomatique, un prétexte qui devait amener le *casus belli* préparé par la Prusse. Ce genre de jeu, de prétexte se renouvelle fréquemment, sous différentes formes, dans les chancelleries, et si nous avions

en des diplomates plus instruits, plus vigilants. nous n'aurions pas été si souvent battus sur le terrain de la diplomatie comme nous l'avons été depuis un demi-siècle !

II

Plan impérial de la campagne de 1870. — Vices de notre organisation militaire. — L'armée manque de tout. — Premières illusions perdues. — Batailles de Wissembourg, de Reichshoffen et de Forbach. — Déplorable système de l'intendance. — Déroute de l'armée.

On a pas oublié que lorsque la guerre fut déclarée, l'empereur, dans sa proclamation, exprima la pensée que la campagne serait longue et présenterait les plus grandes difficultés. Ces difficultés se formulaient, dans l'esprit de Napoléon, par cette double question : — Nous battrons-nous contre la Prusse seulement ou contre toute l'Allemagne? Aurons-nous des alliés ou serons-nous seuls à supporter le poids de la lutte?

Un souverain qui déclare la guerre avant d'avoir résolu ces deux questions est jugé. L'empereur allait donc se battre sans savoir contre qui, sans savoir avec qui, avec quoi? Nos ministres de Vienne,

Londres, Florence, Berlin, Madrid, Dresde, Munich, Saint-Pétersbourg, etc., ne purent le renseigner; ceux de Paris n'en savaient pas davantage. En présence de cette ignorance odieuse, incroyable, on se demande à quoi sert notre représentation à l'étranger, et s'il ne serait pas plus utile, comme ce serait plus économique, de n'avoir que des agents subalternes et peu rétribués pour prendre nos intérêts dans les capitales de l'Europe?

D'une part, ce qui se passait de l'autre côté du Rhin, depuis Sadowa, devait prouver au gouvernement français que la Prusse allait se ruer sur nous avec toute l'Allemagne et que, seule, livrée à ses propres ressources, elle ne pouvait rien entreprendre contre la France. Ce que tout homme sérieux voyait, nos diplomates et nos ministres ne l'ont point vu! D'autre part, après avoir battu la Russie à Sébastopol, l'Autriche à Solferino et l'Italie à Mentana, il fallait être bien naïf pour s'illusionner au point de supposer que nous pourrions trouver des alliés sur le continent. Quant à l'Angleterre, depuis son abdication dans les affaires politiques de l'Europe, il était insensé de compter sur son appui. Son attitude dans les questions du Danemark, de la Pologne et du Mexique révélait suffisamment ce qu'elle serait vis-à-vis de nous. Encore une fois, ce que l'homme le plus superficiel prévoyait, nos diplomates et nos ministres ne l'ont point prévu.

Dans cette sanglante équipée que l'on allait entreprendre, chacun eut sa part de culpabilité. Napoléon et ses ministres, responsables devant la nation, furent coupables d'incurie et d'ignorance : les Chambres prouvèrent qu'elles n'étaient pas à la hauteur de leur mission, en se laissant entraîner dans un moment d'enthousiasme irréfléchi à sanctionner des deux mains pareille folie ; l'opposition, par la lutte qu'elle a toujours soutenue contre le pouvoir, a prouvé qu'elle cherchait beaucoup plus a l'affaiblir qu'à l'éclairer, qu'elle tenait plus au triomphe de sa propre cause qu'au salut du pays : enfin, la populace des villes, prise subitement d'une fureur guerrière que soutenaient mal des virilités énervées par les jouissances physiques, a démontré une fois de plus que la masse du peuple n'était point encore assez mûre pour se gouverner elle-même.

La proclamation de l'empereur témoigne que s'il ne partageait pas toutes les illusions de son entourage, il ne craignait pas de commencer la campagne avec ce doute terrible : — Aurais-je toute l'Allemagne contre moi ? serais-je seul à lutter contre elle? Dans cette incertitude, il résolut de concentrer 150,000 hommes à Metz, 100,000 hommes à Strasbourg et 50,000 hommes au camp de Châlons. Par un mouvement rapide, Napoléon espérait passer le Rhin, séparer la Confédération du Nord de l'Allemagne du Sud, et, par l'éclat d'un premier succès, attirer dans notre alliance

l'Autriche et l'Italie. Lors même que cette alliance ne serait pas venue nous donner une force numérique supérieure à celle de la Prusse, nous réduisions immédiatement de 200,000 hommes au moins l'effectif de l'armée prussienne, en empêchant la jonction des troupes de l'Allemagne du Nord à celles du Sud.

Ce plan et ses chiffres sont parfaitement d'accord avec les renseignements donnés par un officier attaché à l'état-major général, dans des articles ayant pour titre : « Des causes qui ont amené la capitulation de Sedan. » Cet officier nous dit que l'empereur comptait réunir l'armée de Metz à celle de Strasbourg, et, à la tête de 250,000 hommes, passer le Rhin à Maxau, laissant à droite la forteresse de Rastadt et à gauche celle de Germersheim. Arrivé de l'autre côté du Rhin, il forçait les Etats du Sud à observer la neutralité et se portait ensuite à la rencontre des Prussiens. Pendant que ce mouvement se serait opéré, les 50,000 hommes assemblés au camp de Châlons, sous les ordres du maréchal Canrobert, devaient se diriger sur Metz pour y protéger les derrières de l'armée et surveiller la frontière du nord-est. En même temps, notre flotte, croisant dans la Baltique, aurait retenue et immobilisée dans le nord de la Prusse, une partie des forces ennemies pour la défense des côtes menacées d'un débarquement.

Ce plan ne pouvait réussir qu'à la condition de gagner l'ennemi de vitesse. Napoléon croyait obtenir ce résultat au moyen des chemins de fer. Cette illusion lui fut fatale. Dès les premiers moments il s'aperçut que notre organisation militaire était si défectueuse que, malgré nos voies rapides, elle ne pouvait se prêter à la prompte concentration d'une grande armée avec tout son matériel, ses accessoires et ses approvisionnements, surtout lorsqu'une administration intelligente n'avait rien su régler d'avance.

Loin d'avoir, comme en Prusse, des corps d'armée toujours organisés, recrutés dans la province et possédant sur les lieux mêmes leur matériel et leurs accessoires, les troupes composant nos corps d'armée sont dispersés sur toute la France et leur matériel est amassé au fond de quelques magasins où tout s'encombre. Ainsi, quand une division active est en voie de formation sur une de nos frontières, l'artillerie arrive ordinairement de fort loin, et les voitures de train et d'ambulance, de Paris et de Vernon; presque tous les approvisionnements sont tirés de la capitale; quant aux soldats de la réserve, ils rejoignent leurs corps de toutes les parties du territoire. De sorte que les chemins de fer ne peuvent suffire à transporter les hommes, les chevaux et le matériel; la confusion s'introduit partout et souvent les gares sont encombrées d'objets dont on ignore la destination ainsi que la nature.

En 1866, on modifia la décision impériale de 1860, par laquelle les recrues de la deuxième partie du contingent étaient exercées dans les dépôts de leurs départements pour être, en temps de guerre, versées dans les régiments destinés à faire campagne. Cette légère amélioration dans notre système militaire fut annulée au ministère de la guerre, et l'on attribua dès les premières opérations de recrutement chaque soldat à un régiment. De sorte que, lorsqu'en 1870 on appela la réserve, les hommes qui en faisaient partie durent, pour aller rejoindre leurs corps, suivre les itinéraires les plus fantastiques. Ainsi, par exemple, ceux qui étaient à Strasbourg et dont les régiments se trouvaient en Alsace, au lieu d'être assemblés immédiatement au dépôt de Strasbourg, furent envoyés à leurs dépôts respectifs, peut-être dans le midi de la France ou même en Algérie, et obligés ensuite de retourner en Alsace pour être incorporés dans leurs régiments.

On conçoit tout ce qu'une pareille organisation doit apporter de retard et de désordre en temps de guerre. Aussi, le 12 août, n'ai-je point été étonné de rencontrer sur nos frontières quantité de chirurgiens, d'officiers de tous grades et de toutes armes, et des masses d'isolés chercher leurs régiments, des généraux et des régiments qui depuis huit et dix jours se promenaient en chemin de fer, sans pouvoir rejoindre leurs corps d'armée. Il y a plus, grâce à l'administration compliquée du

ministère de la guerre, le ministre, M. Dejean, ignorait pendant toute la première phase de la campagne ce qu'était devenu le 79e de ligne qui se trouvait alors en Corse.

Il en fut de même des approvisionnements, effets de campement, harnachement, munitions, matériel d'ambulance, c'est-à-dire de tout. A Bar-le-Duc, des soldats de l'armée du Rhin m'affirmèrent qu'ils avaient vécu pendant quatre jours avec des pommes de terre qu'ils arrachaient dans les champs. Ces mêmes hommes avaient des larmes aux yeux en avouant qu'ils avaient été obligés de piller des paysans français pour ne pas mourir de faim. Des officiers m'ont également affirmé que pendant nos premières actions, nos mitrailleuses n'avaient que de six à douze boîtes de cartouches.

Les fatigues, les souffrances et les privations des soldats étaient encore aggravées par les changements continuels des intendants et des commandants de place. Un ordre mal donné, un mot mal écrit envoyaient de Marseille à Clermont des bataillons qui devaient aller à Lyon rejoindre leurs régiments. Arrivées à l'étape les troupes manquaient de pain; l'intendant chargé des vivres était parti pour le Rhin; le commandant de place avait changé de garnison; les soldats ne trouvaient pas de logements, la distribution de la solde ou des vivres ne se faisait pas; les officiers chargés des distributions à l'étape, se présentaient souvent devant des hommes nouveaux qui les faisaient attendre des

heures entières, les recevaient grossièrement ou bien n'étant pas avertis du passage des troupes, n'avaient rien préparé et ne pouvaient leur donner ni solde, ni nourriture, ni logement. Les magasins étaient encombrés d'effets d'équipement et de harnais, dont beaucoup figuraient sur les inventaires depuis 1830, et ne pouvaient plus servir; j'ai vu des masses de caisses de biscuits qui avaient été à Sébastopol en 1854, et ne contenaient plus qu'une poussière verte, quelque chose qui n'avait pas de nom. Voilà comment notre armée était administrée, encouragée à verser son sang pour la patrie. Il suffit, pour donner une idée de la généralité de ce désordre, de ce gaspillage et de cette imprévoyance de publier quelques-unes des dépêches officielles adressées au ministère de la guerre, dès notre entrée en campagne, et dont voici des échantillons :

Général de Failly à guerre. Paris.

Bitche, le 18 juillet 1870.

Suis à Bitche avec 17 bataillons infanterie. Envoyez-nous argent pour faire vivre les troupes. Les billets n'ont point cours. Point d'argent dans les caisses publiques des environs. Point d'argent dans les caisses des corps.

Général Michel à guerre. Paris.

Belfort, le 21 juillet 1870, 7 h. 30 m.

Suis arrivé à Belfort; pas trouvé ma brigade; pas trouvé général de division. Que dois-je faire? Sais pas où sont mes régiments.

Général commandant 2me *corps à guerre. Paris.*

St-Avold, le 21 juillet 1870.

Le dépôt envoie énormes paquets de cartes inutiles pour le moment; n'avons pas une carte de la frontière France; serait préférable d'envoyer en plus grand nombre ce qui serait utile et dont nous manquons complètement.

Au général Dejean, ministre de la guerre. Paris

Saint-Cloud, 26 juillet, 6 h. 45 m. soir.

Je vois qu'il manque de biscuits et du pain à l'armée. Ne pourrait-on pas faire cuire du pain à la manutention à Paris et l'envoyer à Metz ?

Napoléon.

Major général à guerre. Paris.

Metz, le 27 juillet 1870, 1 h. 12 m. soir.

Les détachements qui rejoignent l'armée continuent à arriver sans cartouches et sans campement.

Intendant général à guerre. Paris.

Metz, le 27 juillet 1870, 12 h. 30 m. soir.

L'intendant du 1er corps m'informe qu'il n'a encore ni sous-intendant, ni soldats de train, ni ouvriers d'administration; et que, faute de personnel il ne peu atteler aucun caisson ni rien constituer.

Vice-amiral commandant en chef à marine. Paris.

Brest, le 27 juillet 1870, 1 h. 55 m. soir.

La majorité de Brest est dépourvu des cartes mer du Nord et Baltique. Il en faudrait onze séries à escadre actuelle.

Général d'artillerie à guerre. Paris.

Douai, 28 juillet 1870, 8 h. 5 m. soir.

Le colonel du 1er train m'informe d'un fait grave : sur 800 colliers restant à la direction de St-Omer,

500 destinés autrefois à l'artillerie se trouvent trop étroits. Que faut-il faire pour parer à cette éventualité ?

Il y a encore, à Douai, 1700 colliers, dont deux tiers se trouvent dans le même cas.

Major général à guerre. Paris.

Metz. 29 juillet 1870. 5. h 36 m. matin.

Je manque de biscuit pour marcher en avant, Dirigez sans retard sur Strasbourg tout ce que vous avez dans les places de l'intérieur.

Intendant général à Blondau, directeur d'administration guerre. Paris.

Metz, 30 juillet 1870, 9 h. 50 m. matin.

Il n'y a Metz ni sucre, ni café, ni riz, ni eau-de-vie, ni sel, peu de lard et de biscuit. Envoyez d'urgence au moins un million de rations sur Thionville.

Intendant du 7me corps à guerre. Paris.

Belfort, 4 août 1870, 7 h. matin.

Le 7me corps n'a pas d'infirmiers, pas d'ouvriers, pas de train. Les troupes font mouvement. Je pare

autant que possible à la situation, mais il est urgent d'envoyer du personnel à Belfort.

Maréchal Canrobert à guerre. Paris,

Camp de Châlons, 8 août 1870.

Dans les vingt batteries du 6me corps d'armée, il n'y a en ce moment qu'un seul vétérinaire. Prière de combler cette lacune.

Quand on lit ces dépêches, quand on remarque leurs dates et qu'on se rappelle que le premier choc des deux armées eut lieu le 2 août, on reste écrasé de stupeur en présence d'une telle situation ! Tout manquait à la fois, et tous, tous l'ignoraient ! Quant au matériel d'ambulance, à Frouard, comme à Bar-le-Duc, j'ai rencontré des chirurgiens militaires qui voyagaient depuis huit jours, pour être incorporés dans des régiments introuvables, et se plaignaient amèrement de l'intendance. Ces messieurs me disaient :

« Nous n'avons ni boites à amputation, ni médicaments, ni linge, ni charpie, ni aucune sorte d'effets de pansement. A Reichshoffen, nous fûmes envoyés sur le champ de bataille dépourvus de tout, même d'infirmiers, de manière que nos blessés n'ont pu recevoir de nous aucun secours. »

Ces chirurgiens exprimaient franchement leur tristesse sur cette incurie déplorable qui nous expliqua l'enthousiasme avec lequel nos troupes accueillaient sur leur passage l'arrivée de l'ambulance de la presse. Si l'intendance n'avait été qu'inutile, elle eut suscité moins de mépris et de haines contre elle, mais elle a toujours été nuisible au dernier chef, pendant toute la campagne, et doit largement assumer la moitié de la responsabilité de nos désastres. Le plus ou le moins d'intelligence et d'activité des intendants et des généraux, auxquels notre système administratif laisse trop peu d'initiative, entrant pour beaucoup dans le sort de la campagne, il est urgent de transformer ce système en une organisation plus simple, capable de fonctionner régulièrement pendant la guerre parce qu'elle aura fonctionné régulièrement pendant la paix. La routine et l'autorisation du ministre, nécessaire pour les choses les plus futiles, ont enlevé à nos chefs de corps la prévoyance et l'activité qui, parfois, suppléent au défaut d'organisation. Espérons que nos futurs législateurs, laissant de côté les questions de personnes, reformeront, d'une manière radicale le système de l'intendance, comme celui qui régit nos armées.

Arrivé à Metz, le 28 juillet l'empereur vit bientôt ses projets échouer. L'armée qu'il avait sous la main ne comptait que 100,000 hommes, au lieu de 150,000; celle de Strasbourg que 40,000 au lieu de 100,000, et le corps du maréchal Canrobert avait

encore une division à Paris et une autre à Soissons. Les régiments se composaient de 1,200 à 1,500 hommes au lieu de 3,000; ceux de 1,500 à 1,700 étaient excessivement rares.. L'artillerie et la cavalerie n'étaient pas prêtes. Aucun corps d'armée n'avait encore tous ses accessoires exigés pour entrer en campagne. Des ordres furent donnés pour activer l'arrivée des régiments qui manquaient, mais la crainte de dégarnir Paris, Lyon et l'Algérie engagea le ministère à n'obéir qu'avec une très-grande lenteur. Du reste un fait suffira pour démontrer l'incapacité du ministère : Strasbourg place de premier ordre, et à deux pas du Rhin, ne vit commencer son armement que vers le 30 juillet !

Qoique la confiance fut fortement ébranlée au quartier général, on espérait encore avoir le temps de s'organiser, car on ignorait de quel côté l'ennemi concentrait ses forces. Ne sachant pas nous éclairer par le jeu de la cavalerie légère ou par les espions, l'empereur, pour sonder le terrain, fit une forte reconnaissance sur Sarrebruck, le 2 août. Cette reconnaissance lui apprit que les Prussiens se portaient sur le 1er corps, c'est-à-dire le plus faible, afin de l'écraser avant d'attaquer successivement les autres avec des masses imposantes. Aussi, dans la nuit du 3 au 4 l'empereur mit-il le maréchal Mac-Mahon sur ses gardes par la dépêche suivante :

— Vous serez attaqué aujourd'hui ou demain.

Du 1er au 4 août, les divisions incomplètes du 1er corps se mirent en mouvement ; celle du général Abel Douay se rendit à la frontière extrême du nord-est, à Wissembourg, tandis que les autres occupèrent Soulz, Reichshoffen, Haguenau et Niederbronn. Nos troupes, mal organisées, mal approvisionnées, mal dirigées, marchaient lentement, avec peu d'ordre, et à distances assez grandes pour ne pas pouvoir facilement se donner la main dans une nécessité pressante. Ainsi, le général Douai aurait pu être parfaitement soutenu à Wissembourg si les troupes de Mac-Mahon eussent quitté Strasbourg dans la journée du 3, au lieu de ne partir que le 4, dans l'après-midi.

On se souvient que ce jour-là, le général Douay, suivant les habitudes de la plupart de nos généraux, se laissa surprendre par une véritable armée prussienne, tandis que ses soldats faisaient la soupe. Sa division fut abîmée, et lui-même paya de sa vie la même faute commise par le général Forey à Voghera. Dans ce combat, le 50e et le 74e de ligne se firent écharper. Quant aux turcos, quarante-deux seulement, sur huit cents, parvinrent à s'échapper, en se frayant un passage à travers les rangs de l'ennemi. L'héroïsme de cette division, luttant contre une armée, nous valut une défaite qui valait une victoire, mais, glorieuse ou non, une défaite est toujours un malheur.

Quelques jours après cette sanglante action, un turco, fier de sa conduite à Wissembourg, me disait en termes pittoresques : « Trois bataillons de turcos faire toujours fantasia avec Prussiens, quand Français fatigués, et Français gagner toujours. » Il paraît, en effet, que si l'on eut conservé, comme réserve les bataillons de turcos pour ne les « lâcher » qu'au moment où les Français commençaient à plier, les Prussiens, qui en avaient sérieusement peur, auraient peut-être été mis en déroute. « Envoyés en avant, ils prirent, à la baïonnette, huit canons, me disait un de leurs officiers ; mais, n'étant pas soutenus, ils durent les abandonner, et furent presque tous massacrés, ne voulant pas rester prisonniers. La cantinière, qui était dans un état de grossesse avancé, fut tuée par les uhlans. Un de mes amis, ayant eu le bras droit emporté par un obus, se baissa, ramassa son sabre de la main gauche et continua à se battre jusqu'à ce qu'il tomba pour ne plus se relever. Ah ! Si l'on savait se servir de tels hommes que ne feraient-ils pas. » Que d'écoles à faire encore dans nos armées !

Dans la matinée du 5, les troupes de Mac-Mahon arrivèrent à Reichshoffen. Vers trois heures, le maréchal se rendit entre la forêt de Haguenau et les Vosges pour choisir une position défensive. Ignorant la force de l'ennemi, il aurait mieux fait de gagner la montagne et de défendre les passages, mais la prudence n'a jamais été le fort de nos officiers supérieurs, aussi, se sont-ils continuellement

fait battre. Un jour, sans doute, nous aurons l'espionnage organisé comme chez les Prussiens, des reconnaissances de cavalerie poussées très-loin par des hommes intelligents, instruits et braves, et des armées protégées par des éclaireurs répandus sur une grande surface ; mais, sur les bords du Rhin, nous songions alors très-peu à tout cela. L'armée du maréchal appuya sa gauche à un bois, sur la route de Reichshoffen, principale ligne de retraite par Niederbronn et Bitche ; le centre était couvert par les villages de Freschviller et d'Elsashausen; la droite, faisait face à Wœrth. Mac-Mahon n'avait avec lui que 33,000 hommes, mais le général de Failly, commandant le 5e corps, avait ordre de se porter auprès du maréchal pour lui porter secours.

Les Prussiens vinrent reconnaître la situation de nos troupes, dans la soirée du 5. De notre côté, dans la matinée du 6, nous envoyâmes des reconnaissances de cavalerie pour avoir des nouvelles de l'ennemi. Les Prussiens, étant au courant de la façon supperficielle et maladroite dont nous exécutions ces sortes d'opérations, se retirèrent, et nos cavaliers ne virent rien de suspect. Vers huit heures, une formidable artillerie prussienne vint couronner les hauteurs de Guersdorff, et couvrit la 1re et la 3e division d'une pluie d'obus et de mitraille. Loin de se retirer sur Niederbronn, en présence d'un tel début, Mac-Mahon accepta la bataille dans des conditions d'infériorité qu'on pourrait appeler ridicule, mais il comptait sur des secours, et sur-

tout sur l'arrivée du corps de Failly, qui, disposant d'une grande route et d'un chemin de fer aurait pu venir à la rescousse au premier coup de canon qu'il entendait de Bitche. Le général de Failly ne bougea pas.

Tant que l'artillerie ennemie était en jeu, nous avions le dessous ; mais, dès que l'infanterie prussienne tentait une marche en avant, nous reprenions le dessus et nos fantassins repoussaient leurs bataillons avec une grande facilité. La division Ducrot, les zouaves et les turcos des généraux Raoult et de Lartigue, leur firent subir des pertes énormes. Malgré les dégâts épouvantables faits à notre centre par l'artillerie ennemie, nous tenions très-bien; alors les Prussiens massèrent sur leur gauche des forces décuples aux nôtres pour tourner notre droite. Le général de Failly n'arrivant pas, et nos réserves étant toutes engagées, nous dûmes céder au nombre et nous replier sur Reichshoffen par Niederbronn.

C'est en ce moment que le maréchal pria la division Bonnemain de grosse cavalerie de se sacrifier pour assurer notre retraite. Tandis que nos cuirassiers se faisaient héroïquement tuer dans cette charge devenue légendaire, les débris de notre 1er corps se retirèrent en désordre quoique peu poursuivis.

Le général Steinmetz, avec 80,000 hommes, battait également, ce même jour, les 30,000 hommes du corps Frossard, échelonnés entre Saarbruck et

Forbach, sur les hauteurs de Spicheren. A Forbach, comme à Woerth, nos soldats montrèrent une bravoure vraiment merveilleuse; le nombre de l'ennemi n'arrêta pas un seul instant leur élan admirable, et s'ils furent battus, c'est que les divisions qui devaient les secourir restèrent l'arme au bras, loin du champ de bataille, ou n'arrivèrent que pour mettre de l'ordre dans la retraite.

Le spectacle le plus affligeant suivit ces deux déroutes. Les convois de vivres furent abandonnés sur les chemins, les voitures renversées dans les fossés, les traits coupés. Les soldats ayant laissé, comme d'habitude, leurs sacs pour se battre, se sauvèrent sans effets, linge et chaussures. De Reichshoffen, ils allèrent à Saverne, puis à Phalsbourg, puis à Lunéville. Finalement, ils furent dirigés sur le camp de Châlons, où ils arrivèrent dans le plus grand désordre, affamés et en guenilles.

Pendant cette triste retraite, MM. les intendants et sous-intendants ne se donnèrent point la peine d'arriver aux étapes avant la troupe, afin de faire préparer du logement et du pain à nos glorieux vaincus. Voyant qu'on ne songeait nullement à leur faire des distributions régulières, les troupiers furent obligés de mendier ou de piller pour vivre, beaucoup se grisaient pour s'étourdir ; la discipline manquait partout ; mais, à qui la faute ? Pour remédier à cette révoltante incurie de l'intendance, Mac-Mahon donna l'ordre de cantonner les débris du 1er corps chez l'habitant, et aux généraux de

nourrir leurs troupes eux-mêmes par réquisition au moyen de bons. Et pourtant notre administration militaire compte 264 membres d'intendance « assimilés » du grade de capitaine à celui de général : 500 « officiers » d'administration des bureaux de l'intendance ; 325 « officiers » d'administration des subsistances ; 80 « officiers » d'administration de l'habillement et du campement ; c'est-à-dire environ 1,200 administratifs affublés du titre d'officier, pour laisser mourir de faim, même en France, les hommes qui se battent et meurent pour la patrie ! Le gouvernement républicain aussi intelligent, aussi logique que celui de l'Empire, a décoré presque tous ces messieurs, mais n'a donné qu'une ou deux croix aux ambulances mobiles, dont l'immense personnel français et étranger allait chercher nos blessés sous le feu de l'ennemi !

Si l'indiscipline commençait à régner parmi la troupe, le désordre ne régnait pas moins dans les états-majors. Personne ne commandait, aussi, personne ne savait ce qu'il avait à faire ; les ordres donnés au premier venu, pour être transmis, étaient sus, par hasard, au dernier moment.

Pris en flagrant délit de formation par l'initiative hardie des troupes allemandes qui débouchaient à la fois par la Sarre et le Rhin, nous avions perdu la première « manche » de cette terrible partie qui se jouait d'abord entre deux armées, et finit par se jouer entre deux peuples. L'empereur voyant toutes ses combinaisons détruites en peu de jours, ré-

solut de ramener immédiatement l'armée au camp de Châlons, afin de la réunir aux débris de celle de Mac-Mahon qui se reformait, au corps de Failly qui se repliait, et à celui du général Félix Douay, qui se rassemblait lentement à Belfort.

L'effectif de l'armée de Metz fut porté à 140,000 hommes par l'arrivée tardive du maréchal Canrobert, avec deux divisions et des hommes de la réserve ; elle reçut l'ordre de se concentrer autour de la ville, dans l'espoir qu'elle pourrait tomber sur une des armées prussiennes avant qu'elles eussent opéré leur jonction. Malheureusement son action fut paralysée par l'ignorance absolue dans laquelle nous restions, sans savoir en sortir, de l'emplacement et de la force des armées ennemies. Cette ignorance de nos chefs paraît inexcusable ; les officiers prussiens, toujours très-bien renseignés par leurs éclaireurs, leur espions et pour qui le numéro d'un de nos régiments, trouvé dans un journal, ou sur les boutons d'un prisonnier, était une révélation, plaisantaient fréquemment sur cette incapacité de nos chefs à connaître les mouvements de l'ennemi. Le 14 et le 16 août, on ne croyait nullement à Metz avoir l'armée prussienne sur les bras, à Paris on était pas mieux renseigné.

Ces tristes débuts de la campagne affectèrent naturellement l'opinion publique. La presse française avait tellement surexcité le patriotisme par des articles insensés et d'un goût douteux que personne ne s'attendait à de pareils revers. Il était

trop tard pour attaquer notre organisation militaire, que l'on croyait excellente ; on attaqua les chefs responsables de la mauvaise situation de l'armée. Napoléon et le maréchal Le Bœuf devinrent impossibles ; l'empereur le savait ; il remit alors le commandement de l'armée au maréchal Bazaine et supprima les fonctions de major-général. Ayant été plus battus que découragés, nous pouvions croire encore à des succès. La nomination de Bazaine et la réorganisation, à Châlons, de l'armée de Mac-Mahon donnèrent aux masses des espérances qu'il était inutile de combattre. On ne voulait pas se rappeler, on ne voulait pas voir la vérité. Au retour du Mexique on avait honni Bazaine, on l'avait accusé d'avoir sacrifié l'honneur de la France et les intérêts du Mexique à son ambition particulière. M. de Kératry devint populaire et même député pour avoir défendu le maréchal, tout en attaquant le gouvernement. La nomination de Bazaine au commandement général de l'armée fut acclamée par tous, même par ceux qui l'avaient le plus violemment attaqué !

Une nation est bien malade quand elle offre pareille inconstance dans ses jugements et de semblables virements d'opinion.

III

Société internationale de secours aux blessés. — Convention de Genève. — Insuffisance des services officiels hospitaliers. — L'aumônerie.— Organisation des grandes ambulances. — Ambulance dite de la « Presse française. » — Coup d'œil sur le personnel de la deuxième Ambulance.

L'importance exceptionnelle,inattendue, du rôle joué, pendant cette campagne, par les sociétés de secours aux blessés, nécessite un rapide aperçu de l'origine des ces sociétés et de la Convention de Genève qui leur a donné la consécration officielle.

M. Henry Dunant, dans sa brochure : *Souvenir de Solferino*, avait remis en lumière l'idée de la neutralisation du service hospitalier, jadis demandée par le maréchal de Noailles, en 1743, par le marquis de Barrail, en 1759, et par le général Moreau en 1800. Récemment encore les armées en campagne perdaient considérablement de monde

par le manque de secours dont les blessés et les malades avaient besoin. Dans les dernières guerres les grandes agglomérations de troupes ont fait perdre plus d'hommes, aux belligérants, par les maladies que par les combats. Ainsi, nous voyons d'après les intéressants travaux du Dr Chenu, que pendant la guerre de Crimée, les belligérants perdirent 53,007 hommes tués ou morts à la suite de leurs blessures, et 331,984, par suite de maladies.

Pour diminuer cette effrayante mortalité, les Etats-Unis, pendant la guerre de 1861-1865, donnèrent à l'idée française, développée par M. Dunant, une application pratique des plus fécondes. Après avoir eu à lutter plusieurs mois contre des hostilités officielles, « l'Association centrale, Américaine, pour l'Assistance médicale, » finit par être accueillie favorablement de tous, et, six mois à peine après sa constitution, elle assistait déjà 8,000 blessés. Cette Société prit un tel développement, qu'en 1864, le nombre des hôpitaux qu'elle avait construits ou qu'elle administrait s'élevait au chiffre de *deux-cent-quatorze*, renfermant 133,800 lits. Pour l'entretien des blessés et malades soignés et nourris dans ces hôpitaux les dames américaines avaient, à cette époque, donné à la Société des objets pour une valeur de 46 millions! Quand aux offrandes en espèces elles s'élevaient au chiffre de 18,330,000 fr. Grâce à de tels résultats, cette Société put organiser des flotilles à vapeur et des trains de chemin de fer qui se rendaient près des champs de bataille

et permettaient aux hospitaliers de secourir les blessés et les évacuer dans les hôpitaux, un jour, et parfois deux, avant l'arrivée des secours officiels.

Ces faits, connus en Europe, décidèrent M. Dunant à confier à la « Société d'utilité publique génevoise, » l'étude de la constitution des sociétés de de secours. Appuyée par le général Dufour, une commission de la Société génevoise lança, le 1er septembre 1863, une circulaire de convocation. Le 26 octobre suivant, dix-huit délégués officiels représentant quatorze gouvernements, et six délégués de divers associations se rendirent à cet appel et vinrent ouvrir la « Conférence de Genève. » Cette assemblée reconnut à l'unanimité qu'en temps de guerre, « les secours donnés aux blessés sont insuffisants quels que puissent être le zèle et le dévouement des services sanitaires officiels. » M. Drouyn de Lhuys, alors ministre des affaires étrangères, reçut peu de temps après, de l'empereur, la mission d'organiser un accord diplomatique dont le but serait de convoquer une conférence internationale concernant la neutralité des blessés, des ambulances, des hôpitaux et du personnel sanitaire. Cette conférence donna lieu à la « Convention de Genève, » traité signé le 22 août 1864, par seize puissances, auxquelles huit autres ont adhérées successivement avant le 20 octobre 1868, époque à laquelle il fut ajouté à la Convention primitive des articles additionnels.

Cette Convention étant encore très-peu connue,

il est bon de reproduire ici ses principaux articles pour montrer combien les Prussiens les ont respectés.

Article 1er. — Les ambulances et les hôpitaux militaires seront reconnus neutres et, comme tels. protégés et respectés par les belligérants, aussi longtemps qu'il s'y trouvera des malades et des blessés. La neutralité cesserait si ces ambulances ou ces hôpitaux étaient gardés par une force militaire.

Art. 2. — Le personnel des hôpitaux et des ambulances, comprenant l'intendance, les services de santé, d'administration, de transport de blessés, ainsi que les aumôniers, participera au bénéfice de la neutralité lorsqu'il fonctionnera et tant qu'il restera des blessés, à relever ou à secourir.

Art. 3. — Les personnes désignées dans l'article précédent pourront, même après l'occupation par l'ennemi, continuer à remplir leurs fonctions dans l'hôpital ou l'ambulance qu'elles desservent, ou se retirer pour rejoindre le corps auquel elles appartiennent. Dans ces circonstances, lorsque ces personnes cesseront leurs fonctions, elles seront remises aux avant-postes ennemis par les soins de l'armée occupante.

Art. 4. — Le matériel des hôpitaux militaires, demeurant soumis aux lois de la guerre, les personnes attachées à ces hôpitaux ne pourront, en se re-

tirant, emporter que les objets qui sont leur propriété particulière. Dans les mêmes circonstances, au contraire, l'ambulance conservera son matériel.

Art. 5. — Les habitants du pays qui porteront secours aux blessés seront respectés et demeureront libres. Les généraux des puissances belligérantes auront pour mission de prévenir les habitants de l'appel fait à leur humanité, et de la neutralité qui en sera la conséquence. Tout blessé recueilli et soigné dans une maison y servira de sauvegarde. L'habitant qui aura recueilli chez lui des blessés sera dispensé du logement des troupes, ainsi que d'une partie des contributions de guerre qui seraient imposées... L'habitant qui aura recueilli des blessés devra leur donner à ses frais, tous les soins nécessaires, de quelque nature qu'ils soient.

Art. 6. — Les blessés militaires ou malades seront recueillis et soignés, à quelque nation qu'ils appartiennent. Les commandants en chef auront la faculté de remettre immédiatement aux avant-postes ennemis les militaires ennemis blessés pendant le combat, lorsque les circonstances le permettront, et du consentement des deux parties. Seront renvoyés dans leur pays ceux qui, après guérison seront reconnus incapables de servir. Les autres pourront également être renvoyés, à la condition de ne pas reprendre les armes pendant la durée de la guerre. Les évacuations, avec le personnel qui les dirige, seront couvertes par une neutralité absolue.

Art. 7. — Un drapeau distinctif et uniforme sera adopté pour les hôpitaux, les ambulances et les évacuations. Il devra être, en toute circonstance, accompagné du drapeau national. Un brassard sera également admis pour le personnel neutralisé; mais la délivrance en sera laissée à l'autorité militaire. Le drapeau et le brassard porteront : croix rouge sur fond blanc.

Les articles additionnels sont plutôt des interprétations que des modifications de certains paragraphes des articles précédents. Cette Convention fut la base, la règle et la promotrice des sociétés de secours qui se sont établies dans toute l'Europe, sous le nom de «Société internationale de secours aux blessés» En Prusse, elle prit une très-grande extension, et, pendant la guerre de 1866, elle expédia sur les champs de bataille environ soixante-six trains de douze à vingt-six wagons chacun, chargés de linge, charpie, vins, spiritueux, tabac, médicaments et désinfectants. Quoique moins importantes qu'aux Etats-Unis, les souscriptions en faveur de la société se chiffraient par millions. En France, lorsque la guerre éclata, la Société possédait à peine quelques milliers de francs, et la Convention de Genève était à peu près inconnue, même dans les états-major et le corps médical de l'armée!

Malgré les assertions du ministère Ollivier, on s'aperçut vite, dès le début de la campagne, que le

gouvernement n'avait rien de prêt. Le public, croyant que les armes à tir rapide occasionneraient de grandes pertes parmi les troupes, envoya des dons en nature et en argent à la Société de secours aux blessés, présidée par le comte de Flavigny. Ces dons étaient relativement importants, mais presque ridicules, quand on les comparait à ceux que recevaient les Sociétés de Londres et de Berlin. La presse française fit alors un chaleureux appel à la générosité nationale qui brillait surtout par sa lésinerie et sa parcimonie indignes. Grâce à l'élan que sut lui donner M. de la Grangerie, secrétaire-général du comité, la « Souscription patriotique, » patronnée par le *Gaulois* et plus de cent journaux, vit bientôt arriver, sou par sou, un million de francs. L'initiative privée prit un certain développement, un peu partout, pour remédier à l'imprévoyance du gouvernement et à l'insuffisance officielle.

Lorsque la « Souscription patriotique, » eut reçu près d'un million, le comité. composé de MM. de Girardin, Tarbé, de la Grangerie, Guéroult de l'*Opinion nationale*, Détroyat, de *la Liberté*, Marc, de l'*Illustration*, Bullier, de l'*Agence Havas-Bullier*, et Merson, de l'*Union bretonne*, chargé de répartir les fonds recueillis, eut l'heureuse idée d'avoir à l'armée une ambulance qui serait un centre sur lequel on dirigerait les dons en argent et en nature, reçus pour être distribués aux soldats. Pour réaliser cette combinaison, le comité remit à la Société de secours une somme de 300,550 francs, afin que

la deuxième ambulance volante, en voie de formation, fut pour ainsi dire la propriété de ce comité. Pour mieux affirmer cette propriété le comité demanda que l'ambulance s'appelât : « ambulance de la presse française, » et, qu'en ma qualité de journaliste et d'homme de lettres, j'en fusse l'aumônier. Ce qui fut accepté. A ce propos, je crois devoir également toucher ici la question de l'aumônerie.

Au mois de juillet, des articles parurent dans plusieurs journaux révélant les lacunes regrettables du service religieux et demandant que le personnel de ce service fut triplé. L'abbé Laisne, aumônier en chef de l'armée et chapelain de l'empereur, était chargé de l'organisation de l'aumônerie de campagne ; cet ecclésiastique s'est montré tout à fait au niveau des autres chefs de services officiels, qui nous ont dévoilé leur ineptie et leur mauvais vouloir avec une cynique franchise. Quoique abbé de cour, il était trop nul et trop brouillé avec « la civilité puérile et honnête, » pour ne pas être, comme ses collégues du ministère de la guerre, fort au dessous de sa mission. Montrant peu d'empressement à venir en aide à nos blessés, il refusa d'abord presque tous les aumôniers ayant déjà fait campagne ; il n'accepta que ceux qui lui furent imposés par des chef de corps ; puis, faisant preuve de haute intelligence, il prit pour aumôniers de braves prêtres qui, n'ayant aucune idée du service militaire, s'en allaient à l'armée avec un sac de nuit, pour tout bagage, comme s'ils partaient pour Pontoise,

s'imaginant qu'ils auraient table et logement fournis tous les jour par... ils ne savaient qui? En outre, il ne fit de nominations que juste ce qu'il fallait pour les états-major de divisions, paraissant ne pas se douter qu'un aumônier pour 10,000 hommes était un chiffre insuffisant jusqu'au ridicule.

En France, l'organisation de la grande aumônerie avait été faite d'une façon si intelligente, que l'abbé Laisne, en sa qualité de chef de service au ministère, avait plus de pouvoir que le grand aumônier, dont il n'était, après tout, que le vicaire. Non-seulement l'archevèque de Paris n'avait pas le droit de nommer des aumôniers de terre et de mer, mais il ne pouvait même pas donner aux aumôniers, quels qu'ils fussent, la faculté d'exercer leur ministère sur le territoire français.

Quand je fus nommé, par le comité de la presse et par celui de la Société de secours, aumònier de la deuxième ambulance, j'allai naturellement prier l'archevèque de sanctionner cette double nomination et de me donner les « pouvoirs » nécessaires pour administrer les sacrements à nos pauvres soldats. Monseigneur me répondit que cela lui était impossible, et il me signala l'étrange situation que je viens d'esquisser. Quoique autorisé par la caractère de ma mission à me passer de ces « pouvoirs, » je pleurais de tristesse et d'indignation en trouvant autant d'obstacles pour faire le bien, même dans un moment aussi critique, dans un moment où nos troupiers tombaient par milliers sur le champ

de bataille, privés des secours médicaux et religieux que leur doit la patrie, et qu'à cette heure suprême ils réclament à grands cris.

Que de terribles responsabilités n'ont pas été encourues devant Dieu et devant les hommes depuis la déclaration de guerre, par ces Bridoison modernes pour lesquels la *fôôôrme*, le gérontisme, l'administration, la hiérarchie sont des idoles sacrées auxquels ils sacrifient sans cesse, même le pays? Homme ou chose, une idole est toujours une divinité fatale qui, malgré des apparences parfois contraires, éloigne du vrai, et que Dieu frappe de stérilité pour le bien. En présence de ces administratifs qui ont tant horreur des bonnes actions faites par l'initiative privée, on se demande si ces hommes, béates personnifications de la routine, n'ont pas un régistre, une plume d'oie à la place du cœur? Je ne sais ce que fera le nouveau gouvernement, mais il aura beaucoup à raboter dans toutes les administrations, s'il veut soulager la France de cette hideuse bureaucratie qui la ronge, la ruine et l'annule.

Heureusement que le zèle du clergé et le patriotisme de l'épiscopat ont bravement fait litière de ce qui gênait le dévouement individuel. Les prêtres, encouragés par leurs évêques, sont partis de tous les coins de la province pour l'armée, de sorte qu'à la fin de la campagne, sur la Loire, au nord et dans les Vosges, on voyait peu de bataillons de mobiles, de mobilisés et même de compagnies de

francs-tireurs, n'avoir pas des aumôniers, des hospitaliers et des ambulances. Beaucoup de mes confrères ont été fait prisonniers, quelques-uns ont été tués, d'autres sont morts par suite de blessures reçues ou de maladies contractées pendant la guerre, tous ont fait leur devoir avec modestie, simplicité, courage.

L'administration militaire n'avait pas mieux pourvu au service médical qu'au service religieux. On se rappelle que le général Dejean, ministre de la guerre par intérim, avait affirmé à la tribune que l'intendance était calomniée quand on l'accusait d'ineptie, et que nos ambulances volontaires, non-seulement ne rendraient aucun service, mais encore qu'elles seraient embarrassantes dans l'armée. Je ne crois pas que ce général osât aujourd'hui défendre l'intendance ; il ne défendrait guère plus le service médical militaire, s'il l'avait vu fonctionner sur les champs de bataille, après nos défaites sur la Meuse. Les médecins militaires, sauf de très-honorables exceptions, ne songent qu'à évacuer leurs blessés dans les hôpitaux.

— « Nous ne sommes pas ici pour guérir, mais pour évacuer, » disait un major de l'armée à l'un de nos chirurgiens qui lui faisait des observations sur ses pansements. Cette réponse, faite à Mouzon, je l'ai entendue répéter sur les bords de la Loire par un autre médecin militaire. Nos médecins civils n'entendent pas ainsi leur mission, car ils savent que les évacuations précipitées, inoppor-

tunes coûtent ordinairement la vie des blessés. A propos des honorables exceptions dont je viens de parler, je citerai, entre plusieurs autres, le fait suivant qui répond en outre à l'assertion de M. Dejean relativement à l'intendance.

Un chirurgien-major qui nous accompagnait de Frouard à Toul, serra la main à plusieurs d'entre nous en montant en wagon, et nous dit, en laissant tomber quelques grosses larmes :

— « Merci, messieurs, de venir à notre aide ; nous n'avons rien, nous ne pouvons rien ; c'est vous qui ferez notre besogne sur le champ d'honneur. » Puis, voyant que je crayonnais ses paroles sur mon carnet, il ajouta : « M. l'aumônier, vous pouvez citer mon nom, en publiant ce que je vous dis. L'intendance s'est conduite d'une manière infâme ; je suis le major ***, et que l'on vienne me donner un démenti, si on l'ose ; dussé-je y perdre ma position, je m'en f..., je répondrai. »

Le corps médical fait bravement son devoir sous le feu de l'ennemi, mais ses membres ne sont pas tous suffisamment instruits ; ensuite, comme ils sont obligés de suivre l'armée, et que naturellement ils n'emmènent pas les blessés avec eux, il résulte que lorsque l'élément civil ne prête pas son concours à l'élément militaire, la mortalité dans les armées devient considérable. Je crois être au-dessous de la vérité en disant que les ambulances internationales françaises, anglo-américaines, prussiennes, néerlandaises, luxembourgeoises et suis-

ses ont sauvé la vie à plus de 100,000 blessés pendant cette campagne. Le général Dejean leur était pourtant très-hostile et mettait une excessive lenteur à permettre le départ de nos ambulances qui s'organisaient aux Champs-Élysées ; sans l'insistance de l'impératrice, notre départ n'aurait peut-être pas eu lieu avant la bataille de Sedan. Cette hostilité était principalement motivée par esprit de corps et par les répugnances officielles à l'égard de toute innovation.

L'insuffisance du service médical militaire fit de l'œuvre de la Société de secours une œuvre de première nécessité. Ce que nous dirent plusieurs chirurgiens de l'armée, ce que nous vîmes nous-mêmes nous le prouvent grandement. Un autre témoignage non moins important est celui des blessés de Mouzon, qui vinrent à la veille de leur rapatriement nous remercier dans les termes suivants : « Messieurs, nous désirerions bien connaître les directeurs de votre Société pour les remercier des soins que vous nous avez prodigués, malgré les dangers que vous avez courus pour nous sauver la vie ; sans vous, nous serions morts, faute de secours, nos ambulances étant dépourvues de tout, et nos médecins nous ayant abandonnés pour rejoindre leurs corps. Soyez notre interprète auprès de ces messieurs pour les remercier, comme nous vous remercions... »

Lors de la formation de l'armée de la Loire, des régiments, des bataillons de mobiles, de mobilisés

et des compagnies de francs-tireurs partaient accompagnés d'un ou de deux médecins, mais sans médicaments, sans linge, ni charpie, ni boîtes à amputation, et venaient à Tours ou dans les autres délégations régionales demander à la Société de secours de leur fournir ces objets qu'ils ne pouvaient acheter, faute d'argent, ou qu'ils ne trouvaient nulle part. Partout nos délégués s'empressèrent de subvenir largement à ces demandes. En outre, ils divisèrent nos grandes ambulances, comme on le verra plus loin, les disséminèrent sur toute la ligne de bataille, créèrent des dépôts pour approvisionner les lazarets, et prirent des mesures pour coucher, soigner et nourrir plus de 20,000 blessés et malades dans les seuls départements du centre-sud.

A Paris, il est vrai, le comité central de la Société s'est montré très-inférieur aux délégués de province où M. le vicomte de Flavigny, à Tours; M. le comte Lemercier, à Bordeaux; MM. de Vogué, Beulé et autres ont fait des merveilles, tout en dépensant peu. Mais il faut avouer que lors de la création des grandes ambulances à Paris, M. le comte de Flavigny, président, M. le comte de Beaufort, le Dr Chenu, le marquis de Villeneuve et le vicomte Serrurier, principaux membres de la Société, étant trop absorbés par la création des ressources qui faisaient défaut, et de l'opposition que leur faisait le ministère, ne purent s'occuper du personnel des ambulances ni de leurs approvision-

nements ; un M. Ville fut chargé de cette besogne et ce fut un vrai malheur pour la Société, comme pour l'honorabilité des ambulances volantes.

Sans esprit pratique, le comité central se laissa trop diriger par des hommes à petits préjugés, à petits intérêts, à petites idées. Sous cette influence pernicieuse, il introduisit dans nos ambulances et son administration un nombre considérable de bouches inutiles, onéreuses, qui dévoraient une énorme partie de ses ressources pécuniaires ; il exagéra le nombre des grandes ambulances, dont plus de la moitié était de trop, et qui dépensa des sommes importantes à se promener en chemin de fer ! Il inonda la Société de comptables, aides-comptables, sous-comptables, comptables généraux, inspecteurs, secrétaires, attachés, trésoriers-adjoints et autres agents payés de 150 à 500 fr. par mois, n'ayant rien à faire et ne faisant rien que de se goberger aux frais du public, dont l'argent était ainsi gaspillé. Les personnages qui ont donné de telles sinécures à des favoris, des incapables, des poltrons qui les sollicitaient pour échapper à la mobile, à la garde nationale et à la mitraille, ont sans doute dû s'en repentir bien des fois, car ils ont jeté sur la Société fort peu de considération.

M. Ville, imposé au comité contral par M. Nélaton, a été la cheville ouvière et le principal auteur des bévues commises et des tristes écoles faites par ce comité avant le siége de Paris. Grâce à l'ineptie de ce désagréable monsieur, l'ambulance de la

presse fut faite prisonnière, dès son arrivée sur les bords de la Moselle. Prêts, dès le 9 août, M. Ville ne nous laissa partir pour Metz que le 11 ; ce retard nous fit tomber dans les lignes prussiennes que nous aurions évitées en partant un jour plus tôt. Je me suis laissé dire qu'il avait dirigé sur Sedan une ambulance qui n'avait guère pour tout approvisionnement qu'un baril de beurre de cacao ! Poli comme un concierge de prison, il fut définitivement mis à la porte du comité, mais trop tard, le mal était fait.

A tort ou à raison, j'ai pareillement conservé une impression peu favorable d'un certain M. Blain des Cormiers, à propos d'un fait personnel qui m'a fort surpris. Ce digne homme, en me remettant les 500 fr. accordés par le comité pour notre entrée en campagne, me dit d'acheter une chapelle. Cette chapelle et mes effets de campement m'occasionnèrent une dépense double de la gratification reçue. A l'abbé Loizellier, mon collègue et son ami, M. Blain des Cormiers lui dit avec raison qu'une chapelle était inutile, vu qu'on logeait presque toujours dans une ville ou dans un village. Ce renseignement engagea mon confrère à ne pas aeheter des effets de campement et à garder ses 500 fr. Je me demande encore pourquoi ce monsieur donnait à un aumônier une somme réglementaire avec obligation d'en dépenser le double, et, à l'autre aumônier, pareil somme avec conseil de ne rien dépenser du tout ?

Le népotisme du bon trésorier du comité alla

plus loin. Au moment de partir, il me présenta son ami, mon collègue, en me disant qu'il serait aumônier en chef. N'acceptant pas l'autorité privée de ce monsieur que je prenais pour un simple salarié, je lui répondis que, nommé par le comité de la presse et celui de la Société, je n'avais d'ordre à recevoir de personne, et que si je n'en donnais pas, c'était d'abord parce que je n'en avais pas à donner, et qu'ensuite je trouvais ridicule qu'il y eût un aumônier en chef dans une ambulance qui n'avait que deux prêtres.

Ces détails ne sont point aussi puérils qu'ils le paraissent, car ils révèlent des petitesses d'esprit qu'on ne devrait point rencontrer parmi des hommes qui se placent à la tête de nos plus honorables institutions ; ils dévoilent, en outre, des abus qu'il faut supprimer en éloignant ceux qui sont capables de les commettre ; ils montrent, enfin, combien même les bonnes œuvres ont, en France, de la peine à s'affranchir de ces mille et une misères qui les ternissent, entravent leur essort et paralysent leurs effets.

Les rapports envoyés à la délégation de Tours après les évacuations de Sedan et de Metz, ainsi que mes renseignements personnels, m'ont convaincu que l'ambulance de la presse avait été la mieux composée, comme c'est elle aussi qui a rendu le plus de service sur les bords de la Meuse. Son personnel a montré beaucoup de dévouement, beaucoup de tenue, et l'accord entre ses divers membres

était vraiment admirable, malgré les différences de caractères qui auraient dû produire des froissements qui n'ont pas eu lieu. Dans cette harmonie générale je n'excepte pas même notre chirurgien en chef, dont la pusillanimité nous a fait bien du tort, et que je traiterai sévèrement dans le courant de cette narration. Jamais je n'avais vu trente-cinq personnes, jeunes, réunies hâtivement, se connaisant peu ou pas du tout, obligées de vivre constamment ensemble et se témoignant autant d'indulgence, les uns à l'égard des autres, pour leurs inégalités d'humeur et les faiblesses inhérentes à la nature humaine.

Dès notre départ de Paris, le corps médical de l'ambulance a montré un esprit d'ordre, d'union et de solidarité fort touchant. Le pain, le vin, le tabac, les provisions particulières étaient en commun et partagés amicalement, comme le furent plus tard les dangers et les privations, les petites joies et les grandes fatigues. On buvait dans le même verre, on mangeait dans la même assiette, on dormait sur la même paille, sans que l'un cherchât l'amélioration de son bien-être aux dépens de l'autre. Si toutes les républiques prenaient exemple sur celle qui régissait l'ambulance de la presse, elles dureraient plus longtemps et les souverains deviendraient des mythes : mais dans notre république, et c'était sa force comme sa beauté, nous ne pensions qu'à notre œuvre, tandis que nos républicains modernes ne pen-

sent qu'à leurs intérêts privés, et c'est là leur laideur comme leur faiblesse.

Le personnel de l'ambulance de la presse se composait de M. le vicomte Foucher de Careil qui nous accompagna pendant la première partie de la campagne, en qualité de délégué de la Société; de M. Marc Sée, chirurgien en chef; MM. Pomier, Villeneuve, Mahot et Ruck, chirurgiens; l'abbé Loizellier et moi, aumôniers; M. Espérandieu, pasteur protestant; MM. Castiaux d'Espine, Regnault, Piquantin, Leroy-des-Barres, Petit, Gripa, Foex, Gaye et Belon, aides-chirurgiens; MM. Reclus, de Pressigny, Deschamps, Bergeaud, Autun, Pauly, Muret, Baudon, Albenois et Courmon, sous-aides; Bayle, pharmacien; Truchot, comptable, Zborowski, Marinus et Guérin, sous-comptables; le comte d'Aboville, fourrier; Lançon, dessinateur; plus six caporaux et sergents, un piqueur, un maréchal, dix cochers et cuisiniers et soixante infirmiers.

Quelques coups de crayons me paraissent nécessaire pour faire connaître ce personnel avec lequel il est utile de faire connaissance.

M. Marc Sée appartient à l'une des douze tribus d'Israël, — j'ignore laquelle ; — il occupe à Paris, dans le corps chirurgical, une situation qu'il paraît devoir autant à des circonstances indépendantes de ses talents professionnels qu'à ses propres mérites ; le nom qu'il porte, rendu célèbre par le docteur Sée son cousin, n'est peut-être pas étranger à sa réputation. D'une sensibilité féminine, dénotant un cœur

excessivement bon, notre chirurgien en chef s'émotionnait facilement en présence du bruit et des horreurs de la guerre; j'ai vu ses yeux se mouiller de larmes quand, après Sedan, nous rencontrions nos prisonniers conduits en Allemagne par des Prussiens qui les maltraitaient. Indécis, flasque et faible, M. Sée ne se décidait jamais à prendre une résolution sans qu'il y fut forcé par une volonté plus énergique que la sienne; par bonté, manque de caractère, indécision, il favorisait l'insolence des infirmiers sur lesquels nos chirurgiens finirent par n'avoir aucune action. N'aimant pas les Prussiens et craignant les obus comme les Normands les craignaient, il s'annulait complètement dès que nous nous trouvions dans un district envahi par les casques pointus. Il était difficile de faire un choix plus malheureux pour diriger une grande ambulance. On verra plus loin que ces appréciations sont parfaitement justifiées.

M. Pomier était un de nos meilleurs chirurgiens; calme, aimable, prompt à la réplique, d'un coup d'œil sûr, il se faisait aimer à première vue. Estimé de ses camarades autant par son caractère que par ses talents, M. Pomier jouissait parmi nous d'une considération justement méritée.

M. Villeneuve, grave et sérieux, quoique marseillais, professait une vraie passion pour son art; comme son collègue, M. Pomier, il ne songeait qu'aux blessés. Enlevé de Mouzon et conduit à Sedan par la déroute des troupes surprises à Beau-

mont, il fut blessé à l'œil par un éclat d'obus tombé dans l'ambulance où il se trouvait ; pendant plusieurs jours nous le crûmes mort, aussi l'embrassâmes nous avec bonheur quand il nous revint à Mouzon. M. Villeneuve était le Nestor de notre corps médical.

M. Mahot, nommé *Mac-Mahot* par M. Piquantin, était breton avant tout. La parole lente, mais le sang vif, il se distinguait par son dévouement, marchandise pourtant très-commune dans l'ambulance de la presse.

M. Ruck était surtout médecin ; quoique le bistouri paraissait peu lui plaire, et d'une santé délicate, il revint à Paris, après les évacuations de Sedan, et servit pendant le siége en qualité de chirurgien, du côté du Bourget.

J'ai plusieurs fois ouï dire que M. Castiaux était le « meilleur couteau » de l'ambulance ; était-ce un hommage rendu au vrai talent, ou simplement modestie de la part de nos chirugiens ? Je ne sais; ce qu'il y a de certain, c'est que lorsqu'il se présentait une opération très-difficile à faire, on allait ordinairement chercher M. Castiaux et non M. Sée, qui à l'encontre de Pierre Petit, opérait rarement lui-même. La manière dont M. Castiaux opérait, faisait venir l'eau à la bouche ; en entendant ses camarades parler des amputations qu'il faisait, on avait envie de se casser un bras où une jambe pour les faire ensuite couper par cette main habile. Aimable, gai, spirituel, M. Castiaux était en outre un parfait

homme du monde, ce qui ne nuisait nullement à la chirurgie. Plus tard, il fut nommé par ses confrères, à l'unanimité, chirurgien en remplacement de M. Ruck, rentré à Paris.

M. D'Espine remplissait double fonction ; à l'ambulance, il était aide-chirurgien; en marche, il nous servait d'interprète et d'intermédiaire auprès des autorités prussiennes. Ce dernier titre lui a valu notre admiration autant que notre reconnaissance, car il nous a nettoyé bien des routes que les Prussiens ou M. Sée couvraient de ronces ou de pierres d'achoppement. Cet emploi d'intermédiaire-interprète n'était point une sinécure; il imposait des fatigues presque quotidiennes, morales et physiques, qui couchèrent souvent ce brave D'Espine sur un lit qui manquait de roses, c'est-à dire sur les banquettes de notre omnibus.

Je ne connais pas de naturel meilleur que celui de ce bon M. Regnault ; excellent camarade, médecin dévoué, oculiste distingué, il possédait toutes les qualités. J'avoue, cependant, que lorsque la bile le travaillait, j'aurais mieux aimé me prendre de querelle avec le « bouillant Achille » qu'avec le bouillant Regnault, car, dans ces moments, le sang lui montait à la tête et lui faisait exprimer ses sentiments dans les termes les plus énergiques. Mais « feu de paille ne dure pas, » et le bouillant Achille revenait vite cette bonne pâte de Regnault que nous aimions tous, et qui nous faisait passer

très-agréablement les heures lentes et monotones du soir.

M. Piquantin, l'ami intime de M. Regnault, se croyait sans cesse obligé de surexciter la bile de son ami, pour avoir ensuite le plaisir et la gloire de le calmer. Spirituel jusqu'au bout des ongles, calembourg incarné, cœur admirable, M. Piquantin est auteur de plusieurs ouvrages publiés sous un pseudonyme que je ne puis dévoiler. Ces ouvrages, plus drôlatiques que scientifiques, sont spécialement écrits pour les hypocondriaques, et n'ont point la prétention d'engendrer la mélancolie. Quelques-uns citent, sur les mœurs des animaux, des faits dont on n'est pas précisément forcé de contrôler l'authenticité. « Le cochon qui joue aux dominos, » est un de ces faits que M. Piquantin raconte avec beaucoup de verve et de conviction, tout en laissant au lecteur sa liberté d'appréciation. Après tout, ces sortes de livres valent mieux que nos romans modernes, plus infects les uns que les autres.

M. Gripa nous offrait un phénomène morbide qui nous aurait été très-utile dans un moment de détresse, en le montrant par curiosité. Doux et charmant, ce jeune médecin était atteint d'une maladie étrange, affectant tout à la fois l'épiderme et les cordes vocales, on ne pouvait, même par mégarde, passer la main dans ses cheveux sans qu'aussitôt on l'entendit roucouler comme une tourterelle en mal d'enfant. Quand, avec la main, on exerçait une pression légère sur sa poitrine, la tourtelle deve-

nait une poupée de caoutchouc qui disait : *Papa* et *Maman*. Détailler toutes les particularités de ce phénomène vivant serait trop long.

M. Gaye était surnommé « le général, » à cause des connaissances qu'il croyait avoir dans l'art de la guerre, et dont il nous gratifiait avec une libéralité qui nous charmait médiocrement. Il parlait de tout, et même d'autres choses, avec conviction ; il voyait les hommes et les choses sous une couleur à lui propre, et qui déroutait toutes nos notions sur les couleurs. Bon médecin, mais aimant peu nos hôpitaux, il laissait volontiers son service à ses collègues pour aller voir ce qui se passait ailleurs.

Un autre type, pas méchant du tout, était représenté par M. Courmon, célèbre par ses léthargies. Les obligations de son service, les soins de sa santé, de sa toilette, une certaine langueur dans ses mouvements le mettaient continuellement en retard ; aussi, maintes fois nous est-il arrivé de le perdre en route. Afin de le perdre moins souvent, on se le demandait à chaque départ, en criant : — Courmon ! Et Courmon ? Où est Courmon ? — Quand à notre arrivée dans une ville, on recevait une dépêche, les mauvais plaisants affirmaient que cette dépèche annonçait que Courmon venait de se réveiller et qu'il allait nous rejoindre. Le pauvre garçon souffrait réellement des fatigues que nous subissions, et ne se fâchait jamais des plaisanteries dont il était l'objet.

M. Bayle, pharmacien platonique, poli, bien

élevé, n'échappa pas à l'humeur caustique de ses camarades ; d'abord, parce qu'il ne faisait pas de pharmacie ; ensuite, parce qu'il se tenait volontiers éloigné de nous, à la première occasion venue ; enfin, parce que n'ayant pas une seule inscription et ne connaissant pas plus la médecine que la chirurgie, il fut nommé aide-chirurgien par M. Sée, qui l'avait pris pour secrétaire. Le titre de commissionnaire lui aurait mieux convenu que les autres, car c'était à peu près la seule fonction qu'il exerçât pendant toute la campagne. Ce n'est point la Société, mais le chef de notre ambulance qui aurait dû lui donner les 250 fr. que M. Bayle recevait mensuellement ; je ne sais si c'est la Société ou M. Sée qui a payé tous les voyages faits par notre gracieux pharmacien à Bruxelles et à Lille auprès de Mme Sée, mais ces voyages, ayant été très-multipliés, ont dû occasionner une dépense assez forte. Au retour d'une de ces excursions, nous vîmes arriver M. Bayle avec un ruban à la boutonnière. Tout le personnel de l'ambulance s'extasia sur cette décoration. — Mais qu'à-t-il fait pour l'avoir, se demandait-on de toutes parts ? — On cherche, on s'informe, on finit par apprendre qu'une personne désirant entrer dans notre ambulance, promit la croix... du Nisham à notre gentil pharmacien, s'il le faisait agréer par M. Sée. M. Bayle fit plus, il remit à son « décorateur » un paletot portant les insignes de la Société. Troquer le Nisham contre un paletot était une mauvaise affaire, mais un ruban,

c'est si joli pour un pharmacien ! Après tout, si l'histoire du ruban est vraie, je ne garantis pas celle du paletot. Les jaloux sont si méchants !

Encore un ruban ! Mon collègue, l'abbé Loizellier était un digne prêtre, porteur d'un large ruban vert à son chapeau; cet insigne épiscopal paraissait peut-être étrange aux profanes, mais il n'ôtait rien aux mérites du bon abbé. Ancien inspecteur des écoles primaires, il avait conservé les allures de sa première profession. Pendant la campagne il fit son devoir avec piété, zèle et dévouement ; sa gourde toujours remplie de kirsch était à la disposition de tout le monde et l'on en profitait souvent. Entré dans la carrière ecclésiastique seulement à quarante ans, après la mort de sa femme, il n'avait pas eu le loisir d'assouplir ses manières un peu brusques et qui froissaient parfois ses compagnons de route. Il tenait beaucoup au respect dû à son âge, et, sans doute aussi, à son ruban vert; néanmoins, la bonté de son cœur compensait chez lui les faiblesses inhérentes à la nature et au caractère imposant d'un inspecteur d'écoles.

Nos jeunes médecins lui reprochaient de trop rechercher l'hospitalité des curés des localités par lesquelles nous passions ; cette recherche, je le suppose, n'était point motivée par le désir de ménager ses privations, mais parce qu'il n'avait pas d'effets de campement. On le plaisantait également sur une manie, fort innocente, du reste, qui consistait à se déclarer, — toutes les fois qu'il

croyait ne pas être entendu de nous, — aumônier en chef de l'ambulance, et à me faire passer pour son vicaire. En France on se fait difficilement à l'idée que deux personnes soient ensemble sans que l'une ne commande à l'autre. Un jour, peut-être nous aurons meilleure opinion de l'humanité et nous croirons que les hommes, au lieu d'être toujours, comme un troupeau d'oies, les uns derrière les autres, pourront marcher côte à côte au grand avantage de notre propre dignité. A part ce petit ridicule que le brave abbé aurait pu s'éviter puisque personne ne lui demandait s'il était mon inférieur, mon supérieur ou mon égal, c'était bien un des meilleurs ecclésiastiques que j'ai jamais connu.

La crainte d'être ennuyeux, en continuant ces petites exquisses, m'oblige à m'interrompre; pourtant, je dois mentionner notre pasteur, M. Espérandieu, le meilleur et le plus doux des hommes; n'ayant à peu près rien à faire, comme ministre protestant, il s'est courageusement dévoué au service hospitalier; M. Zborowski, qui nous a rendu les services les plus signalés, comme fourrier et sans lequel nous aurions souffert bien des fois de la faim et d'une multitude de misères qu'il nous a épargnées par son intelligence et son activité; M. de Pressigny, l'élégance et la distinction personnifiées; M. Bergeaud, charmant créole de Saint-Domingue, qui fronçait le sourcil quand on lui disait que son teint avait la blancheur du lys; M. Reclus, tout science

et républicanisme ; M. Muret, la bonhomie incarnée, qui refusait un jour l'hospitalité d'un capitaine de vaisseau, de crainte ne n'être pas assez convenable ; M. Thibaudeau, riche et bon garçon, qui n'a jamais cessé de porter le sac pendant les marches les plus pénibles, pansait les blessés, ne les quittait ni jour, ni nuit, les lavait, les nettoyait, leur donnait de l'argent et nous édifiait tous par son admirable dévouement, sa patience et sa libéralité.

Parmi les infirmiers nous avions plusieurs types, plutôt curieux qu'intéressants: l'un, nommé Bernard, serviable et toqué, organisa de petits lazarets à Mouzon qu'il dirigeait avec beaucoup d'ordre et d'habileté ; un autre, du nom de Mathias, disait avoir autrefois servi de sous-diacre à l'église de la Madeleine: trouvant que cet emploi ne lui rapportait pas assez, il sollicita l'entreprise du cortége du bœuf gras et des ascensions en ballon captif; il finit, je crois, par entrer à la préfecture de police ; un troisième, ancien soldat d'Afrique, parlait arabe, anglais, allemand, espagnol, italien et même français, quand il n'était pas ivre ; du matin au soir et du soir au matin, il buvait de l'eau-de-vie ; aussi, son ivresse étant devenue trop constante, on dut lui retirer son brassard et le renvoyer de l'ambulance.

M. Ville, avec autant de tact que d'intelligence, avait gratifié toutes les ambulances volantes des quatre catégories suivantes d'infirmiers, savoir :

Les *dévoués*, qui consacraient leur temps et leurs peines à soigner les blessés.

M. Thibaudeau était le plus beau type de cette catégorie, hélas! bien minime.

Les *utiles*, qui s'occupaient de la cuisine, des chevaux et du service des ambulances;

Les *inutiles*, qui mangeaient, buvaient, dormaient ne faisaient rien et ne se remuaient qu'aux heures de repas.

Enfin, la 4me catégorie, et c'était la plus nombreuse, se composait d'ivrognes et de voleurs qui s'étaient engagés dans le but de piller les morts, les blessés, les médecins et mêmes les habitants des villes ou villages qu'ils traversaient.

M. le vicomte de Flavigny, lors de la réorganisation des ambulances, à Tours, renvoya tous les infirmiers; sans cette mesure la Société de secours était à jamais discréditée en France. Désormais, il ne faudra prendre pour le service hospitalier que des membres des corporations religieuses; dix d'entre eux feront largement le service de cent infirmiers laïques; en outre, les religieux ont une tenue digne, modeste, indispensable à cette œuvre; ils respectent les médecins, obéissent sans raisonner aux ordres qui leur sont donnés, et sont des modèles de dévouement et de discipline. L'expérience est faite, espérons qu'elle profitera.

Six fourgons transportaient les grandes tentes pour les blessés, les brancards, les vivres et tout le matériel de pansement ainsi que les cantines du

personnel de l'ambulance. Un omnibus à six places était mis à la disposition de notre état-major, mais presque toujours rempli de paletots et de sacs de voyage, il nous fut d'une ressource secondaire. Deux chevaux seulement nous étaient alloués pour des services exceptionnels ; ils moururent bientôt de fatigue et ne furent remplacés qu'après la capitulation de Sedan. Je crois qu'à l'avenir les fourgons devront être remplacés par des voitures moins lourdes et moins difficiles à traîner dans les chemins boueux et les montées. De même, les chevaux de selle seront avantageusement remplacés par des mulets, plus durs à la fatigue, qui pourront servir de cacolets, et ne se prêteront pas aux « fantasias » de certains cavaliers. Là encore, l'expérience est venu condamner notre système de transports, suivi par les ambulances internationales.

IV.

Départ de Paris. — Les Prussiens à Frouard. — Toul. — Déjeuner champêtre. — Les Prussiens à Dieulouard. — Arrivée du prince Frédéric-Charles à Pont-à-Mousson. — L'ambulance de la Presse est faite prisonnière. — Départ de Pont-à-Mousson.

En France, les nouvelles de huit jours sont déjà vieilles ; les détails qui vont suivre seront donc vieux, puisqu'ils remontent à plusieurs mois; pourtant, il est bon de connaître des faits, aussi modestes qu'ils soient, lorsqu'ils révèlent une situation et peuvent être pour nous un enseignement utile.

Le 11 août, vers midi, M. Ville n'ayant plus aucun motif de retarder notre départ pour Metz, nous quittâmes, en colonne, le palais de l'industrie pour nous rendre à la gare de Strasbourg par les boulevards. En dépit de cette heure, à laquelle on voit encore peu de monde sur nos promenades publiques, nous fûmes chaleureusement acclamés

sur tout ce long parcours. A droite et à gauche de notre colonne, dirigée par Albert Millaud, des infirmiers armés d'un petit sac placé au bout d'un bâton, collectaient de l'argent pour la « Souscription patriotique. » Ces collectes, répétées au départ de chaque ambulance, donnèrent lieu à des scènes fort touchantes. Nous avons regretté que les membres de la presse ne vinrent pas nous accompagner en masse jusqu'à la gare; M. Tarbé, directeur du *Gaulois*, n'eut pas le temps de convoquer ses collaborateurs; seuls, MM. de la Grangerie, Estor, Albert Millaud et Dardenne vinrent au nom du comité nous « faire la conduite » et nous embrasser avant notre départ.

Des encombrements de matériel ne nous permirent de partir qu'à 3 h. 50 m. de l'après-midi. La direction du chemin de fer de l'Est, mit à notre disposition ses meilleurs wagons ; elle ne négligea rien pour rendre le voyage rapide et confortable, malheureusement les évènements furent plus forts que sa bonne volonté.

A peine quittions-nous la gare que nous entendîmes crier : « Vive la France ! Vive la Presse ! » C'était le 25e de ligne qui nous saluait, en attendant avec impatience la formation du train qui devait le transporter sur nos frontières. En Bretagne et sur les côtes du Morbihan, j'avais déjà vu des détachements de ce régiment, accompagnés au chemin de fer par la population bretonne; paysans et soldats avaient noyé les chagrins de la séparation dans le cidre et le vin; leurs jambes titubaient, leurs gosiers

hurlaient des chants impossibles; quant aux femmes, elles essuyaient avec un coin de leur tablier, leurs yeux trempés de larmes. Oh! le vin, quel mal n'a-t-il pas fait à nos armées !

A la station de Lagny-Thorigny, les hommes et les femmes de tout âge et de tout rang vinrent nous distribuer du pain, du vin, des prunes et du saucisson. Quant nous voulûmes payer ce que nous prenions, ces braves gens nous répondaient : « Nous donnons tout ; nous ne vendons rien. » Ils avaient déjà fait pareille distribution à dix-huit trains de militaires passés dans la journée. Honneur à la population de Lagny-Thorigny ! Elle a pu s'obérer par patriotisme et pour des Français; elle ne s'est point ruinée pour les Prussiens et par lâcheté !

Nous fûmes également accueillis avec enthousiasme à Château-Thierry. A presque toutes les stations où nous nous arrêtions, le peuple et même l'armée nous criaient : Vive la France ! Vive l'ambulance ! Vive la Presse ! » Tant de popularité parmi nos troupes ne laissa pas de m'étonner un peu ; les « pékins » et les « journalistes » étaient alors à l'armée, dans une si mauvaise odeur de sainteté ; mais une minute de réflexion fit cesser mon étonnement; n'allions-nous pas au feu, sans y être obligés, uniquement pour servir les blessés ? A Commercy, nous vîmes se renouveler les distributions gratuites de vivres, faites par toute la population, et qui nous avaient si profondément touchés à Lagny. A Bar-le-Duc, je payais pour la première

fois, au nom de la presse, le frugal déjeuner de quelques militaires qui ne savaient comment me remercier de ma modeste générosité. Leur gratitude se traduisit par d'interminables poignées de main, et de ces expressions chaleureuses du cœur que les lèvres interprètent très-imparfaitement. Pauvres gens ! ils trouvaient fort simple le sacrifice de leur vie qu'ils faisaient à la patrie et me regardaient avec étonnement en me voyant dépenser quelques francs pour leur conserver les modiques épargnes enfermées dans leur bourse graisseuse ! De tels soldats ne lèvent jamais la crosse en l'air ; ils ne désertent point le danger, car ils ne raisonnent pas; ils obéissent et meurent avec la même simplicité, simplicité héroïque que les poltrons et les « politiquards » ignorent.

Dans la soirée du 12, nous arrivâmes à Frouard; notre train s'arrêta au disque, c'est-à-dire à un kilomètre environ de la station. La cause de cet arrêt n'était autre que... l'arrivée des Prussiens à la gare. Sur le flanc des collines, près de nous, un artilleur et un fantassin se dirigeaient vers Toul, évidemment pour ne pas se mesurer trop tôt avec l'ennemi. Les lâches sont ingénieux, et cette mauvaise herbe a prodigieusement poussé parmi nous depuis la résurrection des clubs. Des femmes, ayant des enfants aux bras, sur le dos ou les traînant par la main, se sauvaient en pleurant; des hommes les suivaient, chargés de vieilles hardes ou conduisaient des véhicules sans nom. Tous accéléraient leur

marche et donnaient les signes d'une terreur affolée.

— « Les Prussiens sont là, nous criait-on de tous côtés; ils ont tué deux bourgeois dans les champs. »

Des turcos et des fantassins, qui se trouvaient dans un train précédant le nôtre, descendirent aussitôt de wagon pour aller fouiller les bois voisins.

— « Marchons les premiers, car nos armes portent moins loin, » se dirent, près de moi, deux soldats du train d'équipage, et, sans se douter qu'ils venaient de prononcer un mot sublime d'héroïsme, ils coururent se mettre à la tête des tirailleurs avec leurs mousquetons.

Des paysans nous disaient : « Ah ! Messieurs, si l'on ne nous refusait pas des fusils nous n'aurions pas peur des Prussiens, mais nous n'avons pas d'armes, que voulez-vous que nous fassions ? »

En effet, si l'on avait, dès le début de la guerre, armé les habitants des frontières, on aurait paralysé les excursions des uhlans, diminué la panique qu'ils répandaient, les renseignements qu'ils prenaient et le mal qu'ils faisaient. En retardant les progrès de l'ennemi, nous aurions donné le temps au pays de s'organiser et de revenir de sa première surprise; mais le gouvernement impérial et les hommes du 4 septembre, ont ouvert toutes les portes par lesquelles les Allemands pouvaient entrer et n'en ont fermé aucune ; ils ont applani toutes les routes et pas obstrué une seule !

Après une heure d'attente, nous arrivâmes à la gare de Frouard, en même temps que nos tirailleurs qui n'avaient rencontré les Prussiens nulle part. Une trentaine de uhlans étaient descendus des bois voisins, au moment de notre arrêt près du disque; ils avaient longé une longue file de wagons vides et parurent subitement à la gare, après avoir tué ou blessé deux hommes dans la plaine; voyant quelques soldats boire au buffet, ils déchargèrent leurs armes à travers les fenêtres et se sauvèrent au galop. Nos troupiers en entendant le feu des uhlans, sortirent aussitôt du buffet, tirèrent sur eux quelques coups de fusil, tuèrent deux chevaux, un uhlan, en blessèrent un second et firent prisonnier un officier. Les soldats et nos infirmiers dépecèrent ces deux chevaux pour le repas du soir.

Quand la panique, causée par ce petit drame, fut passée, on vint nous dire que le chemin de fer de Frouard à Metz était coupé, et que, ne pouvant continuer notre route, nous étions obligés d'aller au camp de Châlons. Cette retraite, nous paraissant une lâcheté, nous décidâmes que nous nous arrêterions à Toul, et que de là nous irions à Metz à pied.

A Toul, nous trouvâmes des logements pour tout notre personnel. Les mobiles se préparaient à bien recevoir les Prussiens, et l'on se rappelle, en effet, que cette petite garnison, électrisée par le général commandant la place, maltraita d'une telle manière la brigade d'assaut de la 7me division du 12me

corps allemand, que l'ennemi, après avoir subi des pertes importantes, laissa Toul se reposer sur sa victoire, et ne revint à la charge qu'avec une forte artillerie qui bombarda la ville.

Le lendemain, 13 août, nous partîmes à neuf heures du matin pour Pont-à-Mousson. On était en train, autour de Toul, d'abattre les arbres et les maisons qui se trouvaient dans la zone de la défense. En voyant ces paysans, armés de pioches, abattre leurs propres cabanes, leurs arbres fruitiers et leurs clôtures, des journaliers détruire à coups de hache les platanes ou les peupliers qui couvraient les glacis et sous lesquels les habitants venaient prendre le frais, notre cœur se serra de tristesse et nous commençâmes à nous rendre compte des horreurs de la guerre. Jusqu'à Rosières la route est fort belle et légèrement ondulée. Les bois qui couvraient les collines environnantes se rapprochent parfois des rares hameaux assis sur le bord des chemins; des femmes effrayées par le voisinage de l'ennemi, se cachaient dans les taillis ou sous leurs chaumes ; elles nous prenaient pour des Prussiens en apercevant la casquette allemande de nos médecins. — Pourquoi ne leur avait-on pas donné des képis à la place de cette malheureuse casquette ? — Pourtant, comme nous n'étions pas armés, on finit par se rassurer et nous parler. Trois soldats français, à cheval, arrivant de Dieulouard, nous donnèrent des nouvelles équivoques de l'armée ; ils nous firent l'effet de trois fuyards ; néan-

moins, nous fûmes heureux de les rencontrer, et nos médecins ne leur laissèrent continuer leur étape qu'après les avoir fait rafraîchir avec... du cognac et du rhum.

Le maire et les habitants de Rosières nous offrirent l'hospitalité sous la forme d'un copieux déjeuner, improvisé et servi dans la rue, en plein soleil. Chacun apporta sa part de pain, de viandes cuites, d'œufs, de légumes et de vin. Ce déjeuner champêtre, vrai mosaïque gastronomique, fut offert avec beaucoup de cordialité, et mangé avec grand appétit. Toute la gente villageoise nous regardait avec bonhomie ; les vaches s'arrêtaient en présence de cette foule qui leur barrait le passage de l'étable, de temps à autre elles beuglaient, sans doute pour engager leurs veaux à prendre patience. Je voudrais que ces lignes allassent un jour au village de Rosières, et que le curé remerciât, pour nous, ses bons paroissiens de l'excellent accueil qu'ils firent à l'ambulance de la presse.

Après une halte d'une heure environ, nous nous dirigeâmes sur Dieulouard. A peine avions-nous fait quelques kilomètres que nous entendîmes tout-à-coup le bruit du canon et de la fusillade. Ignorant ce qui se passait nous envoyâmes deux éclaireurs à cheval faire une reconnaissance en avant; ils revinrent bientôt et nous dirent que l'on se battait dans la vallée de la Moselle. De vieilles femmes, de jeunes filles en haillons et des enfants

couverts de loques, s'approchèrent en pleurant et nous confirmèrent le fait.

— « Oh! mes enfants, nous dit en se lamentant une bonne femme qui n'avait plus d'âge, ayez bien soin de nos pauvres soldats, et ne vous faites pas tuer. »

Notre ambulance n'ayant qu'un but, celui de soigner les blessés sur les champs de bataille, nous devions naturellement nous diriger en avant, du moment où nous entendions le feu; mais M. Sée, sans doute pour ne pas exposer notre matériel au hasard de la guerre, fit arrêter notre marche jusqu'à l'arrivée de nouveaux renseignements. Alors M. Habeneck, portant le drapeau de la Société, M. Espérandieu et moi nous allâmes à pied jusqu'à Dieulouard. Arrivés dans cette commune, nous apprîmes qu'un train militaire, composé du 40e, du 14e et du 20e de ligne, venait d'être attaqué par des batteries prussiennes, en face de Dieulouard, et qu'il était reparti, voyant qu'il n'avait affaire qu'à de l'artillerie, mais non sans avoir tiré quelques coups de feu sur l'ennemi. Les blessés avaient été relevés de part et d'autre, néanmoins, on en avait transporté deux, un français et un prussien, dans l'école transformé en lazaret.

M. Espérandieu, M. Habeneck et moi, nous formions un trio assez étrange; tous les trois nous avouâmes qu'on ne voyait pas souvent un prêtre catholique, un ministre protestant et un rédacteur de la *Marseillaise*, marcher de concert vers un

même but. Ne pouvant retourner sur nos pas, nous décidâmes d'envoyer quelqu'un auprès de M. Sée pour faire venir nos compagnons.

En entrant dans l'école nous vîmes M. Bernard, maire et médecin de la commune, en train de panser les deux blessés. Le Prussien avait une cuisse traversée par une balle de chassepot; le Français avait reçu trois éclats d'obus, dont l'un, resté dans le poumon droit, ne put être extrait. Je m'empressai de donner les secours de la religion à ce pauvre garçon, dont la mort me parut prochaine ; je l'embrassai au nom de sa famille qu'il me pria d'aller voir à Ménilmontant. Trois fantassins l'avaient apporté ; je les fis repartir de suite, de crainte que les Prussiens ne vinssent les surprendre ; il était temps: dix minutes plus tard, ils devenaient prisonniers de guerre.

Notre ambulance arriva sur ces entrefaites, mais à peine fut-elle campée dans une rue de Dieulouard, que des uhlans, revolver ou sabre au poing, entrèrent demandant nourriture et logement pour mille hommes à pied et cent chevaux. Apprenant que deux blessés se trouvaient dans la commune, leur chef se fit conduire à l'école ; ce misérable entra dans la salle, à cheval, et faillit tomber avec sa monture sur le blessé français. Nous étions indignés d'un pareil manque de convenance ; l'idée d'étrangler ce rustre qui ne respectait pas même ce lieu de douleur, cet asile de la mort, vint à plusieurs d'entre nous, mais il nous fallut ronger notre

frein, tout en espérant que le châtiment ne se ferait pas trop attendre.

Les 1,100 prussiens attendus arrivèrent vers six heures du soir ; leur général ne nous permit pas de continuer notre route sur Pont-à-Mousson. Nous restâmes provisoirement prisonniers. Nous avions laissé nos fourgons dans la rue ; nos chevaux furent installés dans des écuries ; nos infirmiers campèrent pour la plupart à la belle étoile et nos médecins trouvèrent un abri dans les cabanes du village. Quant à moi, n'ayant point oublié le peu d'allemand que je parlais autrefois, je me mis à la disposition du maire et des paysans pour leur servir d'interprète. En moins d'une heure, les Prussiens dévalisèrent presque toutes les maisons situées au bas de la commune ; ils enfonçaient à coups de hache ou de crosse de fusil les portes et les fenêtres fermées. Les premiers venus ayant tout pris, il ne resta bientôt plus rien aux autres, comme aux habitants. Ces troupes venaient de Sarreguemines ; elles avaient fait une marche de soixante-deux heures sans dormir et presque sans manger ; morts de sommeil et de faim, officiers et soldats faisaient retomber sur les villageois leur mauvaise humeur.

Je me rappelle surtout un dragon qui faisait, devant l'école où j'avais établi ma résidence, une réquisition de douze bottes de paille ; comme on ne le comprenait pas, il dégaînait à toute minute son grand sabre, pour forcer les paysans à le comprendre. Pour éviter un malheur, je courus à l'aide

des réquisitionnés et leur fit donner les douze bottes demandées. Ce diable de dragon revint un instant après en redemander autant; le propriétaire auquel il s'adressa ne voulait pas livrer sa paille et disait que les riches étant partis, ce n'était point aux pauvres à tout donner. Ce bon villageois avait un immense approvisionnement de fourrage, mais il s'obstinait à ne vouloir rien livrer, quoique le dragon dégaînait de plus belle. Impatienté, je lui dis : « Mon cher, vous raisonnez très-bien, mais devant la force la raison est peu de chose ; si vous préférez vous faire ouvrir le ventre ou casser la tête plutôt que de donner douze bottes de paille, cela vous regarde, moi je vous laisse libre. »

Me voyant partir, mon homme s'exécuta de suite ; mais une fois remise, il fallut porter cette paille au campement prussien, et le dragon redaigaîna pour la faire transporter par trois paysans qui se sauvaient en ce moment ; l'un était sourd, l'autre boîteux et le troisième, infirme, avait près de quatre-vingts ans; enfin, je trouvai des hommes valides qui firent cette besogne.

Le maire s'étant conduit avec beaucoup de sagesse et de dignité, au milieu de ces événements, j'allai chez lui pour empêcher les Prussiens de le trop malmener. Il devait loger trois officiers et dix soldats ; je priai ces officiers d'être modérés dans leurs prétentions, la commune étant déjà ruinée par les réquisitions. Du reste, comme M. Bernard n'avait plus rien pour lui-même, ces messieurs ne

réclamèrent que des lits ; faute de pouvoir leur en donner, on leur mit à terre des matelas sur lesquels ils s'endormirent aussitôt. Le maire vint à l'école avec moi coucher sur la paille à côté des deux blessés.

Jusqu'à minuit, je passai mon temps à parcourir le village partout où j'entendai des paysans maltraités, des vitres voler en éclats et des portes tomber sous les haches prussiennes. Je me donnai beaucoup de mal, parce que ces manières d'agir ne m'étant pas encore familières, je voyais, pour mes malheureux compatriotes, plus de danger qu'il n'y en avait en réalité.

A minuit, des soldats catholiques de la Prusse rhénane vinrent saluer respectueusement les blessés et causer avec moi sur le seuil de l'école. Je les fis jaser et j'obtins d'eux des renseignements curieux sur l'armée, ses mouvements et sur la guerre. Un beau clair de lune éclairait les groupes de soldats étendus dans les rues, et les patrouilles qui allaient et venaient pour ne pas se laisser surprendre. Hélas ! nos troupes ne songeaient guère à les attaquer. Les feux du bivouac répandaient des lueurs rougeâtres qui devenaient blafardes et sinistres en se mariant aux clartés de la lune ; de temps à autre on entendait de nouveau le bruit lugubre des vitres que l'on brisait et des portes que défonçaient les Prussiens. Pauvre France ! comme j'étais alors loin de prévoir que ses enfants lui feraient de plus cruelles blessures que toutes ces hordes de barbares !

Ne pouvant dormir, j'allai, vers une heure du matin, visiter nos fourgons, pour savoir si les Prussiens n'y mettaient pas la main dedans. Je rencontrai nos infirmiers, divisés en quatre escouades ; ils dormaient, les uns dans la rue, les autres dans les écuries près de nos chevaux. A côté de chaque escouade, une sentinelle portant le drapeau de la Société, se promenait et veillait sur les maraudeurs. Habeneck fumait tranquillement sa pipe, non loin d'un poste prussien chargé d'interdire l'entrée et la sortie du village à qui que ce soit. Je revins ensuite à l'école enfumée par une lampe au pétrole. Les blessés râlaient; deux femmes assises auprès de leurs lits, reposaient leur tête alourdie sur l'oreiller ensanglanté des moribonds; ces deux hospitalières, accablées de fatigue et d'émotion, dormaient d'un sommeil agité. Deux hommes couchés sur de la paille, dans un coin de la chambre, ronflaient à tout rompre. Je m'allongeai sur des planches placées sur des tréteaux, et, pensif, les yeux ouverts, ne sachant si tout ce que je voyais n'était pas un affreux cauchemar, j'écoutais l'horloge de l'église sonner lentement les heures.

A six heures du matin, le général prussien nous donna l'autorisation de continuer notre route. L'ambulance se remit en marche. Sur une distance d'environ deux ou trois kilomètres, l'ennemi, pour se garder et s'éclairer, avait échelonné autour de Dieulouard, sur le chemin de fer, dans les champs, les vignes et sur les collines, une multitude de

sentinelles soutenues par des avant-postes et des grandes-gardes. Si nous avions pris la moitié des précautions qu'il prenait pour se préserver de toute surprise, nous n'aurions pas éprouvé la centième partie des malheurs qui nous ont frappé depuis le commencement de cette triste guerre; mais l'expérience, aussi désastreuse qu'elle soit, ne nous a pas corrigés, elle ne corrigera peut-être jamais des cervelles aussi vides que les nôtres.

De Dieulouard à Pont-à-Mousson, nous passâmes librement à travers l'avant-garde de l'armée prussienne. L'ordre de notre colonne en marche, et la beauté de notre matériel attiraient les Allemands campés sur les bords de la route ; tous nous regardaient avec une curiosité mêlée d'étonnement. M. D'Espine et moi, nous étions à cheval, en tête de la colonne afin de répondre aux soldats tentés de nous barrer le passage. En face de la gare de Pont-à-Mousson, un gros major envoya un lieutenant nous dire que nous ne pouvions aller à Metz sans l'autorisation du commandant de place. Ce lieutenant nous servit de guide, et conduisit à la mairie de Pont-à-Mousson auprès du commandant de place, M. Foucher de Careil et M. Sée qui le sommèrent d'exécuter la Convention de Genève, en ne mettant aucune entrave à notre mission. Le commandant répondit qu'il ne pouvait pas nous laisser passer, mais que le prince Frédéric-Charles allait arriver, et que nous pourrions nous adresser à lui pour avoir l'autorisation d'aller plus loin. Nous atten-

dions sur la place publique l'issue de cette conférence, quand nos chefs vinrent nous apporter la réponse du commandant, nous ne nous fîmes plus illusion ; nous étions prisonniers.

Plantés au milieu de la place, les Prussiens nous regardaient avec un air goguenard, et contemplaient nos chevaux comme nos fourgons avec une admiration qui révélait la convoitise. Quant aux officiers supérieurs, ces mots : « Ambulance de la presse française » qui se lisaient sur nos voitures, paraissait les irriter ; pour eux nous étions tous des journalistes venus pour les espionner. Leur irritation se manifestait par des regards menaçants et des paroles énergiques que nous comprenions très-bien.

L'arrivée du prince Frédéric-Charles pouvant se faire longtemps attendre, nous allâmes provisoirement nous installer sous les arcades, dans un café-restaurant, dont les fenêtres du premier étage, nous permirent de voir défiler l'armée du prince qui commençait son mouvement de jonction avec les troupes du général Steinmetz. L'infanterie prussienne nous produisit un assez piteux effet, mais nous admirâmes avec raison leur immense artillerie légère, au tir rapide, aux forts attelages, ainsi que leur cavalerie. Dans l'infanterie, comme dans la cavalerie, nous vîmes que fourniments et costumes avaient été sacrifiés à l'économie, à la simplicité, à la légèreté du fantassin comme du cavalier. Chez nous, l'économie et la simplicité sont deux mots

inconnus au ministère de la guerre, et nos fantassins, comme nos cavaliers succombent sous le seul poids des effets qui les surchargent. Les cuirassiers blancs nous rappelèrent ces reitres du moyen-âge, poilus, d'une grossièreté brutale et sans vergogne, dont les ignobles exploits étaient la terreur des peuples sans défense. Ces gens-là n'ont point oublié les traditions du passé.

M. Foucher de Careil ne voulant pas que les destinées de l'ambulance dépendissent du caractère et de la volonté d'un seul, demanda la création immédiate d'un conseil composé des chirurgiens, des aumôniers et du chef comptable. Ce conseil fut aussitôt convoqué pour rédiger une lettre adressée au prince Frédéric-Charles. M. Sée ouvrit la séance en déclarant qu'on dirait au prince que s'il ne voulait pas nous laisser continuer notre route, on se mettrait à sa disposition et que nous marcherions derrière l'armée prussienne pour soigner ses blessés. Je m'élevai avec indignation contre un pareil projet que je qualifiai de honteux et ridicule ; j'ajoutai que l'ambulance de la presse ne pouvait se mettre à la remorque de l'ennemi, pas plus qu'une ambulance prussienne ne pouvait marcher derrière nos armées. Tout le conseil fut de cet avis et résolut qu'on demanderait simplement, par écrit, l'exécution de la Convention de Genève. Le prince étant arrivé vers une heure de l'après-midi, une délégation du conseil lui porta notre lettre. Son chef d'état-major, le général Von Stiehle répondit de la part du

prince que nous ne pouvions pas, pour le moment, rentrer dans les lignes françaises, mais que nous pouvions aller à Sarreguemines panser nos blessés.

Cette réponse révélait le désir de nous éloigner de Pont-à-Mousson ; après une longue consultation, nous nous décidâmes à rester. En effet, si les Prussiens voulaient nous éloigner, c'est qu'une grande action se préparait du côté de Metz et, qu'en cas de revers, ils évacueraient la vallée de la Moselle. Sur notre refus d'aller momentanément plus loin, le commandant de place, général Von Graatz, nous fit assigner un campement, dehors de la ville, sur les bords de la rivière, près d'un camp de Brunswickois.

« Nous voilà dans les fers, nous dit Marinus, une fois arrivés à notre destination. » Ce joyeux comptable avait toujours le mot pour rire, même dans les circonstances les plus désagréables ; mais si nous n'étions pas dans les fers, nous n'étions pas moins de vrais prisonniers ; nous eûmes bientôt des geôliers et, pour ne point les voir se réjouir de notre infortune, nous essayâmes d'être gais.

Nos deux grandes tentes furent vite dressées ; l'une fut destinée au corps médical, et l'autre aux infirmiers. Une fois nos fourgons alignés, nos chevaux attachés, nos cantines et nos couchettes installées, nous allumâmes les feux pour la soupe. Notre petit camp avait bon air et formait un carré qui nous permettait d'avoir l'œil sur tout et sur tous. La Moselle coulait à deux pas de nous ; elle

nous fournit de l'eau pour la cuisine, des bains pour les nageurs et des goujons pour les pêcheurs. Une heure après notre installation, nous étions étendus sur l'herbe, devisant sur les événements du jour, écoutant le canon qui grondait du côté de Borny, aux environs de Metz.

On se rappelle que le 14 août fut une journée assez insignifiante pour nous, mais glorieuse pour la 2e division du 3e corps qui soutint pendant deux heures presque toute seule l'attaque de l'armée ennemie. Le 59e de ligne, sous la conduite du brave colonel Duez, se distingua particulièrement dans cette bataille ; malgré sa blessure, reçue le matin, à l'épaule, le colonel ne voulut pas quitter son régiment ; il se tint constamment sur le champ d'honneur et ne se laissa faire un premier pansement que le soir. Un instant le drapeau tomba au pouvoir de l'ennemi, c'est alors que le colonel, oubliant ses souffrances, s'élança au milieu de la mêlée en criant : « Courage, mes amis, l'honneur avant tout ! » Et le drapeau fut repris.

Vers cinq heures du soir, nous écoutions encore le canon, quand nous vîmes arriver au galop le général Von Graatz et son aide-de-camp. Le général nous complimenta sur notre installation ; il nous dit que nous étions libres et non pas prisonniers et que nous pouvions aller en ville quand cela nous plairait. Ses paroles courtoises ne nous empêchèrent pas de lui répondre que nous ne comprenions point comment, étant libres, il ne nous était pas permis

de poursuivre notre route. Le général s'éloigna aussitôt, en nous saluant; puis, sous prétexte de nous protéger contre les maraudeurs allemands, il mit des sentinelles à notre camp et un piquet de cavalerie à vingt mètres de nos tentes.

Le soir, nous reçûmes la visite de soldats, d'officiers et de chirurgiens de Brunswick. Les uns parlaient français, avaient habité Paris et nous disaient qu'ils espéraient y être rendus dans huit jours ; les autres déploraient cette guerre ; les derniers admiraient notre matériel et ne nous dissimulaient pas l'espoir qu'ils avaient de le garder.

Pour la première fois nous vîmes un campement prussien. On sait que les soldats, comme les officiers n'ont pas de tentes, et que très-peu de régiments ont des havre-sacs ; tous ceux qui ne peuvent cantonner chez les habitants couchent à terre, imparfaitement enveloppés d'une capote qu'ils portent en bandoulière. Ceux qui veillent à la sûreté du camp, allument de grands feux et se chauffent en silence. Chaque escouade fait sa cuisine en plein air. A cet effet, les cuisiniers creusent des sillons étroits et longs dans le sol, pour le feu, puis ils placent de chaque côté de ces sillons des briques, des pierres ou de la terre pour servir de support à leurs gamelles dans lesquelles ils font cuire leurs aliments. Autant que je m'en souviens , ces gamelles ne servent que pour deux ; aussi, ce système me paraît-il préférable à celui de nos marmites qui servent pour une escouade de quatorze hommes en-

viron. Dans une retraite, ou quand le soldat qui porte la marmite de l'escouade est tué, ou bien encore quand cette marmite est mise hors de service par un projectile, le reste de l'escouade est fort embarrassé pour faire la soupe et souvent ne peut la faire. Les Allemands n'ont jamais cet inconvénient. En temps de guerre, notre système est mauvais ; c'est pourquoi il faudrait le réformer en temps de paix. Lorsque le temps presse ou qu'il est défendu d'allumer du feu, les Allemands hâchent la viande et l'étendent sur des tartines de pain et de graisse qu'ils mangent ainsi sans assaisonnement. J'ignore pourtant si cette coutume est générale ; je ne l'ai vu pratiquer qu'à Pont-à-Mousson.

Je vis, au clair de lune des Brunswickois lier une vache par les genoux et la tuer à coups de sabre ; puis, après l'avoir dépecée, ils la firent cuire, à des feux homériques, par énormes morceaux. Sur les deux routes qui viennent aboutir au pont, on voyait passer les troupes du prince Frédéric-Charles qui défilèrent pendant deux jours; derrière elles marchaient lentement de longs convois de vivres et d'approvisionnements pillés, ainsi que les chevaux et les charrettes, sur tout le parcours suivi par les Prussiens, jusqu'aux fermes les plus éloignées de leur chemin.

A part le bruit sourd, continuel, monotone de cette armée en marche, rien ne troublait le silence de la nuit, car les ordres et les commandements étaient donnés au moyen de petits sifflets que nous

entendions à peine. Ce silence pendant la nuit; ces masses noires qui se mouvaient dans des nuages de poussière, dans l'obscurité; ces ombres qui passaient et repassaient devant les feux du camp; les signaux allumés sur les montagnes; le roulement des batteries et des chariots qui s'engouffraient dans la ville; le bruit lointain du canon que les échos apportaient par intervalles rapprochés; la lune qui répandait ses clartés tristes et pâles sur ces scènes fantastiques; la pensée que l'ennemi volait, égorgeait nos compatriotes sur notre propre sol, tout cela produisait en nous des impressions que la plume ne saurait rendre, mais qui nous étreignaient le cœur comme le sentiment d'une grande honte et d'une grande souffrance.

Dans ce bas monde toute crise a sa réaction, tout caractère a son contraste, toute fleur a son ver, tout deuil a son lendemain. Le deuil est toujours de courte durée chez la jeunesse, car elle ne perd jamais ses droits, et sait trouver des sourires même dans les circonstances les plus douloureuses de la vie. Le sourire est une protestation de la jeunesse contre les noires réalités de l'existence humaine. La scène que je vais essayer de raconter est une preuve évidente de la vérité de ces axiomes et d'autres semblables que je crayonnais sous la tente.

On sait déjà que le corps médical de l'ambulance de la presse était bon, dévoué, généreux et jeune; rester longtemps sous une impression pénible lui était difficile; comme les Girondins, il aurait marché au

supplice en chantant. Le docteur Villeneuve, plein d'ardeur dans les fonctions de son art, enthousiaste dans les questions politiques, était pourtant calme et sérieux dans la vie privée. Quand notre tente fut dressée, il avait arrangé sa cantine et son lit de camp, afin de pouvoir se coucher de bonne heure ; nous l'avions tous imité, à l'execption de l'abbé Loizellier qui couchait ordinairement chez les curés, et de MM. Alibert et Bayle qui, disait-on, étaient allé dîner en ville. Il nous fut même affirmé que ces deux messieurs, invités par des officiers prussiens, s'étaient assis à la même table..... Ne croyant pas que notre titre international nous obligeât à fraterniser de la sorte avec l'ennemi, j'ai supposé que le fait était inexact.

Vers onze heures du soir, nous étions une trentaine endormis paisiblement, lorsque Alibert vint se coucher. Trouver son lit et le monter, sous une vaste tente non éclairée, était besogne peu aisée ; les nôtres, rangés sur deux lignes contre les parois de la tente, se touchaient à peu près ; la place restée vide entre ces deux lignes était encombrée de cantines et par les lits des retardataires. Au premier pas que fit maître Alibert, dans l'obscurité, il tomba sur un de ses camarades endormis ; il se releva, fit un autre pas et retomba sur un autre camarade. Aussitôt des paroles énergiques furent lancées par les deux médecins si brusquement réveillés ; une discussion s'engage ; des rires mal étouffés éclatent à droite, à gauche, et bientôt nous

fûmes tous réveillés, sauf Courmon, l'homme léthargique par excellence, l'homme qui dormirait sur une mitrailleuse tirant vingt-cinq coups à la minute. On crie, on tempête, Alibert tombe toujours, toujours il se relève pour retomber encore. Alors les quolibets lui pleuvent dessus comme grêle; Piquantin lui décoche des calembourgs à donner la fièvre à toute l'ambulance; Regnault n'est plus une pâte, c'est un coq dressé sur ses argots; Autun jure; Bayle parlemente; Deschamps voudrait se fâcher et ne peut y parvenir; Muret se plaint et dit qu'on va réveiller M. Sée qui dort dans une petite tente à côté de la nôtre; les chirurgiens grondent; l'esprit français fait un feu roulant de plaisanteries insensées; enfin la voix grave de Villeneuve finit par se faire entendre; au nom de la situation de la France, du voisinage des Prussiens, le bon docteur phocéen réclame le silence, réclame le sommeil. A cet appel de la raison, tous ces grands enfants se taisent, un ou deux ronflements lui répondent ensuite, et bientôt, chirurgiens, aides, sous-aides et comptables dorment de nouveau à faire envie à Courmon lui-même.

La messe au camp étant une cérémonie toujours imposante, je proposai de la dire le 15 août, en plein air, sous un saule, près de la Moselle. J'avais oublié que M. Sée était israëlite et que nous avions des protestants dans notre ambulance. Mon offre fut froidement accueillie ; un infirmier me répondit même : « Pas de messe et plus de pain. » L'hon-

nête homme avait la bouche pleine et s'était déjà distingué par son habileté à... trouver des provisions qui ne lui coûtaient rien. Craignant quelque acte inconvenant de la part des infirmiers, j'allai célébrer le sacrifice de la messe au séminaire de Pont-à-Mousson, un des plus beaux que je connaisse. Il était alors à peu près transformé en caserne, et le gracieux général Von Graatz avait obligé les sœurs de cet établissement à faire la cuisine pour *huit cents* soldats logés avec lui dans le séminaire. Les pauvres femmes en pleuraient de honte, et succombaient de fatigue.

De retour au camp, je vis à la porte de nos tentes une compagnie de Brunswickois qui avaient reçu la consigne de ne nous laisser aller en ville que par groupes de trois, au moins, et accompagnés d'une sentinelle. Indigné d'une pareille violation du droit des gens, et redoutant la timidité de M. Sée, je m'offris à l'accompagner auprès du commandant de place, pour protester officiellement contre ces nouvelles rigueurs. Le personnel de l'ambulance partageant mon courroux, partageant mes méfiances relatives au manque d'énergie de notre chirurgien en chef, m'approuva, m'encouragea et s'en remit à mon patriotisme pour prendre la défense de notre honneur et de nos intérêts.

Le chef du poste ne nous laissa naturellement pas partir pour Pont-à-Mousson, sans remplir sa consigne. C'était la première fois que j'étais traité comme un malfaiteur et conduit par des soldats armés; je

ne trouvais pas cela drôle du tout ; la patience commençait à m'échapper, et je sentais une irritation croissante envahir rapidement toutes les fibres de mon être. En route, une femme éplorée vint prier le docteur et moi de donner nos soins à sa mère, âgée de soixante-seize ans, qui se mourrait à la suite d'une terreur inspirée par l'entrée dans sa chambre de dix-sept Allemands qui venaient avec armes et bagages s'installer chez elle

Ce devoir accompli, nous allâmes chez le général Von Graatz, auquel je reprochais de nous traiter en prisonniers malgré sa parole de la veille. Il se retrancha poliment derrière ses ordres, nous assura qu'il allait faire retirer la compagnie qui nous surveillait, et nous engagea à revoir le prince Frédéric-Charles, afin de nous laisser partir pour Saint-Avold, où nous trouverions des blessés français à soigner.

Notre situation étant fort désagréable et sans aucune utilité pour nos blessés, nous acceptâmes cette proposition qui nous donnait l'espoir de nous rapprocher de Metz. Nous reprîmes donc le chemin de l'hôtel où logeait le prince. Le général Von Stiehle reçut notre protestation verbale, puis, exquivant la question des traitements que nous subissions, il nous répondit avec beaucoup de courtoisie : « Vous avez raison de vous plaindre, mais nous avons aussi raison de vous retenir. La Convention de Genève n'a pas prévu le cas dans lequel vous vous trouvez ; si nous vous laissions aller à Metz,



vous pourriez donner des renseignements qui nous seraient nuisibles. Aussi, je vous conseille d'aller à St-Avold soigner vos blessés; dans quelques jours vous pourrez sans doute rentrer dans les lignes françaises. »

Le général, nous voyant accepter cette transaction, nous pria de revenir à deux heures, — il était alors midi,— pour chercher un sauf-conduit. Après avoir pris congé de lui, nous retournâmes à notre camp donner l'ordre de plier bagage, et faire nous-mêmes nos paquets. Pendant notre absence, le général Von Graatz, loin d'avoir retiré la compagnie de planton, dont la présence et la consigne nous avaient tant indignés, lui avait donné l'ordre de ne plus nous laisser sortir. Nos gardiens étaient devenus des geôliers et notre camp une prison. Néanmoins, à deux heures je retournai seul et sans autorisation auprès du prince qui déjeunait en ce moment.

Ce déjeuner se prolongea jusqu'à quatre heures. Je grillai d'impatience, sachant mes compagnons griller sous un soleil torride et non moins impatients que moi de partir. En attendant, je visitai quelques habitations d'ouvriers et de marchands qui se lamentaient des exactions et des réquisitions exorbitantes des Prussiens. L'un me raconta que l'on venait de faire, pour le déjeuner du prince Frédéric-Charles, une réquisition de *quarante coqs*, — sans doute, pour les crètes, — quarante artichauds, quarante bouteilles de champa-

gne, etc. Le champagne et les coqs se trouvèrent assez facilement, mais de longtemps il n'y avait plus d'artichauds, on ne put les fournir, ce qui mécontenta gravement les réquisitionnaires. Un autre m'affirma que l'on avait, dans la matinée, donné vingt-quatre heures au maire pour trouver dix mille paires de bottes et dix mille paires de chaussettes; comme Pont-à-Mousson n'avait jamais eu dans ses magasins pareil nombre de chaussettes et de bottes, les Prussiens finirent par se contenter de cinq cents paires de chacun de ces objets. Le bruit courait qu'on avait arrêté un curé qui avait tué quatre soldats allemands avec un revolver, à la suite d'une insulte qui lui aurait été faite. Les Prussiens, irrités déjà par cette nouvelle, venaient d'emprisonner le curé, le maire et sept notables de la ville, sous prétexte de les rendre responsables d'un accident arrivé à un officier dans une querelle pour affaire de mœurs. Ces personnages furent ensuite relâchés, mais la population était exaspérée par tous ces faits et tous ces bruits; pour la calmer ou la dompter, les autorités prussiennes répandaient la terreur par une conduite vraiment barbare.

Enfin, après deux heures de démarches et d'attente fiévreuse, je reçus le sauf-conduit nécessaire à notre délivrance et je le portais en courant à mes compagnons. Malheureusement M. Sée se laissa berner par deux officiers railleurs, en train de lui persuader que nous devions prendre le chemin de

fer, et perdit encore une heure à faire de nouvelles démarches qui lui prouvèrent que ces messieurs se moquaient de lui. Peu s'en fallut même qu'au dernier moment et sur leurs conseils, il nous fit prendre une route diamétralement opposée à celle que nous devions suivre ; aussi, ce ne fut qu'à six heures du soir que notre ambulance se mit définitivement en marche pour St-Avold.

V

Une halte à Louvigny. — Tentative d'évasion. — M. Stieber, chef de la police prussienne. — Le roi nous rend la liberté. — Une nuit à Remilly. — Les hospitaliers prussiens. — Saint-Avold. — Voyage à travers la Prusse rhénane. — Le maître d'école de Menzingen. — Le lieutenant Fisher. — L'ambulance en Belgique. — Retour en France.

Parler de la beauté du paysage que nous avions sous les yeux serait hors de propos ; du reste, les Prussiens placés entre nos regards et la nature, comme un crêpe épais, nous empêchaient d'admirer les sites magnifiques de cette belle vallée de la Moselle que nous allions quitter pour ne plus la revoir. Des Prussiens sur la route, des Prussiens campés à droite, à gauche, partout, remuant comme la vermine, comme les vers sur le vieux fromage, voilà ce qui frappait nos yeux en dépit de nous-mêmes ; ils nous rappelaient ces plaies san-

guinolentes faites aux chevaux de poste ou de diligence, par une chute ou le harnais, et que l'on regarde sans cesse malgré soi, malgré le dégoût qu'elles inspirent.

Dans des hameaux pillés, dévastés, nous trouvâmes des puits taris et des pompes brisées par les hordes tudesques qui répandaient sur leur passage la misère et la mort avec une joie cruelle. N'osant pas frapper des vieillards, des femmes et des enfants, ils les tuaient lentement en les privant d'eau et de nourriture. Le nombre d'animaux tués par les Allemands dans les provinces envahies, uniquement pour en priver les habitants, est incroyable ! A Louvigny, ils vinrent en ricanant enlever une vache, seul soutien d'une pauvre famille; les cris et les sanglots d'une petite fille qui se cramponnait au cou de cette vache, l'embrassait, ne voulait pas qu'on la lui prît, les pleurs de la vieille grand-mère, le désespoir de toute la famille, rien ne toucha ces misérables ; la vache fut emmenée et tuée sur la place du village.

J'ai vu cette scène se renouveler vingt fois et je n'ai jamais pu en être témoin sans avoir le cœur gros de larmes, sans souhaiter à l'Allemagne des représailles que les hommes ou Dieu lui feront sentir tôt ou tard. En s'associant aux iniquités de la Prusse, en suivant son exemple dans cette guerre faite en barbares, les peuples allemands ont commis un crime de lèse-humanité qui recevra son châtiment dans un avenir plus ou moins rapproché. Ils

ont oublié que la justice divine punissait les crimes des nations comme ceux des individus, mais Dieu n'oublie pas, Dieu n'oublie rien.

A Louvigny, nous rencontrâmes les troupes saxonnes qui formaient la réserve de l'armée du prince royal, vulgairement appelé : « notre Fritz. » Un vieil officier, assis sur un talus de la route, nous dit qu'il regrettait beaucoup la guerre, parce que les Saxons n'étaient point ennemis de la France, mais qu'on avait fait une question allemande de cette guerre et qu'ils avaient dû marcher de crainte de la Prusse. A l'entrée du village nous trouvâmes une grange pour nos infirmiers, une mauvaise auberge pour nous. Ayant d'abord été pris pour des Allemands, toujours à cause de la casquette de nos médecins, nous fûmes assez mal reçus, mais après avoir revendiqué notre titre de Français, les gens de l'auberge se décidèrent à nous donner à boire et quelque chose à manger. En campagne, on est peu difficile, et nous nous ne l'étions pas du tout ; mais, si nous n'avions pas eu du pain prussien noir et vert de moisissure, des tablettes de chocolat et du jambon, nous nous serions couchés, pour la plupart, avec une faim canine.

Quand nous eûmes terminé cet espèce de repas, le corps médical et les comptables transformèrent la salle de l'auberge en un vaste dortoir, au moyen d'une trentaine de bottes de paille qu'ils étendirent à terre. M. Sée et l'abbé Loizellier trouvèrent, selon

leur coutume, des lits dans le village; nous, moins heureux, nous couchâmes sur cette paille, dans cette salle qui ne sentait ni la rose, ni le jasmin. Malgré les odeurs combinées de lampe qui fume, d'oignon qui roussit, de graisse qui brûle, de pipe aigre, de vieilles bottes et de chaussettes allemandes, nous étions tellement fatigués, que nous ne tardâmes pas à dormir bruyamment, trop bruyamment même pour ceux qui avaient le sommeil léger. Un des ronfleurs dépassaient les bornes autorisées par les moins susceptibles; ne pouvant soupçonner que pareil bruit fut naturel, nous fîmes en chœur une protestation générale, qui ne produisit aucun effet sur le coupable; son ronflement prenait même des proportions impossibles. Alors on alluma une chandelle pour trouver le mauvais plaisant qui prolongeait ainsi notre insomnie... il dormait réellement; ses monstrueux ronflements n'étaient point simulés, ni volontaires. Je ne livre pas son nom à la postérité, pour ne pas nuire à sa réputation: le malheureux perdrait sa clientèle... future.

Le lendemain, 16 août, à sept heures du matin, tout en continuant notre itinéraire, nous nourrissions le projet de nous évader. L'armée de réserve étant partie pour Pont-à-Mousson, il ne restait plus devant nous que la garde royale et l'état-major général. Ces troupes avaient dû coucher à Remilly, et nous ne devions pas les rencontrer avant midi. Près de Louvigny, se trouvait une route conduisant

à Metz, par Courcelles, mais comme elle devait être bien gardée, il fut résolu que nous prendrions celle qui passe par Peltre et que nous devions rencontrer près de l'auberge du *Cheval Blanc* à Buchy.

Arrivés à X***, — je tais le nom, le pays étant encore occupé, — nous vîmes une religieuse affolée de bonheur, à la vue de notre ambulance. Cette bonne sœur nous fit l'effet d'un moulin à paroles qui tournait d'une manière vertigineuse. Je la priai de nous conduire chez elle pour lui parler, sans être entendu des Prussiens qui rôdaient autour de nous. Tout en parlant, elle nous conduisit à son école, de l'école à sa chambre, de sa chambre à la cuisine,... nous l'arrêtâmes, car dans sa joie de voir des Français, elle nous aurait peut-être emmené dans la cave ou le grenier, sans le savoir. Elle nous poussa sur des chaises, s'accroupit auprès de M. Sée, — un israélite, — s'accouda sur les genoux de M. Espérandieu, — ministre protestant, — pleurait et riait tout à la fois, sans cesser d'invectiver les Prussiens : « Mes enfants, disait-elle, ces brigands nous ont tout pris ; ils ne nous ont laissé que les yeux pour pleurer ; mais, c'est égal, j'ai caché une bouteille que je vais vous donner.

L'excellente religieuse parlerait encore avec son effrayante volubilité, si je ne l'avais interrompue en lui disant brutalement : « Ma sœur, vous parlerez plus tard, pour le moment nos minutes sont comptées, répondez-nous........ »

Ses réponses concordant avec nos renseigne-

ments, nous la laissâmes parler, invectiver les Prussiens, reprocher à tous les saints du paradis de dormir, tandis que la France était envahie par des vandales... Pauvre et bonne sœur! votre souvenir ne sera pas un des moins doux que nous conserverons de cette triste campagne.

Jusqu'à Buchy, nous passâmes au milieu de campements d'artillerie et d'ambulances militaires, disséminés à longues distances les uns des autres, près de la route. Les Prussiens, attirés par la bonne tenue de notre colonne et la beauté de nos attelages, venaient nous admirer ; les officiers nous saluaient et lisaient avec étonnement l'inscription qui se trouvait sur nos voitures. Ces mots « ambulance de la presse française, » et notre présence dans leurs lignes étaient pour eux une énigme qu'ils ne pouvaient deviner. Epâtés, comme leurs camarades de Pont-à-Mousson, ils avaient l'air de se dire : — Mais que viennent faire ici ces journalistes? D'où sortent-ils? Où vont-ils?

Leur étonnement fut tel, qu'ils nous laissèrent prendre le chemin de Metz, où l'on se battait alors. Ils prirent avec raison, notre audace pour un droit, et mirent demi-heure à réfléchir ou pour être mieux dans le vrai, à revenir de leur stupéfaction. Nous avions déjà fait environ deux kilomètres, laissant à notre droite un campement d'artillerie et un autre du train d'équipages, déjà nous avions dépassé les cadavres de plusieurs chevaux tués dans les combats de l'avant-veille, quand un officier vint au

galop nous prier d'attendre son commandant qui vint ensuite nous demander où nous allions?

— A Peltre, répondit d'Espine.

— Avez-vous un sauf conduit, reprit le commandant?

Sur notre réponse affirmative, nous fûmes obligés de lui montrer le sauf conduit.

— Mais il est pour Saint-Avold, dit le commandant, après l'avoir lu, vous faites fausse route et devez passer par Faulquemont.

— Nous le savons, répliqua d'Espine, mais nous voulons auparavant panser les blessés de Peltre.

— Impossible, répondit le commandant. D'abord, ils sont tous enlevés; ensuite, nos avant-postes et les vôtres, vous tireraient dessus pour vous barrer le chemin; je ne puis vous permettre de modifier votre itinéraire, allez à Faulquemont.

Pour nous éviter de sérieux désagréments, nous n'avions plus d'autre parti à prendre que celui d'obéir aux ordres que nous avions reçus, du moment où notre tentative de fuite avait échouée. Nous rebroussâmes donc chemin pour aller à Luppy où nous devions déjeuner. Avant d'arriver à ce village, des officiers de la maison du roi, s'arrêtèrent ébahis en nous voyant, comme si nous étions tombés de la lune ; s'imaginant, sans doute, que leurs yeux les trompaient, ils vinrent nous demander comment nous nous trouvions à l'arrière-garde de l'armée prussienne, au lieu d'être derrière l'armée française ?

— Le prince Frédéric-Charles, répondîmes-nous, nous a fait prisonniers en violant la Convention de Genève.

Cette énormité les étonna autant que notre présence au milieu d'eux. Alors, ils nous dirent que le roi passerait bientôt, et que nous pourrions réclamer auprès de lui.

La pensée que nous allions peut-être recouvrer la liberté nous mit du baume au cœur. Nous devenions insensibles aux tristes scènes de la guerre qui s'offraient encore à nous, sous la forme de chevaux tués, gonflés, étendus dans les positions les plus bizarres ; seul, Lançon s'arrêtait pour les crayonner sur son carnet. L'espérance qui nous animait, nous permit de sourire au paysage charmant que nous traversions, aux vastes horizons qui se perdaient dans les brumes lointaines, aux bois touffus qui, parfois, nous couvraient de leur ombre, et à tous ces délicieux détails qui rendent la campagne si belle sur nos frontières. Piquantin trouvait que les fers de la captivité étaient moins lourds, depuis que la liberté miroitait à nos regards.

Ce fut dans cette disposition d'esprit que nous entrâmes à Luppy. La garde royale y entrait en même temps que nous, par le côté opposé. Nous fîmes aussitôt aligner nos fourgons devant l'église; puis en attendant le roi Guillaume auquel M. Sée devait demander de nous renvoyer dans les lignes françaises, nous regardâmes passer les troupes, dont la musique des régiments jouait des airs d'Of-

fenbach. M. Truchot, notre chef comptable, en homme qui tient à son devoir, trouva le moyen de nous faire préparer, je ne sais où, un déjeuner qui nous attendit pendant deux heures et fut ensuite avalé en dix minutes.

Un général qui n'aimait sans doute pas les journalistes, entra subitement en colère à la vue du titre de notre ambulance. Ce titre devenait décidément de moins en moins populaire dans l'armée prussienne, à mesure que nous avancions vers le Rhin. Partout, notre passage produisait l'effet d'un évènement grave.

— « Encore ces démocrates de français qui viennent prêcher la révolution chez nous, s'écria ce brave général, en devenant coquelicot ! »

Il croyait naïvement que notre présence dans les lignes prussiennes était un soufflet donné par la démocratie française au peuple allemand. Hélas ! comme nous mourions de faim, vu que depuis notre départ de Paris, nous n'avions pas fait trois repas ordinaires, nous songions bien plus à notre pauvre déjeuner qu'à donner des soufflets à personne, même aux Prussiens, car nous aurions eu trop à faire. Mais, la personne la plus désagréablement surprise de voir nos cent-dix gaillards sur le passage du roi, fut cet honnète M. Stieber « *directeur de la police de campagne du quartier-général prussien de sa majesté.* » Si M. Stieber met tous ses titres sur ces cartes de visite, elles doivent avoir les dimensions d'une affiche. Ce lugubre personnage,

vêtu plus ou moins en général, était dans une telle fureur qu'il en perdait la tête. Il nous demanda l'état nominatif du personnel de notre ambulance, le nombre de nos chevaux et de nos voitures, vérifia le tout minutieusement, puis, il fit venir des carabiniers, — maréchaussée de l'armée, — pour nous surveiller. Ces messieurs chargèrent, devant nous, d'énormes pistolets d'arçon qu'ils portaient à la ceinture, et, nous prenant brutalement par les épaules, ils nous mirent sur deux rangs pour nous compter et recompter. Un de ces soudards, nommé Peper, nous révolta tellement par sa grossièreté que nous eûmes un instant la crainte de ne pouvoir résister à la tentation de l'assommer. Après tout, il accomplissait à la prussienne un ordre de police, imposé par un Prussien ; dans ces conditions, on comprend qu'un gendarme de Bismark ne ressemble pas précisément par les manières, à nos ex-petit-crevés des boulevards. Finalement, les carabiniers se placèrent en face de nous, le pistolet au poing.

Cette cérémonie terminée, notre chirurgien en chef prit le drapeau de notre ambulance, — je ne sais pourquoi, — et se posta devant nous. Alors nous vîmes défiler les voitures de la maison du roi, dont la livrée nous parut de fort mauvais goût. M. Bismark, le général Moltke et le prince royal passèrent également et furent on ne peut plus surpris de voir en cet endroit une ambulance de la presse française. Enfin, le roi passa, nous regarda

avec étonnement et... continua son chemin, dans sa calèche découverte, sans se douter que M. Sée avait un discours à lui faire. Du reste, celui-ci, pâle et blême, paraissait paralysé par sa... timidité constitutionnelle. Le roi pourtant, ne pouvant s'expliquer comment nous nous trouvions en face de lui, et ce que nous faisions là, fit arrêter sa voiture et nous appela pour résoudre ce problème.

MM. Foucher de Careil et Sée s'approchèrent alors de celui qui marchait à la conquête de nos pendules et de nos mobiliers, et lui dirent que nous étions prisonniers. Le roi parut surpris, et se fit raconter les circonstances de notre arrestation. M. Foucher de Careil, pendant ce colloque, avait machinalement laissé ses mains dans les poches de son paletot; M. Stieber les en tira violemment et les lui mit derrière le dos pour s'assurer qu'elles ne tenaient pas un revolver. Le roi, satisfait sans doute, du récit de notre délégué, donna les ordres contenus dans le document qui suit, et dont voici la traduction littérale :

« L'ambulance des français, traversant Luppy, a soumis à S. M. le roi de Prusse, par ses délégués, la demande de pénétrer dans Metz pour y soigner les blessés français. S. M. a donné l'ordre que ces hommes puissent aller à Metz sous escorte, et que la Prusse, en ce qui la concerne, ne s'y oppose aucunement, si le commandant français les laisse entrer dans Metz, à la condition, bien entendu, que partout on agira d'après la Convention de Genève.

Si on ne laisse pas entrer ces gens dans Metz, ils seront dirigés sur l'arrière, d'après l'ordre du général de Stosch. S. M. m'a chargé de transmettre ces ordres au commandant de Blücher.

Signé : « STIEBER, directeur de la police de campagne du quartier-général prussien de S. M. »

Le roi partit ensuite, et M. Stieber remit ce document au gracieux Peper, chargé de nous conduire, avec un autre gendarme, jusqu'à Remilly. Ces deux représentants de la force, toujours armés de leurs énormes pistolets, voulaient nous faire partir de suite; il était trois heures de l'après-midi, et comme nous étions encore à jeun, nous insistâmes pour déjeuner avant notre départ, mais ce fut avec peine que dix minutes nous furent accordées pour avaler notre repas. L'état de surexcitation dans lequel m'avaient mis les grossiers procédés que nous venions de subir et que j'ai indiqué très-imparfaitement, m'ayant ôté toute possibilité de manger, j'allai fumer une cigarette chez le curé de Luppy qui n'avait guère eu non plus à se louer des Prussiens.

En revenant de chez ce digne ecclésiastique, je vis la proclamation suivante que l'on venait d'afficher sur les murs de l'église. Cette proclamation à laquelle le roi lui-même, les princes allemands et toute leur armée ont donné le plus complet démenti, est un monument trop curieux de la fourberie et du mensonge incarné de la politique prussienne, pour ne pas être reproduit ici.

Proclamation du roi de Prusse aux Français

Saarbruk, 11 août 1870.

« Nous, Guillaume, roi de Prusse, faisons savoir « ce qui suit aux habitants de la partie du territoire « français occupé par les armées allemandes.

« L'empereur Napoléon ayant attaqué, par terre « et par mer, la nation allemande qui désirait et « désire encore vivre en paix avec le peuple fran- « çais, j'ai pris le commandement des armées alle- « mandes afin de repousser cette agression, et j'ai « été amené, par les circonstances, à passer les « frontières de la France. Je fais la guerre contre « les soldats et *non contre les citoyens*.

« En conséquence, ces derniers *continueront à « être protégés dans leurs biens et dans leurs per- « sonnes*, tant que par des actes hostiles contre nos « troupes, ils ne me forceront pas à leur retirer « ma protection. Par dispositions spéciales, et qui « seront publiées, les généraux commandant les diffé- « rents corps détermineront les mesures à prendre « contre les communes ou les personnes qui viole- « raient les lois de la guerre. Ils régleront tout ce « qui concerne les réquisitions nécessaires au besoin « des troupes et fixeront le taux du change entre « la monnaie française et la monnaie allemande, « afin de faciliter les transactions individuelles « entre les troupes et les habitants. »

Ce *factum* se passe de commentaires. Il est inutile de flétrir pareille comédie et montrer combien le roi de Prusse se moquait des gouvernements européens et de l'opinion publique; mais nous reviendrons sur ce sujet.

Un quart-d'heure après le départ du roi, l'ambulance de la presse se remit en marche pour Remilly, à travers une route encombrée d'artillerie, de caissons et de chariots d'approvisionnement. Dans les champs passaient des charrettes de réquisition et des troupeaux de bœufs et de vaches pris dans nos villes et nos villages. Pour ne point ralentir notre pas, Peper nous fit passer également à travers les terres labourées, au risque de briser vingt fois nos voitures dans les fossés et les ornières. Nous arrivâmes pourtant à Remilly, sans accident grave

A peine arrivés, le général Blücher nous dit que le général Coffinières, commandant la place de Metz, refusait de nous recevoir. Nous trouvâmes étrange de recevoir une réponse à un pli que nous avions, pour ainsi dire, encore dans notre poche, et nous fûmes persuadés que les Prussiens, craignant quelques révélations que nous pouvions faire au maréchal Bazaine, se décidèrent à nous éloigner de Metz, et à nous rapatrier par l'Allemagne et la Belgique. On se rappelle que le 16 août, les Prussiens furent très-maltraités à Gravelottes, dont nous entendions le canon, et que ce jour-là les troupes du prince Frédéric-Charles n'avaient pas encore opéré leur jonction avec celles du général Stein-

metz. En outre, le manque de nourriture était tel à Remilly que le général Blücher, pour ne pas nous nourrir, nous promit un train qui nous emmènerait à cinq heures du soir.

En attendant notre départ, nous fûmes installés, au bas de la gare, sur une petite place ombragée de grands arbres. Grâce à l'encombrement des trains de toutes sortes, nous fûmes obligés de passer la nuit à la belle-étoile, sans tente, sans abri, sans couverture et sans feu. M. Ernest de Saldern, officier allemand, et M. Talbot, officier anglais, faisant son apprentissage dans l'armée prussienne, nous donnèrent du pain réglementaire et un baril de vin qui se trouva malheureusement être un baril de beurre. Ces deux officiers, d'une exquise politesse, se donnèrent un mal infini pour améliorer notre situation et nous faire partir, mais toute leur bonne volonté fut impuissante à triompher des obstacles matériels qui s'opposaient à notre départ.

C'est à Remilly où je vis pour la première fois les hospitaliers ou chevaliers de St-Jean-de-Jérusalem. Ces hospitaliers se composent de personnes nobles ou riches enrôlées dans cet ordre autant par amour de l'uniforme que par humanité. Généralement polis et bien élevés, ces Messieurs ne pansent pas les blessés, mais ils ont l'air de se donner beaucoup de peine pour organiser et diriger le service des ambulances. Au point de vue pratique, ceux de Remilly m'ont paru laissé beaucoup à désirer; leur langage ne valait pas leur plumage, sur-

tout quand ils entamaient leurs sujets favoris : La politique et la guerre. Puisqu'il y a des honnêtes gens partout, même en Normandie, si l'on en croit le proverbe, il doit y avoir des hommes intelligents et dévoués parmi les chevaliers de St-Jean-de-Jérusalem, mais ceux avec lesquels j'ai causé m'ont paru fort bornés ; leur logique me rappelait celle de nos *communards* qui se traduit par la devise de M. Bismark : « La force prime le droit. » Quelques-uns se donnaient une importance grotesque et leur bêtise outrepassait les limites du possible. Le *Bourgeois gentilhomme* de Molière nous donne une idée de l'esprit de ces gentilshommes rouges, bleus ou verts qui nous parlaient médecine et politique de manière à rendre jaloux des échappés de Charenton.

En dehors de ces nobles chevaliers, nous vîmes une vraie nuée d'hospitaliers et d'hospitalières, ayant tous au bras ou sur la poitrine les insignes de la Convention de Genève. Sans nous être hostiles, ils ne nous témoignaient guère de fraternité. Chaque train amenait des compagnies de religieuses, de diaconesses, de jésuites et d'infirmiers, recrutés dans les universités et les écoles de gymnastique. Chaque groupe d'infirmiers avait son costume et son matériel particuliers. Dès qu'un train de blessés était signalé, tout ce personnel courait à la gare avec des brancards, des médicaments, des vivres et prodiguait ses soins aux malades, sans distinction de nationalité. Je ne crois pas exagérer

en disant qu'en Allemagne, tout ce qui n'appartient pas à l'armée se dévoue au service des victimes de la guerre. L'initiative privée et l'esprit national ont enfanté de l'autre côté du Rhin, des merveilles bien autrement merveilleuses que celle de nos chassepots.

Tandis que nous faisions en plein vent des études de mœurs, un soldat prussien volait des pantoufles que M. Regnault portait dans son sac. A Luppy, des soldats de la garde royale nous avaient, en passant, déjà volé deux couvertures, une paire de bottes et deux paletots. Cette probité militaire, dans l'armée allemande, nous surprit moins que l'habileté avec laquelle ces héros, — de grands chemins, — nous enlevaient nos effets. Plus tard, ils remplacèrent leur adresse native par l'impudence brutale. En se promenant, M. Regnault vit ses pantoufles au pied du Prussien :

— Dites-donc, mon brave, lui dit-il en l'abordant, auriez-vous l'obligeance de me rendre les pantoufles que vous m'avez volées ?

— Comprends pas, répondit l'honnête tudesque.

M. Regnault voulut, par une *tripotée* de coups de bâton, lui faire comprendre ce dont il s'agissait, mais son ami Piquantin, l'assurant qu'il ne valait pas la peine de se faire assassiner par ces chenapans, pour une paire de pantoufles, M. Regnault se rendit, comme d'habitude, à la calmante argumentation de son ami.

Le temps était très-beau, mais la nuit était

humide et froide ; nous grelottions en chœur sur la terre nue. Marinus retrouvait que les fers de la captivité manquaient de charmes. M. Sée n'était pas avec nous. On se demandait si l'ennemi l'avait enlevé avec nos bottes et nos couvertures ? Quelqu'un répondit qu'il était en train de dîner avec des officiers prussiens qui l'avaient invité. M. Castiaux envia le dîner, mais non les Prussiens ; il trouvait avec raison, que c'était manquer de dignité que d'accepter de semblables invitations ; Muret seul donnait l'absolution à son chef, blâmé à l'unanimité pour cet acte malencontreux. La chronique vint bientôt donner à ce dîner une gravité que nous ne lui soupçonnions pas. Voici ce qu'elle disait :

On se souvient que le général Blücher nous avait dit que le commandant de Metz refusait de nous recevoir. Le temps matériel pour communiquer à Metz notre mise en liberté et recevoir une réponse, ayant manqué, il était évident que cette communication n'avait pas été faite. Pour se mettre en règle devant ses supérieurs, le général Blücher écrivit une lettre constatant le prétendu refus du général Coffinières de nous recevoir, et pria M. Sée de la signer, entre la poire et le fromage. Notre chirurgien en chef, n'ayant aucun moyen de vérifier l'exactitude des affirmations du général Blücher, n'aurait pas dû signer cette lettre, mais le désir qu'il éprouvait de se débarrasser des Prussiens, même au prix d'un voyage en Allemagne, lui fit consentir à ce qu'on voulait de lui. Si la chronique

dit vrai, il ne vit dans cet acte de condescendance qu'un moyen d'accélérer notre rapatriement. Après le dîner, il vint passer le reste de la nuit à côté de nous.

« Qui dort, dîne », dit un proverbe : n'ayant pas dîné, nous voulions dormir ; mais, vouloir et pouvoir font deux. L'humidité de l'atmosphère nous pénétrait ; la lune miroitait à travers les arbres aux pieds desquels nous étions étendus ; le canon faisait toujours entendre sa voix imposante du côté de Gravelottes ; les infirmiers et les soldats allemands avaient allumé près de la gare un grand feu, autour duquel ils chantaient des *Lied* nationaux et patriotiques. Ces chants simples, harmonieux, d'une mélodie touchante, produisaient sur nous, surtout en ce moment, une tristesse navrante, car c'était sur le sol français que l'ennemi chantait ainsi ! Hélas ! en France, notre patriotisme s'inspire maintenant chez le marchand de vin ; la *Marseillaise* elle-même est dénaturée, profanée, uniquement chantée par des hommes qui savent mieux égorger leurs frères, que se battre contre l'étranger ; elle n'est plus l'expression de ce sentiment qui, jadis, transportait toute la nation sur la frontière, pour y cueillir la victoire ; elle est à peine un ressort, une ficelle que font mouvoir, dans leur ignoble égoïsme, des hommes cachés derrière des masses stupides, avinées, qui braillent en trébuchant sur les cadavres amoncelés dans nos rues par les bouchers de la Commune.

6

Dans la matinée du 17, quand « l'aurore aux doigts de rose » vint nous éveiller, nous étions à moitié morts de faim et de froid. Chacun s'empressa de chercher à manger dans les auberges non dévastées par les Prussiens; toutes étaient envahies ou abandonnées, néanmoins, quelques-unes avaient encore du pain et du café; dans celle où je déjeunai, je recueillis de la bouche même des témoins oculaires, sur les faits et gestes des soldats allemands, des détails révoltants. A Remilly, comme à Luppy, comme partout, ils avaient pillé les châteaux et les maisons particulières, volé l'argenterie, les bijoux et le linge, brûlé les meubles et brisé les glaces. Le pauvre curé, voyant un prussien lui prendre un vieux calice auquel il tenait beaucoup, lui dit en pleurant : « Prenez-moi tout ce que j'ai, mais ne touchez pas à ce calice, que je conserve comme une relique et me vient de mon vieil oncle, un saint prêtre ; de grâce, ne profanez pas ce vase, deux fois sacré, laissez-le moi. » Pour toute réponse, le Prussien brisa le calice et l'emporta.

A Remilly, les femmes seules étaient restées, avec les enfants et les vieillards ; les hommes avaient fui ; comme les Allemands volaient jusqu'au linge de corps des servantes, les femmes les accablaient de sottises, qu'ils faisaient semblant de ne pas comprendre, afin de piller plus à leur aise.

Je ne connais aucun village aussi beau, aussi riche, possédant d'aussi nombreux, d'aussi gracieux

édifices publics, châteaux et villas, que Remilly. Quand nous le vîmes, les Prussiens avaient déjà imprimé la marque de leurs griffes hideuses sur ce joli petit nid, dont la nature et les hommes avaient fait un Eden ; aussi, nous tardaient-ils d'en sortir, pour ne plus entendre le récit de leurs horreurs et ne plus voir leurs infamies. Vers midi, l'on vint enfin nous dire que notre train était prêt, et ce fut avec un sentiment de joie, mélangée de tristesse, que nous entrâmes dans les wagons en route pour l'Allemagne. Cinq de nos voitures, n'ayant pu trouver place sur le train, furent obligées d'aller par les grands chemins à Saint-Avold, où nous devions les attendre.

Arrivés à Saint-Avold, deux heures après notre départ de Remilly, notre chef comptable nous fit préparer un dîner des plus modestes, mais dont nous avions un grand besoin. Nos fourgons arrivèrent vers les sept heures du soir ; ils furent aussitôt chargés sur le train qui nous conduisit à Forbach avant la chute du jour. De Forbach à Sarrebrük, la distance est courte ; aussi, quoique la nuit fut venue couvrir de son voile la ville et le champ de bataille, nous reconnûmes l'emplacement où s'était donnée la première action de cette guerre fatale.

Lorsque le jour vint à reparaître, nous étions à la gare de Birckenfeld. La promenade que nous faisions alors n'avait rien d'agréable ; pourtant, nous ne pouvions nous empêcher d'admirer des

sites, dont la beauté dépassait ce que l'imagination la plus poétique pouvait concevoir. Oberstein, l'un des paysages les plus beaux et les plus pittoresques que j'ai jamais vu, me rappelait ces vieux romans de la vieille Allemagne, que tous nous avons lus dans notre enfance. Ses ruines disséminées sur ses collines, sa chapelle creusée dans le roc, ses bois, tout portait à la rèverie... et dire que des peuples qui vivent au milieu d'une telle nature peuvent se conduire en sauvages, comme ils se sont conduits chez nous, c'est à croire que le cœur n'est pour rien dans le sentiment de ces hommes.

Dès que notre train fut signalé, le bruit se répandit dans la vallée qu'il y arrivait des blessés et des prisonniers. Aussitôt, de jeunes filles, des femmes de tout âge et des enfants accoururent nous apporter des tartines de beurre, du pain, des gâteaux, des œufs, du lait, du tabac et des cigares. Nous étions loin de nous attendre à semblable réception. A chaque station pareil accueil, sympathique et généreux, nous fut fait dans toute la Prusse rhénane. Partout, nous vîmes des veuves, des mères, des fiancées nous donner avec bonheur ces nécessités ou ces douceurs de la vie, en ayant l'air de nous dire : — Ils ne sont plus ici ceux que nous aimons, ils sont allé chez vous porter la mort et la dévastation, pour obéir à l'ordre du souverain ; si jamais ils tombent dans vos mains, souvenez-vous de notre accueil, et donnez leur ce que nous vous donnons.

Depuis ce temps, la guerre a pris un tel caractère de férocité, que nos prisonniers n'ont certainement pas été reçu de la même manière que nous l'avons été ; mais alors nous avons pu nous convaincre de nouveau que le peuple allemand n'avait aucune animosité contre nous, et qu'il subissait avec peine, avec tristesse cette guerre d'ambition que lui avait imposée la cour de Berlin.

Jusqu'à Cologne, nous vîmes sur tout ce long parcours de belles collines vertes et boisées, des rochers blancs, bruns ou rougeâtres, des pics dentelés élever leurs arêtes au-dessus des forêts, des escaliers gigantesques sur lesquels s'étalaient des vignes admirablement cultivées, des champs de blé, dont les tiges ployaient sous le poids des épis, des chalets coquets et coquettement éparpillés sur le flanc des coteaux, sur le bord des rivières ; mais c'est en vain que nous cherchions sur ces collines et ces rochers, dans ces champs et ces chalets, près des coteaux et des rivières, ces jeunes gens robustes, ces hommes paisibles, fumant la pipe, buvant la bière, et chantant le soir les chants doux et mélancoliques du *Vaterland*.

Où donc était cette jeunesse virile de la blonde Allemagne, chantée par les poètes, admirée de nos romanciers? Elle était là-bas dans les plaines de notre vieille Gaule, affublée d'un casque hideux, un fusil au bras, donnant la mort, attendant la mort, ivre de vin, pillant nos villes, pillant nos villages, répandant, comme un fléau, la ruine et le désespoir

dans nos familles pour donner un fleuron de plus à la couronne du vieux roi Guillaume, une gloire nouvelle à son ministre. Vieillards, enfants, jeunes filles et jeunes femmes restaient seuls, tristes, en larmes, ouvrant leur asile désert, au deuil, à la misère ; ils allaient voir les corps meurtris, mutilés, affamés qui passaient entraînés par la vapeur et pleuraient de joie quand ils trouvaient dans ces convois, longs et funèbres, un époux, un fils, un frère ; tant d'autres attendaient en vain ceux qui ne devaient plus revenir !

A Kirn, nous fûmes obligés d'attendre très-longtemps le passage d'un train. Là, comme sur tout le reste de la ligne, les lois de la plus large et de la plus sympathique hospitalité nous furent appliquées d'une manière touchante. Je connais beaucoup l'Écosse pour l'avoir habitée, et si la réputation des Écossais, en matière d'hospitalité, n'était pas une réputation faite gratuitement par l'opéra-comique, je dirai que les Écossais n'arrivent pas à la cheville des Allemands de la Prusse rhénane, sur ce chapitre. Ces Allemands, il est vrai, sont à peu près tous catholiques et le catholicisme entre pour beaucoup dans leur charité ; mais comme je connais aussi bien des populations catholiques qui n'ont rien de commun, dans leurs actes, avec le Samaritain de l'Évangile, il faut bien reconnaître que ces populations allemandes sont aussi généreuses que profondément chrétiennes. En outre, je dois constater que pas un d'eux n'eût l'indélicatesse de nous faire

le moindre reproche sur la guerre qui les désolait, peut-être plus que nous, car, si nous y perdions plus d'amour-propre que d'hommes, eux y perdaient plus d'hommes qu'ils ne récoltaient d'amour-propre.

Pendant une autre longue attente que nous fîmes à Menzingen, un vénérable maître d'école vint nous souhaiter la bienvenue ; il avait huit enfants, presque tous à l'armée, et venait à chaque train voir si l'un de ses fils se trouvait parmi les blessés. Ce brave homme nous dit qu'il était catholique, ainsi que la moitié de son village. Alors l'abbé Loizellier et moi, nous donnâmes des chapelets et des médailles à tous ceux qui nous en demandaient, pour les remercier des provisions qu'ils nous apportaient. Ce maître d'école nous parlait français, quoique il n'en sût que quelques mots, qu'il massacrait de son mieux. Après avoir reçu un chapelet, il alla chercher sa femme, l'amena et nous dit : — « Encore un *chapelier* pour ma femme, s'il vous plaît ! »

Dame ! Menzingen est loin de la Touraine, et le français de ce bon vieillard valait bien l'allemand que nous parlions.

— « Tous les soirs, nous dit-il, nous prions au village pour la paix. »

— « Eh bien ! lui répondis-je, priez aussi pour nos familles qui ne savent pas ce que nous sommes devenus, et nous croient morts, peut-être. »

Sur ces paroles, la population féminine qui nous

entourait, se mit à fondre en larmes ; nous mêmes, nous étions très-émus... Heureusement le Rhin était encore loin, il n'a pas débordé ce jour-là. En voyant cette grande absence d'hommes qui nous avait tous frappés dès notre entrée en Allemagne, j'eus la curiosité de savoir quelle était la proportion des enrôlés dans l'armée, sur la totalité de la population, et je le demandai au maître d'école qui me répondit : « La population de notre village est de quatre cents âmes, *soixante-quinze* hommes sont partis pour l'armée. »

Ah! si la France avait fait le quart des sacrifices imposés à l'Allemagne, nous aurions dicté les conditions de la paix, au lieu de les subir.

Près de Münster, le paysage, les vignes, les jardins ressemblent à un décor de féerie : c'est trop soigné, trop peigné, ce n'est plus naturel, mais c'est bien joli. A Kreuznach, comme à Langenlonsheim, on nous apporta du vin du Rhin dans des arrosoirs. Des catholiques nous demandèrent des médailles et des chapelets ; de vieux chevaliers de St-Jean-de-Jérusalem, à mine rébarbative, grommelaient à voix haute, en disant : « Encore des dé« magogues ! » Des démagogues qui distribuent des médailles et des chapelets, cela se voit rarement ; aussi, nos bons chevaliers, en voyant cette distribution, croyaient avoir la berlue ; nous étions pour eux une énigme.

Pour nous accompagner de Remilly à Aix-la-Chapelle, nous avions un nommé Fisher, lieutenant

au 69me de Magdebourg ; il était chargé de veiller sur nous, et de nous éviter une multitude de désagréments qui nous seraient certainement arrivés sans lui. A Bingen, il nous fit servir un excellent repas, payé, ainsi que notre voyage, par le roi de Prusse. Depuis que nous étions en Allemagne, le lieutenant Fisher n'avait plus peur que nous nous évadions, aussi son cœur s'épanouissait-il de plus en plus à chaque station. Si nous l'avions encore conservé deux jours, il se serait fait écharper pour nous. Son admiration pour nos personnes se traduisait sous toutes les formes les plus aimables. Indépendamment de nos qualités individuelles, dont je ne parle pas, le lieutenant Fisher avait deux autres raisons pour nous être attachés ; tandis qu'il se promenait avec nous, en chemin de fer, sur les bords du Rhin, il ne se promenait pas à pied, autour de Metz, où ses camarades recevaient alors force horions ; puis, des hommes que le roi Guillaume rapatrie, ordonne de traiter aussi bien que possible, méritaient naturellement la considération du lieutenant Fisher qui ne comprenait rien, absolument rien à toute cette histoire.

Lorsque nous arrivâmes à Coblentz, on venait d'afficher les résultats de la bataille de Gravelottes annonçant que les Prussiens avaient eu quinze-mille tués ou blessés et que les Français avaient tiré sur les ambulances allemandes. La population était consternée; elle était également exaspérée par la nouvelle que l'on chassait de Paris les Allemands

en guerre contre nous; mais comme la dépêche annonçait aussi que nous étions battus, il ne nous arriva rien de désagréable. Après une courte station dans cette ville, nous reprîmes le chemin de Cologne où nous faisions notre entrée vers minuit. Loger à cette heure cent-dix personnes eut été chose très-difficile pour tout autre que le lieutenant Fisher, mais lui nous trouva des lits à *l'Hôtel du Nord*. Un des grands ennuis de la guerre, pour les hommes en campagne, c'est de ne pouvoir se débarbouiller et se déshabiller tous les jours; depuis notre départ de Paris, nous ne nous étions encore deshabillés que deux fois, ce fut donc avec un vrai plaisir que nous nous étendîmes dans des lits, quoique nous n'eussions que trois heures à dormir.

En descendant à la salle à manger, vers cinq heures du matin, pour prendre une tasse de café, nous trouvâmes l'abbé de Beuvron que les journaux, bien informés, avaient tué à Reichshoffen, tandis qu'il administrait un blessé. Cet excellent aumônier accompagnait deux intendants et une vingtaine de chirurgiens militaires, pris avec lui, et qui ne firent nullement attention à nous. J'avais la simplicité de croire qu'à l'étranger, tout Français devait être heureux de revoir des compatriotes, des compagnons d'infortune, mais j'avais compté sans l'uniforme. Il paraît que l'uniforme produit des contractions du cœur, chez certains individus. Je les plains.

Partis de Cologne, à six heures du matin, nous

traversâmes Aix-la-Chapelle, sans descendre de wagon, et bientôt nous entendîmes crier: « Vive la France! Vive les Français! » C'étaient des Belges qui n'attendaient pas notre arrivée à Verviers, pour nous souhaiter la bienvenue sur leur territoire. Franchement ce voyage à travers les lignes prussiennes, commencé d'une aussi triste façon, continué au milieu d'incidents aussi singuliers, et terminé de la sorte, constituait une étrange épopée qui devait former la page la plus pittoresque de l'histoire de notre ambulance.

Les intendants qui voyageaient avec nous, depuis Cologne, emmenaient environ soixante-dix infirmiers, auxquels ils oublièrent de donner à manger pendant vingt-quatre heures. A Verviers, j'allai de suite, au nom de la presse, acheter une trentaine de pains que je distribuai à ces malheureux, ainsi qu'un énorme panier de bouteilles de vins vieux que le bon curé de cette ville me fit remettre. Comme on le pense, cette distribution fut accueillie avec joie. En quittant Verviers, la population réunie à la gare, nous salua aux cris de : « Vive la France! Vive l'ambulance de la presse! » Cris qui furent répétés sur toute notre route, et particulièrement à Liége, Namur et Charleroi.

Dès notre arrivée sur le territoire Belge, nos poitrines jusqu'alors opprimées par la vue des Prussiens, se dilatèrent; nous respirions à pleins poumons, avec délice, l'air libre de cet heureux pays, car nous sentions que des cœurs amis battaient

pour nous chez ce peuple, dont le sort est vraiment digne d'envie. A Charleroi, les ouvriers et les gamins quittaient leurs usines pour venir nous acclamer à notre passage, et jetaient en l'air leur casquettes en signe de réjouissance. Le peuple belge prenait notre cause tellement à cœur que, faute de victoires réelles, il nous prêtait des succès fantastiques. Après tout, on comprend que s'il se méfiait de Napoléon, il ne devait pas chérir la Prusse, depuis qu'il savait ce que M. de Bismark avait voulu faire de la Belgique.

Enfin, le 19 août au soir, nous arrivâmes à Jeumont, ville française; nous y fûmes reçus non pas avec enthousiasme, mais avec délire. Quelques femmes en voyant nos brassards blancs à croix rouge, disaient : « Pauvres enfants ! tous blessés au bras. » Dame ! c'était la première fois qu'on voyait une ambulance porter les insignes de la Convention de Genève et revenir de Prusse.

En mettant le pied sur le sol adoré de cette pauvre France, souillée par la botte infecte des Prussiens, nous sentions notre amour pour la patrie grandir encore. La population nous accueillit par des cris frénétiques; toute l'âme de ces braves gens était passée sur leurs lèvres. Cette joie, ce patriotique élan nous produisirent une émotion facile à comprendre; nous avions des contractions dans la gorge et des pleurs dans les yeux; nous avions un besoin ineffable d'expansion. Deschamps, Muret et bien d'autres demandèrent à plusieurs femmes la

permission d'embrasser leurs enfants. Il y avait là dans la foule, bien des joues roses ou rouges, embellies par la jeunesse et la santé, ce furent pourtant les moutards que nos jeunes médecins embrassèrent! Quand on a vu ces jeunes gens que l'on dit et qui se croient sceptiques, parce que leur surface est légère et railleuse, mais dont le cœur est bon et généreux, quand on les a vus dominer l'ardeur de l'âge par le tact le plus exquis, par l'instinct du respect de la famille, et demander respectueusement à toutes ces femmes du peuple et de la campagne la permission d'embrasser leurs enfants à la frimousse plus ou moins malpropre, on a le droit d'espérer que cette jeunesse bruyante des écoles produira de bons citoyens, on a le droit d'espérer que dans les moments de crise suprême la France pourra compter sur cette génération.

En apprenant l'arrivée de l'ambulance de la presse faite prisonnière par les Prussiens, le propriétaire du buffet de la gare, aidé de la population de Jeumont improvisa un repas qui fut cuit, servi et mangé avec une étonnante rapidité. La salle du buffet était envahie par une multitude d'hommes et de femmes qui, tous à la fois, nous demandaient des détails sur ce que nous avions vu et fait. Nous leur répondions en élevant la voix pour dominer le tumulte, ce qui rendait le bruit plus étourdissant encore. Tous criaient pour mieux se faire entendre, excellent moyen de ne pas s'entendre du tout. A la fin du repas, M. Foucher du Careil se rendit derrière le comptoir

qui lui servit de tribune et, dans une improvisation émue, très-heureusement inspirée, il porta un toast à la France, à l'armée, à tous les dévouements. Sa voix fut couverte par les applaudissements chaleureux de la foule et le sifflet de la locomotive qui nous appelait pour nous conduire à Maubeuge.

Nous passâmes la nuit à Maubeuge. Le Cercle de la ville voulut payer nos frais d'hôtel et nous fit une réception des plus cordiales. Pour aller à Châlons, où se reformait l'armée, nous prîmes la route de Laon et de Reims. Avant d'arriver à Châlons, nous fûmes forcés d'attendre pendant sept heures l'évacuation de plusieurs trains militaires, de sorte que nous n'arrivâmes à la gare qu'à trois heures du matin, transis de froid. Aussitôt que M. Zborowski vit poindre le jour, il se rendit en ville pour y chercher du logement et des vivres. Il revint ensuite et nous dit que la garnison, l'administration, le service des postes et des télégraphes allaient évacuer Châlons, à midi, parce que les Prussiens arrivaient, et que nous n'avions rien de mieux à faire que de retourner à Reims où notre ambulance serait attachée à l'armée de Mac-Mahon.

Nous reprîmes donc le chemin de fer dans la journée du 20 à deux heures de l'après-midi. Au moment de monter en wagon, je me sentis pressé par les bras de mon ami Robert Mitchell qui s'était engagé dans les zouaves de la garde avec Paul de Cassagnac, Carette et Froment. Les espions étaient alors à l'ordre du jour; on venait d'arrêter sous mes

yeux deux Allemands vêtus, l'un en capitaine de chasseurs d'Afrique, et l'autre en lieutenant d'infanterie. Les gendarmes sont généralement soupçonneux, en voyant des zouaves de la taille de MM. Mitchell et Cassagnac, ils conçurent des doutes sur leur droit à l'uniforme et leur demandèrent leurs papiers. Ni l'un ni l'autre n'en avaient. Carette le comptable de ce quatuor avait les papiers et l'argent, je courus lui demander les feuilles de route de ses deux amis ; les gendarmes s'aperçurent alors qu'elles ne portaient pas de signalement : c'était grave, néanmoins, ils relâchèrent, non sans mauvaise humeur, les deux engagés volontaires. L'évacuation de Châlons forçant les quatre zouaves d'aller à Reims, je les priai de prendre notre train et je mis leurs sacs et leurs fusils dans le wagon destiné à notre piqueur et nos cochers.

A la première station, M. Carette qui avait déjà fait la campagne d'Italie et n'aimait pas voyager sans sa « clarinette, » voulut aller la chercher ; j'y fus à sa place et ne trouvai plus ni fusils, ni sacs. Le piqueur, croyant à une méprise, les avait remis à terre dans la gare, au moment où le train se mettait en marche. Je télégraphiai de suite à Châlons ; peine perdue ; mes amis inquiets durent retourner à pied chercher leurs sacs et leurs fusils. J'étais désolé de cet incident, car, en quittant Paris, j'avais laissé Mitchell au lit, crachant le sang à pleine cuvette et je craignais qu'un excès de marche le fît retomber malade ; il avait déjà fait le matin une lon-

gue étape, ainsi que ses compagnons, mais je ne pus leur éviter cette nouvelle fatigue, et dûs les laisser repartir.

De Châlons à Reims, on fait la route à pied en quelques heures ; nous mîmes deux jours et deux nuits pour faire ce trajet en chemin de fer ! C'est *raide,* mais c'est exact. En passant devant le grand Mourmoulon, pendant la nuit, nous aperçûmes les clartés lointaines du feu mis aux barraques du camp et aux meules de paille et de foin. Il est probable que les voitures manquaient pour transporter à Reims ce fourrage dont notre cavalerie avait besoin ; mais quand l'ordre fait défaut dans une armée, dans une administration, il s'y passe bien des faits de semblable gaspillage, alors imposé par les nécessités de la guerre.

Le 22, nous déjeunâmes à Thuisy avec du lait, de la soupe à l'oignon et du café, c'est-à-dire avec trop de liquide et pas assez de solide. Ayant passé la nuit précédente dans un wagon destiné aux bœufs et aux chevaux j'avais eu froid ; n'ayant pas dîné la veille, j'avais faim ; ce déjeuner, quoique fort maigre était donc bien venu ; aussi, quand nous nous remîmes en route, j'étais rompu, mais la vie militaire ne me paraissait pas encore sous des couleurs trop sombres. Dans les solitudes américaines j'avais éprouvé des privations et des fatigues autrement sérieuses et qui me rendaient peu sensibles à celles de cette campagne.

Vers dix heures du matin, notre train s'arrêta à

trois ou quatre kilomètres de la gare de Reims; comme il menaçait de prendre racine en cet endroit, nous nous rendîmes à pied dans la ville. Là, on nous apprit que notre ambulance était définitivement attachée au 12e corps, commandé par le général Lebrun, et que nous partirions le lendemain avec l'armée pour Réthel. Nous accueillîmes tous avec bonheur cette nouvelle. Désormais, nos ennuis et nos misères allaient avoir un but utile.

VI

Combats livrés sous Metz. — Plans de la nouvelle campagne. — Armée de Châlons. — L'ambulance de la presse repart pour la guerre. — Réthel. — Histoire d'une poule noire. — Entrevue avec l'empereur.

Avant de continuer ce récit, il est indispensable de rappeler en quelques lignes quelle était notre situation militaire au moment où nous allions recommencer la campagne qui devait aboutir à la capitulation de Sedan.

A la suite des malheureuses batailles de Wissembourg, Reischshoffen et Forbach, plusieurs généraux, paraît-il, auraient conjuré l'empereur de quitter l'armée. Etait-ce par crainte que les communications avec Paris ne fussent coupées sous peu et ne permissent plus au chef de l'Etat de communiquer avec le ministère? Etait-ce parce que la présence de Napoléon était gênante et sa suite

encombrante? C'est ce que j'ignore, mais il est probable que ces deux raisons et bien d'autres contribuèrent au départ de l'empereur. Néanmoins, il ne voulut quitter l'armée que lorsqu'elle aurait opéré son mouvement de retraite sur la rive gauche de la Moselle; il pressa, dit-on, ce mouvement, dont le maréchal Bazaine appréciait l'importance, mais le mauvais temps et l'encombrement habituel des routes, par les bagages, en retardèrent la prompte exécution.

Les dépêches suivantes démontrent que si Napoléon avait remis ostensiblement le commandement des troupes au maréchal Bazaine, il n'en conservait pas moins la direction générale qu'il n'abandonna qu'en se constituant prisonnier à Sedan.

Le major général au ministre de la guerre. Paris.

Metz, 10 août 1870.

L'empereur ordonne de continuer sans interruption et sans aucune perte de temps le mouvement de toutes les divisions du camp de Châlons sur Metz; que la compagnie de l'Est fasse tous ses efforts pour hâter le mouvement par tous les moyens possibles.

Je préviens le maréchal Canrobert; entendez vous avec la compagnie.

Major général à général de Failly, commandant le 5e corps. — Mirecourt.

Metz, 12 août 1870.

Vous avez reçu ce matin l'ordre de vous diriger sur Toul. L'empereur annule cet ordre et vous prescrit de vous diriger sur Paris en suivant la route qui vous paraîtra la plus convenable. Accusez réception.

Debains à Intérieur. — Paris.

Metz, le 13 août 1870.

Les renforts attendus sont arrivés. Le maréchal Bazaine, après avoir pris les ordres de l'empereur, a conféré avec les chefs de service. Les volontaires affluent. Les communications avec Frouard sont momentanément interrompues.

Général de Failly à guerre.— Paris.

La Marche, le 14 août 1870.

Par ordre de l'empereur, mon corps d'armée marche sur Chaumont, où il arrivera le 16 août. Je desirerais que Votre Excellence fit diriger sur

Chaumont des souliers, des chemises et des tentes-abris, un grand nombre d'hommes de la réserve étant arrivés sans tentes. »

L'empereur commandait donc toujours, et le maréchal Bazaine recevait ses ordres, au lieu de donner les siens. Ce manque d'unité dans le commandement devait se manifester d'une manière plus déplorable encore dans l'armée de Mac-Mahon et nous préparer un désastre inoui dans l'histoire.

Dans la matinée du 16 août, l'empereur ne prévoyant pas la bataille de Gravelottes, se décida à précéder l'armée et partit pour Châlons en passant par Etain. En effet, cette bataille était si peu prévue, par nous, que nos troupes furent surprises par l'arrivée des Prussiens, comme elles l'avaient été à Wissembourg. A ce sujet, je pourrais citer des incidents incroyables d'ineptie, d'imprudence et de naïveté qui me furent racontés par les premiers officiers qui rencontrèrent l'ennemi, au moment où ils s'attendaient le moins à le voir ; mais eux-mêmes publieront plus tard ces faits étranges, et je ne dois point empiéter sur leur terrain.

Vers dix heures, la bataille s'engagea sérieusement et dura jusqu'à la nuit ; bataille de géants, horrible boucherie, la plus sanglante de toute la campagne. En dehors de la surprise du début, cette bataille fut admirablement menée ; généraux officiers et soldats rivalisèrent de bravoure. Les corps

Decaen, Ladmirault, Frossard, Canrobert et la garde impériale firent un massacre énorme des masses ennemies qui les écrasaient par le nombre. De part et d'autre, les pertes furent considérables. Au plus fort de l'action, un régiment de uhlans chargea l'état-major du maréchal ; vingt hommes de son escorte furent mis hors de combat. Mon brave colonel Loysel, chef d'état-major du général Bataille et ancien chef du cabinet de l'empereur Maximilien eut deux chevaux tués sous lui, pendant le combat.

Tandis que l'on se battait de la sorte, l'impératrice recevait de son fils le télégramme suivant :

Etain, le 16 août 1870.

Je viens d'arriver à Etain avec deux régiments en avant de l'armée, afin d'être plus tôt à Verdun ; nous allons bien, l'armée est réunie et pleine d'ardeur ; nous t'embrassons tendrement. — Louis Napoléon.

Le lendemain l'empereur, ignorant les résultats de la bataille dont il avait pu entendre le canon, envoyait ce télégramme au maire d'Etain :

Quartier impérial, 17 août 1870, 10 h. 28 m. mat.

Avez-vous des nouvelles de l'armée ?

Quand un général en chef, un souverain demande au maire d'une commune des nouvelles de son armée, il résume la situation d'un pays. Ce télégramme laconique donne la clef de l'énigme de nos défaites : Ignorance de tout, désordre dans tout.

Je ne donnerai pas ici des détails sur les batailles qui se livrèrent aux environs de Metz, du 14 au 18 août ; les écrivains spéciaux le feront et rendront justice à l'héroïsme des officiers, à la valeur des soldats qui se sont distingués parmi les plus braves, les plus intrépides ou qui sont tombés sur le champ d'honneur. Je dirai seulement que la bataille du 18 nous fut funeste ; ce jour-là, nos troupes furent définitivement bloquées sous les murs de Metz, et celles du prince Frédéric-Charles complétèrent leur jonction avec l'armée du général Steinmetz.

Il est inutile d'ajouter que le prince Napoléon, ce type de toutes les hontes, n'avait point attendu l'arrivée des Prussiens pour s'éloigner d'un terrain si brûlant et se mettre en sûreté. Il était parti pour Châlons, faisant prendre à ses chevaux, à chaque relai, du vin rouge pour les exciter et les faire galoper plus vite. Loin d'imiter les princes allemands qui se préparaient à la guerre par des études sérieuses, et payaient bravement de leur personne sur les champs de bataille, ce triste personnage préférait à la gloire des combats, les plaisirs faciles... Mais laissons-le avec le mépris public, et n'en parlons pas puisqu'il n'a pas fait parler de lui dans cette campagne.

La suite non interrompue des événements malheureux qui venaient de se dérouler sur nos frontières, produisirent à Paris et dans toute la France une vive impression de mécontentement. Les ministres inquiets de cet état de choses avaient convoqué les Chambres et semblaient craindre de prononcer le nom de l'empereur. Celui-ci n'osait reprendre les rênes de l'Etat, en présence de la situation que lui faisait l'opinion publique ; pourtant il désirait revenir à Paris.

Parvenu au camp de Châlons, l'empereur y trouva le maréchal Mac-Mahon et le général Trochu ; ce dernier avait été nommé par le ministre de la guerre, commandant des troupes réunies au camp. Ces deux officiers généraux furent appelés par l'empereur en un conseil auquel assistèrent le prince Napoléon et les généraux Schmitz et Berthaut. Il y fut décidé que le général Trochu serait nommé au commandement de l'armée de Paris, que les troupes réunies à Châlons seraient dirigées vers la capitale sous les ordres du duc de Magenta, que la garde nationale mobile se rendrait au camp de St-Maur à Vincennes et que l'empereur rentrerait à Paris.

A la suite de ce conseil de guerre l'empereur expédia la dépêche suivante au général de Montauban :

Quartier impérial, le 17 août 1870, à 9 h. 40 du matin.

Je vous envoie par le commandant Duperré le résultat d'un conseil de guerre qui vous mettra au courant des mesures que j'ai arrêtées.

Lorsque ces mesures furent connues du gouvernement, elles suscitèrent une vive opposition. Bien des objections furent présentées à l'empereur par des dépêches en partie déjà connues. « Paris, disait-on, est en parfait état de défense ; sa garnison est nombreuse ; l'armée de Châlons est employée à débloquer Metz ; la garde nationale mobile serait un danger pour la tranquillité de la capitale ; le caractère du général Trochu n'inspire aucune confiance ; enfin, le retour de l'empereur à Paris serait très-mal interprété par l'opinion publique. » Cependant on accepta une partie du programme arrêté dans ce conseil, tout en insistant sur l'opportunité de secourir le maréchal Bazaine.

Le maréchal Mac-Mahon fit alors connaître au ministre de la guerre qu'il croyait que la marche sur Metz serait de la plus haute imprudence, et signala les périls que présentait une semblable opération. En effet, comme on avait négligé de faire sauter les ponts et les tunnels pour arrêter la marche de l'ennemi, les armées prussiennes occu-

paient à cette époque les deux côtés d'un triangle dont nous devions parcourir le troisième. Le prince Frédéric-Charles bloquait Metz avec 200,000 hommes ; le prince royal de Saxe, avec 100,000 hommes, occupait le pays qui s'étend de la frontière belge à Verdun et reliait sa gauche à l'armée du prince royal de Prusse qui, à la tête de 150,000 hommes, avait établi son quartier-général à Bar-le-Duc. Le maréchal déclara qu'il ne voulait pas exposer des troupes, encore imparfaitement organisées, à faire, devant un ennemi très-supérieur en nombre, une marche de flanc excessivement périlleuse, et annonça qu'il allait se diriger sur Reims d'où il pourrait se porter soit sur Soissons, soit sur Paris. « C'est seulement sous les murs de la capitale, disait-il, que mon armée reposée et reconstituée, pourra offrir une résistance sérieuse à l'ennemi. »

A Paris, on ne voulait point abandonner Bazaine, sa belle armée et tout l'est de la France. Débloquer Metz, disait-on, c'était écraser le prince Frédéric-Charles entre la Meuse et la Shiers, c'était placer le prince royal de Prusse entre Paris et nos 240,000 hommes des armées de Metz et de Châlons réunies, c'était, en outre, donner satisfaction à l'opinion publique surexcitée par nos défaites et le langage inconscient de la presse.

Le plan arrêté par le conseil de guerre de Châlons convenait mieux au caractère du maréchal Mac-Mahon et à la situation morale et physique de

son armée : celui du général Montauban répondait mieux au tempérament national jaloux d'aller en avant, et se fondait sur une avance de trois ou quatre jours qu'avait l'armée de Châlons sur celle du prince royal, déjà prèt d'atteindre Epinay. De la jonction projetée dépendait le sort de la campagne : malheureusement ce plan, pour être exécuté, demandait un général hardi, décidé, capable de faire la grande guerre, c'est-à-dire de manœuvrer 100,000 hommes, et nous n'en avions point alors en évidence.

Le duc de Magenta reçut finalement du Conseil des ministres, auquel s'étaient adjoint le Conseil privé et les présidents des deux Chambres, l'injonction la plus pressante de marcher dans la direction de Metz. Homme de devoir avant tout, le maréchal obéit ; mais, soit que l'empereur eut interposé de nouveau son influence, soit indécision ou tout autre motif, l'armée fut détournée de son chemin direct pour aller s'acculer à l'extrême frontière. Il aurait fallu, par une marche rapide dans la vraie voie, conserver la distance avantageuse qu'on avait sur le prince royal qui s'était trop avancé, dans l'ardeur intempestive de se rapprocher de Paris. Le maréchal Mac-Mahon pouvait lui faire expier cette faute, il ne le sut pas. « Aux rapides la victoire, » dit un proverbe, nous marchâmes à l'ennemi à pas de tortue. Dans cette campagne nous n'avons montré de rapidité que dans nos retraites, sans cesse commandées, même après des succès réels.

Le 18 août, l'empereur écrivit une dépêche au ministre de la guerre pour lui dire qu'il se rendait à son opinion. Le lendemain 19, le maréchal en envoyait une autre ainsi conçue : « Veuillez dire au Conseil des ministres qu'il peut compter sur moi, et que je ferai tout pour rejoindre Bazaine. » Néanmoins, le plan qui lui était imposé le laissait dans un grand embarras ; son inquiétude et son indécision se manifestent dans les deux télégrammes suivants :

Maréchal Mac-Mahon à maréchal Bazaine. Metz.

Camp Châlons, 19 août 1870, 3 h. 35 du soir.

Si, comme je le crois, vous êtes forcé de battre en retraite très-prochainement, je ne sais, à la distance où je me trouve, comment vous venir en aide sans découvrir Paris.

Si vous en jugez autrement, faites-le-moi connaître.

Mac-Mahon à guerre.

Camp Châlons, 20 août 1870, 4 h. 45 du soir.

Je partirai demain pour Reims. Si Bazaine perce par le nord, je serai plus à même de lui venir en aide ; s'il perce par le sud, ce sera à une telle dis-

tance que je ne pourrai dans aucun cas lui être utile. Je laisse ici une division de cavalerie pour permettre d'enlever tout ce qui est possible. Donnez des ordres pour que la ligne de communication soit établie par Soissons ou par Epernay.

Avec une pareille incertitude il était difficile de donner à nos mouvements cette rapidité qui rassure le soldat et pouvait nous sauver. L'armée de Châlons se composait alors des corps suivants :

Le 1er corps, formé en grande partie des régiments d'Afrique, avait fait preuve à Freischwiller, d'une héroïque valeur que l'écrasante supériorité numérique de l'ennemi avait seule pu vaincre. A Châlons, il reçut de ses dépôts de nombreux renforts qui portèrent son effectif à 35,000 hommes. Vivement impressionné par la défaite autant que par les effets de l'artillerie légère et formidable des Prussiens, ces troupes rapportaient du champ de bataille des dispositions fâcheuses que des marches incessantes et longues, pendant leur retraite sur Châlons, et des privations de tous genres avaient encore aggravées. Le maréchal ne se dissimulait pas cette disposition des esprits et comprenait qu'il eût été sage, avant de ramener ces troupes au feu, de leur donner le repos et le temps nécessaire de les raffermir.

Le 5e corps, n'ayant point combattu, n'était pas entamé; mais, épuisé pareillement par des marches précipitées qui l'avaient porté de Bitche à travers les Vosges, par Neufchâteau et la Haute-Marne

jusqu'à Châlons, il avait perdu la plupart de son matériel et presque tous ses bagages. Ce corps offrait un aspect des plus inquiétants de découragement et de lassitude. Officiers et soldats se plaignaient hautement de leur général en chef. A ce sujet, le maréchal Mac-Mahon reçut même un avertissement du ministre de la guerre qu'il est édifiant de reproduire ici.

« J'apprends de source certaine que les corps ne se gardent pas, qu'il n'y a pas de reconnaissance sérieusement organisée jusqu'ici. Je fais exception pour la division de cavalerie du général Fénélon, qui nous a fourni des renseignements utiles. J'ai su que le corps de Failly, à Chaumont et à Brennes, n'était ni éclairé ni gardé ; cette absence de vigilance permet à des partis isolés et sans importance de couper les chemins de fer. Cette opération a déjà été exécutée avec hardiesse et bonheur dans plusieurs endroits par quelques cavaliers qu'il eût été facile de chasser à coups de fusil, si l'on s'était gardé. Veuillez donner des ordres pour que l'on redouble de vigilance. »

A Réthel, le général de Failly se vit enlever son commandement qui fut confié à M. de Wimpffen, mais en attendant l'arrivée de ce général, alors en Afrique, M. de Failly continua de commander le 5e corps jusqu'à Sedan. Ce numéro 5 n'avait réellement pas de chance avec ses chefs. On se souvient qu'en Italie ce corps, appelé *La tranquillité des familles*, était commandé par le prince Napoléon qui

prit courageusement les quatre canons possédés par la duchesse de Parme. Ne voulant pas retourner sur la Moselle, le prince laissa le 5e corps au général de Failly, et retourna sur le Pò, qui lui était plus familier ; en allant sur le Pò, il pouvait encore se distinguer, mais sans danger pour lui.

Le 7e corps d'armée, commandé par le général Félix Douay, et dont l'organisation tardive était à peine terminée, se composait de 18,000 hommes. Par suite de la longue marche en arrière qui l'avait ramené de Belfort à Châlons, il présentait très-peu de solidité.

Quand au 12e corps, de récente formation, il comprenait des éléments de valeur bien différentes. La 1re division se composait de régiments neufs sur lesquels on avait raison de compter ; la 2e composée de quatre régiments de marche, formés de quatrièmes bataillons, avait des cadres incomplets et des soldats qui n'avaient jamais tiré un coup de fusil ; la 3e se composait de quatre régiments d'infanterie de marine. Ces régiments qu'on accusait de ne pas savoir marcher, ont prouvé, à Bazeilles, qu'ils savaient se battre comme des lions et mourir en héros. Le 12e corps était commandé par le général Lebrun.

Le quartier-général fut transporté du camp de Châlons à Courcelles, près de Reims. Les espions fourmillaient au campement de l'armée, dont les tentes arrivaient jusqu'au près de la gare. Dans l'après-midi du 22, au moment où l'on faisait la dis-

tribution de la soupe, deux de ces honorables émissaires de M. de Bismark, voyant un général, pensèrent que c'était le maréchal Mac-Mahon, et lui tirèrent deux coups de revolver. Une balle se perdit en l'air, et l'autre alla frapper à la tempe un soldat du 52e de ligne qui fut aussitôt transporté au lazaret de la gare où nous étions avec une ambulance Suisse. La Prusse, paraît-il, voulait faire assassiner le maréchal pour se débarrasser de lui ; du reste, les moyens employés par les Prussiens pendant la campagne et surtout après Sedan, pour nous vaincre et nous réduire, ont toujours été marqués du sceau d'une dignité et d'une loyauté semblables.

Le soir de l'attentat contre la vie du maréchal, le proviseur du lycée vint nous offrir les lits de ses écoliers, en vacances, pour passer la nuit. Nous acceptâmes avec empressement l'hospitalité du proviseur, car les deux nuits passés en chemin de fer nous avaient très-fatigués. Le lendemain, à sept heures du matin, j'allai voir l'archevêque de Reims, dans une tenue de voyage qui laissait beaucoup à désirer, au point de vue de l'étiquette ; en outre, j'étais inondé, ruisselant, pour être resté cinq minutes sous une pluie torrentielle. Monseigneur me reçut immédiatement et me retint près d'une heure à causer, avec une intimité fraternelle, de la situation et de nos mouvements militaires. Je tenais à constater cet accueil sympathique et cordial, peu commun parmi nos prélats. Le pauvre archevêque ne s'attendait guère alors à loger bientôt le roi de

Prusse et à toutes les grossières incongruités que se permit son hôte royal.

Dans la journée nos cochers, complètement ivres, nous abandonnèrent, simplement pour nous jouer un mauvais tour. Nos fourgons étaient encore sur le train qui nous avait amené de Châlons ; les employés du chemin de fer, trop peu nombreux pour le surcroît de travail que leur imposait la présence de l'armée, nous laissèrent décharger nous-mêmes nos voitures. Grâce à l'aide d'un truc, des officiers d'artillerie et de plusieurs artilleurs en train de décharger des canons et de les mettre sur leurs affûts, cette opération fut vite terminée, et vers cinq heures du soir, nous fûmes en mesure de suivre l'armée, en marche dès le matin.

Nous allions à Heutrégiville où devait camper le 12e corps auquel nous étions attaché et que nous suivions. Les autres corps se dirigèrent sur Bethonville, ligne parallèle à la nòtre, mais plus au sud. La veille de notre départ, le maréchal paraissait hésiter encore sur la route qu'il devait prendre ; il télégraphia au ministre de la guerre que le maréchal Bazaine comptait toujours opérer son mouvement de retraite par Montmédy : « Par suite, ajoutait-il, je vais prendre mes dispositions pour me porter sur l'Aisne. » A la suite de cette nouvelle décision, et, sans doute aussi pour mieux se revitailler, le maréchal fit diriger l'armée sur Réthel où elle arriva le 24 au soir, c'est-à-dire qu'elle mit deux jours pour faire trente-deux kilomètres !

Nous étions loin d'aller au pas gymnastique, et nous avions l'air de dire aux troupes du prince royal, en parodiant le mot de Fontenoy :

Messieurs les Prussiens, passez les premiers !

Dès le matin du 23, au moment où notre armée se mit en marche, il commença à pleuvoir. La pluie, l'artillerie, les voitures du train et celles de réquisition eurent bientôt métamorphosé le macadam en une couche pâteuse, gluante qui rendait la marche des hommes et des chevaux excessivement pénible et lente. Le soir, nos attelages étant trop fatigués pour arriver à l'étape, nous fûmes forcés de nous arrêter à Lavannes.

En chemin, nous avions été témoins d'infractions très-graves à la discipline. Des trainards, échelonnés en très grand nombre, s'enivrèrent dans les cabarets, puis, tiraient des coups de fusil par ci, par là ; d'autres chassaient sans songer à la portée des chassepots. Deux soldats en train d'allumer leurs pipes furent frappés de la sorte ; l'un tomba raide mort, le crâne brisé par une de ces balles, l'autre eut le cou traversé. Trois ou quatre accidents semblables, arrivés par ces imprudences, eurent lieu dans la soirée.

Lavannes est un petit village où nous eûmes bien de la peine à trouver un logement pour tout le personnel de notre ambulance ; néanmoins, le curé,

le maire et quelques habitants réussirent à nous procurer les moyens de ne pas coucher à la belle étoile. Le lendemain, M. Sée et plusieurs d'entre nous, allèrent à Heutrégiville faire la connaissance du général Lebrun qui ne se doutait pas le moins du monde que nous fussions attachés à son corps d'armée !

On a si souvent parlé du curieux spectacle offert par un vaste camp militaire que je ne reviendrai pas sur ce sujet ; mais ce que je voudrais pouvoir dépeindre, c'est le coup d'œil présenté par cet immense défilé d'environ 100,000 hommes allant au combat. Ces masses de chevaux, ces canons, cette foule, grise, rouge, sombre serpentaient sur ces plaines sans fin, ondulées d'un horizon à l'autre et parsemées de bois touffus. Quelle scène grandiose, imposante ! En voyant ces escadrons et ces régiments, les uns graves et silencieux comme des hommes qui marchent à la mort, les autres gais et chantant des chants patriotiques comme des hommes qui courent à la victoire, nous étions loin de nous douter qu'une série de fautes inimaginables allaient jeter vivante et prisonnière cette armée dans les mains prussiennes !

Pendant cette même matinée, les maraudeurs du camp tuèrent dix à douze soldats, en chassant des lièvres ; on fut obligé de leur envoyer une compagnie de tirailleurs et de la gendarmerie pour faire cesser cette chasse meurtrière. Un soldat se brûla la cervelle au moment du départ, en dehors

du camp. Nos infirmiers allèrent chercher son corps pour le remettre à l'autorité municipale. A l'instar de Gribouille, qui se mettait à l'eau pour ne pas être mouillé, ce malheureux s'était tué pour ne pas se battre. Succombait-il à une monomanie ? C'est probable. Un fait étrange, déjà constaté, c'est qu'au commencement de chaque campagne on voit des soldats se suicider, et le suicide devenir épidémique dans les armées.

En passant à la tête de sa brigade, le général Cambriels vint saluer en nous les représentants de la presse française, et nous remercier de notre dévouement. Son exemple fut suivi par le commandant de l'artillerie de notre ancien corps d'occupation à Rome et par plusieurs autres officiers qui, inspirés par les mêmes sentiments, vinrent nous serrer la main. Des gendarmes arrivèrent ensuite nous prier de reconnaître cinq individus arrêtés dans les circonstances suivantes et qui disaient appartenir à notre ambulance.

Un de nos infirmiers, nommé Gordon, vraie bouteille ambulante, toujours pleine et toujours s'emplissant, passait gaîment sa vie dans un état fort voisin de l'ivresse. A Lavannes, il s'était attardé, se trompa de chemin quand il voulut rejoindre nos colonnes, et tomba dans les mains de la gendarmerie. Gordon fut insolent, et le digne émule de Pandore le prenant pour un espion, le coucha en joue pour le mettre à la raison ; heureusement, le brave commandant Lubet, grand-prévôt du

12e corps, passait par là, d'un coup de canne il releva la carabine du gendarme, et fit conduire maître Gordon au camp. Quatre infimiers, également en retard pour cause de boisson, prirent fait et cause pour leur camarade et le réclamèrent sur un ton qui n'avait rien de commun avec la politesse. Comme ni les uns ni les autres n'avaient aucun papier pour constater leur identité, ils furent tous faits prisonniers et ne furent rendus à la liberté que lorsque nous les eûmes reconnus. Le danger qu'ils avaient couru et la faim qui les talonnait les corrigèrent un peu, mais pas pour longtemps.

A trois heures de l'après-midi, le grand-prévôt nous fit entrer dans la colonne à notre place de marche. La route, à moitié effondrée par les voitures de tous genres et l'artillerie était, en outre, encombrée par tous les accessoires qui suivent une armée. Le désordre et la confusion arrètaient et coupaient la colonne à tout instant. Dans les fossés, et sur les talus qui bornent les chemins, de nombreux traînards se reposaient ou dormaient sans être inquiétés par la maréchaussée ; des soldats ivres, sans sac ou sans fusil nous regardaient passer avec cet œil terne et vague qu'ont les ivrognes. Un tel relâchement dans la discipline nous faisait déjà prévoir de grands malheurs.

Avant la nuit nous vîmes arriver de nouveau la pluie qui nous avait ménagés pendant le jour. De longues lignes de feu nous indiquèrent que les premiers corps arrivés à Réthel campaient près de la

ville; d'autres étaient encore derrière nous et ne firent probablement la soupe qu'à minuit. Tous les cent mètres nous nous arrêtions une heure, et pourtant on voyait près de soi les becs de gaz de Réthel. Si nous étions, sur les routes, pressés comme des sardines dans leur boîte, nous ne paraissions point pressés d'arriver. Des détachements de fantassins et de cavaliers allaient, venaient, augmentaient le désordre, augmentaient la confusion et rendaient impossible la circulation. La 5me ambulance marchait devant nous; quand elle entra dans la ville, ses infirmiers allumèrent des torches qui répandaient des clartés sinistres dans les rues et sur les habitants. Enfin, nos voitures s'arrêtèrent sur une petite place en face de l'école des Frères. J'y trouvai un charmant abbé du nom de Balthazart, qui m'offrit l'hospitalité, j'acceptai et fus me coucher. Il était près d'une heure du matin.

Le lendemain, on nous apprit que nous ferions séjour à Réthel. Il me parut étrange qu'on perdît ainsi vingt-quatre heures dans une petite ville lorsque nous aurions dû nous avancer à marches forcées. Sans doute, on voulait, sans en avoir l'air, livrer bataille à l'ennemi dans les magnifiques défilés de l'Argonne. N'étant point chargé des destinées de la France, je me contentai de crayonner mes impressions, de chercher des nouvelles et de visiter les curiosités de la ville.

On sait que Réthel, chef-lieu de sous-préfecture et situé sur l'Aisne, contient une population d'en-

viron huit à dix mille âmes. Son histoire est fort curieuse, et son église très-remarquable. En 970, Adalberon, archevêque de Reims, donna cette église avec plusieurs autres domaines à l'abbaye de St-Denis. Reconstruite en 1279, agrandie en 1440, elle était dans l'origine une collégiale. Les armes de Réthel sont : *de gueules à deux râteaux démanchés posés en fasce l'un sur l'autre ;* c'est dire que l'agriculture et le jardinage ont toujours été les principales ressources du pays.

En parcourant la ville, je rencontrai à chaque instant de vieilles connaissances du Mexique qui me broyaient les mains en signe d'amitié. Ici, c'était le colonel Jamin de Fresney, du 8e chasseur à cheval, qui devait trouver la mort à Mouzon, à quelques pas de l'endroit où nous nous fîmes nos adieux pour la dernière fois ; là, c'était le colonel de Quélen, du 4e chasseur d'Afrique, que je retrouvai plus tard prisonnier à Sedan, etc. Je passai la journée à saluer les uns, embrasser les autres, refuser l'absinthe à celui-ci, un bock à celui-là... Oh ! la drôle de vie que celle d'un vieil aumônier qui retrouve, dans une nouvelle campagne, des amis, des camarades avec lesquels il a déjà partagé les dangers et les fatigues de la guerre. Des membres du Cercle de la ville qui avaient lu plusieurs de mes ouvrages, m'offrirent un biscuit, par l'entremise de Vatrin, lieutenant aux cent-gardes, officier distingué, mais dans un poste désagréable pour celui qui voulait de l'avancement. Il était quatre heures du

soir et je n'avais pas encore déjeuné ; ayant soif et faim, étant curieux de connaître la tournure de mes lecteurs, j'acceptai le biscuit qui fut trempé dans d'excellent madère et assaisonné d'une conversation très-attrayante.

En sortant du Cercle, je tombai dans les bras de mes quatre mousquetaires, je veux dire de mes quatre zouaves qui m'invitèrent à dîner chez leur hôte, M. le licencié Chépy. A Reims, je les avais revus en compagnie de Claretie, Edmond Texier, Amédée Achard et d'autres reporters avec lesquels je passai une soirée charmante. Robert Mitchell avait toujours son sac en horreur, mais son sac et lui commençaient à faire meilleur ménage. Robert et ses trois amis étaient de fort mauvaise humeur ; en attendant de pouvoir rejoindre leur régiment qui se trouvait à Metz, ils avaient demandé à être incorporés au 1er zouave, afin d'aller plus tôt au feu. On leur répondit que les soldats de la garde ne pouvant être incorporés dans la ligne, ils seraient mis en subsistance au bataillon des grenadiers, alors au quartier-général. Ils ne redoutaient que cela, mais ils furent obligés d'obéir aux règlements. *Dura lex, Sed lex.* Pour les consoler on leur promit de ne point les épargner quand viendrait l'heure des combats. Quand cette heure arrive, les généraux, hélas ! ne songent guère à ces détails !

Mes quatre amis avaient les illusions de l'enthousiasme ; aussi, leur apprentissage du métier des

armes fut-il cruel pour eux, car il fut triste, pénible, des plus fatiguant et sans gloire, mais non sans mérite. Si plus tard quelqu'un leur jette la pierre, on peut être certain que ce seront les hommes de Châtillon, du Bourget, ceux qui tournaient le dos à l'ennemi dès qu'ils entendaient le bruit du canon ou les ignobles créatures qui préféraient attaquer l'Hôtel-de-Ville et piller les caisses publiques que se battre contre les Prussiens.

Un voltigeur de la garde, également en subsistance au bataillon des grenadiers, s'était chargé de la *popotte* des quatre zouaves, et partageait leur bonne et mauvaise fortune. A Châlons, il avait acheté trois poules dont deux furent mangées en route ; la troisième, maigre et noire de plumage, fut réservée pour un jour de disette. Le voltigeur ayant trouvé les deux premières trop dures, crut rendre la troisième plus tendre, en la tuant longtemps d'avance ; pour l'occire, il prit la poule de la main gauche et lui tordit trois ou quatre fois le cou, de la main droite, comme s'il voulait le transformer en tire-bouchon. La poule se laissa faire, n'étant point de force à résister à la poigne d'un voltigeur, puis, quand il eut fini, elle se détordit ou se déroula le cou, et se remit à manger sans paraître éprouver la moindre indisposition ; seulement, sa voix devint rauque. A Réthel, elle pondit deux ou trois œufs, et chantait faux.

Ce même jour, je fis la connaissance de M. Moullin, de l'*Univers illustré*, dessinateur attaché au

quartier-général. Sachant que j'étais aumônier de l'ambulance de la presse, M. Moullin me dit que l'empereur serait d'autant plus heureux de me voir que les questions militaires ne m'étant point étrangères, je pourrais donner, à propos de notre voyage en Allemagne, des renseignements fort utiles à l'état-major. En effet, ayant été présenté au général Castelnau qui me reçut très-bien, quoique malmené dans mon *Histoire du Mexique*, ce général me pria de l'attendre une minute pour avertir Napoléon de mon arrivée. L'empereur me fit immédiatement entrer dans son cabinet et je restai plus d'une heure à causer avec lui. Cette longue conversation n'a certainement été d'aucune utilité pour la campagne, mais elle m'a confirmé un fait qui m'avait été déjà révélé, c'est que les courtisans de Napoléon III n'avaient point habitué ses oreilles au langage de la franchise et de la vérité.

On sait que le prince impérial avait suivi son père à Metz et l'accompagnait encore : en présence des dangers exceptionnels qui nous menaçaient, on dit que le maréchal Mac-Mahon insista vivement pour qu'il fût éloigné du théâtre de la guerre. Sur ses instances, l'empereur fit partir son fils de Réthel pour Mézières, d'où il se rendit en Belgique après la capitulation de Sedan. A ce sujet, je me rappelle un incident qui mérite d'être rapporté.

Étant à Reims, un de mes amis en situation de savoir bien des choses peu connues du public, sur la politique gouvernementale, me rencontra par

hasard et m'assura que le jeune Daru, courrier du cabinet, apportait à l'empereur une dépèche fort désagréable.

— Ce que vous m'annoncez, lui dis-je, me fait supposer que vous en savez davantage, et que vous pourriez me dire le contenu de cette dépèche.

— Bah! tòt ou tard vous l'apprendrez, me répondit-il, je puis donc vous le dire. En substance, cette dépèche dit à l'empereur qu'il n'y avait plus qu'un moyen de sauver sa dynastie, c'était de mettre le prince impérial en sûreté, entre les mains d'un homme de confiance, et que lui, l'empereur, se mit à la tète de ses troupes et se fit tuer à la la première occasion.

Je ne sais si mon ami était bien informé, mais après m'avoir fait cette confidence, il m'affirma que le jeune prince ne resterait pas à l'armée. Aussi, quand je le vis partir de Réthel, je crus un instant que l'empereur suivrait le programme qu'on lui envoyait des Tuileries. Mon illusion fut de courte durée.

Un autre départ qui nous touchait de plus près fut celui de notre chef comptable, M. Truchot, lequel ne pouvant s'accorder avec M. Sée, revint à Paris, et fut remplacé par M. Schlumberger, fils d'un de nos plus grands industriels d'Alsace. Il est fâcheux qu'on n'ait pas limité le ròle de nos chirurgiens en chef à la direction du service médical, à la représentation et au mouvement des ambulances, pour laisser aux chefs comptables l'administration

de toute la partie financière et matérielle. Quand nos chirurgiens en chef se mêlaient de tous les détails et des détails de tout, les services restaient en souffrance et le mécontentement devenait général. Quelques-uns passaient leur temps à cavalcader sur les grandes routes et à ne rien faire; on les a décorés; d'autres ont fait noblement leur devoir, mais on les compte!

VII

Le curé d'Amagne. — Tourteron. — Un prince à longues oreilles. — Le Chesne-populeux. — Et la pluie tombait toujours ! — Le général de Failly se relaisse surprendre. — Bataille de Beaumont-Mouzon. — Incidents.

De Réthel l'armée se dirigea sur Tourteron en passant par Amagne. Il pleuvait encore à notre départ. Cette pluie continuelle, pendant nos continuelles marches, commençait à manquer de charmes ; nos habits sentaient le moisi et nous ne désespérions pas d'y voir bientôt pousser de la mousse et des champignons. Grâce au mauvais temps, les traînards tapissaient les bords de la route plus que jamais; ils ne me représentaient pourtant pas un tapis de fleurs.

Amagne où nous passâmes la nuit du 26 août, est une commune fréquemment inondée, comme son nom latin : *Aquæ magnæ* semble l'indiquer. Le curé de ce village m'offrit l'hospitalité ainsi qu'à l'abbé

Loizellier. Ce bon vieillard, malgré son grand âge, avait bien l'esprit le plus vif, le plus drôlatique qu'on puisse imaginer. Mon collègue étant du même diocèse que lui, pensait l'intéresser en lui demandant des nouvelles de ses camarades de séminaire; mais le bon curé, tenant à nous bien recevoir, prêtait une oreille distraite aux questions de l'abbé, et nous versait du vin qu'il ne voulait point laisser boire aux Prussiens.

— Savez-vous, lui disait mon confrère que M. *** a quitté le séminaire, qu'il s'est marié et qu'il a quatre enfants ?

— Qu'il ait tout ce que vous voudrez, répondit le curé, mais buvez. Je vous en prie.

— Non merci, je n'ai pas soif.

— Tant pis pour vous; mais vous nous laisserez, sans doute, boire à la santé de nos pauvres soldats ?

— Comment, reprit l'abbé, s'appelle ce gros rougeaud qui.....

— Oui, oui, je sais qui vous voulez dire. Autrefois il s'appelait Louis, aujourd'hui, c'est encore ainsi qu'on le nomme.

— Avez-vous de bons chantres ?

— Oh ! ne m'en parlez pas; quand je leur chante *Dominus vobiscum*, ils me répondent *Amen*.

Si j'avais pu sténographier ce dialogue baroque et décousu qui dura plus d'une heure, j'en aurais fait un livre à l'usage des mélancoliques. L'arrivée des Prussiens dans son village, aura j'en suis sûr, fait mourir de chagrin ce bon curé, trop vieux et

trop patriote pour subir impunément les exactions de ces pillards.

Le samedi 27, nous recommençâmes à patauger dans des chemins qui rappelaient les marais de la Sologne et nos tourbières, plutôt que des routes nationales. Les plateaux que nous traversions étaient fort beaux, légèrement tourmentés et très-bien cultivés; de leur sommet la vue s'étendait à de grandes distances. Dans un pli de terrain, avant d'arriver au hameau d'Ecordal, nous vîmes à notre droite un campement du train d'artillerie; les chevaux, les caissons et les voitures étaient alignés et rangés avec une parfaite symétrie, au milieu d'une petite prairie entourée de bois. Il n'y avait aucune sentinelle autour de ce camp. A quoi bon le garder?

Un arrêt dans la colonne, occasionné par l'encombrement, nous fit rester plusieurs heures à Ecordal. Pour éviter de nouveaux arrêts, l'ambulance prit à gauche un chemin communal qui nous conduisit à Tourteron par Guincourt. Ce hameau, d'environ quatre cents âmes, est un vrai bijou enchâssé dans une gorge pittoresque, mignonne, toujours verte et simplement ravissante. Nous ne fîmes que la traverser en suivant le chemin qui gravit la côte de Tourteron, côte rude et difficile à gravir avec des voitures chargées.

Tourteron est un chef-lieu de canton, situé sur un monticule étroit, entre deux vallées très-resserrées, ce qui a donné lieu à ce vieux dicton, fort peu poétique :

Tourteron,
Sur un mont.
Entre deux vallons.

De cette hauteur nos soldats croyaient entendre le canon du côté de Buzency. Le prince de Sagan qui s'était alors attaché à notre ambulance, je ne sais à quel titre, baissa son lorgnon, vissé à la visière de sa casquette, et nous affrma qu'il entendait la fusillade et même le tambour. Entendre le tambour à la distance de vingt-quatre kilomètres environ, c'était révéler une longueur d'oreilles peu commune à notre pauvre humanité. A Tourteron, il fit effacer de nos voitures les mots : « Presse française, » pour n'y laisser que celui d'ambulance. Cette ambulance s'étant acquise déjà une certaine notoriété par ses aventures, et surtout pour avoir traversé l'armée prussienne et l'Allemagne, avec le titre qu'elle avait en quittant Paris, il nous fut très-pénible de voir un monsieur que nous ne connaissions pas du tout, faire effacer ce titre devenu historique. Du reste, nous n'étions pas les seuls dotés de ces ridicules personnages désignés sous le nom d'inspecteurs ou fourriers d'ambulances; j'en ai vu dans plusieurs autres ambulances, mais appartenant toutes à la Société internationale française. Ces messieurs, parfaitement nuls, auraient été bien plus à leur place sur le turf, qu'auprès de nous, caracolant sur de beaux chevaux et faisant de la fantasia,

mais manifestant une vive horreur pour les obus, la famine et la puanteur d'hôpital ; aussi, nous ont-ils abandonnés avec un touchant ensemble dès qu'ils ont pu le faire en sûreté.

Au moment de quitter Tourteron, nous vîmes l'artillerie et la cavalerie monter au galop la colline sur laquelle passe la route qui conduit au Chesne ; c'était vraiment beau à voir. Hélas ! quand il fallut la monter à notre tour, ce ne fut point au galop, mais au pas et péniblement que nous en fîmes l'escalade. Non-seulement nos chevaux n'avaient plus la force de nous traîner sur les voitures, mais nous fûmes obligés de pousser à la roue et de faire le reste du chemin à pied; et quel chemin ! de la boue jusqu'aux genoux, et de la pluie sur le dos. Lorsque nous arrivâmes au Chesne à onze heures du soir, les troupes campaient déjà dans la vase et les terres labourées.

Et la pluie tombait toujours !

On se souvient que le Chesne-le-Populeux, commune d'environ 2,000 âmes, jouit d'une certaine célébrité depuis la victoire remportée par Dumouriez contre les Prussiens dans ses environs. Autrefois, une compagnie des habitants du Chesne assistait au sacre du roi de France et recevait en cadeau, à la fin de la cérémonie le plus beau cheval qu'avait monté le roi. Ce privilége qui n'a cessé qu'au sacre de Charles X, avait été accordé au Chesne pour avoir, dit la tradition, retrouvé la

sainte-ampoule qui avait été un moment perdue. Les lettres-patentes de Henri III, Henri IV, Louis XIII et Louis XIV donnent à cette tradition un certain caractère d'authenticité.

Arrivés au Chesne, mouillés jusqu'aux os, crottés jusqu'aux oreilles, nous ne savions où nous mettre; M. Zborowski trouva un M. Dupas-Lillette, marchand de fer et quincaillier qui lui offrit obligeamment l'hospitalité pour toute l'ambulance. Etant trop fatigués pour nous faire à dîner, — je devrais dire à déjeuner, — nous mangeâmes à minuit une sardine et du pain; puis, M. Dupas-Lillette n'ayant pas de lit à nous donner, nous couchâmes tous à terre dans sa boutique entre des casseroles, marmites, seringues, ferrailles et autres objets de ce genre. Des soldats frappèrent à notre porte jusqu'à deux heures du matin, et nous demandaient du tabac et du vin. Un vilain roquet japait et menaçait de nous mordre toutes les fois, qu'en remuant, nous faisions résonner la marchandise bruyante au milieu de laquelle nous étions étendus. Enfin, vers quatre heures du matin nous commencions à nous endormir lorsque l'armée se mit à défiler. Impossible de fermer l'œil.

Le froid, la fatigue et l'humidité nous firent lever de bon matin. A sept heures, nous vîmes défiler l'empereur et toute sa maison; le convoi était long, trop long; les soldats murmuraient, juraient contre le maître et les valets; triste présage. Au moment où nous allions partir, un courrier vint nous dire :

— « Messieurs, il y a près d'ici un ravin ayant un mètre de boue ; le génie est en train de le combler. »

Demi-heure après, on nous apprit que ce ravin avait trois mètres de boue et que le génie était en train de faire un pont. Enfin, au bout d'une heure, un monsieur nous dit confidentiellement :

— « Vous savez la nouvelle?

— Oui, nous la connaissons, répondit l'un de nous; il y a près d'ici un ravin ayant vingt mètres de boue, et le génie est en train d'organiser des ballons pour passer de l'autre côté.

L'histoire de la boule de neige ne vieillira jamais. Il y avait un trou sur la route, on en fit d'abord un ravin, puis un abîme; voilà comment on habille les faits, quand on ne les invente pas.

Au Chesne, le maréchal Mac-Mahon voulut déjà se retirer sur Mezières, le plan du général Palikao l'effrayait par son audace ; voici la dépêche qu'il lui écrivit à ce sujet :

Maréchal Mac-Mahon à Guerre. — Paris.

Le Chesne, 27 août 1870, 8 h. 30 m. soir.

Les première et deuxième armées, plus de 200,000 hommes bloquent Metz, principalement sur la rive gauche ; une force évaluée 50,000 hommes serait établie sur la rive droite de la Meuse

pour gêner ma marche sur Metz. Des renseignements annoncent que l'armée du prince royal de Prusse se dirige aujourd'hui sur les Ardennes avec 50,000 hommes ; elle serait déjà à Ardeuil. Je suis au Chesne avec un peu plus de 100,000 hommes. Depuis le 9, je n'ai aucune nouvelle de Bazaine : si je me porte à sa rencontre, je serai attaqué de front par une partie des 1re et 2me armées, qui, à la faveur des bois, peuvent dérober une force supérieure à la mienne, en même temps attaqué par l'armée du prince royal de Prusse me coupant toute ligne de retraite. Je me rapproche demain de Mézières, d'où je continuerai ma retraite, selon les événements, vers l'ouest.

Battre en retraite avant d'avoir vu l'ennemi n'entrait pas dans les plans du ministre de la guerre, qui ne voulut pas consentir à cette retraite ; alors le maréchal prit un moyen terme et au lieu de se diriger au nord, sur Mézières, comme il en avait l'intention, il se dirigea au nord-est sur Carignan, mais en ayant l'air de ne pas savoir pourquoi et de n'aller en avant qu'à son corps défendant.

J'avais le pied enflé, malade, douloureux, ne pouvant plus marcher, je me mis à la recherche d'un véhicule quelconque pour me transporter à Beaumont, notre prochaine étape. Je trouvai une sorte de charrette, et je partis à midi, laissant der-

rière moi la moitié de l'ambulance, tandis que l'autre moitié, uniquement composée de piétons, marchait devant.

La pluie tombait toujours; les routes étaient pires et plus encombrées que jamais. Les ivrognes et les traînards se reposaient dans une mare entre deux eaux. La pluie tombait tantôt par torrents, tantôt fine et légère, mais elle tombait toujours. Soit indécision des chefs, soit désordre, nos troupes qui marchaient déjà si lentement quand elles auraient dû accélérer le pas, allèrent encore plus lentement. Des hommes levés à trois heures du matin ne purent se mettre en marche qu'à onze heures; tous pataugeaient et grouillaient dans un immense réservoir d'eau et de boue. En disant des « hommes, » je ne donne point une idée du singulier spectacle présenté par les deux corps d'armée qui suivaient cette route sous un pareil déluge. Pour se garantir de la pluie, chaque soldat s'était enveloppé de la toile de sa tente qu'il avait attachée et serrée par un bout comme on attache un sac; enfermé là dedans, il avait l'air d'un sac de blé ambulant. A la grande halte, tous ces sacs humains s'éparpillèrent dans les champs, isolément ou par groupes, et produisaient un effet fantastique, comme le serait, dans les bruyères de la Bretagne, une réunion de toutes les sorcières du monde.

Et la pluie tombait toujours! Et le vent sifflait violemment dans les peupliers, dont les branches et

les cimes se heurtaient les unes contre les autres ! Et des nuages gros et noirs roulaient dans l'espace avec une rapidité vertigineuse ! Et la nature était remplie de voix rauques, bruyantes et lugubres, qui chantaient au-dessus de notre armée des airs funèbres ! Nos soldats semblaient suivre un enterrement et mirent six jours pour faire une vingtaine de lieues, tandis que les Prussiens marchaient jour et nuit pour nous déborder et nous couper la retraite. Un instant, je supposai que nous allions défendre la magnifique position de Stonne, mais nous passâmes outre ; l'armée se dirigea sur Carignan par Raucourt et Beaumont, afin de traverser la Meuse à Mouzon.

Pour ne pas être arrêté par l'encombrement, j'abandonnai la route à Tannay et pris un chemin qui me conduisit à travers les bois jusqu'aux deux villages appelés les Armoises. En cet endroit la route se dresse brusquement en spirales et grimpe sur une colline très-élevée. A gauche, je voyais, à portée de pistolet, dans un bois, une fumée blanchâtre s'élever lentement au-dessus des arbres. Un brigadier de cuirassiers discutait avec moi l'origine de cette fumée.

— C'est un feu de campement, me dit-il, il y a des Prussiens cachés dans ce bois.

— Brigadier, lui répondis-je, les feux de campement produisent une fumée bleuâtre ou grise et tourmentée ; celle-ci est trop blanche et trop calme pour être autre chose qu'un brouillard.

— Non, non, M. l'aumônier, reprit-il d'un ton convaincu, c'est du prussien et non pas du brouillard.

— « Brigadier, vous avez raison, » dis-je, en voyant que c'était une idée fixe chez lui.

Stonne, par où je passai dans la journée du 28 août, est le village le plus élevé du département et le point nord le plus remarquable de la ligne militaire des montagnes et forêts de l'Argonne. Quelques milliers d'hommes, de ces hauteurs et défilés, peuvent arrêter toute une armée. Aussi, dès les temps les plus reculés, cette commune fût-elle considérée comme une position stratégique très-importante. Sur tout ce territoire on trouve beaucoup d'antiquités romaines et de médailles à l'effigie d'Antonin, d'Adrien, de Septime Sévère, de Constantin, etc. En matière de positions stratégiques, on sait que les Romains s'y entendaient. En sachant les Prussiens devant nous, à côté de nous, derrière nous, nous aurions pu imiter les Romains, nous installer à Stonne et défier tous les Allemands du globe; on a sans doute cru mieux faire en allant se jeter dans la gueule du loup; mais alors pourquoi faire tant de chemin et ne pas se laisser croquer sur place? Dans les grandes crises politiques ou militaires, nos hommes d'Etat et nos généraux, appelés à nous sauver, commencent toujours par perdre un sens: le sens commun; aussi, d'une situation difficile, ils font une situation désespérée;

d'une piqûre d'épingle, ils font une blessure mortelle!

En passant dans le village, je vis les domestiques de l'empereur se diriger vers la mairie avec des poulets rôtis, des pâtés, du vin de Bordeaux, etc. Etait-ce pour eux ou pour leur maître? Probablement pour tous. Plus tard, nos médecins rencontrèrent au même endroit, M. Théophile Auger, secrétaire de M. Nélaton qui le fit nommer délégué de la Société de secours au quartier-général ; — encore une sinécure ; — ce monsieur n'eut pas l'air de reconnaître ses collègues et camarades. Il paraît que les attaches à la maison de l'empereur, rendaient fiers certains esprits qui n'étaient pas des... esprits forts.

De Stonne à Beaumont, je passai à travers plusieurs petits camps en train de s'installer pour la nuit. Ce fut la première et la dernière fois que je vis parmi nous des camps assez bien gardés ; il est vrai que la veille les Prussiens avaient tué plusieurs de nos éclaireurs dans ce même endroit, et que dans la matinée les uhlans étaient venus deux fois à Beaumont pour enlever les provisions destinées à nos soldats. La nuit arrivait, je me trouvais alors en dehors de nos avant-postes, m'attendant à chaque minute à voir les Prussiens ; j'en fus quitte pour une déception ; ils ne vinrent pas et me laissèrent entrer librement dans la vieille ville de Beaumont. En 1182, cette commune fut fortifiée par Guillaume-aux-blanches-mains, archevêque de

Reims qui, pour y attirer des habitants, lui donna le droit de refuge, et, à tous ceux qui s'y établissaient, certaines franchises contenues dans *la Loi de Beaumont*, code judiciaire des plus complets et des plus curieux du moyen-âge. M. l'abbé Defourny a publié récemment sur ce sujet un ouvrage très-estimé des bibliophiles.

Un bataillon d'infanterie de marine, un escadron du 8e chasseur et un autre du 5e cuirassiers arrivèrent à Beaumont en même temps que moi, mais par une autre porte. Je me trouvai dès lors en compagnie d'amis avec lesquels je passai la soirée. Le lendemain matin, des uhlans conduits par deux Belges et deux déserteurs du canton, vinrent piller quatre fermes situées près de la commune. Ne voyant pas arriver mon ambulance, je priai M. Zborowsky, venu avec moi pour préparer des vivres et du logement, d'aller à sa recherche. Il partit et revint à midi m'annoncer que l'ambulance et toute l'armée se dirigeaient sur Mouzon. Je me mis aussitôt en quête d'une voiture et d'un cheval pour rejoindre mes compagnons. Au moment où j'allais partir, je vis tout-à-coup la population effarée, se sauver de tous les côtés en criant : Les Prussiens, les Prussiens! Au feu, au feu!.. En effet ce n'était point les Prussiens, mais le feu qui venait de se déclarer dans une maison. Le feu éteint, je partis pour Mouzon, en traversant les bois d'où le lendemain, l'ennemi devait écraser le corps de Failly.

J'étais précédé par les cuirassiers, les chasseurs et l'infanterie de marine qui se rendaient à Mouzon. Je ne pus me défendre d'un sentiment d'admiration, en voyant ces hommes qui, depuis six jours et six nuits, pataugeaient et vivaient dans la boue, sous une pluie battante, qui n'avaient pu se déchausser ni se sécher depuis leur départ de Reims, et s'en allaient sous un rayon de soleil en chantant les *Girondins* et la *Marseillaise*. Ils ne cachaient guère leurs mouvements. L'ennemi était là, n'importe; les clairons sonnaient la *Casquette du père Bugeaud*, ils sonnaient de joyeuse fanfares, et le vent portait sur ses ailes ces notes guerrières qui témoignaient que nos troupes ne se cachent pas, qu'elles marchent en plein jour, le front haut et qu'elles ne se faufilent point dans les bois, craignant la surprise, craignant la mort. En présence d'un pareil ennemi c'était imprudent mais sublime.

A trois heures de l'après-midi, — 29 août, — j'assistai à l'affaire de Belval-Bois-des-Dames, pendant laquelle le corps de Failly, surpris par les Prussiens, essuyaient quelques pertes insignifiantes. Quoique cette rencontre ne fut pas sérieuse, elle indiquait néanmoins au commandant du 5e corps que les Allemands étant sous ses talons, il devait mieux se garder. L'armée de Mac-Mahon s'arrêta de nouveau à Reaucourt, abandonnant définitivement la ligne de Montmédy, elle ne passa la Meuse que le 29 et le 30 pour camper sur les hauteurs de Mouzon, c'est-à-dire qu'elle mit encore deux jours

pour faire vingt-quatre kilomètres. Le soir du 30, sa tête de colonne s'avança jusqu'à Carignan ; puis, traçant subitement un angle aigu, elle revint en arrière pour se porter sur Sedan, situé à douze kilomètres environ au nord de Reaucourt. Pareils mouvements sont tellement incompréhensibles qu'on a pas encore cherché à les expliquer.

Le général de Failly avait mission de se porter sur Beaumont afin de protéger notre passage de la Meuse ; ce passage prit toute la journée du 30, car on ne se donna pas la peine de jeter des ponts, soit sur bateaux, soit sur chevalets, pour éviter les encombrements et les retards, on se contenta du pont unique qui existe à Mouzon. Pendant toute la campagne le génie militaire s'est montré à la hauteur de l'intendance, il a témoigné un profond éloignement pour la construction des ponts nécessaires au passage rapide de l'armée, et la destruction de ceux sur lesquels l'ennemi devait passer, il en est de même du tunnel de Saverne, des autres tunnels et des routes dans les Vosges, dont la destruction aurait considérablement retardé la marche de l'ennemi. Le génie s'est contenté de faire sauter les ponts et les viaducs qui nous étaient utiles et dont les Prussiens n'avaient que faire.

Mouzon est l'ancienne Mosomagus des Romains qui y avaient un établissement militaire. Ce district fut donné par Clovis à Saint-Rémi et devint le patrimoine des archevèques de Reims. Brûlée en 889 par les Hongrois, assiégée en 936 par Louis IV

d'Outremer, prise à Hugues de Vermandois par l'archevêque de Trèves et l'évêque de Metz, après la déposition du roi, au concile tenu en 947 dans l'église de Saint-Pierre de Mouzon, cette ville fut très-célèbre au moyen-âge. Charles V lui donna ses armoiries : *D'azur au donjon maçonné d'argent flanqué de deux tours de même, surmontées d'une bannière aux cinq fleurs de lys d'or.* En 1460, les ducs de Bourgogne furent reçus en grande pompe à l'abbaye de Mouzon. Plus tard, en 1504, le cardinal Georges d'Amboise, légat du Pape, eut dans cette ville des conférences avec les députés de Louis XII, de l'empereur Maximilien et de l'archiduc son fils pour concilier ces princes sur les différents qui les divisaient. François Ier, Henri IV et Louis XIII, la visitèrent également.

Assiégée en 1521, par le comte de Nassau, général de Charles-Quint, puis en 1591 par Turenne, Mouzon fut pris et repris une ou deux fois par siècle. Maintenant cette ville ne compte guère plus de 3,500 habitants ; elle est coupée en deux parties par une longue rue qui commence au faubourg, traverse la Meuse, le canal, et se termine à la porte de Bourgogne, vieux reste des anciennes fortifications. Sa cathédrale, monument historique, est un de nos plus beaux et de nos plus vieux édifices légués par le moyen-âge. Près de la cathédrale, et séparé d'elle par une petite place à moitié couverte d'arbres, existe un hôpital très-vaste pour une population aussi restreinte. Comme toutes les communes des

environs de Sedan, Mouzon possède beaucoup de métiers à tisser le drap, des moulins et des filatures. Son plus riche industriel est un M. Maret dont il sera question plus loin.

Le 30, l'empereur passa vers dix heures du matin et déjeuna, je crois, à Mouzon. Un homme, à la portière de la voiture impériale, faisait l'entonnoir avec ses deux mains et criait d'une voix de stentor : « Vive l'Empereur ! » Ce cri n'avait déjà plus d'écho. Une bonne partie de l'armée fit la soupe sur les hauteurs qui dominent la ville. A midi moins cinq minutes, nous entendîmes tout à coup les canons allemands tonner au-dessus de Beaumont. Quelques instants après, des feux de tirailleurs, puis des feux de pelotons répondirent au canon ; enfin, la bataille prit des proportions inquiétantes pour nous. Les chemins qui conduisent à Mouzon se couvrirent de fuyards en manches de chemise ou en uniformes, de paysans et de blessés. Voici ce qui s'était passé.

Harrassé par une longue marche dans la boue et des pluies incessantes, le corps de Failly arriva sous Beaumont dans la nuit du 29 au 30, après le combat de Belval-Bois-des-Dames. Quoique n'ayant presque rien mangé la veille, officiers et soldats préférèrent dormir que manger. Les troupes furent campées au bas de la ville; dans un espace très-restreint, entassées pour ainsi dire les unes sur les autres, dominées de tous côtés par un cercle de collines qui ne furent pas occupées, même par des sen-

tinelles. Aucune précaution ne fut prise pour veiller à la sécurité de ce corps, et le campement se fit dans des conditions détestables. Le lendemain matin, les soldats, par ordre supérieur ou sans ordre, je ne sais, se mirent à nettoyer leurs armes, d'autres allumèrent les feux pour la soupe.

A dix heures et demie, le général de Failly déjeunait chez le maire, M. Boquillon. Si l'on en croit la chronique, ce maire, avare, envieux et poltron, s'était caché sous la paille quand les uhlans arrivèrent pour la première fois à Beaumont ; lorsqu'il sortit de sa cachette, il demandait partout son chapeau, qu'il avait sur la tête. M. Auguste Drouin, fermier de Beaulieu, arriva chez le maire pendant le déjeuner du général. Ce fermier, homme très-rèspectable, était allé voir sa ferme dans la matinée. En route, il rencontra ses valets d'écurie qui lui dirent : « N'allez pas plus loin, les Prussiens sont à Beaulieu, et nous nous sommes sauvés en les voyant venir. »

M. Drouin, sachant que le 5e corps était à Beaumont, revint sur ses pas pour avertir les Français de l'arrivée de l'ennemi. Près de la ville il rencontra des officiers de ce corps et les avertit du danger qui les menaçait. Ceux-ci lui répondirent avec insouciance : « Cela ne nous regarde pas ; avertissez le général qui loge chez le maire. »

M. Drouin se rendit de suite chez M. Boquillon, qui s'empressa de le présenter au général de Failly.

Voici le dialogue, presque textuel qui s'établit alors entre M. de Failly et le fermier :

— Général, les Prussiens sont à ma ferme, dans trois quarts d'heure ils seront ici.

— Etes-vous du pays ?

— Je suis de Villemontry. Ma ferme est dans un bas fond, et comme vous pouvez occuper les hauteurs avant les Prussiens, vous les écraserez facilement.

— Ah! vous êtes donc stratégiste ?

— Je ne pense pas, mais ce que je vous dis est simple et naturel.

Sur cette réponse, le général demanda à M. Boquillon si l'on pouvait ajouter foi aux rapports du fermier ?

— Certainement, répondit le maire, c'est un homme grave et très-respecté dans le pays. Je vous engagerai même à faire ce qu'il vous dit, c'est-à-dire à prendre des mesures immédiates pour empêcher les Prussiens d'arriver à Beaumont.

— Ah bah ! répliqua M. de Failly, nous leur avons tué hier assez de monde, ils peuvent bien aujourd'hui nous mettre quelques hommes hors de combat. Allons, débouchons une autre bouteille.

Ces faits nous parurent si monstrueux, que nous nous décidâmes à ne les enregistrer qu'après quinze jours d'enquêtes et de contre-enquêtes. Du reste, ils ne nous surprirent pas. N'est-ce pas M. de Failly qui, on ne sait pourquoi, avait abandonné le 1er corps à Freschwiller, lorsqu'il pouvait, devait

le soutenir et, peut-être, changer un désastre en victoire? M. de Failly, qui a fait une retraite honteuse de Bitche à Châlons, abandonnant les bagages de ses troupes et conservant les siens, perdant, éparpillant sa cavalerie sans brûler une amorce avec l'ennemi? M. de Failly, dont les soldats ont pillé les approvisionnements de l'armée et les bagages de l'empereur dans une gare? M. de Failly, auquel le Conseil des ministres avait enlevé son commandement pour le donner au général de Wimpffen..., mais assez sur cet homme fatal, continuons.

Le prince royal de Prusse, en apprenant le mouvement de Mac-Mahon, avait porté de front toutes ses colonnes sur la marche de flanc de notre armée. Cette hardiesse lui fut facilitée par les ponts que le général de Failly, qui marchait parallèlement avec nous, mais plus au sud, n'avait point fait sauter derrière lui. Le prince, par la rapidité de sa marche, gagna le temps que nous perdions stupidement à faire des étapes de tortue. A midi, moins cinq minutes, les Prussiens arrivèrent dans la journée du 30, sur les hauteurs de Beaumont. En voyant nos soldats, la plupart en manches de chemise, aller à droite, à gauche, ne se souciant pas plus de l'ennemi que s'il n'existait pas, les Prussiens les prirent d'abord pour des paysans rassemblés à propos d'une foire; mais, en s'approchant davantage, ils virent le camp, les fusils en faisceaux et les batteries reluire au soleil. Alors ils firent pleuvoir

sur ces malheureux, désarmés, une grêle d'obus qui éclataient au milieu de ces masses humaines et les foudroyaient impunément. Les bataillons, trop serrés dans leur campement, ne pouvaient se déployer en ordre de bataille ; ils recevaient la mort sans pouvoir la donner et se retirèrent précipitamment vers Mouzon.

En passant sur les collines boisées de Beaumont nos troupes virent les broussailles frémir et s'agiter comme au passage d'un troupeau de bêtes fauves; des coups de sifflet résonnaient dans les taillis, comme lorsque le chasseur appelle ses chiens. C'était encore la mort qui planait dans les airs, qui planait dans les bois. Tout à coup, de nouveaux coups de feu retentissent sous le feuillage ; ils annoncent le carnage ; ils annoncent la tempête; la voix imposante du canon excite l'ennemi caché qui se découvre enfin, noircit de ses multitudes l'herbe des vallons et vomit des torrents de feu, de fer, de plomb sur nos soldats qui tombent pour la patrie et meurent en criant : « Vive la France ! »

Après la surprise vint la stupeur, puis la panique. Le général de Wimpfen, parti la veille de Paris, arriva juste au moment de la déroute, rallia les fuyards, pressa la marche des convois dont les voitures s'entassaient sur une seule route, et parvint à mettre un peu d'ordre dans la retraite. Des chefs ayant perdu l'espoir de rétablir dignement le combat, avaient déjà fait retirer leurs régiments ou leurs bataillons, en maintenant l'ennemi à distance;

mais cette retraite qui s'opérait sur toute la ligne, ne se fit pas sans de nouveaux malheurs. Nos chasseurs à pied, pris de loin pour des Prussiens, reçurent des volées de chassepot qui leur tuèrent beaucoup de monde; le 58e de ligne, déployé en tirailleurs, fut également très-malmené par nos propres soldats. Pour éviter de telles méprises, fréquentes avec les armes à longues portées et les combats à grandes distances, les officiers allemands étaient munis d'excellentes jumelles; mais chez nous, à part quelques officiers supérieurs, personne n'en avait. Les jumelles comme les cartes, ont joué un rôle très-important dans cette guerre ; malheureusement, nous étions dépourvus des unes et des autres.

Tandis que le corps de Failly, maltraité de la sorte, arrivait à Mouzon, celui du général Douay se dirigeait sur Remilly, route de Sedan; quand au 12e corps, il suspendit sa marche en avant et protégea du feu de ses batteries la retraite de nos troupes. Pendant ce temps, on nous amenait des quantités de blessés; les uns se traînaient comme ils pouvaient, les autres étaient transportés par leurs camarades. En un instant le service médical de notre ambulance fut organisé, et l'hôpital se transforma en un établissement sans nom, dans lequel on ne voyait que du sang, des membres mutilés, des têtes cassées et des chirurgiens en tabliers blancs maculés de rouge.

Je me rendis dans la plaine avec notre omnibus pour transporter plus promptement les blessés à

l'hôpital; une fois l'omnibus rempli et reparti, je pris, en attendant son retour, des charettes, des voitures à bras et toutes espèces de transports que je trouvais au faubourg. A mesure que des blessés arrivaient ou tombaient près de nous, nous les plaçions sur ces véhicules et nos infirmiers les conduisaient à l'hôpital. Vers quatre ou cinq heures de l'après-midi, étant entré dans une pauvre cabane battue par une pluie de balles, j'y vis un brave chirurgien-major finissant de panser un sergent frappé à la tête, au bras et à la poitrine. Cet homme ne pouvant se tenir ni debout ni couché, le chirurgien le fit asseoir sur une charette, à côté de deux autres blessés, et me pria de soutenir le sergent dans mes bras jusqu'à l'hôpital où des paysans nous traînèrent. Il était temps que je revins à Mouzon, les balles et les obus rendaient le faubourg intenable. Au reste, la besogne ne me manquait pas ailleurs; si nos trente médecins étaient tous occupés à extraire des projectiles, amputer des membres et panser des blessures, le curé de Mouzon, ses deux vicaires, deux aumôniers d'infanterie de marine, l'abbé d'Hultz, aumônier volontaire, l'abbé Loizellier et moi, nous ne cessâmes de donner les secours de la religion jusqu'à une heure très-avancée de la nuit, aux plus dangereusement atteints.

La conduite du corps médical de l'ambulance de la presse, pendant tout le temps qu'a duré la bataille, a été sublime de sang-froid et de dévouement ; je dirai plus, elle m'a fort étonné. En effet, c'était

la première fois que ces jeunes chirurgiens entendaient le bruit du canon et de la fusillade; ce bruit était effrayant, même pour de vieux soldats, car nous étions entre deux feux, entre deux armées. Les Français, dans Mouzon et sur les hauteurs qui dominent la ville, tiraient sur les Prussiens établis dans le faubourg et la plaine le long de la Meuse. L'ennemi ripostait sur toute la ligne en faisant un feu d'enfer. Les balles siffiaient autour de nous et s'aplatissaient contre l'hôpital et l'église; les obus éclataient dans le jardin de l'hospice, contre les murs, au-dessus de nous, l'une vint éclater dans une de nos salles, au moment où M. Pomier faisait une amputation, et blessa deux personnes ; de ma vie je n'avais entendu pareil sabbat ; pourtant, nos chirurgiens firent leurs pansements avec autant de calme, de soins et de présence d'esprit que s'ils se fussent trouvés tranquillement à Paris dans une salle de clinique.

M. Sée, seul, était excessivement ému ; ce qu'il voyait et ce qu'il entendait le rendit vert comme un cadavre. La vue de tous ces hommes mutilés, couverts de sang, et le bruit de la mitraille l'impressionnèrent au point que lorsque l'obus éclata dans notre salle, il faisait tellement pitié à voir qu'on dut le conduire à la cuisine, lui faire prendre un bouillon et le coucher sur un matelas.

L'abbé Loizellier avait été mis près d'une porte, donnant sur la place, afin d'empêcher les poltrons de se réfugier à l'hospice et de marcher sur les

blessés étendus à terre les uns contre les autres, jusque sous les lits. M. Piquantin passant près de l'abbé, pendant une minute de répit, lui demanda s'il avait peur ?

— Tâtez-moi le pouls, répondit mon collègue, en lui tendant le bras, et voyez-vous même s'il bat plus fort que d'habitude ?

Si le pouls de l'abbé était celui d'un homme qui a la conscience tranquille et ne redoute pas la mort, celui du prince de Sagan devait être moins régulier. Ce personnage que les feux de peloton et les éclats d'obus n'amusaient pas plus que M. Sée, nous parut plus mort que vif ; craignant que les lumières ne servissent de point de mire aux batteries prussiennes, il fit éteindre les bougies allumées à la chute du jour, de sorte que les pansements furent suspendus au grand désespoir des blessés et au grand regret de nos chirurgiens.

La bataille continuait malgré l'obscurité, elle continuait à la lueur d'un incendie allumé par des obus prussiens, près du pont. Six ou sept fois, un capitaine d'artillerie, dont le nom m'échappe, commandant une batterie de mitrailleuses qu'il pointait lui-même, balaya le pont envahi par l'ennemi ; six ou sept fois les Prussiens revinrent à la charge et furent massacrés. C'est la bravoure de cet officier qui empêcha l'ennemi d'entrer ce soir à Mouzon et permit à nos troupes d'évacuer la ville sans être inquiétées.

Tandis qu'on se battait, les généraux Dejean et

Dijon, logés chez M. Maret, regardaient la bataille avec leurs lorgnettes, par une fenêtre, et un de leurs aide-de-camp touchait du piano dans le salon de Mme Maret ; celle-ci indignée, le fit taire ! Au moment de la retraite, il partirent avec tant de précipitation, que l'un d'eux oublia jusqu'à ses bottes ornées d'une magnifique paire d'éperons dorés. Vers huit heures du soir, nous eûmes la honte d'entendre sur la place de l'église le colonel du *** d'infanterie de ligne crier : « Sauvons nous! » Un instant auparavant, nous avions vu sur cette même place deux bataillons qui chargèrent les Prussiens au cris de : « Vive la France ! » Ces divers incidents méritent d'être racontés, ils dépeignent le côté qu'on peut appeler intime de la guerre, côté tantôt héroïque, tantôt ignoble, mais toujours douloureux.

Une scène qui nous impressionna pareillement beaucoup, se passa sur les bords de la Meuse, dans la soirée. Un cuirassier arriva ventre à terre des bois de Beaumont sur les bords de la rivière à travers une grêle de projectiles ; apercevant nos tirailleurs échelonnés le long de la Meuse, il leur demanda s'ils connaissaient un gué? Sur leur réponse négative, il chercha longtemps puis, n'en trouvant pas, il mit son cheval à la nage et disparut sous l'eau pour ne plus reparaître.

VIII

La nuit de la bataille. — La chasse aux blessés. — Situation des deux armées. — Batailles du 31 août et du 1er septembre. — L'armée se réfugie à Sedan. — Négociations pour la capitulation.

Ceux qui ont assisté à la bataille de Beaumont-Mouzon ont été profondement attristés des fautes commises par nos généraux pendant cette déplorable journée qui aurait pu devenir glorieuse pour nos armes, avec un meilleur commandement. Si le général de Failly, au lieu de se laisser surprendre d'une manière aussi coupable, avait occupé les hauteurs de Beaumont, comme il le devait, s'il avait, avant midi, envoyé des courriers à Mouzon annoncer le voisinage de l'ennemi et demander des secours on aurait certainement battu l'armée Saxonne et celle du prince royal de Prusse que nous avions devant nous. D'autre part, il est probable qu'on serait arrivé au même résultat, et qu'on aurait, en partie réparé la faute du général de Failly, si le général Lebrun, ne se bornant pas à contempler la

déroute du 5me corps, eut livré bataille à l'ennemi. En effet, quand on songe au massacre de l'armée bavaroise fait à Bazeille par le 12e corps, comme on le verra plus loin, on se demande ce que les troupes de ce corps n'auraient pas fait, étant établies sur des collines, ayant devant elles la Meuse, un canal et le talus du chemin de fer ?

On ne doit, sans doute, pas incriminer le général Lebrun qui avait reçu l'ordre de battre en retraite, mais je constate une situation dont on a pas su profiter, et qui nous aurait peut-être donné un grand succès. Ecraser les corps ennemis les uns après les autres, par des masses imposantes, n'est-ce point la tactique des généraux prussiens ? Pourquoi donc ne pas les imiter quand l'occasion s'en présente ? Quoi qu'il en soit, l'armée se replia et, pour masquer sa retraite, elle laissa quelques hommes à Mouzon chargés de défendre le pont. Il eut été bien plus simple de le faire sauter, mais on n'y songea pas. Le commandant Lubet y songeait ; nous le vîmes passer et repasser nous demandant si nous avions vu le général en chef, qu'il chercha pendant plusieurs heures sans pouvoir le rencontrer. Cela ne nous étonna pas, l'imprévoyance et le désordre régnaient partout ; les chefs ne savaient plus commander, les soldats ne savaient plus obéir ; une main puissante, irrésistible, nous conduisait fatalement vers le plus grand désastre, vers la plus grande faute qui fut et sera jamais enregistrée dans l'histoire militaire d'une nation.

Pendant la nuit du 30 au 31 août, le maréchal Mac-Mahon donna l'ordre de se retirer sur Sedan. Deux versions différentes expliquent ce mouvement néfaste : l'une affirme que le duc de Magenta prit cette résolution à cause des évènements du 30 qui lui démontrèrent l'impossibilité d'atteindre désormais Montmédy sans se trouver pris entre deux feux ; c'est alors que le maréchal aurait prié l'empereur, arrivé déjà à Carignan, de se rendre à Sedan ; l'autre version maintient que l'empereur partit de son propre chef pour Sedan, lorsqu'il apprit la déroute du corps de Failly, — déroute qu'il qualifiait dans un télégramme envoyé de Carignan à l'impératrice « d'affaire sans importance — » et que le maréchal fut obligé de le suivre, malgré les observations qui lui furent faites par plusieurs généraux. Je ne sais si l'une de ces deux versions est plus exacte que l'autre ; mais il paraît que le duc de Magenta, en voulant s'appuyer sur Sedan pour livrer bataille à l'ennemi, ignorait le caractère et la situation de cette forteresse qui n'était pas même armée.

Ce mouvement fut annoncé au ministre de la guerre par la dépêche suivante :

Sedan, 31 août 1870, 1 h. 15 matin.

Mac-Mahon fait savoir au ministre de la guerre qu'il est forcé de se porter sur Sedan.

Le ministre répondit à cette dépêche par le télégramme suivant dont la dernière phrase est une critique de ce mouvement :

Paris, 31 août 1870, 9 h. 40 matin.

Je suis surpris du peu de renseignements que M. le maréchal de Mac-Mahon donne au ministre de la guerre ; il est cependant de la plus haute importance que je sache ce qui se passe à l'armée, afin de pouvoir coordonner certains mouvements de troupes avec ce que peuvent faire MM. les commandants de corps d'armée. Votre dépêche de ce matin ne m'explique pas la cause de votre marche en arrière qui va causer la plus vive émotion.

Tandis que nos troupes marchaient à leur perte, l'ambulance de la presse, ne pouvant abandonner les douze cents blessés que nous avions recueillis, restait à Mouzon pour les panser. A l'hôpital on ne pouvait plus faire un pas sans leur marcher dessus ; le plancher, les corridors et les escaliers en étaient couverts. Pendant le repos forcé que nous subissions dans la nuit du 30 au 31, grâce à l'excessive prudence du prince de Sagan, nous fûmes obligés de nous asseoir à terre pour ne pas estropier les blessés en marchant. Du reste, nous étions tellement fatigués que la plupart d'entre nous ne pou-

vaient plus se tenir debout. J'étais de ce nombre. A ma droite, j'avais deux fantassins criblés de blessures, dont l'un me couvrit de sang en s'appuyant sur moi ; par mégarde je m'étais assis dans une mare de sang que je ne voyais pas ; à ma gauche, j'avais l'infirmier Bernard auquel la peur donnait le délire ; de minute en minute il appelait le docteur Albenois, étendu près de lui :

— Albenois ? lui disait-il d'une voix sépulcrale.

— Hé ? répondait le docteur marseillais.

— Albenois ?

— Quoi ?

— Ne me quittez pas.

Ce dialogue dura près d'une heure sans aucune variante ; il n'était interrompu que par les plaintes et les gémissements des malheureux qui n'étaient pas encore pansés.

Enfin, le curé ayant mis la cathédrale à notre disposition, nous y fîmes porter, vers dix heures du soir, de la paille dont nous couvrimes le sol dans les trois nefs, le chœur et les chapelles latérales ; puis, nous commençâmes le transport des hommes non pansés et de ceux qui encombraient la circulation dans les salles de l'hôpital. Un soldat resté par couardise en arrière de l'armée, se tenait à la porte de l'hospice et n'osait pas nous aider à transporter les blessés à l'église, de crainte des balles qui sifflaient sur la petite place par laquelle nous devions sans cesse passer en allant et en venant.

— Tu as peur, lui dit mon confrère avec indigna-

tion, donc tu n'as pas la conscience tranquille ; allons viens te confesser.

Le soldat obéit sans répondre, fit une bonne confession et devint fort brave après s'être réconcilié avec son Dieu ; il était infatigable et traversa la place cent fois, ne se souciant pas plus des balles que d'une goutte de rosée. Pendant toute la campagne, j'ai remarqué, comme je l'avais déjà fait dans les précédentes, que les soldats prêts à paraître chrétiennement devant Dieu, méprisaient la mort et se battaient fort bien, tandis que les ivrognes et ceux qui juraient continuellement battaient facilement en retraite ou prenaient toutes sortes de précautions pour se mettre à l'abri du danger.

A minuit, la cathédrale était remplie de blessés et présentait un spectacle des plus fantastiques ; le crayon de Gustave Doré ou le pinceau du plus toqué des Allemands auraient été impuissants à rendre le tableau étrange, bizarre, offert par cette réunion des horreurs de la guerre dans ce qu'elles ont de plus navrant.

A travers les vitraux de cette vieille église, on voyait les lueurs de l'incendie tamisées en une multitude de teintes sinistres ; de temps en temps on entendait le bruit lugubre du canon et des feux de pelotons ; sur la table de communion, trois cierges aux flammes vacillantes éclairaient les opérations des chirurgiens ; dans la nef principale les plus blessés étaient étendus sur de la paille et recouverts de capotes ou de couvertures ; des chaises renver-

sées leur servaient d'oreiller; dessus, dessous les bancs des deux autres nefs et dans les chapelles, nous avions couché les moins meurtris; dans les stalles, sur les marches de la chaire et dans le chaire même étaient assis les hommes dont les blessures offraient peu de gravité. L'abbé Loizellier et moi, nous donnions les derniers sacrements aux moribonds ou nous portions avec les infirmiers et les sœurs de Charité des bottes de paille pour couvrir les dalles humides et froides de l'église, de la charpie, des objets de pansement et de la soupe pour nos pauvres vaincus. A part les bruits de guerre qui venaient du dehors, on n'entendait que la voix grave de nos médecins et les gémissements des blessés qui se perdaient sous les voûtes séculaires de la cathédrale comme le vague écho d'une plainte de l'autre monde,

Vers deux heures du matin, les pansements étaient à peu près achevés. MM. Castiaux, Regnault, Piquantin, Autun, Muret, d'autres médecins, dont le nom m'échappe, l'abbé Loizellier et moi nous étions transis par le froid et l'humidité qui régnaient dans ce vaste édifice en réparation, nous étions brisés par la fatigue morale et physique que nous subissions depuis plus de douze heures, sans avoir pris la moindre nourriture. Chacun s'installa comme il le put sur de la paille ou des bancs, derrière le maître autel ou dans les chapelles, pour prendre un peu de repos, mais le froid et la faim nous tinrent éveillés. Du reste, il fallut me relever

maintes fois pour exercer mon ministère auprès de quelques mourants qui le réclamaient. En revenant pour la dernière fois, de cette triste nuit, donner ainsi les consolations religieuses si désirées à l'heure suprême de la mort, je trouvai sur un banc deux paires de draps dont on ne s'était pas encore servi ; j'en pris un avec lequel je m'enveloppai pour me réchauffer ; hélas ! c'est moi qui dût commencer par le réchauffer ; puis, je me couchai sur la paille, ayant une marche de marbre pour traversin.

J'allai peut-être m'endormir quand le bruit de la fusillade et du canon vint de nouveau m'empêcher de fermer l'œil. Le combat recommençait avec les premières clartés du jour ; il fut court et terrible. De l'autre côté de la Meuse, la nuit avait surpris le 88e de ligne, le 5e cuirassier et plusieurs détachements français ; ces troupes se logèrent depuis Villemontry jusqu'aux environs de Mouzon dans les quelques fermes qu'elles rencontrèrent ; croyant que nous occupions encore Mouzon, elles avait essayé de se frayer un passage à travers les lignes prussiennes. Le colonel du 88e tomba bientôt mortellement blessé et mourut peu de jours après parmi nous ; son régiment fut écharpé, écrasé, la plupart des hommes qui ne tombèrent pas sur le champ d'honneur se noyèrent en traversant la Meuse ; peu réussirent à s'échapper. Le colonel du 5e cuirassier fut tué à la tête de son escadron en exécutant une de ces charges désespérées qui ont immortalisé notre cavalerie pendant cette guerre ; son régiment par-

tagea le sort du 88e de ligne ; une partie fut mise hors de combat, une autre se noya, quelques hommes se sauvèrent.

Le 31, de bon matin, des uhlans armés jusqu'aux dents, vinrent à l'hôpital et nous demandèrent où se trouvaient les officiers français non blessés ? Nous leur répondîmes que nous n'en avions pas. Ces messieurs affirmaient que nous en avions de cachés ; puis, ayant ajouté que nous deviendrions tous prussiens, ils mirent le revolver au poing et visitèrent les salles de l'hôpital, mais sans rencontrer de militaires non blessés.

Aussitôt que les uhlans se furent retirés, le personnel de notre ambulance se divisa en quatre escouades et nous allâmes de nouveau sur le champ de bataille ramasser les blessés. Nos chirurgiens étaient en tablier blanc et nos infirmiers avaient des brancards à roues. A cause des quelques mots allemands dont je me rappelais, je me mis à la tête des escouades qui se dirigèrent sur le faubourg.

Arrivés au pont, nous fûmes arrêtés par une barricade faite par les Français pour protéger leur retraite. Nous frayer un passage à travers cet obstacle fut pour nous l'affaire d'une minute. De l'autre côté du pont se trouvait une autre barricade construite par l'ennemi, et derrière elle stationnaient quelques bataillons prussiens. En nous voyant, un officier arma son revolver, se fit accompagner d'un fantassin le fusil en arrêt, vint à notre rencontre,

nous intima l'ordre de nous arrêter, et nous demanda ce que nous voulions ?

C'était facile à voir. Un aumônier, des chirurgiens, des infirmiers roulant des brancards ne pouvaient être bien dangereux ; néanmoins, je répondis à l'officier que nous allions chercher les blessés. Alors le brave homme donna l'ordre à ses soldats de nous faire place et nous commençâmes à fouiller les routes, les sentiers, les fossés, les champs, les buissons, et les cabanes. Les blessés français, comme ceux de l'ennemi, étaient à peu près tous déjà relevés et recueillis dans l'église et les maisons du faubourg ; pourtant, nous en trouvâmes, étendus parmi les morts, un certain nombre appartenant au 88e et au 22e de ligne, et dont les blessures étaient excessivement graves. Je me rappelle surtout un pauvre fantassin que j'ai administré sur la route de Villemontry, et dont le crâne ouvert par un éclat d'obus laissait tomber à terre les matières cérébrales. A côté de lui se trouvait une charrette avec un cheval encore attelé et tué par les balles prussiennes ; sur la charette un chien hurlait et montrait les dents dès qu'on s'en approchait. Je ne sais ce qu'était devenu le maître, j'ignore ce qu'est devenu le chien, mais la charrette est restée plus de quinze jours à la même place. Dans la Meuse on voyait quantité de chevaux ayant de l'eau jusqu'au ventre, également attelés à des charrettes de réquisition et aux fourgons de l'armée. Sans doute leurs conducteurs cherchaient un gué, et, ne le trouvant

pas, avaient abandonné les pauvres bêtes; peut-être aussi, les conducteurs avaient-ils été tués la veille.

Pendant trois jours nous continuâmes nos recherches, aussitôt que le service ordinaire de nos ambulances était terminé, et pendant trois jours nous en trouvions disséminés un peu partout. Je dénichai le dernier dans un grenier de la ferme de Gévaudan ; il avait le bras cassé, ouvert par plusieurs projectiles, et les plaies en état de putréfaction. Des Saxons l'avaient trouvé étendu sur le foin et lui versaient de l'eau de temps en temps sur le bras, mais ce remède étant insuffisant, le mal avait empiré et l'amputation était devenue nécessaire. Un moment il fut question de la faire dans le grenier même ; les difficultés de l'opération s'y opposant, Lançon et moi, aidés des Saxons, nous opérâmes le sauvetage, c'est-à-dire la descente de ce malheureux qui fut conduit à Mouzon, opéré et guéri en trois semaines.

Tandis que nous cherchions ainsi des blessés, la bataille commencée le 30, à Beaumont, se continua d'abord à Remilly, puis à Bazeilles et finalement autour de Sedan, où l'armée arriva à sept heures du matin, dans la journée du 31 août, après avoir marché toute la nuit. Les portes de Sedan furent vite encombrées de voitures de toute espèce : voitures de blessés, de bagages, de ravitaillement, d'artillerie, etc. ; au milieu de ce chaos s'entassaient des fantassins, des artilleurs, des cavaliers et

des cantiniers qui cherchaient à se frayer un passage à travers ce tohu-bohu, et juraient à qui mieux mieux. On sait que Sedan n'est qu'un petit trou dominé de toute part : au nord, du côté des Ardennes, par les hauteurs d'Illy, Floing et Givonne ; à l'est, par celles de Bazeilles et Daigny, sur la rive droite de la Meuse ; au sud, par celles de Wadelincourt et de Frénois, sur la rive gauche de la rivière ; à l'ouest, par Vrigne, à une distance moins rapprochée. N'ayant reçu ni son armement, ni ses approvisionnements avant la guerre, dominé partout et dans un mauvais état de défense, Sedan pouvait être pris et brûlé rien qu'avec de l'artillerie de campagne. Inutile d'ajouter que le maréchal Mac-Mahon n'apprit tous ces détails qu'à Sedan même, et par le commandant de place !

Comme on avait environ trois heures d'avance sur l'ennemi, avant qu'il ne fît sa concentration, il était urgent de faire une marche rapide vers le nord-est, de couronner les hauteurs et de laisser à Sedan les blessés et les *impedimenta ;* mais à cette heure suprême, il y eut encore des lenteurs et des hésitations. Lorsque le canon se mit à gronder, on ne savait au quartier général si c'était celui des Français ou des Prussiens, nos troupes étaient loin d'être à leur poste, et l'on voyait encore des hommes de toutes armes marcher pêle-mêle, confondus, n'écoutant rien, entrant dans tous les cabarets, sans se préoccuper d'être pris par les Allemands.

Le général de Wimpffen, voulant reconstituer

son 5e corps, dont le commandement avait été si maladroitement conservé au général de Failly, alla le réclamer au maréchal Mac-Mahon ; puis il visita les bivouacs de ses troupes, adressa des paroles chaleureuses aux soldats, prit quelques mesures énergiques pour assurer la distribution des vivres et finit par remonter le moral de ce corps.

Notre armée fut enfin massée aux environs de la ville dans l'ordre assigné par le mouvement de retraite. Le 7e corps, qui formait l'arrière-garde dans la marche sur Metz, se trouvait en tête, à cheval sur la route départementale de Mézières, à l'ouest de Sedan, occupant le terrain depuis Floing jusqu'au calvaire d'Illy. Le 1er corps s'étendait de la petite Moncelle à Givonnes et Daigny. Le 5e corps était placé partie dans la ville, partie sur les hauteurs qui dominent au sud-est le fond de Givonne. Le 12e corps occupait la Moncelle, la petite Moncelle et la Platinerie, près de Bazeilles.

L'armée se trouvait donc formée en demi-cercle autour de la ville, les deux ailes appuyées à la Meuse. Jamais armée n'avait été placée dans des conditions aussi défavorables. Généralement, on suit un plan d'opérations bien définies, assurant une ligne de retraite sur laquelle sont les réserves, les ambulances, etc. ; ici, au contraire, nos troupes risquaient d'être entourées de tous côtés, sans ligne de retraite, et, si elles avaient le malheur de vouloir se réfugier à Sedan, elles ne pouvaient que se précipiter dans une souriciere, à travers des rues étroi-

tes et des voies encombrées de chariots et de bagages.

Le corps du général Lebrun fut engagé le premier et soutint la lutte de onze heures du matin à cinq heures du soir, avec autant de courage que d'énergie. L'armée ennemie, forte de 240,000 combattants, comptant sur la supériorité du nombre, avait divisé ses forces en deux masses principales qui devaient attaquer séparément, l'une par la droite et l'autre par la gauche. Son but était de tourner les deux ailes de notre armée qui ne comptait pas 80,000 combattants, et, en se réunissant sur les hauteurs derrière Sedan, de l'envelopper. Les Wurtembergeois, placés en réserve dans la plaine, près de Donchéry, empêchaient toute communication avec Mézières; les contreforts de la rive gauche de la Meuse étaient garnis d'une nombreuse artillerie qui flanquait les attaques de la rive droite.

Pour échapper à un investissement, comme pour opérer une retraite, il fallait occuper en force les hauteurs d'Illy et de Givonnes, abandonner Sedan, faire volte-face et se retirer sur la Belgique ou tenter une trouée dans la direction de Carignan. En se plaçant avec une nombreuse artillerie sur les hauteurs qui viennent d'être indiquées, on pouvait espérer contenir l'ennemi et protéger efficacement la retraite. Malheureusement, les deux chefs qui se succédèrent dans le commandement de l'armée, après la blessure du maréchal Mac-Mahon, se proposaient chacun un but différent, de sorte que le

plateau d'Illy, point le plus important de la position, ne fut que faiblement occupé. Dans la nuit du 31 août au 1er septembre, le général Ducrot, comprenant l'importance de l'occupation d'Illy, dirigeait sur cette position, où il avait déjà envoyé le général de Margueritte, le 1er corps pour l'y faire camper, lorsqu'un ordre du maréchal lui prescrivit de se rabattre sur Sedan et de s'établir pour la nuit à l'est de cette ville, ce qui fut aussitôt exécuté.

Par tous les faits déjà cités et par ceux qui vont suivre, il ressort que la plus grande part de nos désastres doit être attribuée au défaut d'unité dans le commandement. Le plan de la campagne de Sedan fut imposé par le ministre de la guerre ; le maréchal l'exécuta lentement et le modifia ; plusieurs dépêches témoignent que l'empereur n'avait point abdiqué son action sur l'armée, et que le 31 août, à dix heures du matin, il envoyait encore de Sedan au général Vinoy, l'ordre de concentrer ses troupes dans Mézières ; les chefs de corps avaient également leurs vues particulières, qui tantôt étaient acceptées et suivies, tantôt refusées ou paralysées. En attendant que l'histoire ait dit son dernier mot sur tous nos malheurs, il est donc juste de ne point en rejeter la responsabilité sur telle ou telle personne, mais sur tout notre système politique et militaire.

A quatre heures du matin, le 1er septembre, l'attaque commença vers l'est à Bazeilles, puis s'étendit à la Moncelle, à Givonnes, et, à l'ouest, sur les hauteurs de Floing. A la droite, le 12e corps se

maintenait à Bazeilles, aboutissant à la rivière et tenant la route de Carignan. A la gauche du général Lebrun, le 1er corps, commandé par le général Ducrot, occupait sur les hauteurs de la Moncelle, de Daigny et de Givonnes, avec le 6e corps, le centre de notre ordre de bataille, tenant la route de la Belgique sur Bouillon. A la droite du 1er corps, le général de Wimpffen occupait par une brigade le bois de la Garenne, et, avec le reste du 7e corps, le vieux camp, se reliant par sa gauche avec la droite du 7e corps en position, du bois de la Garenne au calvaire d'Illy, sur les hauteurs qui dominent Sedan et la Meuse au nord.

Pendant la nuit, tandis que nous restions à Sedan au lieu d'échapper à l'ennemi par Carignan, Bouillon ou Mézières, ce qui eut été plus honteux encore que la capitulation, il faut en convenir, les Allemands avaient fait une marche rapide qui devait nous étreindre dans un cercle de fer et de feu. L'armée du prince royal de Saxe, pour nous couper la route de Bouillon, s'était avancée de manière à former l'aile droite des armées allemandes réunies, ou prêtes à se réunir. La garde, le 12e et le 4e corps ennemis se portèrent en avant de Carignan, depuis Mairy, route de Mouzon à Sedan, jusqu'au delà de Villers-Cernay. L'armée du prince royal de Prusse continua sa marche en avant pour opérer contre notre front et notre flanc droit, de façon à nous resserrer entre la Meuse et la frontière belge. Le 1er corps bavarois s'établit à Remilly sur

la rive gauche de la Meuse ; le 2e était au-dessous, à Raucourt ; le 5e à Chehéry, route directe du Chesne à Sedan ; le 11e à Donchéry où il passa la rivière pour nous couper la retraite sur Mézières. Ne parlons pas du 6e corps, mais constatons en passant, que nous avions à lutter contre huit corps ennemis et plusieurs divisions détachées, c'est-à-dire contre des forces triples des nôtres.

Dès cinq heures du matin le maréchal Mac-Mahon se porta aux avant-postes près de Bazeilles, et fit prévenir l'empereur qui monta à cheval et visita une partie du champ de bataille. En chemin, Napoléon rencontra le maréchal qu'on ramenait à Sedan, — il était environ sept heures, — blessé d'un éclat d'obus au milieu de la fesse gauche. Ce malheur, arrivé au commencement de l'action, était d'un triste augure ; l'armée avait une confiance entière dans la bravoure, sinon dans la capacité du duc de Magenta ; sa blessure découragea bien des esprits. En se retirant du combat, le maréchal laissa le commandement de l'armée au brave général Ducrot, qui était au courant de ses intentions. Celui-ci ordonna de suite, sur toute la ligne, un mouvement pour nous porter avec ordre, mais sans perdre de temps, vers ce fameux plateau d'Illy, « véritable forteresse », selon l'expression du prince royal. Nous devancions alors les têtes de colonnes prussiennes, qui pouvaient être foudroyées en détail à mesure qu'elles auraient paru. Ce mouvement sauvait l'armée, disent les amis du général Ducrot ; ils ne sauvaient rien, ré-

pondent les partisans du général de Wimpffen; lesquels croire? Quoi qu'il en soit, le général de Wimpffen, divisionnaire le plus ancien, produisit une lettre du ministre de la guerre, et réclama le commandement en chef de l'armée que lui conférait le ministre. Cette substitution de chefs pendant la bataille amena les plus fâcheuses conséquences, car elle changea les dispositions antérieurement prises.

Le général Lebrun, luttait toujours avec avantage contre les Bavarois; les quatre régiments d'infanterie de marine faisaient des prodiges de valeur et décimèrent l'armée bavaroise. Vers les dix heures, le général Ducrot qui faisait son mouvement sur Illy vit l'armée du prince de Saxe et la garde royale se porter sur la Moncelle et Daigny; c'est alors que le général de Wimpffen prit le commandement de nos troupes et prescrivit au général Ducrot de reprendre ses positions. En ce moment la garde royale, prolongeant son mouvement tournant par le nord, sur Flaigneux, au delà d'Illy, donna la main à l'extrême gauche de l'armée du prince royal et nous coupa la route de Bouillon.

Vers une heure, le 7e corps, Félix Douay, écrasé par l'artillerie ennemie, dont les batteries foudroyaient les bois de la Garenne et sa position, fit prévenir le général de Wimpffen qu'il ne pouvait plus tenir s'il ne recevait pas de renfort. Le commandant en chef le fit soutenir, mais il s'aperçut bientôt qu'il n'y avait plus qu'une chance de salut,

c'était de profiter de ce que le 12e corps, à la droite, tenait toujours avec la plus héroïque énergie, pour se jeter de ce côté et s'ouvrir de vive force un passage sanglant sur Carignan. On affirme qu'avant de prendre ce parti, il pria le général Ducrot de tenter un effort suprême avec toute l'artillerie, la cavalerie et deux divisions du 1er corps pour reprendre Illy; mais il était trop tard. C'est dans cette tentative insensée que notre cavalerie fut détruite et que les chasseurs d'Afrique laissèrent presque tout leur effectif couché sur le champ de bataille. Dans cette fatale journée, comme à Reichshoffen, le général Ducrot a été splendide de dévouement et de bravoure.

Jusqu'à deux heures nos troupes soutinrent avec vigueur une lutte inégale, mais la jonction de l'armée du prince de Saxe avec celle du prince royal s'étant opérée sur le plateau d'Illy, l'armée française se trouvait entièrement cernée. Dès lors la bataille était perdue et notre armée prisonnière. La route de Mézières d'où elle tirait ses vivres et ses munitions, et celle de Bouillon étaient aux mains de l'ennemi. Restait deux partis à prendre : se rapprocher de Sedan, point central, en butte au feu de cinq cents canons placés autour de la ville ou tenter la trouée, déjà mentionnée, pour retourner à Carignan. Nos troupes trop fatiguées par trois jours de combats et de privations, devaient, en dépit de leurs chefs, prendre le premier parti. Rien ne pût arrêter leur retraite sur Sedan. Néanmoins,

le général de Wimpffen, espérant toujours, grâce au succès constant du 12e corps, pouvoir se replier sur Carignan, écrivit la lettre suivante à l'empereur :

« Sire,

« Je donne l'ordre au général Lebrun de tenter une trouée dans la direction de Carignan, et je le fais suivre par toutes les troupes disponibles. Je prescris au général Ducrot d'appuyer ce mouvement et au général Douay de couvrir la retraite. Que Votre Majesté vienne se mettre au milieu de ses troupes ; elles tiendront à honneur de lui ouvrir un passage. »

Le commandant en chef attendit de minute en minute l'arrivée de l'empereur, car il ne doutait pas qu'un homme qui avait plusieurs fois donné des preuves de son courage personnel et qui, dans cette même journée, avait visité Balan, les coteaux de la Moncelle et le fond de Givonnes, malgré la multitude de projectiles qui tombaient en ces endroits, ne fut fier de se frayer une route, l'épée à la main, à la tête de ses troupes ou de tomber glorieusement au milieu d'elles sur le champ de bataille. En attendant l'empereur, le général de Wimpffen dirigea sur le 12e corps, tout ce que le 1er et le 5e avaient

de disponible. Le 7e, chargé de défendre le plateau, fût forcé de céder devant des forces trop supérieures; au lieu de suivre le mouvement du 12e et du 1er corps, les soldats du 7e et du 5e en passant entre le vieux camp et les bois de la Garenne, vinrent se ranger sous le canon de la citadelle et de la place de Sedan dont les portes restèrent ouvertes.

Le roi Guillaume qui se trouvait à Donchéry ne nous voyant pas disposés à capituler, fit bombarder Sedan. En moins de vingt minutes le feu prit à plusieurs maisons. Bazeilles et Balan étaient également en flammes; ce spectacle affreux finit par l'émouvoir; alors il fit cesser le bombardement et nous envoya le lieutenant-colonel Bronsart de l'état-major, en qualité de parlementaire, avec le drapeau blanc pour nous offrir une capitulation. Celui-ci fut rencontré par un officier bavarois qui lui dit qu'un parlementaire français s'était présenté pour traiter; néanmoins, M. Bronsart continua son chemin et se rendit auprès de l'empereur.

En effet, Napoléon n'avait point accepté la proposition du général de Wimpffen, et avait envoyé le général Reille en parlementaire auprès du roi Guillaume. A quatre heures de l'après-midi un officier de l'empereur remit au commandant en chef de notre armée une lettre lui prescrivant de se rendre au quartier de M. de Moltke pour traiter de la capitulation. M. de Wimpffen, stupéfait, pleurant de rage, refusa de se conformer à l'injonction impériale, rentra dans Sedan, appela tous ceux qui

voulaient seconder ses efforts, rallia *deux mille* hommes de toutes armes, dont quelques gardes nationaux et des mobiles, se mit à la tête de cette poignée de braves et reprit le village de Balan; mais, n'étant point soutenu et voyant flotter le drapeau parlementaire que Napoléon avait fait arborer, il rentra dans Sedan et envoya sa démission à l'empereur qui la refusa par la lettre suivante :

« Général,

« Vous ne pouvez pas donner votre démission lorsqu'il s'agit encore de sauver l'armée par une honorable capitulation. Je n'accepte donc pas votre démission. Vous avez fait votre devoir toute la journée, faites-le encore, c'est un service que vous rendrez au pays. Le roi de Prusse a accepté l'armistice et j'attends ses propositions, etc. ».

La veille un convoi de 500,000 rations était arrivé de Mézières à la gare de Donchéry, personne n'ayant voulu le faire décharger, le chef de gare l'avait renvoyé à Mézières, après avoir vu cinq ou six obus tomber sur ce convoi et le mettre en danger. Sedan n'avait plus de vivres; quant aux munitions, il me fut affirmé qu'il y en avait encore pour trois jours, mais dans l'armée on croyait qu'elles

étaient épuisées. La ville était encombrée plus que jamais de voitures, de fourgons et de chevaux, parmi lesquels grouillaient, remuaient ou plutôt cherchaient à remuer des milliers de soldats. En apprenant ces détails, en voyant ce spectacle, le général de Wimpffen, cédant à de nouvelles sollicitations de l'empereur, se résigna à traiter de la capitulation.

L'empereur croyant que le roi de Prusse ne faisait pas la guerre à la France, mais à son souverain, comme l'affirmait la proclamation royale déjà citée, lui avait fait porter, par le général Reille, une lettre commençant ainsi : « N'ayant pu mourir à la tête de mes troupes je remets mon épée aux mains de Votre Majesté, etc. » Cette lettre fut écrite dans l'espoir que le vainqueur serait moins exigeant envers la France et l'armée, mais elle fut inutile. Le roi chargea M. de Moltke des négociations et pria M. de Bismark de rester auprès de lui pour le cas où des questions politiques seraient soulevées.

Le général de Wimpffen se rendit au quartier-général prussien afin d'y discuter les termes de la capitulation. Dans cette entrevue il tâcha d'obtenir le traitement le plus favorable, mais M. de Moltke lui répondit : « Votre armée ne compte pas en ce moment plus de 80,000 hommes, nous en avons 230,000 qui l'entourent complétement, notre artillerie est toute en position et peut foudroyer la place en deux heures; vos troupes ne peuvent sortir que par les portes, sans possibilité de se former en

avant ; vous n'avez de vivres que pour un jour et presque plus de munitions. Dans cette situation, la prolongation de la défense serait un massacre inutile, la responsabilité retombera sur ceux qui ne l'auront pas empêchée. »

Tout cela était malheureusement trop vrai ; aussi, sur trente-deux généraux assemblés à Sedan en conseil de guerre, trente déclarèrent que la prolongation de la défense était désormais impossible.

IX

Aspect du champ de bataille. — Femmes fusillées. — Incendies de Bazeilles. — Capitulation. — Une scène au cimetière. — Ruines et cadavres. — Retour à Mouzon.

Laissons un instant nos généraux discuter les nécessités de la capitulation et revenons aux victimes de la guerre.

Le 1er septembre, Mouzon fut à peu près transformé en un vaste lazaret ; à l'hôpital, à l'église et à l'école, nous avions installé près de sept cents blessés dans des lits, sur des matelas ou sur la paille ; au faubourg, à l'usine de M. Maret et dans les maisons particulières, nous en avions logés quatre ou cinq cents. Huit jours après il nous en restait encore plus de huit cents, dont vingt-cinq seulement étaient prussiens ; les autres, n'ayant que de légères blessures, s'étaient presque tous évadés en Belgique.

Beaucoup de ces blessés nous montrèrent une énergie vraiment extraordinaire. Le soir de la bataille de Mouzon, je vis un soldat monter gaillardement l'escalier, il tenait un bras en l'air et plaisantait même sur sa blessure, un obus lui avait emporté la main dont il ne lui restait que deux doigts suspendus par un lambeau de chair au moignon du bras. Un second avait les os du bras mis à jour depuis le poignet jusqu'à l'épaule ; il mourut sans se plaindre. Un des soldats du 7e de ligne ayant le bras traversé par une balle continuait son service comme s'il n'était pas blessé ; un chirurgien l'ayant obligé à se faire panser, le brave lignard quitta sa veste, releva la manche de sa chemise et dit au docteur, en lui montrant le trou de la balle : « Major, voilà le tabac ! » J'aurais pu passer le bras à travers la poitrine d'un quatrième auquel un éclat d'obus avait fait un formidable trou ; ce malheureux paraissait en voix de guérison au bout de trois semaines et ne se plaignait jamais. Je me rappelle un capitaine du 88e de ligne qui tomba fappé d'une balle au bras dans la soirée du 30 Son trompette, pour le mettre à l'abri de nouvelles atteintes, le conduisit dans un fossé, lui enleva la balle au moyen des ciseaux qu'il avait dans sa trousse, fit de la charpie avec un pan de sa chemise, la trempa dans l'urine, faute d'alcool, et lui banda le bras avec un mouchoir de poche ; bref, il le pansa si bien que son capitaine fut guéri en peu de jours. Je pourrais faire un livre seulement avec des traits semblables

de courage et d'industrie qui se passèrent sous nos yeux pendant ces trois jours de combats.

Ignorant si les autres ambulances de notre Société étaient arrivées à temps pour soigner les blessés de Beaumont et de Sedan, nous allâmes aux renseignements. A Beaumont se trouvait déjà la 4e, dont le chef était le docteur Pamard. La 5e, docteur Trélat, et la 6e, docteur Piotrowski, s'étaient répandues par sections à Autrecourt, Remilly, Douzy et Sedan. A Bazeilles, Balan et Sedan, il y avait des sections des grandes ambulances anglo-américaines et néerlandaises. La 8e parut un instant à Raucourt et repartit brusquement pour Paris, soi-disant pour se ravitailler. Les autres arrivèrent trop tard et ne firent rien ou presque rien : du reste, elles étaient inutiles, le personnel médical et religieux des ambulances mentionnées plus haut, suffisait amplement au service hospitalier des hommes blessés pendant la bataille.

Une escouade de notre ambulance, dont je faisais partie, se rendit à Sedan avant la capitulation. A peine avions nous quitté le faubourg de Mouzon que nous vîmes dans la plaine des cadavres qui n'étaient point encore enterrés et des chevaux tués, conservant après la mort les attitudes les plus diverses, mais surtout gonflés et les jambes en l'air. Des milliers de fourgons, voitures de train, charrettes de réquisition, cantines d'officiers, caissons d'artillerie, armes de toutes sortes, casques,

havresacs, bidons, lits de campement, gibernes et autres effets militaires, cassés, brisés, ouverts, gisaient dans tous les sens, éparpillés partout. Des milliers de lettres, registres, livrets et papiers d'administration couvraient, à droite, une grande partie de la plaine sur une étendue de deux kilomètres au moins.

Jamais je ne me serais douté qu'un simple corps d'armée put posséder une si prodigieuse masse de papiers ; aussi, n'est-il pas étonnant que notre armée soit si mal administrée, si mal pourvue du nécessaire. La comptabilité a fait de l'administration une vraie boîte à l'encre, dans laquelle les chefs honnêtes ne peuvent rien y voir, et les chefs aux doigts crochus n'y laissent rien voir. Moins de paperasse et plus d'ordre vaudrait mieux. Il serait bientôt temps qu'on soulageât la France de ses embarras administratifs et des bureaucrates qui font de notre pays un chaos dispendieux, inaccessible au progrès économique. Dans ce chaos végète une multitude d'individus peu polis, importants, qui nous coûtent des centaines de millions, et seraient mieux dans nos champs, à cultiver la terre, dans nos villes à développer le commerce et l'industrie ou dans nos armées à défendre la patrie, qu'à s'hébêter sur un fauteuil de cuir en face de cartons poudreux.

Les Allemands avaient déjà vidé les poches des cadavres, pris leurs chaussures et pillé les fourgons, cantines, havresacs et caisses restés sur le

champ de bataille. Je ne me rappelle pas avoir vu, même parmi les officiers prussiens, un seul cadavre dont les bottes n'eussent point été enlevées par les vainqueurs. Près du moulin d'Autrecourt, on voyait des tas de lettres, de faux-cols, de manchettes en papier, des registres, des boîtes de conserves, des cartes de visite et des bouteilles de Bordeaux; cela me fit supposer que messieurs des finances et des postes avaient campé dans cet endroit et que l'ennemi ne leur avait pas donné le temps de déménager avec armes et bagages. Les lettres avaient été toutes ouvertes par les Allemands pour en retirer les valeurs qu'elles pouvaient contenir.

Au petit Remilly, nous demandâmes à des paysans la route de Bazeilles, et des renseignements sur la bataille. Ces hommes, paralysés par la peur, nous parurent plutôt hostiles que bienveillants et d'une stupidité phénoménale ; ils nous répondirent qu'ils ne savaient rien. Compter sur ces gens pour défendre le pays, est folie ; ils pleurent quand l'ennemi leur prend une vache, une botte de paille ou de foin, les font payer cher aux Français qui les demandent, mais prendre un fusil pour défendre leur famille, leur foyer ou se venger des pillards qui les ruinent et les maltraitent, c'est pour eux un héroïsme qu'ils ne comprennent pas. Aujourd'hui, le paysan n'est plus un sot, un roué, c'est un poltron égoïste qui ne pense qu'à lui, et ne songe qu'à son bien-être.

Après avoir laissé Remilly à gauche, nous passâ-

mes la Meuse sur un pont de bateaux jeté sur la rivière par les Bavarois, et nous entrâmes immédiatement dans la plaine qui s'élève vers la Moncelle et que traverse le chemin de fer de Carignan à Donchéry. La gare de Bazeilles était à peu près au milieu de cette plaine dans laquelle campait l'armée bavaroise. Au nord, sur la hauteur, on voyait le château de Montvillers transformé en lazaret. A gauche, les parcs de deux autres châteaux également convertis en lazaret, nous cachaient Bazeilles ; à droite, des rideaux d'arbres nous indiquaient les routes de Douzy, Carignan et Mouzon. Des chevaux tués et des débris de la bataille jonchaient le sol partout. Bazeilles, on le sait, était une commune renfermant plus de deux mille métiers de drap, des fouleries considérables et des forges qui la rendaient très-florissante. On y remarque aussi le château, dit de Turenne, où ce grand capitaine fut allaité ; une rangée d'arbres plantés par lui subsiste encore.

Au moment où nous entrions dans ces champs piétinés par trois cent mille hommes, nous vîmes avancer lentement vers la Meuse, dix minutes avant d'arriver au centre du campement bavarois, une file de prisonniers, en tête desquels marchaient douze habitants de Bazeilles et une femme qu'on allait fusiller. A midi, les Allemands fusillèrent un autre groupe dans lequel on comptait six femmes ; dans la commune, au coin d'une rue, se trouvait un troisième groupe de cinq femmes attachées par les

mains et fusillées. Si nous n'avions pas vu ces faits, nous ne les aurions par crus, car nous n'étions point encore habitués aux monstruosités sauvages commises par les Allemands pendant cette guerre qui les couvrira à tout jamais d'une tache infâmante. Le prétexte invoqué par ces barbares pour justifier ces actes inqualifiables, c'est que les habitants de Bazeilles se sont défendus en faisant cause commune avec notre armée ; c'est aussi ce prétexte qu'ils ont invoqué pour incendier froidement avec des torches, le 1er et le 2 septembre, les maisons, les usines, la mairie, en un mot toute la ville.

Les renseignements que je pris ce jour même et les jours suivants, étant en contradiction les uns avec les autres, je n'ai pu contrôler l'exactitude de ce fait que les Bavarois m'ont affirmé. Des paysans m'ont dit que Bazeilles avait été brûlé parce qu'il fut pris et repris trois fois par l'infanterie de marine, qui finit par s'y installer; on m'a même montré une maison dans laquelle une compagnie de cette arme avait tenu tête pendant trois heures à toute une brigade ennemie et qui ne s'était rendue qu'à l'approche d'une batterie amenée pour démolir la maison ; trois rues qui aboutissaient à cette maison étaient recouvertes de cadavres bavarois. D'autres m'ont assuré que la garde nationale de la ville s'était battue sans son uniforme ; d'autres enfin m'ont dit que plusieurs habitants avaient secondé l'infanterie de marine, dont la conduite, à Bazeilles, a été des plus héroïques.

Je ne mentionnerai pas les insinuations de quelques journaux étrangers qui ont déclaré qu'à Bazeilles nos soldats avaient tiré sur des blessés prussiens et en avaient jeté d'autres au feu. L'assassinat volontaire des blessés ennemis est une calomnie gratuite inspirée par la haine qu'on nous portait alors. Si les journalistes qui se sont fait les inventeurs ou les échos complaisants de ces bruits, avaient assisté à quelques grandes batailles, surtout depuis l'invention des armes à tir rapide, ils se seraient vite convaincus que de pareils faits sont à peu près impossibles. Indépendamment du respect général qui protége tout homme tombé sur le champ d'honneur, les belligérants ne s'amusent pas à viser les hommes inoffensifs couchés à terre ; les projectiles qui pleuvent comme grêle, la mort qui frappe partout, la fumée de la poudre qui cache une partie des combattants obligent les hommes restés debout à n'avoir qu'une pensée, qu'une préoccupation, c'est de brûler le plus de cartouches possible contre l'ennemi qu'ils ont devant eux. De part et d'autre, les blessés sont toujours secourus, aussitôt que faire se peut, sans distinction de nationalité, par ceux qui restent maîtres du terrain.

Si des blessés ont péri dans les flammes, il faut d'abord s'en prendre à ceux qui ont allumé le feu ; ensuite, aux incidents d'une longue lutte à outrance, livrée dans une ville plus ou moins désertée, de sorte que lorsqu'un blessé tombait, personne ne se trouvait là pour le sauver. J'ai ouï dire

que des sections de la 2e et de la 6e ambulances avaient arraché des flammes, le 2 septembre, plusieurs blessés abandonnés dans les maisons, c'est probable ; néanmoins, dans cette même journée, j'ai fouillé, avec Lançon, toutes les maisons en feu ou sur le point d'être brûlées par les Bavarois, et dans lesquelles on nous disait qu'il y avait des blessés, mais nous n'en avons pas trouvé un seul. Les sept à huit cents Allemands ou Français que nous avons vus, étendus dans les rues, avaient été brûlés par les flammes qui sortaient des maisons ou par les débris enflammés qui leur tombaient dessus. Sans doute, tous ces malheureux n'avaient pas été tués sur le coup ; sans la barbarie des Allemands, on aurait sauvé ceux qui, n'étant que blessés, ne pouvaient pourtant pas marcher et ont été brûlés sur place ; mais ce n'est point aux Français, je suppose, qu'il faille faire retomber la responsabilité de la mort de tous ces malheureux.

Quoi qu'il en soit des causes qui ont amené l'incendie de Bazeilles, je ne sais sur quel droit l'ennemi se fondait pour assassiner des hommes et des femmes qui défendaient leur vie, leurs enfants et leur foyer. La défense nationale est un devoir imposé à tous les citoyens, dans tous les pays civilisés, et reconnu par la Prusse elle-même. Le décret promulgué à Breslau, le 21 avril 1813, par le roi Frédéric-Guillaume, à propos de l'organisation du *Landsturm*, donne à ce devoir une étendue que nous ne lui avons jamais donnée en France. On me

permettra de citer ici quelques uns des articles de ce décret pour montrer comment le roi de Prusse a respecté les lois de la guerre, quand il s'agissait du triomphe de ses armes et de son ambition révoltante.

« Article 1er. — Chaque citoyen est tenu de repousser l'ennemi avec les armes dont il peut disposer, quelles qu'elles soient; de s'opposer à ses ordres et à leur exécution, de quelque nature qu'ils soient, de braver ses défenses et de nuire à ses projets par tous les moyens possibles.

« Art. 2. — En cas d'invasion, le landsturm est tenu ou de combattre l'ennemi en bataille, ou d'inquiéter ses derrières et de couper ses communications.

« Art. 4. — Le landsturm est levé partout où l'ennemi essaiera de pénétrer sur le territoire allemand.

« Art. 5. — Chaque citoyen qui n'est pas en face de l'ennemi ou n'appartient pas à la landwehr, doit se considérer comme faisant partie du landsturm quand l'occasion s'en présente.

« Art. 6. — En cas de convocation du landsturm, le combat est une nécessité, une défense légitime qui autorise et sanctionne tous les moyens. Les plus décisifs sont les meilleurs, car ce sont ceux qui servent de la façon la plus efficace, une cause juste et sacrée.

« Art. 7. — Le landsturm a donc pour destination spéciale de couper à l'ennemi ses chemins ou sa retraite, d'intercepter ses munitions, ses approvisionnements, ses courriers, ses recrues ; d'enlever ses ambulances ; d'exécuter des coups de main pendant la nuit, en un mot de l'inquiéter, le fatiguer, le harceler sans relâche, de l'anéantir par troupes ou en détail, de quelque façon que ce soit. »

Si le gouvernement de la défense nationale avait eu quelque intelligence, il aurait fait afficher dans toutes nos communes et tous nos hameaux le décret prussien en français et en allemand ; nos paysans auraient su de la sorte les services qu'ils pouvaient rendre à la patrie, et le roi de Prusse aurait eu, peut-être, quelques difficultés à violer chez nous les lois promulguées par sa famille et dans son pays. Si j'étais du gouvernement français, je défendrais la reconstruction de Bazeilles ; je ferais entourer ses ruines d'une grille funéraire et je lèguerais à la postérité ce trophée du vandalisme allemand, comme un flétrissant témoignage de l'infamie du roi Guillaume et de ses valets iniques.

Arrivés devant la gare de Bazeilles, nous allions nous disséminer sur le champ de bataille, pour voir si nos blessés étaient relevés et soignés, lorsque le comte Hugo de Graf, officier bavarois, vint me prier de me rendre auprès du général en chef qui me dit en me voyant : — M. l'aumônier, sur le

champ de bataille il n'y a plus ni d'amis ni d'ennemis, il n'y a que des morts et des blessés ; je vous serai reconnaissant si vous vouliez enterrer nos officiers catholiques.

J'acceptai cette invitation à laquelle je ne pouvais décemment me soustraire. Alors, laissant mes compagnons continuer leurs recherches, je restai seul auprès de l'état-major bavarois avec Lançon qui désirait prendre quelques croquis pour l'*Illustration*. En attendant l'arrivée du convoi, je préparai de l'eau bénite dans une gamelle, et Lançon coupa une branche d'aubépine pour servir de goupillon. Plusieurs convois d'officiers tués la veille passèrent devant nous ; ils étaient précédés de la musique militaire qui jouait la marche funèbre de Beethoven ; ils traversaient des allées de fusils en faisceaux, des groupes de soldats qui abattaient des bœufs pour la soupe, et des rangées de cuisiniers qui juraient ou criaient en alignant les gamelles. Des files de prisonniers passaient de temps en temps au milieu de cette fourmilière humaine ! Quel tableau !

Quelques officiers, le cœur gros, les yeux rouges et mouillés de larmes, se lamentaient auprès de moi, au sujet de cette guerre qui leur avait déjà coûté la vie de nombreux amis et de parents. L'un me disait que l'armée allemande avait perdu 20,000 hommes de plus que la nôtre ; un second ajoutait qu'il avait perdu 2,500 hommes de son régiment; un troisième m'avouait que la moitié de son

régiment était restée sur le terrain. Alors, je me demandai combien il faudrait de victoires semblables à celle-ci pour anéantir l'armée prussienne? Tandis que nous causions ainsi, un courrier arrivait à franc-étrier et remit au général en chef un pli cacheté. Une minute s'écoula dans le plus profond silence, puis, après avoir lu la dépêche, le général dit à voix haute :

— « Messieurs, l'empereur Napoléon vient de se constituer prisonnier, et l'armée française a capitulé ! »

En effet, voici ce qui s'était passé daus la matinée. Après le conseil de guerre qui avait émis l'opinion qu'on ne pouvait plus prolonger la défense, le général de Wimpffen se rendit auprès de M. de Moltke pour traiter des articles de la capitulation. L'empereur, averti la veille par M. de Bismark que le roi de Prusse lui offrait un rendez-vous pour le lendemain, partit de Sedan vers six heures du matin, et fit prévenir M. de Bismark de son arrivée, en lui demandant quel était le lieu désigné pour l'entrevue, puis il attendit le chancelier dans une petite maison sur la route de Donchéry. Dans la conversation qui eut lieu entre ces deux personnages, l'empereur déclara qu'ayant donné tous les pouvoirs à la régente, il ne pouvait point traiter des conditions de la paix, qu'il se bornait à remettre sa personne entre les mains du roi, en faisant appel à sa générosité pour la France et son armée.

. . . .

Le roi n'ayant pas encore reçu des nouvelles des négociations relatives à la capitulation, se fit conduire vers huit heures sur le champ de bataille ; il y rencontra M. de Moltke, qui venait lui demander son consentement au projet de capitulation, et l'informer, en même temps, que l'empereur se trouvait à Donchéry. Le roi se rendit ensuite au château de Bellevue, situé dans le voisinage qu'il désigna pour son entrevue avec Napoléon. Dans cette sorte de conférence, l'empereur se convainquit que Guillaume serait sans pitié pour notre armée... La capitulation fut signée le matin au château de Frénois ; elle remettait entre les mains de la Prusse, 83,000 hommes prisonniers de guerre, 400 pièces de canons y compris les mitrailleuses, 184 pièces de rempart et un immense matériel. Quant aux drapeaux, mon brave ami le capitaine Pierron, ancien chef du secrétariat de l'empereur Maximilien, les avait réunis et brûlés pendant la nuit.

En entendant cette terrible nouvelle, annoncée par la bouche même du général bavarois, je courbai la tête et mon cœur se serra à m'étouffer; si je n'avais pas été dans le camp ennemi, j'aurais pleuré de honte et de rage, mais je ne voulus pas laisser voir la poignante douleur qui me torturait. Dans mon naïf orgueil, je m'imaginais que les Allemands jouiraient de mon désespoir. Cette nouvelle se répandit aussitôt dans tout le camp avec la rapidité de la foudre ; cent mille voix crièrent : — Hurrah ! La musique des régiments joua l'air na-

tional bavarois, qui me parut être à peu-près le même que le *God save the queen* des Anglais. Néanmoins, quelque chose me frappa singulièrement dans ces cris et ces manifestations d'allégresse ; ce n'était point leur victoire que les Allemands célébraient ainsi, c'était la paix qu'ils croyaient faite du même coup.

— « Enfin, me dirent les officiers dont j'allais enterrer les parents et les amis, la paix va être signée, il y a trois jours d'armistice ; c'est bien temps, car nous avons déjà perdu la moitié de l'effectif de sept corps d'armée. »

— « Hélas ! leur répondis-je, vous vous faites illusion; je crois que la république sera bientôt proclamée et que la guerre, devenant nationale, ne fait que de commencer. »

A tous ceux qui, dans cette journée, me manifestèrent les mêmes espérances, et ils furent nombreux, je leur fis la même réponse, et je n'oublierai jamais la stupeur dans laquelle les plongeait ma triste prophétie. Je ne pensais pourtant pas que les évènements me donneraient si vite raison. Le 4 septembre les Prussiens apprirent la révolution de Paris et reçurent l'ordre de marcher immédiatement sur la capitale. Cette révolution devait coûter cinq millards de plus à la France, l'Alsace, la Lorraine et une occupation..... indéterminée ! ! !

La République est sans doute une belle institution, mais elle nous a toujours coùté et nous coûtera toujours bien cher !

Enfin, le bataillon, musique en tête, qui devait accompagner au cimetière l'état-major et le cortége, étant arrivé, nous nous dirigeâmes lentement vers le « village de la mort, » comme disent les indiens dans leur langage imagé. Au reste, jamais pareil nom ne fut aussi bien approprié. Toutes les rues de Bazeilles étaient en feu; les flammes nous grillaient le visage à mesure que nous avançions; la fumée nous aveuglait; nous marchions à travers les ruines fùmantes, à travers les maisons qui s'écroulaient, à travers des masses de cadavres isolés ou par groupes mutilés par le fer, noircis par le feu, rougis par le sang et gonflés d'une manière hideuse. A ce spectacle déjà si poignant, se joignaient les mélodies lugubres de la marche funèbre jouée par la musique de la garde royale bavaroise. Au loin, les hurrahs de l'armée prussienne retentissaient comme les mugissements de la mer par un jour de tempête. Il était dix heures. Le roi de Prusse arrivait en vue de Sedan jouir de son triomphe; Fritz le suivait; les airs nationaux et les cris de joie devinrent plus bruyants, on les entendait aux quatre coins du champ de bataille !

Singulier contraste ! Près de moi, le deuil et la douleur; là bas, des cris d'allégresse !

Quatre hommes du corps des fossoyeurs creusèrent une large fosse, mais peu profonde. Tandis qu'ils creusaient ce lit de mort et que le bataillon d'escorte foulait aux pieds les tombes du cimetière et les croix brisées par le canon; tandis que les

cadavres sanglants, à moitié dépouillés, étaient amenés, entassés, pressés dans ce trou, les uns contre les autres et la face tournée du côté de la patrie; tandis qu'au cimetière tous les yeux se mouillent, la joie frénétique de l'ennemi retentit toujours au loin, elle se mêle au bruit sinistre de l'incendie, à la chute des toits, des murs et des planchers, au pétillement des feuilles des arbres, des buissons de roses et des fleurs que les flammes étreignent. Le soleil brillait sur cette nature brillante et parée, sur cette ville en feu, sur cette ville en cendres; on aurait dit qu'il voulait éclairer un châtiment public, flétrir ce colossal cercueil où reposait moins l'honneur du drapeau français enseveli dans la capitulation de Sedan, que l'ignorance sceptique et la vanité d'un peuple que Dieu veut ressusciter à l'amour de la patrie, à la foi de ses pères. Un ciel d'été donnait à cette scène lugubre, le caractère *folâtre* du rictus d'un squelette qui montre ses dents.

Chaque fois que les fossoyeurs amenaient un cadavre dans la tombe, la musique jouait trois ou quatre mesures d'une marche assez vive, sinon gaie. Serait-ce un enseignement? Cette coutume voudrait-elle rappeler aux survivants que le soldat doit marcher gaiement à la mort? Je ne sais; mais ce que je sais, c'est qu'il était temps que tout cela finisse, car les émotions diverses par lesquelles j'étais passé depuis le matin m'avaient brisé. Ces hommes tués, ces maisons enflammées, ces croix

renversées, ces arbres dénudés, ces fleurs calcinées, ce gazon piétiné, tout ce que je voyais, tout ce que j'entendais mettaient mon cœur, mon âme et tout mon être dans un état indescriptible d'affaissement moral et physique.

En sortant du cimetière, Lançon et moi nous nous dirigeâmes vers Balan, faubourg de Sedan; puis, laissant à gauche ce faubourg dont plusieurs maisons furent également incendiées, nous quittâmes ces lieux encombrés d'hommes et de chevaux tués, de caissons, de casques, de sacs et d'armes brisées, pour visiter la Moncelle et le reste du champ de bataille. Sur le plateau qui sépare Balan de la Moncelle, je me mis à ramasser des lettres de nos pauvres troupiers, afin de donner à mon compagnon le temps de dessiner une longue ligne de soldats français tués à égale distance les uns des autres. Des Bavarois, en train de dévaliser les sacs et les morts, vinrent me témoigner une profonde horreur de la guerre : « Napoléon et Bismark, me disaient-ils, devraient être mis dans un sac et le sac jeté au Rhin. » De tous côtés j'entendais siffler des balles de chassepots restés sur le terrain et déchargés par mégarde ou volontairement par les Prussiens qui les ramassaient ou en étudiaient le mécanisme.

Les blessés ennemis et français avaient été déjà tous relevés et transportés dans les nombreuses ambulances installées depuis Bazeilles jusqu'à la Chapelle au-delà de Givonnes. Dans une petite mai-

son de la Moncelle, nous trouvâmes sept ou huit zouaves qui n'avaient pas encore été pansés. A la Platinerie nous vîmes une centaine de blessés couchés en plein air sur de la paille; le médecin allemand qui les soignait me pria de faire enlever les nôtres le plus tôt possible, à cause de la multitude de Bavarois et de Saxons qu'il avait à panser. Presque tous ces malheureux furent mis à l'abri dans la journée du 2 et celle du 3.

Quand nous eûmes terminé notre visite, vers deux heures de l'après-midi, le roi de Prusse commençait la revue de ses troupes. N'ayant aucune envie de le rencontrer, nous nous mîmes en quête de notre omnibus qui nous avait amené le matin, mais il nous fut impossible de le retrouver par la raison fort simple qu'il était reparti pour Mouzon. Nous cherchions en même temps un morceau de pain pour déjeuner, car nous étions à jeun depuis la veille, et de plus nous avions les jambes très-fatiguées par sept heures de marche. Apercevant à l'entrée d'une petite rue de Bazeilles, quatre ou cinq chaumières qui n'étaient point encore brûlées, nous nous décidâmes à rentrer dans ces ruines fûmantes dont l'aspect nous avait tant attristés; Lançon m'y poussait fortement, afin de prendre quelques nouveaux croquis; je me laissai conduire.

Avant d'arriver à ces chaumières, nous aperçûmes un paysan étendu à l'entrée de la rue, noyé dans une mare du sang, le crâne brisé, la poitrine perforée et tenant des poires dans la main! Plus

loin, des chèvres allaient de maison en maison, entraient de porte en porte, cherchant leurs maîtresses, cherchant les mains qui leur donnaient autrefois du sel, et se sauvaient, effrayées, quand les toits enflammés s'effondraient auprès d'elles. A droite, dans la première de ces chaumières, une douzaine d'Allemands pillaient le reste des hardes que les premiers pillards avaient dédaigné. Trois femmes à moitié mortes de frayeur et de faim, n'ayant plus la force de pleurer, balançaient machinalement dans leurs bras des enfants exténués. Je leur demandai de nous vendre un morceau de pain.

« — Hélas ! monsieur, me répondirent-elles toutes à la fois, voilà trois jours que nous et nos enfants nous n'avons rien mangé, et nous n'avons bu que de l'urine.

Et les Allemands leur demandaient du vin !

— « Du vin, leur dis-je, vendez-moi les deux bouteilles que vous avez, je vous les achète à n'importe quel prix. Misérables, vous vous dites chrétiens, et vous n'avez pas honte de voler ces pauvres femmes qui n'ont rien mangé depuis trois jours ? Au lieu de piller les guenilles qui leur restent, ne devriez-vous pas leur donner du pain pour elles et leurs enfants ? »

Ces hommes se laissèrent toucher par cette grande souffrance ; ils me vendirent les deux bouteilles de vin qu'ils avaient prises je ne sais où, et, tirant de leurs poches des débris de biscuit, ils les

donnèrent à ces infortunées qui les firent aussitôt tremper dans de l'eau pour que leurs enfants puissent les manger. Quand au vin, elles n'en voulurent pas : « Nous sommes trop faibles pour boire déjà du vin, me dirent-elles, mais vous ferez bien plaisir à nos voisins d'en face, si vous voulez leur en donner. »

Nous allâmes alors en face, dans la première cabane à gauche ; cinq femmes, dont une très-âgée, malade et couchée, deux vieillards et quatre enfants y étaient entassés. En échange de notre vin, ils nous donnèrent un morceau de pain ; ils nous apprirent que les Allemands avaient fusillé dix femmes et beaucoup d'habitants de la commune, qu'en outre, six enfants, plusieurs femmes et grand nombre de bourgeois et d'ouvriers paisibles avaient été tués par eux pendant la bataille, les autres s'étaient enfuis dans les champs et jusqu'aux bois de Florenville où des femmes moururent en accouchant d'enfant morts.

Pour consoler ces braves gens, je leur dis qu'on leur donnerait une indemnité de guerre qui les dédommagerait de leurs pertes. Aussitôt, un des deux vieillards sortit pour aller réclamer à l'ambulance prussienne son indemnité de guerre. Heureusement, il ne fut pas compris. Quand il revint m'annoncer cette démarche stupide, le dégoût me prit et je quittai cette cabane en faisant d'amères reflexions sur la bêtise et l'égoïsme de nos villageois.

Au bout de cette même rue, Lançon me fit aveu-

gler par la fumée, rôtir par le feu, pendant demi-heure, pour lui permettre de dessiner des pans de mur d'un effet saisissant, et le cadavre d'un soldat du 8e de ligne, dont le crâne était emporté, et dont une jambe, ainsi que la crosse de son fusil, avaient été réduites en cendre et brûlaient encore sous l'influence d'un vent violent. Dans une autre rue, près de la mairie, le sol était complément caché sous des masses de Bavarois à moitié calcinés.

Parmi les morts qui nous ont le plus impressionnés par leur physionomie, je dois citer un ecclésiastique fusillé la veille et tenant dans les mains son bréviaire ouvert à l'office des agonisants; un homme et une femme liés ensemble pareillement fusillés par les Allemands; un Bavarois cloué à terre par la baïonnette d'un de nos troupiers, et ce soldat, tué lui-même par une balle reçue au front, se tenant encore dans la position qu'il avait au moment où il transperçait le Bavarois; un trompette également frappé au front et tenant son clairon dont l'embouchure touchait ses lèvres, comme s'il allait sonner; un officier et un sergent tués l'un à côté de l'autre et se donnant la main... J'ai remarqué que les hommes tués, par des blessures faites au front, conservaient généralement, après la mort, la même expression de visage et la même attitude qu'ils avaient à l'instant où la vie leur était échappée. Ceux blessés, mortellement au ventre, étaient ordinairement défigurés par la souffrance et les contorsions.

Vers quatre heures, nous reprîmes la route de Remilly. Après avoir jeté un dernier regard sur les murs de l'église détruite par l'incendie, sur les monceaux d'hommes et de chevaux roussis, sur des tas d'objets plus ou moins brûlés, tels que vêtements, effets d'église et de ménage, parmi lesquels on voyait des chats et des chiens, nous retraversâmes la Meuse, et bientôt nous nous retrouvions dans une belle vallée silencieuse, fleurie, éclairée par les rayons du soleil à son déclin. Le grillon faisait entendre son *cri-cri* monotone; l'alouette s'élevait au-dessus des prés en chantant; des oiseaux voltigeaient de buisson en buisson en gazouillant leurs chants du soir; sur les collines on voyait paître des troupeaux de moutons; dans les prairies, vertes et pointillées de crocus, des vaches tondaient l'herbe ou ruminaient à l'ombre des saules. En quelques minutes, nous étions passés du théâtre de la guerre dans ce qu'elle a de plus horrible, au calme de la vie champêtre dans ce qu'elle a de plus doux au regard.

A Remilly, nous allâmes demander au curé de nous donner du pain pour déjeuner; le bon prêtre nous donna mieux. Dans les Ardennes, les ecclésiastiques paraissent heureux d'offrir l'hospitalité à quiconque la leur demande; j'avoue que jamais en France clergé ne m'a tant édifié par son abnégation, sa charité et ses vertus évangéliques, comme celui des Ardennes. Le curé de Remilly avait eu de forts mauvais moments à passer avec messieurs les Prussiens; d'abord, emprisonné sans

motif, il fut ensuite relâché sans raison ; sa maison, d'abord dévalisée, fut ensuite convertie en un lazaret prussien. Du reste, presque tous les curés des départements envahis, durent passer par des avanies à peu près semblables.

En quittant Remilly, je ne pouvais presque plus marcher ; de six heures du matin à cinq heures du du soir je ne m'étais assis que pendant mon déjeuner. Deux Saxons passaient sur une charette et suivaient la même route que nous.

— Mettons-les en réquisition, dis-je à Lançon.

Ma proposition étant acceptée à l'unanimité, j'arrêtai la charette et nous y montâmes dedans. Elle nous conduisit à quatre kilomètres de Mouzon, puis s'arrêta.

— Jamais, dis-je à mon compagnon, je ne ferai le reste du chemin à pied.

— Attendons un autre véhicule, me répondit-il.

Nous attendîmes, mais comme sœur Anne, nous ne voyons rien venir, rien qu'un cheval blanc qui s'approchait de nous. Ce cheval était monté par un de nos infirmiers qui le conduisait je ne sais où, car je ne lui donnai pas le temps de me le dire. Lançon m'ayant engagé à prendre le cheval, je montai dessus et continuai ma route. Près d'Autrecourt je passai devant une voiture contenant deux officiers prussiens et conduite par une haridelle affamée, surmenée, qui s'était étendue à terre et ne pouvait plus se relever. Les deux officiers me de-

mandèrent charitablement de leur donner mon cheval ; je leur répondis charitablement que ce serait pour un autre jour, et je galopai jusqu'à Mouzon, où j'arrivai à sept heures du soir.

X

Causes de la capitulation de Sedan. — Ignorance des officiers. — Indiscipline des soldats. — Armes à longue portée. — Armée allemande. — Le camp d'Iges. — Retour à Sedan. — Ambulances anglo-Américaines. — Brevilly.

Sedan fut évacué par ordre de l'ennemi dans la journée du 3. L'opération se faisait lentement, mais le commandant prussien ayant fait prévenir que si, à quatre heures, il restait encore un soldat français à l'intérieur de la ville, il ferait entrer un bataillon, baïonnette croisée, par une porte et sortir par l'autre, l'évacuation se fit plus promptement. Les prisonniers furent conduits dans la plaine d'Iges, sorte de presqu'île formée par la Meuse et située en face de Floing.

La capitulation de Sedan est un fait qui n'a pas d'analogue dans l'histoire ; aussi, je ne puis m'empêcher de reproduire, sans les mettre en ordre, les

notes que je crayonnais alors, à mesure que des incidents nouveaux confirmaient mes observations antérieures.

L'indiscipline des soldats, l'incapacité des chefs, l'ignorance des officiers et la mauvaise organisation de notre intendance, voilà les principales causes de cette capitulation. A l'appui de cette triste vérité, il suffira de citer quelques faits, qui seront plus éloquents par eux-mêmes, que les appréciations les plus autorisées.

Dans la journée du 1er septembre, on vit des soldats du 5e et du 7e corps se coucher sur les trottoirs, la voie publique et dire aux officiers qui voulaient les ramener au feu : « Vous nous commandez comme des ânes ; vous nous menez à la boucherie comme si nous étions des veaux ; nous ne voulons plus nous battre. » Dans une rue de Sedan, un zouave souffleta un colonel, sans qu'on osât mettre la main sur lui. En pleine place de Turenne, un colonel apostropha son général, en lui disant : « Vous êtes notre général, et c'est la première fois qu'on vous voit depuis trois jours ; où vous cachiez-vous donc pendant la bataille? »

Des officiers inférieurs insultaient leurs chefs dans les rues et leur disaient que de simples lieutenants auraient mieux commandé les troupes que leurs généraux. L'insubordination, le désordre et l'indiscipline atteignirent des proportions ignobles. Des soldats brisaient leurs armes et pillaient les

marchands de vin pour s'enivrer; quand ils quittèrent la ville pour aller au campement d'Iges, on en vit de complètement ivres qui serraient la main des Prussiens et les traitaient de frères. Jamais une armée n'avait porté si loin la dégradation dans la honte. Pourtant, à côté de ces scènes déplorables, on eut la consolation d'en voir d'autres qui prouvaient que l'honneur militaire n'était point perdu dans nos rangs. Ainsi, grand nombre d'officiers et de soldats pleuraient de rage en apprenant la capitulation, se sauvèrent en Belgique, au risque de leur vie, et revinrent en France reprendre du service. De simples troupiers se brûlèrent même la cervelle de désespoir.

Quant aux chefs, beaucoup étaient d'une ignorance phénoménale. A Bazeilles, dont les dernières maisons touchent celles de Balan, un général que je ne veux pas nommer demanda si Sedan était fortifié? Il ne le savait pas! A Mouzon, M. Dejean ou M. de Failly, je ne me souviens plus duquel, demanda l'orthographe du nom de cette commune et le chemin qu'il fallait prendre pour aller à Carignan? Pendant la bataille de Sedan, un général laissa sa brigade, pria un lancier qui se trouvait à Balan de lui garder ses chevaux, et s'en alla, dit-il, manger un morceau; ce morceau fut long à digérer, car trois heures après le général n'était pas encore revenu, et le lancier gardait toujours les chevaux, malgré la pluie de balles qui s'aplatissaient autour de lui. On sait que deux généraux furent tués dans

des cafés de Sedan où ils s'étaient réfugiés. Cela valait bien la peine de fuir le combat!

Sedan est une ville qui pouvait être un refuge du temps de Turenne, c'est-à-dire à l'époque où les canons portaient à quelques centaines de mètres, mais actuellement avec des canons qui démontent une batterie à plusieurs kilomètres, c'était une folie de diriger une armée dans cet entonnoir. Lors même que notre force numérique eut été plus considérable, du moment où nous avions laissé l'ennemi s'emparer des hauteurs qui dominent la ville, il fallait ou se rendre ou se faire massacrer en essayant une trouée impossible. Nos soldats fatigués par sept jours de marche dans la boue et par trois jours de combats, découragés par des revers sans cesse renouvelés et dûs autant à l'incapacité de leurs chefs qu'à leur infériorité numérique comme à l'infériorité de notre artillerie, nos soldats, dis-je, ne voulaient plus, ne pouvaient plus se battre. D'autre part, les généraux et les officiers supérieurs dont la bravoure était à toute épreuve et qui plaçaient l'honneur militaire avant le sacrifice de leur vie, n'espéraient pas pouvoir faire cette trouée avec des troupes aussi démoralisées. Puis, il ne suffit pas de se frayer un passage sanglant à travers les lignes ennemies, il faut encore avoir des vivres et des munitions pour se nourrir et se battre pendant la retraite.

Nos écrivassiers dont l'ignorance, soit dit en passant, est devenue proverbiale et qui ont une

bonne part dans nos malheurs par leurs maladresses, leurs bavardages ridicules et les rapports, faux ou vrais, avec lesquels ils ont constamment trompé, soulevé l'opinion publique et renseigné les Prussiens, parlent toujours des exploits de nos volontaires de 1792 et 1814, qu'ils mettent en opposition avec ceux de nos hommes de 1870-1871. Au point de vue moral et patriotique on peut certainement opposer des contrastes qui ne sont pas à notre avantage, mais ces contrastes existent surtout dans l'armement qui rend la situation de ces époques complétement distinctes. Autrefois, les paysans pouvaient avoir de mauvais fusils et se faire des armes avec des fourches, des broches et n'importe quoi ; mais aujourd'hui ces armes sont devenues des plus inoffensives, en présence des fusils qui portent à douze cents mètres, des canons qui portent à plus de six kilomètres et tirent plusieurs coups à la minute. Autrefois, le courage individuel faisait la principale force de la défense nationale; aujourd'hui, cette force réside dans la quantité des canons à tir rapide, et la science des officiers de tous grades.

Un exemple frappant de cette nouvelle situation faite à l'art de la guerre par les armes perfectionnées, se voit dans le changement du rôle dévolu à la cavalerie. Jadis la cavalerie pouvait charger un régiment d'infanterie, enlever une batterie ; de nos jours c'est tout à fait impossible; ainsi, lorsqu'à Sedan l'on a lancé nos cavaliers sur les batteries

allemandes, hommes et chevaux tombaient foudroyés avant d'avoir fait un kilomètre. La cavalerie n'a plus d'autre rôle que celui d'éclairer une armée, de maintenir les communications entre deux corps et de poursuivre les fuyards.

En résumé, la capitulation de Sedan est moins une tache honteuse faite à notre armée qu'une blessure mortelle faite à notre système militaire. Pour éviter à l'avenir un pareil scandale, il faudra d'abord recourir à des mesures disciplinaires rigoureuses, auxquelles les Allemands se soumettent sans murmurer, mais qui, chez nous, seront d'une application difficile. Ensuite, l'avancement dans le corps des officiers doit-être diamétralement opposé à la routine suivie jusqu'à ce jour. Tant que nos officiers feront leurs études avec un verre d'absinthe dans nos cafés, tant qu'ils occuperont leurs loisirs avec la *dame de pique*, leur instruction militaire laissera beaucoup à désirer. Ce n'est plus à l'ancienneté, ce n'est plus à la faveur qu'il faut accorder l'avancement, mais au mérite seul. L'avancement par ancienneté produit ce que les soldats appellent les « vieilles culottes de peau, » type de bravoure et d'ignorance, bravant le feu comme la bouteille, mais incapable de remplir une mission qui demande plus d'intelligence que de courage. L'avancement par faveur produit ces inutiles pommadés, vrais piliers de salons, faisant mauvaise mine en campagne, encombrant l'armée de leurs

bagages et se souciant plus de leurs aises que de l'honneur du pays.

Il faut espérer que l'Assemblée, dans sa loi future sur l'armée, profitera de la terrible expérience que nous venons de faire et qu'elle ne limitera pas ses réformes au remaniement de nos institutions militaires pour remédier simplement aux plus gros abus, mais qu'elle établira une organisation nouvelle qui remplacera notre vieux système radicalement défectueux. Il paraît également impossible qu'elle ne substitue pas le service obligatoire pour tous, à la conscription et ses tristes corollaires : le remplacement et l'exonération. Il en est de même de l'organisation par provinces, d'une importance capitale au point de vue de la rapidité de la formation, de l'équipement et de la concentration des corps d'armée. L'instruction morale et militaire des troupes, si négligée jusqu'à présent, même à Paris pendant le siége et en province dans les camps, le cantonnement dans les villes, si funeste aux soldats, par les habitudes d'ivrognerie et les vices qu'ils y contractent, le désœuvrement, la courte durée du service actif pour l'instruction du troupier et le maintien de l'ordre public sont autant de questions, aujourd'hui faciles à résoudre et sur lesquelles l'Assemblée ne doit se décider qu'après s'être éclairée par l'expérience faite pendant cette campagne.

Tandis que nos généraux plaisantaient sur les armes à tir rapide, les princes et les généraux prus-

siens faisaient, en silence et sans éclat, adopter ces armes dans leur armée, reconnaissant avec joie que les avantages dus à la bravoure individuelle disparaissaient en partie devant les avantages matériels des engins nouveaux. La terrible baïonnette du fantassin français devenait, ainsi que le sabre du cavalier, beaucoup moins à redouter, depuis que les armes à longue portée rendaient le combat à l'arme blanche excessivement rare. Il nous fallut les « merveilles » opérées à Sadowa par le fusil à aiguille pour nous décider à l'introduire dans notre armée. Cette innovation nous suffit, la routine nous empêcha d'en faire d'autres. Les Prussiens firent plus, leur artillerie fut perfectionnée, triplée, et leur cavalerie reçut une organisation nouvelle adoptée à la nouvelle manière de faire la guerre. Leur intendance fut également organisée pour un service de campagne et non pour un service de paix, habituée à tout prévoir, à tout ordonner, à nourrir partout et régulièrement ses hommes, elle a partout admirablement fonctionné. Je ne parle pas de l'instruction de leurs officiers, instruction poussée, dans l'art de la guerre, jusqu'à ses dernières limites; nous savons tous maintenant qu'un simple lieutenant prussien connaissait mieux notre pays que nos généraux, nos officiers d'état-major et même nos commandants en chef!

En Prusse, on a compris la révolution radicale opérée, dans la manière d'organiser les éléments de combats et la victoire, par les inventions nou-

velles. En France, on a maladroitement, vaniteusement repoussé toute étude sérieuse de ce genre. Les avertissements n'avaient pourtant pas manqué depuis 1863; livres, brochures, rapports, écrits par les hommes les plus compétents, ont été publiés sur ce sujet en très-grand nombre; mais, d'une part, nos maréchaux et nos généraux ne voulaient rien innover; d'autre part, l'opposition, soit par taquinerie et pour affaiblir le pouvoir, soit parce qu'elle savait l'emploi que le gouvernement faisait de l'argent des contribuables, cherchait toujours à diminuer le budget de la guerre et, par conséquent, à restreindre les dépenses. Tout a concouru à laisser notre armement comme notre système militaire dans un état de défectuosité déplorable.

Quant à l'indiscipline de nos troupes, déjà constatée, elle a plusieurs causes. En premier lieu nous devons l'attribuer à la propagande révolutionnaire qui voulait métamorphoser nos soldats en agents politiques. L'opposition, depuis trois ou quatre ans, avait prêché l'insubordination, l'indépendance des militaires contre ses chefs et principalement contre le pouvoir, elle fit dans ce sens une campagne si constante, habile, acharnée que nos troupes finirent par se laisser persuader, et que leur insubordination tourna contre la patrie au moment suprême du combat. MM. Jules Favre, Picard, Simon, Pelletan, en un mot tous les hommes de septembre, ont été les agents les plus actifs de cette démoralisation de l'armée; à ces vilains personnages revient tout

l'honneur de cet odieux succès. En second lieu, nos guerres d'Afrique, d'Italie et du Mexique ont puissamment contribué à développer dans nos rangs l'esprit d'indiscipline par un certain laisser-aller dans la tenue extérieure que l'on tolérait aux régiments en marche. Cet abandon dans la tenue influait sur tout le reste. Manque de discipline, manque d'ensemble, défaut d'ordre, exagération du poids que porte le soldat, le cheval et le nombre de bagages des officiers, tels sont les principaux abus qui se sont successivement introduits dans nos armées et qu'il importe de remédier au plus tôt. L'exagération du poids a conduit nos troupes à la funeste habitude de mettre sac à terre toutes les fois qu'elles s'élançaient à la baïonnette sur l'ennemi ; indépendamment du désordre qu'elle entraine, on a vu que, dans une retraite, cette habitude occasionnait la perte de tous les effets de campement, sacs et bagages.

En outre, il faut bien l'avouer, l'armée réfléchit nécessairement et toujours l'état de la société dans laquelle elle a été formée. Lorsque les partis politiques ont introduit dans nos mœurs l'esprit de critique, le mépris de tout ce qui est respectable, la révolte contre tout principe d'autorité, lorsqu'on a fait de chaque individu, non pas un citoyen, mais un petit autocrate se moquant des droits et de la liberté d'autrui, des lois, de la patrie et de Dieu pour ne songer qu'à ses intérêts, son bien-être personnel ou

ses passions, on ne doit point s'étonner si cet esprit d'indépendance et d'égoïsme a fini par infecter l'armée et produire des résultats si détestables.

Comme contraste à cette situation, l'armée prussienne nous présentait un modèle d'ordre, de discipline et de science militaire. La surprendre était chose impossible. En marche, comme dans ses campements, elle avait toujours des hommes éparpillés autour d'elle en éclaireurs ou bien en sentinelles, sur une distance de plusieurs kilomètres. Pas un seul traînard, pas un seul ivrogne ne se voyait hors de ses rangs. Peu de régiments portent le sac, aucun n'a de tentes, de sorte que les hommes, légèrement équipés et peu chargés, font de longues étapes sans se fatiguer. En marche ils conservent toujours leur ordre de bataille de manière à éviter tout encombrement, toute confusion. Leurs mouvements se commandent au moyen de sifflets, afin de pouvoir s'approcher très-près de l'ennemi sans en être entendu.

Pour obvier autant que possible à leur manque de tentes, ils cantonnent chez l'habitant autant d'hommes qu'ils peuvent. J'ai vu des chaumières et des chambres fort petites dans lesquelles une vingtaine d'Allemands avaient été entassés. Le système du cantonnement a cela de juste, que le poids de la guerre étant réparti sur les masses, le soldat n'est pas seul à les supporter; en donnant logement ou nourriture l'habitant donne moins que que celui qui se bat et donne sa vie pour son pays,

c'est pourquoi il paraît équitable que celui qui ne court aucun danger contribue de sa bourse à soulager, dans une large mesure, les souffrances du soldat. Le cantonnement de l'ennemi dans nos villes et villages était notre ruine, car les Allemands ne se contentaient ni de leurs rations ni des vivres de réquisition que la commune leur fournissait, ils pillaient encore tout ce qu'ils trouvaient de la cave au grenier, et gaspillaient ou détruisaient ce dont ils ne profitaient pas et ce qu'ils ne pouvaient emporter. Ce système est barbare, il est vrai, mais il anéanti les forces vitales et les ressources des pays envahis, ce qui rend la conquête plus facile et la victoire définitive plus certaine.

Tandis qu'avec nos idées chevaleresques, nous dédaignions d'avoir recours aux espions pour être renseignés sur le mouvement de l'ennemi, les Prussiens n'avaient pas seulement organisé l'espionnage en une institution nationale, une sorte de ministère, ils exploitèrent encore les rancunes locales, les intérêts individuels et la terreur qu'inspiraient leurs procédés, pour enfanter et multiplier les espions jusque dans nos armées.

Afin de mieux conserver le secret sur les opérations de l'armée prussienne, M. de Bismark concentra dans ses mains toutes les nouvelles et toutes les dépêches du théâtre de la guerre ; il ne les communiquait à la presse que dans une certaine limite et sous une certaine forme. Les correspondants anglais, tolérés aux quartiers-généraux ne pouvaient

commettre d'indiscrétion, car ils ne connaissaient que les faits accomplis; aussi, leurs correspondances étaient-elles de vraies chroniques militaires, remplies de détails plus ou moins intéressants, mais très-inoffensifs. Chez nous, la presse s'est conduite de la manière la plus indigne, je ne dirai pas coupable, parce qu'elle n'était point assez intelligente pour avoir conscience du mal qu'elle nous faisait en révélant une multitude de petits détails qui lui paraissaient insignifiants, mais dont l'ennemi ne manquait jamais de profiter.

Quant aux indiscrétions provenant des militaires ou civils des districts envahis, elles étaient impossibles, car personne ne pouvait expédier une lettre cachetée pour une destination quelconque. Les lettres cachetées étaient déchirées, les lettres ouvertes étaient remises à un bureau spécial qui les lisait et en disposait sans contrôle; la seule voie au moyen de laquelle on faisait parvenir de ses nouvelles à sa famille ou a ses amis, c'était celle des *Feldpost-Correspondenzkarte*, c'est-à-dire « carte de correspondance de la poste de campagne. » Ces cartes longues et larges à peu près comme un feuillet d'un volume in-12, recevaient d'un côté l'adresse du destinataire et sur l'autre on écrivait ce qu'on voulait; il est bien entendu qu'on les déchirait au moindre mot suspect ou mal sonnant que les employés de la poste y découvraient.

Il est inutile d'ajouter que la connaissance parfaite qu'avaient les officiers prussiens de notre ter-

ritoire, entre pour beaucoup dans le succès de leurs armes. Je me suis aperçu maintes fois que non seulement ils connaissaient mieux notre pays que nos officiers d'état-major, mais encore l'étendue de nos bois, la profondeur des rivières, les accidents de terrain, les chemins non tracés sur nos meilleures cartes et même le nom et la direction d'une multitude de sentiers. Aussi, profitaient-ils de leurs connaissances topographiques pour marcher en toute sécurité, la carte et la boussole à la main, se dirigeant par les voies le plus directes pour tomber inopinément comme la foudre sur nos armées mal gardées ou pas gardées du tout. A l'appui de cette connaissance minutieuse de notre pays, par les Allemands, je citerai les deux traits suivants, pris entre mille. Au moment où je quittai Mouzon pour aller visiter nos prisonniers à Sedan, le prince royal de Saxe me dit : « Vous les trouverez au camp d'Iges, situé à deux kilomètres nord-ouest de Sedan et formé par un coude renflé de la Meuse, de l'autre côté du canal. » Le prince ne connaissait cette presqu'île que par sa carte. Quand je partis du camp Bavarois pour enterrer les officiers catholiques tués à Bazeilles, un officier de la garde Bavaroise prit sa boussole et conduisit le cortége au cimetière, sans y avoir jamais été.

Si les Allemands ont montré beaucoup de science, de sagesse et d'habileté dans leurs préparatifs de guerre, ils se sont pareillement montré odieux dans leurs moyens d'acquérir le triomphe. Ce n'est point

la gloire qu'ils ont cherché, c'est le succès. Longtemps je crus que le jeu de « la crosse en l'air » et celui du cri : « Ne tirez pas, nous sommes Français, » étaient une fiction de nos chroniqueurs et de nos soldats blessés dans ces ignobles guet-apens, appelés par les Prussiens : ruses de guerre, mais sur les bords de la Loire j'ai pu constater l'exactitude de ces faits. Le 7 décembre, à Beaugency, les mobiles de l'Isère, emportés par leur courage et ne voulant pas être écrasés de loin par les obus, arrivèrent au pas gymnastique sur les Prussiens. A cent mètres, ceux-ci levèrent la crosse en l'air, indiquant par là qu'ils se rendaient; le commandant d'un bataillon de ces mobiles fit aussitôt cesser le feu et s'avança pour faire prisonniers les soldats qui avaient mis la crosse en l'air; les Prussiens alors baissèrent leurs fusils, découvrirent une batterie de canons chargés à mitraille et massacrèrent à bout portant ce bataillon de mobiles.

Chez nous aucun soldat ne voudrait jamais mettre la crosse en l'air pour faire approcher sans défiance un ennemi plein d'humanité, pour ensuite l'assassiner à son aise à brûle-pourpoint. Jamais, non plus, un Français, abusant de la similitude de langage et de tenue, ne se croirait pas indigne d'être soldat, s'il se faisait passer pour ce qu'il n'est pas. Mais, encore une fois, les Allemands ne font pas la guerre par amour de la gloire, ils la font par intérêt, aussi, ne reculent-ils devant aucun moyen pour en assurer le succès; En France, on veut également le succès,

mais on le veut glorieux, honorable, sans tache au moins. Plus loin, je compléterai mes observations sur la manière dont les Prussiens ont fait la guerre chez nous ; maintenant je dois reprendre mon récit pour conserver autant que possible l'ordre chronologique des faits.

Désirant connaître le sort des officiers et soldats que je connaissais, ainsi que de mes quatre amis, je retournai le 5 septembre à Sedan avec une section des médecins de notre ambulance et M. Sée qui désiraient se ravitailler d'objets de pansement. Au lieu de passer par Remilly, nous prîmes la route directe qui passe par Mairy et Douzy. Avant d'arriver à ce premier village, nous traversâmes une colonne d'environ 3,000 prisonniers, provenant de ce qui restait du 22e de ligne, d'à peu près tout le 11e et le 46e, et de nombreux détachements de toutes armes. Leur contenance était ce qu'elle devait être, triste, mais digne. Leur escorte les faisait marcher très-vite ; du reste, ces malheureux n'étaient point surchargés de bagages ; ils n'avaient ni sacs, ni toiles de tente, ni couvertures ; peu d'entre eux portaient des bidons, des gamelles ou des marmites. A Douzy, nous passâmes auprès de plusieurs généraux qui se rendaient avec leurs aides-de-camp et sans escorte dans les villes d'Allemagne qu'on leur avait assignées pour y être internés.

Ce côté de la Meuse conservait, comme l'autre, les traces de la bataille. Bazeilles fumait toujours ; les murs de ses maisons avaient, en tombant, re-

couvert les rues de leurs débris et rendu la circulation presque impossible aux voitures. A Balan, tous les cadavres d'hommes et de chevaux n'étaient point encore enterrés. Un des premiers personnages que nous vîmes en arrivant, ce fut le maréchal Mac-Mahon, étendu dans une voiture, que l'on conduisait au château de Pouru-aux-Bois ; en le saluant, nous saluâmes en lui la personnification de la bravoure et de l'honneur militaire. Laissant ensuite nos médecins vaquer à leurs affaires, j'avisai sur la place de Turenne un officier de chasseurs d'Afrique et me rendis auprès de lui pour avoir des renseignements sur nos prisonniers ; le hasard me servit fort bien, car cet officier se trouvait être le colonel de Quélen. Après quelques minutes d'entretien, le colonel me conseilla d'aller demander au général Ducrot, alors au camp d'Iges, des nouvelles de mes amis. Je m'empressai de suivre ce conseil.

L'aspect de Sedan, depuis la ville jusqu'à la plaine de Donchéry, répondait parfaitement au drame gigantesque qui venait de se dérouler sur cette vaste scène. Ce que j'avais vu aux environs de Remilly, Bazeilles et Douzy, je le revis en cet endroit sur une plus grande échelle. Lorsque j'eus dépassé la porte de France, je pris à droite, en suivant la direction qui m'avait été donnée par le prince royal de Saxe, pour me rendre directement auprès du général Ducrot, qui demeurait à l'entrée du camp. En route, des officiers de tous grades m'accostaient et me glissaient furtivement dans la main des lettres

pour leurs familles ; le soir j'en avais une charge qui me rappelait celle des facteurs au jour de l'an. Un général qui portait des biscuits placés dans un sac, en travers de la selle de son cheval, me dit : « Depuis la capitulation de Sedan, nos officiers n'ont à peu près rien mangé. J'ai eu toutes les peines du monde à me procurer, pour eux et pour moi, ces quelques biscuits que je porte moi-même, sans vergogne, comme vous le voyez. Cela n'est rien pourtant, ce sont les misères de la guerre et nous y sommes habitués ; mais ce qui m'écœure, c'est ce qui s'est passé. Plus tôt que d'être de nouveau commandé comme nous l'avons été, et de commander à des hommes comme ceux dont se compose aujourd'hui l'armée, je prendrai ma retraite et me ferai marguiller de ma paroisse. »

Ces paroles dites sur un ton lamentable, par ce général, me furent répétées plusieurs fois par d'autres officiers supérieurs qui considéraient notre défaite non point comme un accident, mais comme le résultat d'un mal social et de notre défectueuse organisation militaire. Arrivé près du canal, je traversai le pont gardé par de l'artillerie et de l'infanterie prussiennes, et qui conduisait au camp. Des officiers prussiens examinaient les permis de ceux qui sortaient ou rentraient. Aussitôt le pont traversé, je trouvai à gauche la maison habitée par le général Ducrot, mais elle était presque toute occupée par le service de la police allemande ; l'entrée était encombrée par une centaine d'officiers qui venaient

demander l'autorisation d'aller à Sedan acheter des vivres ; plusieurs se mouraient littéralement de faim, grâce à la lenteur et à la négligence que l'ennemi mettait à procurer le nécessaire à nos prisonniers.

Ne pouvant pénétrer dans la chambre du général Ducrot, j'avisai un autre général qui me conduisit au campement de ce qui restait du 3e zouave. En chemin, il me faisait des réflexions analogues à celles que son compagnon d'arme venait de me faire, analogues à celles que j'ai déjà consignées dans les chapitres précédents : « Si les intendants, ajouta-t-il, n'avaient été qu'inutiles, ils auraient bien mérité de la patrie, mais ils n'ont cessé de nous être nuisibles, d'abord en laissant nos hommes manquer de tout, ensuite en faisant des approvisionnements tardifs qui retardaient, entravaient la marche de nos colonnes. » Les intendants, de leur côté, ne se privaient pas de critiques amères contre les généraux. Après la victoire, tout le monde est âpre à la curée; après la défaite, personne ne veut en assumer la responsabilité ! C'est naturel.

Tout en causant je passai au milieu d'un parc qui entoure une jolie petite villa; puis, je montai jusqu'au haut des carrières, me frayant à peine un passage à travers la multitude des prisonniers qui se coudoyaient dans les chemins, sous les taillis et partout. Ici, c'étaient des turcos à cheval, sans selle, qui couraient je ne sais où ; là, c'étaient des fantassins portant à quatre sur leurs épaules une caisse de

biscuits ; plus loin, des artilleurs coupaient des arbustes pour allumer le feu... Cette fourmilière humaine marchait, remuait, criait, en attendant l'ordre de départ. Hélas ! combien de ces malheureux ne devaient-ils pas trouver la mort sur la route de l'exil et dans leurs campements en Allemagne ? Combien ne devaient-ils pas trouver la mort sous les murs de Paris, tués par des mains françaises guidées par des étrangers de bas étage ?

En descendant de l'autre côté des carrières, je rencontrai les officiers du 3e zouave, qui avaient fait avec moi la campagne du Mexique ; il en restait sept ; la bataille de Sedan avait moissonné les autres. Je pris avec eux du café préparé par un arabe. A quelques pas d'eux se trouvaient mes quatre volontaires ; quoique anéantis par les événements auxquels ils avaient assisté, ils m'embrassèrent avec joie. Le lendemain matin, ils devaient partir, par une pluie battante, pour Pont-à-Mousson. Pauvre Mitchell, il me parut bien faible pour résister à tant de fatigues, à tant de secousses. Nous ne parlâmes presque pas de la capitulation, mais nous fîmes de tristes retours sur les conseils et les prophéties dont Robert Mitchell n'avait cessé de gratifier le ministère Ollivier quand, après avoir fait de la mauvaise politique, il voulut faire la guerre ! Mais un ministre aimera toujours mieux prêter l'oreille aux Tuileries qu'à la voix d'un ami qui lui criera dans un journal : Casse-cou ! Casse-cou !

Au coucher du soleil, je quittai navré nos prison-

niers et ne rentrai à Sedan qu'à la nuit tombante. Mes compagnons, las de m'attendre, avaient repris le chemin de Mouzon. Obligé de passer la nuit à Sedan et ne pouvant trouver de chambre dans les hôtels qui regorgeaient de Prussiens, j'allai chez M. de Montagnac le prier de me donner un peu de paille dans un endroit quelconque pour dormir.

— « Je ferai mieux, me répondit-il ; je pourrais vous offrir un canapé dans mon salon, mais je préfère vous conduire chez M. le curé, qui n'a chez lui, pour le moment, qu'un aumônier prussien.

Nous descendîmes aussitôt, et, passant par le rez-de-chaussée, je vis un colonel du génie qui s'était avancé timidement vers la cuisine et disait à la cuisinière : « Je vous en prie, donnez-moi un morceau de pain ; voilà plus de deux jours que je n'ai rien mangé ; je ne puis plus me tenir debout. »

M. de Montagnac ayant entendu ce pauvre colonel, lui dit : « Mon colonel, nous n'avons plus de pain, mais, faites-nous l'honneur de partager un jambon que nous avons pour dîner, vous serez le bienvenu. »

Oh ! la faim, la faim, ceux qui ne l'ont point connue ne savent pas ce qu'elle fait faire. Les Prussiens ne l'ignorent pas, aussi, nous ont-ils fait plus de mal par la famine que par le feu.

M. le curé et M. l'aumônier étaient en train d'achever un modeste repas quand nous entrâmes. Après la présentation faite, M. de Montagnac se retira, et je dis à M. le curé :

Je ne viens pas vous demander à manger ni même à boire, mais seulement vous prier de m'indiquer un petit endroit où je pourrai passer la nuit sans vous déranger.

— Ce n'est point difficile à trouver, me répondit-il, mais, en attendant, vous pouvez prendre quelque chose.

J'avais faim, j'avais soif, je ne me fis pas prier; je mangeai le reste du souper. Après une heure de causerie, ou plutôt de discussion avec l'aumônier, allemand, je priai mon hôte de m'enseigner l'endroit. . . . .

— Prenez la porte derrière l'escalier, dit-il, en m'interrompant, et suivez le couloir, vous trouverez au bout ce que vous désirez.

Le digne homme s'était mépris sur ma demande, car la porte désignée me conduisit à l'entrée de la cave, je suivis scrupuleusement le couloir jusqu'au bout et je trouvai.... un cabinet qui n'était point un cabinet de toilette. Ne supposant pas que M. le curé voulut me faire passer la nuit sur un siége pareil, je revins sur mes pas, et rencontrant une domestique, je lui fis part de la surprise dans laquelle me plongeait le genre de logement que M. le curé venait de m'indiquer. La brave fille partit par un éclat de rire qui menaçait de durer une éternité ; néanmoins, elle finit, tout en se tenant les côtes, et riant toujours, par me conduire dans une fort belle chambre, occupée par un excellent lit, dans lequel je me couchai bien vite.

Le lendemain matin, je visitai les ambulances internationales et militaires de Sedan et de Balan, afin de savoir, par moi-même, comment étaient soignés nos blessés. Je m'aperçus que le service médical était plus ou moins bien fait selon le caractère du chef d'ambulance. Ainsi, dans un hôpital provisoire de Balan, dirigé par le d[r] M** chirurgien de l'armée, je fus à moitié suffoqué par l'odeur nauséabonde qui s'exhalait de chaque chambre; le désordre et la malpropreté régnaient dans tout et partout; sept blessés étaient couchés sur la paille, sans chemise ni couverture, c'est-à-dire à peu près nus. Dans une chambre obscure et retirée je découvris sur un tas de vieux chiffons, puants à faire trouver inodores des bottes de gendarmes, un homme qui avait eu le bras cassé le 1[er] septembre et qui n'avait pas encore été pansé; sa plaie s'était envenimée, compliquée d'un érysipèle, à la suite du manque de soins. Ce pauvre abandonné me pria de le réconcilier avec Dieu et me fit promettre de le faire amputer au plus tôt.

J'avais pareillement vu, dans le même hôpital militaire, un autre blessé dont l'amputation de la jambe était des plus urgentes et réclamée par le patient. Alors, je suppliai le chirurgien-major de faire ces deux amputations.

— « Je n'ai pas d'instrument, me répondit-il, voyez si l'Internationale veut les faire. » Puis, sans doute ennuyé par l'insistance d'un officier qui lui demandait de lui enlever une balle qu'il avait

dans l'articulation de la mâchoire, il ajouta : « Oh ! ma foi, puisque c'est comme ça, je laisse là toute la boutique et vais déjeuner à Sedan. »

En effet, il abandonna nos blessés et s'en alla. Par charité, je tais le nom de ce médecin ; son aide-major eut tellement honte de la conduite de son chef, qu'il me laissa pleine liberté de faire pour mes deux blessés ce que je jugerai de plus convenable. A côté de cette maison, il venait d'arriver une section de la 6[me] ambuance ; quoique elle ne fut pas encore installée, j'y trouvai un aide-chirurgien que je mis en rapport avec l'aide-major et tous deux décidèrent que les deux blessés seraient transportés dans un de nos lazarets et amputés dans la matinée.

De toutes les ambulances établies à Sedan et dans ses environs, les mieux tenues, les mieux organisées, les plus confortables pour les blessés et dont les médecins répondaient le mieux par leur science et leur dignité à leur noble mission, c'étaient les ambulances anglo-américaines et néerlandaises. Ces ambulances étrangères ont rendu à nos blessés des services immenses ; aussi, soit à cause de la quantité des secours donnés dès la première heure, soit à cause du dévouement et de la science des médecins internationaux, la perte, parmi nos blessés, n'a été, pour les trois batailles, que de 10 pour 100, au lieu de 30 à 50 qu'elle était autrefois, et de 60 pour 100, qu'elle a été à Paris, pendant le siége. Je n'ose pas ici faire l'éloge des médecins

anglais, américains, hollandais et luxembourgeois, auxquels des milliers et des milliers de nos blessés doivent la vie, ma plume serait impuissante à peindre mon admiration pour eux.

A Balan, l'ambulance dirigée par le docteur Frank se composait de trois établissements contenant environ deux cents blessés. Tous étaient fort bien couchés; quoique généralement sur de la paille, ils avaient des draps et des couvertures; les lits étaient à distance convenable les uns des autres, et les salles très-aérées de manière à éviter la mauvaise odeur des grandes agglomérations de malades. Les infirmiers faisaient défaut, mais des femmes de Balan les remplaçaient avantageusement, ainsi que le Dr Frank lui-même dont la prodigieuse activité lui fit faire des miracles pour subvenir à tous les besoins.

Quant au service religieux, sans les aumôniers des ambulances internationales nous aurions vu 95 °/₀ des blessés demander l'aumônier réglementaire et mourir sans recevoir les secours de la religion, faute de prêtres pour les leur donner. A ce point de vue là encore, la Société internationale a comblé les lacunes officielles et rendu des services inappréciables.

Ma visite terminée, il fallut m'occuper de mon retour à Mouzon. Revenir à pied n'était pas possible car j'avais plus de seize kilomètres à faire sous une pluie torrentielle et mon pied me faisait mal; il ne fallait pas espérer pouvoir aller en voiture,

les Allemands ayant réquisitionné jusqu'aux charrettes pour leur usage personnel; alors j'entrai dans le cabaret d'une vieille femme qui vendait de la bière et lui demandai s'il n'y avait pas moyen d'avoir un cheval ?

— Attendez un instant, me répondit-elle, mon fils est allé enterrer les morts, il reviendra bientôt et vous rendra réponse.

Pour me rendre l'attente moins longue, la bonne femme me raconta sur la bataille des épisodes à faire dresser les cheveux sur la tête. Relativement à la continence de MM. les Allemands, elle m'affirma que sans un chirurgien de l'ambulance sa petite fille eut été la victime d'un de leurs soldats. Les deux femmes portaient encore sur la figure les traces des coups qu'elles reçurent en se défendant contre ce misérable.

A midi le fils de cette marchande arriva et proposa de me vendre pour trente francs un beau cheval qui valait bien trente fois ce prix. Après la capitulation les chevaux couraient la campagne par centaines; leurs maîtres avaient été tués ou blessés et personne ne se souciait de les prendre et surtout de les garder; de sorte que pour cinq francs on pouvait avoir un magnifique cheval arabe: quelques uns furent vendus même à meilleur marché. Trente francs était donc un prix exorbitant; mais je dus m'exécuter; j'achetai une mauvaise selle dépourvue d'étriers et me mis en route.

Arrivé à Douzy, je me trompai de chemin et pris celui de Carignan qui m'éloignait au moins de huit kilomètres de mon but: c'était d'autant plus ennuyeux que la pluie menaçait de tourner au déluge et que mon cheval, voyant partout des chevaux morts, pirouettait sans cesse comme un saltimbanque et se livrait à des exercices de voltige qui ne m'amusaient pas le moins du monde. Après deux heures de pareille gymnastique, je m'aperçus de mon erreur. Alors, prenant à droite, à travers champs, je passai par Brevilly et retrouvai mon chemin près de Mairy.

Si je ne me trompe, c'est à Brevilly que Henri V, empereur d'Allemagne, donna rendez-vous au pape Calixte II, sous prétexte de terminer avec lui la querelle des investitures, mais en réalité pour s'assurer de la personne du souverain pontife. Quant je traversai ce village, je le vis plongé dans le plus violent désespoir. Soit par vengeance, soit par idiotisme, un cocher d'un riche propriétaire de l'endroit, venait de déclarer aux autorités prussiennes que les villageois avaient tué deux Prussiens. Le commandant fit aussitôt emprisonner le délateur pour avoir de nouveaux renseignements, et le Conseil municipal pour le faire fusiller dans le cas où les deux hommes disparus ne se retrouveraient pas; en outre, le village reçut la promesse d'être brûlé « avec *tout* ce qu'il contenait. » Heureusement un des deux soldats arriva bientôt et dans un état d'ivresse qui prouvait au comman-

dant que ses hommes allait s'enivrer ailleurs. Quand au cocher, il se fit justice lui-même et se pendit dans sa prison. C'est ainsi que Brevilly fut sauvé du feu.

Enfin, vers sept heures du soir j'arrivai à Mouzon, mouillé comme un canard, transi, moulu et mourant de faim. Nos médecins étaient à table; je m'empressai de leur tenir compagnie, et je... déjeunai de fort bon appétit, malgré les odeurs cadavériques qui commençaient à rendre le séjour de Mouzon rien moins qu'agréable.

XI

Séjour à Mouzon. — Pillage officiel. — Le colonel Knobelsdorf. — Nouvelles de Paris. — Evacuation de nos blessés. — Une course à Bouillon. — Deuxième retour en France. — Départ pour Mantes. — Nous entrons dans la souricière. — La patrouille de Louveciennes. — Nous nous sauvons de Mantes. — Arrivée à Tours.

La cathédrale de Mouzon étant trop humide et trop froide, les blessés qu'elle contenait furent répartis dans des maisons particulières et principalement dans l'école, vaste maison qui nous servait tout à la fois de lazaret, de quartier général et de boucherie. Les grandes salles du rez-de-chaussée et les chambres du premier furent occupées par les malades, à l'exception d'une chambre qui nous servait de réfectoire et de dortoir, d'un cabinet pour la pharmacie et d'un autre pour les opérations chirurgicales. Sous les fenêtres on abattait les bœufs, les vaches, on égorgeait les moutons, en un mot,

c'était là que se trouvait l'abattoir de l'ambulance. La distribution de la viande pour tous les blessés se faisait à l'école. Les intestins des animaux abattus s'enterraient dans un petit jardin potager situé derrière la maison ; mais au bout de huit à dix jours, l'odeur du sang, celle de ces intestins enterrés peu profondément et celle des plaies en pleine suppuration, tout cela parfumait l'air autour de l'école de manière à nous donner des nausées continuelles.

Tous les jours de bon matin nos docteurs allait visiter et panser leurs blessés. A onze heures, nous nous réunissions tous pour déjeuner et causer sur les intérêts des malades et de la 2e ambulance. A une heure, on se séparait pour continuer le travail de la matinée jusqu'à six heures et demie, heure à laquelle nous nous réunissions de nouveau pour dîner. A neuf heures ceux qui couchaient à l'école préparaient leurs lits de campement dans la salle à manger, les autres se retiraient dans leurs logements. Telle est la vie que nous menions et qui n'avait pour interrompre sa laborieuse monotonie que les courtes excursions que nous étions obligés de faire à Bouillon ou Florenville pour notre ravitaillement et nos correspondances.

Le 6 septembre, M. de Failly passa par Mouzon pour se rendre en Allemagne, mais il ne se donna pas la peine de visiter les hommes qu'il avait fait estropier à Beaumont. Craignant sans doute que des officiers ou des soldats français ne lui fissent un mauvais parti, il avait fait effacer son nom de dessus

ses fourgons. Ce triste personnage ne faisait pas merveille.

Un autre personnage qui nous intéressait plus que M. de Failly, c'était le maire de Mouzon. On comprend que les événements qui venaient de s'abattre si brusquement sur sa commune, durent troubler un peu ses esprits ; la présence des Allemands et surtout leurs réquisitions fabuleuses lui mirent complétement la tête à l'envers. Comme le chien de Jean de Nivelle, il se sauvait dès que les Prussiens l'appelaient, et venait leur parler quand il aurait dû rester chez lui. Par surcroît de mauvaise chance, un officier prussien, ne comprenant pas qu'on osât lui refuser la lune, dans le cas où il la demanderait, s'emporta contre le maire qui lui refusait quelque chose aussi facile à se procurer qu'il est facile de prendre la lune avec les dents, et le frappa d'un coup de sabre sur la tête qui faillit le tuer. Ce coup de sabre ne remit pas le moins du monde à l'endroit la cervelle du pauvre fonctionnaire qui battit la campagne plus que jamais. Aussi, laissa-t-il longtemps dans la ville et les environs les chevaux morts, les bestiaux tués par malveillance et les viandes trouvées dans les bagages de notre armée empester l'air et nous menacer d'une épidémie.

Le maire de Villemontry n'avait pas le prétexte d'un coup de sabre pour excuser sa couardise; c'était un poltron doublé du paysan moderne ; il fit payer très-cher aux délégués de notre ambulance ce qu'ils prirent pour eux et nos blessés, et ne vou-

lait rien donner afin de tout garder pour les Prussiens. Près de la maison du maire nos chirurgiens trouvèrent le jour de la bataille de Beaumont, couchée à plat-ventre, de crainte des obus, une pauvre vieille femme de soixante-seize ans, abandonnée dans une ferme par ses maîtres, sous peine de se voir chassée, si elle quittait le logis. La bonne femme donna pour l'ambulance provisoire que nous établissions dans ce village, tout ce qu'elle possédait; ce n'était pas grand chose, mais, enfin le linge et les draps qu'elle nous remit, servirent aux premiers pansements. Du reste, les Allemands pillèrent les chevaux, le pain, le vin, le sucre et presque tout le matériel de cette ambulance.

Mouzon, comme toutes les localités visitées par les Allemands, fut mis au pillage; les soldats enfonçaient les boutiques fermées et les dévalisaient; les vitrines et les meubles furent brisés, les marchandises et les effets particuliers furent volés, ce qui ne pouvait servir aux pillards fut vendu aux juifs qui suivaient l'armée. Les officiers laissaient faire et, sauf de très-rares exceptions, eux-mêmes exerçaient le vol privé sur une grande échelle, en pillant les objets précieux des maisons abandonnées ou de celles qu'ils habitaient. Ce n'est pas sans un certain étonnement que nous avons vu ces faits, car nous étions de ceux qui croyaient à la probité allemande, à l'honneur militaire des Allemands, à leur respect des lois de la guerre. Si jamais campagne n'a jeté, comme celle-ci, tant de ruines sur la

France, jamais aussi campagne n'aura jeté tant de hontes sur l'Allemagne.

Par esprit de taquinerie, le commandant de place fit démonter les métiers de la filature de M. Maret pour convertir les bâtiments en hôpital prussien. A Sedan, le colonel Knobelsdorf faisait de jour en jour des réquisitions impossibles à satisfaire, et donnait vingt-quatre heures pour être obéi, sous peine de livrer la ville au pillage. Les Allemands ont fini par nous faire perdre la notion que nous avions du pillage; en effet, sous le nom de réquisitions ou de leur autorité privée, les chefs ont tellement pillé les riches et les pauvres, que leurs soldats ne trouvaient ensuite à glaner que des hardes. Un jour, le colonel Knobelsdorf fit annoncer à la population de Sedan qu'elle eût à fournir dans les vingt-quatre heures 2,500 lits pour les troupes prussiennes, sous peine de pillage. M. Philippotaux, maire de la ville, homme très-distingué, se trouvant dans l'impossibilité de satisfaire pareille demande, envoya les Prussiens au diable, s'enferma dans sa chambre, et refusa de paraître devant le commandant de place qui l'envoyait chercher. Celui-ci, furieux, donna l'ordre à des sapeurs de briser à coup de hache les portes de l'appartement du maire. M. Philippotaux ouvrit alors; il fut aussitôt pris et conduit en prison, puis à la mairie avec ordre de s'y tenir de huit heures du matin à huit heures du soir à la disposition du digne colonel Knobelsdorf.

Cette brutalité, cette rapacité des Allemands sont une nouvelle preuve que ces gens-là sont arrivés de la barbarie à la science sans passer par la civilisation. Le manque de liberté, la *schlague* traditionnelle et les mauvais traitements les ont avilis au point de ne pouvoir plus s'élever à la condition d'hommes libres, ils sont restés cruels et froids comme les valets d'un exécuteur des hautes œuvres. Cet abaissement moral et cette froide cruauté se sont particulièrement révélés dans les procédés odieux dont nos prisonniers ont été victimes sur toute leur route. A Vouziers, sous nos yeux, deux cents prisonniers, de passage dans cette ville et qui n'avaient pas mangé depuis quarante-huit heures, furent maltraités à coups de plat de sabre et de crosses de fusil, parce qu'ils ne pouvaient plus avancer. D'Orléans, on en fit partir des colonnes considérables pour l'Allemagne, n'ayant pas de chaussures, nos pauvres soldats se traînaient péniblement pieds nus dans la neige et mouraient en chemin les pieds ensanglantés ou gelés ; de ceux-là, peu sont parvenus jusqu'au Rhin. Depuis Sedan jusqu'à leur destination, d'autres prisonniers furent traités avec tant d'inhumanité que beaucoup ont préféré mourir de suite dans les fossés, être fusillés sur place ou risquer la mort en se sauvant que de subir plus longtemps les traitements barbares de leurs bourreaux.

Les hommes qui obéissent de la sorte, soit à des

instincts de race, soit à des ordres aussi sauvages, ne sont pas des hommes mais des bêtes fauves.

Les hommes qui traitent ainsi des prisonniers sans défense, ne sont pas dignes du nom de soldat, ce sont des lâches.

Après la capitulation de Sedan, des nuées de Belges prirent le brassard pour se neutraliser et vinrent sur le champ de bataille, sous le prétexte de soigner les blessés, mais en réalité pour « voir et recueillir des souvenirs. » L'un d'eux montrait plus tard à Bruxelles, à des amis, ce qu'il appelait son « Musée de Sedan, » et faisait remarquer un casque prussien qui se pavanait au milieu d'armes de toutes sortes, de pipes et même de croix et de montres.

— « J'ai eu, disait-il, beaucoup de peine à me procurer ce casque ; je ne rencontrais partout que les casques à chenille des Bavarois ; enfin, voyant cinq Prussiens en manches de chemises faire la cuisine loin de leur armes en faisceau, je m'approchai du faisceau et pris ce casque que je trouvais pendu à l'un de leurs fusils. »

Ce bonhomme racontait cela naïvement sans paraître se douter qu'il avait commis une double infamie en prenant les insignes de Genève pour voler plus facilement. Néanmoins, sur la quantité, ils se trouvaient des personnes des deux sexes venues pour porter des secours aux blessés ou se rendre utiles aux ambulances. M. Sée, qui ne savait jamais accepter ou refuser qui ou quoi que ce soit, reçut

à notre quartier-général, soit disant pour tenir la lingerie, une petite dame belge, la comtesse *****, bonne, généreuse et dévouée, mais inexpérimentée et fort maladroite. Au lieu de la lingerie, elle prit la direction de notre ambulance, distribua notre vin et nos conserves, nous donnait des harengs et du jambon pour dîner et finit par rendre intolérable sa présence parmi nous. En outre, les religieuses qui soignaient nos blessés, avaient pris de jeunes filles pour préparer nos repas, la nourriture des malades, laver le linge. en un mot les aider dans le service hospitalier; un jour la petite comtesse renvoya la blanchisseuse.

Muret, qui s'était constitué le défenseur des faibles, fit devant nous tous et de manière à être entendu des intéressées, une scène fort drôle, mais ayant un côté réellement sérieux. Il réclama contre le renvoi de sa blanchisseuse, parce que c'était offensant pour le corps médical et pour la blanchisseuse elle-même : « Elle louche, disait-il, elle boîte, mais elle est respectable et lave bien le linge, ce qui est le principal pour nous et pour une blanchisseuse. Ensuite, je réclame contre ces dames qui nous arrivent on ne sait d'où, qui, sans nous consulter, nous prennent notre vin, nos provisions, donnent de la salade à nos mourants et font une police qui ne les regarde pas. »

On se tordait en l'écoutant, car maître Muret était fort éloquent, il menaçait d'aller chercher la blanchisseuse et de la ramener à l'ambulance en

lui donnant le bras; mais il avait raison, nous n'étions pas des écoliers qu'une jeune femme devait mener étourdiment à sa guise. Après s'être révolté contre la petite comtesse on se révolta contre M. Sée que l'on rencontrait par ci, par là, mais qu'on ne voyait jamais à notre table. M. Regnault se chargea de l'exécution de notre platonique chirurgien en chef, il le fit en termes très-énergiques : « S'il nous faut ne manger que des harengs, ajouta-t-il, nous nous y résignerons ; s'il ne faut boire que de l'eau, nous la boirons, mais je ne comprends pas que M. Sée reste en ville à se goberger et nous envoie ici des gens qui nous affament et nous traitent comme des polissons. Nous devons être tous ensemble, au moins à l'heure des repas ; si notre chirurgien en chef veut faire bande à part et continue à nous être plutôt embarrassant qu'utile, changeons-le. »

M. Regnault était l'interprète des sentiments de la presque totalité du personnel de l'ambulance ; aussi, je soupçonne fort M. Espérandieu d'avoir engagé M. Sée, à venir, dans ses propres intérêts, partager nos repas, car le même soir, notre chirurgien en chef et l'abbé Loizellier vinrent faire table commune avec nous. Du reste, ce jour, dixième de septembre, devait être mémorable dans les annales de la 2e ambulance. Le matin, tandis que nous déjeunions, nous vîmes arriver notre fourrier, le comte d'Aboville, dont nous n'avions jamais entendu parler. Il paraît que le 10 août, il fut envoyé de

Paris à Metz pour nous préparer des logements ; ne nous voyant pas arriver, il se mit à notre recherche, parcourut toutes nos frontières et ne nous rejoignit à Mouzon qu'un mois après son départ de Paris.

Le même soir, MM. Zborowsky, Reclus et Bayle arrivèrent également de la capitale où ils étaient allé chercher du ravitaillement en argent et en nature. Ils nous apportaient des remercîments et des éloges de notre comité central pour la bonne tenue et le dévouement du personnel de l'ambulance. Nos trois camarades nous apprirent, en outre, que le patriotisme faisait des miracles à Paris et que tous les partis s'effaçaient devant nos malheurs pour ne songer qu'aux dangers qui nous menaçaient. En ce moment nous étions trop heureux pour manifester la crainte que l'enthousiasme du jour ne fut de courte durée ; nous fîmes hautement des vœux pour qu'une république sage, intelligente et *libérale* réunisse tous les cœurs, toutes les opinions et préserve la France de nouveaux désastres, mais l'histoire du passé empêchait la plupart d'entre nous d'avoir grande confiance dans la sagesse de la nouvelle république.

M. Sée nous lut à haute voix la lettre du comité contenant des éloges à l'adresse de notre conduite, mais il ne parla pas d'une magnifique boîte de chirurgie, apportée par M. Bayle et destinée par le comité à la 2e ambulance. Il est vrai que M. Sée étant le chirurgien en chef crut devoir garder cette

boîte en souvenir de la campagne ; néanmoins, plusieurs médecins furent froissés de ce qu'on leur cachait l'existence de ce splendide cadeau.

Ce fut aussi le 10 septembre que nous commençâmes l'évacuation de nos blessés par ordre des autorités prussiennes qui convoitaient les grands locaux dont nous disposions, et, disons-le, la pénurie de nos ressources rendait ces évacuations nécessaires. Nous avions encore plus de huit cents blessés à soigner, à nourrir, tous en voie de guérison et mangeant fort bien ; leur entretien et le nôtre, nous occasionnaient une dépense d'environ mille francs par jour, dépense très-minime pour la quantité de personnes à nourrir, mais très-considérable pour une caisse aussi mal pourvue que l'était la nôtre. Heureusement, le comité de Paris nous envoya les moyens de prolonger notre séjour à Mouzon jusqu'à l'évacuation presque totale de nos blessés, sans ce secours, nous n'aurions pas été couchés sur un lit de fleurs.

Le premier convoi partit pour Vouziers, en suivant l'itinéraire tracé par le commandant de place de Mouzon. Ce convoi se composait de 240 soldats ; — les Prussiens ne nous permirent pas d'évacuer les officiers ; — les uns allaient à pied, les autres furent installés sur nos fourgons. Après quarante-huit heures de marche, sous la pluie et dans la boue, ces malheureux arrivèrent à Vouziers dont l'entrée leur fut refusée par le commandant de cette place ; il ordonna aux chirurgiens et au comptable

qui dirigeaient le convoi de repartir immédiatement pour Pont-à-Mousson, menaça de faire fusiller le premier Français qui franchirait le pont, et, pour montrer que sa menace était sérieuse, il envoya de l'infanterie allemande garder le pont avec ordre de faire feu sur tout blessé qui tenterait de passer.

A force d'instances de la part de nos médecins, du comptable et du curé de Vouziers qui vint appuyer leur demande, notre convoi put revenir à Mouzon, l'envoyer à Pont-à-Mousson, c'était exposer le quart de nos blessés à mourir en route. Le lendemain de leur retour, il fallut les faire repartir pour Sedan, avec ordre de les diriger sur Mézières. A Sedan, le colonel Knobelsdorf refusa de contresigner l'ordre de son collègue de Mouzon. M. Zborowsky qui commandait ce convoi, revint alors auprès des blessés, leur communiqua le refus du colonel et leur dit que ceux qui seraient d'avis de passer outre, il les conduirait à la gare de Donchéry. Tous le suivirent en accélérant le pas et furent dirigés sur Mézières. Deux autres convois, presque aussi nombreux que le premier, rentrèrent en Belgique par Bouillon et Florenville. Le dernier, autant qu'il m'en souvient, n'éprouva aucune difficulté pour sortir des lignes prussiennes.

Le 15 septembre, je me rendis à Bouillon pour chercher des provisions, des lettres et terminer mon inspection du champ de bataille. Pour abréger, je pris à Douzy, avec Marinus qui m'accompagnait,

la route de Francheval, petit hameau dont on disait autrefois :

C'est ici Franchevaux,
Pays aux belles femmes
Et aux bien laids chevaux

Francheval est admirablement situé dans un vallon boisé des plus pittoresques ; il a donné le jour au général Berton, décapité en 1828, à la suite de la conspiration de Saumur. Un peu plus loin, à droite, on trouve le château de Pouru-aux-Bois, anciennement donné par saint Rémi à saint Cloud, et dans lequel le maréchal Mac-Mahon se fit transporter après la capitulation de Sedan.

Après Francheval, nous passâmes par Villers-Cernay, petit village qui n'avait probablement pas vu de bataille depuis celle donnée en 1247 par l'archevêque de Reims à l'évêque de Liége, dont les troupes furent battues à Villers-Cernay. La bataille de Sedan n'avait éprouvé ce village que par les réquisitions et le campement des troupes ennemies. De là, jusqu'à la Chapelle, la route monte toujours et domine une série de coteaux très-bien cultivés ou recouverts de bois. La Chapelle est le dernier village français que l'on rencontre avant d'entrer en Belgique. L'église était occupée par une ambulance néerlandaise, une des mieux outillées que je con-

nusse. De la Chapelle à Bouillon, la route descend continuellement au milieu d'une vraie forêt; de petits ruisseaux serpentaient sur l'herbe et servaient de force motrice à plusieurs moulins. Ce gracieux paysage rappelle la Suisse par la beauté de ses sites et le calme de ses solitudes.

Bouillon est une petite ville encaissée dans une gorge étroite. Sur le flanc gauche s'élève le vieux château, avec ses tours rondes ou carrées, ses murs crénelés et noircis par les siècles. Malgré d'anciennes percées faites dans les murs pour recevoir des canons, on s'attend toujours, en regardant ce vieil édifice du moyen-âge, à voir paraître quelque chevalier bardé de fer, partant pour les croisades. A Bouillon, nous ne trouvâmes plus de provisions, elles étaient épuisées, mais nous fûmes consolés de ce malheur par la quantité de lettres destinées à notre ambulance et qui nous attendaient à la poste. Il faut avoir été longtemps privé des nouvelles de sa famille et de ses amis, pour comprendre la valeur de ces chiffons de papier pliés en quatre et qui ramènent, par le souvenir, le voyageur au foyer domestique.

Le 17 septembre, nous avions évacué plus de sept cents blessés, c'est-à-dire presque tous les hommes transportables; parmi les non-transportables, il ne restait guère que des amputés, en nombre trop minime pour occuper trente médecins. Il fut donc résolu que nous quitterions Mouzon, pour ne pas rester dans un endroit où les quatre cinquièmes de

notre personnel n'avaient plus rien à faire qu'à pêcher à la ligne pour occuper leurs loisirs. Nous prîmes des arrangements avec une section d'ambulance, sans malades, qui se chargea de nos amputés, et nous décidâmes de nous rendre immédiatement sous les murs de Paris, où la lutte quotidienne qui devait se livrer autour de la capitale, nous promettait de la besogne. Comme il n'y avait d'ailleurs d'armée nulle part, nous ne vîmes pas d'autre endroit que les environs de Paris vers lequel nous dussions aller.

Ce point arrêté, il fut décidé que nous irions à Saint-Germain, d'où nous pourrions rayonner sous les forts et multiplier les ambulances dans les villages voisins de la ligne d'investissement. Quant à la route, il n'y en avait qu'une à prendre, celle de la Belgique, car aller à pied derrière une armée de 300,000 hommes, c'était s'exposer à manquer de tout en chemin et à n'arriver jamais. Du reste, à Bruxelles nous pouvions nous ravitailler, motif de plus pour prendre cette voie. MM. Castiaux, Marinus et moi, nous partîmes le 17 pour préparer les logements; MM. Ruck et Belon nous accompagnaient; ils se rendaient directement à Paris pour affaires de famille.

A Bruxelles, mon ami le comte Anatole d'Alcantara, qui avait été envoyé par le roi Léopold II, au Mexique, pour notifier son avènement au trône, à l'empereur Maximilien, me proposa son château de Machelen, pour loger le personnel et les chevaux

de notre ambulance, mais je refusai cette offre généreuse. Alors il me conduisit auprès du bourgmestre, M. Anspach, qui mit gracieusement à notre disposition, le local de l'ambulance du bois de la Cambre. Comme ce local était un peu éloigné du centre de Bruxelles, le directeur du chemin de fer américain nous prêta gratuitement ses omnibus pour nous conduire à destination. Bruxelles n'a pas été au-dessous des autres villes belges dans leur intervention en faveur des blessés; malgré l'exiguïté de son territoire et certains préjugés contre nous, la Belgique a fait pour les victimes de la guerre des sacrifices sérieux. Nos bons voisins ne commencèrent à se fatiguer, que lorsqu'ils virent les brassards des médecins et des infirmiers français parader dans les cafés, les estaminets, les théâtres, et quelques blessés se conduire avec une dignité plus qu'équivoque.

Le 19, au soir, l'ambulance de la presse étant arrivée à Bruxelles, et M. le comte d'Alcantara nous ayant obtenu du ministre des travaux publics un train particulier pour aller directement à Lille, notre départ fut fixé pour le 21, à midi. Ce jour-là, M. Sée se mit en retard, mais comme le chemin de fer n'attend pas, nous fûmes obligés de partir sans lui. N'ayant aucun motif de nous arrêter en chemin et craignant que les trains fussent coupés d'un instant à l'autre, nous priâmes nos chirurgiens d'aller voir le préfet de Lille et de nous diriger le plus tôt possible sur Rouen. Un train spécial nous fut, en

effet, accordé pour le lendemain matin à six heures. Notre réception dans le chef-lieu du département du Nord fut très-sympathique. M. Alfred Masse, un négociant des plus distingués de Lille offrit à quelques-uns d'entre nous l'hospitalité et de fort bons cigares. Un philantrope du nom de Cyrille Dupont ne voulut pas nous laisser payer de petites dépenses faites dans un café où nous nous étions donné rendez-vous en attendant M. Sée qui devait arriver dans la soirée.

La femme de notre chirurgien en chef demeurait à Lille, je crois l'avoir dit ; sans doute elle espérait que son mari passerait deux ou trois jours avec elle, car elle parut très-contrariée d'apprendre que nous repartirions le lendemain. Elle essaya de convaincre nos médecins que l'ambulance ne pouvait pas partir, et, comme elle échoua dans sa tentative, M. Sée nous laissa poursuivre notre chemin, sans lui, mais avec défense d'aller trouver à Rouen les autorités civiles ou militaires et ordre de rester à Rouen, sans rien faire !

Ces détails qui semblent insignifiants, ont à mes yeux une certaine gravité, car ils prouvent que nos ambulances ne doivent plus être dirigées par des hommes soumis à leurs femmes, mais par des hommes libres, énergiques et ne se laissant pas influencer par aucune considération autre que celle de l'intérêt des blessés. Sans les indécisions et les influences qui nous firent mettre *douze* jours pour aller de Mouzon à St-Germain, nous aurions pu ar-

river dans les environs de Paris avant les Allemands, comme MM. Ruck et Belon l'ont fait. Une fois installés à St-Germain ou dans toute autre localité de notre choix, les Prussiens ne nous en auraient pas délogés; mais les retards imposés par M. ou Mme Sée nous ont occasionné une suite de pérégrinations dispendieuses, fatiguantes et surtout déplorables par leur inutilité. Tandis que nous perdions ainsi notre temps et notre argent à voyager, les autres ambulances, dirigées par des chefs plus résolus, arrivaient à Orléans, et rendaient de grands services sur les bords de la Loire ; la 4me, — du docteur Pamard, — et la 7me — du docteur Després — ont été particulièrement très-utiles pendant la dernière période de la campagne.

La première chose dont nous nous aperçûmes en rentrant en France, c'est que les Picards et les Normands, sauf quelques exceptions, n'avaient pas la moindre envie de se battre contre les Prussiens. A Rouen ce sentiment nous parut poussé jusqu'aux limites les plus honteuses. Rouen et Nancy auront une belle page dans l'histoire des ignominies natiotales... Mais n'empiétons pas sur l'avenir.

Le surlendemain de notre arrivée à Rouen, M. Sée fit sa réapparition parmi nous, furieux de... ce que nous avions quitté Lille, malgré le déplaisir qu'en avait éprouvé sa femme. L'excellent docteur était superbe dans ce rôle d'homme en colère ; mais comme ses admonestations se faisaient sur la place publique, en présence des badauds qui nous entou-

raient. M. Pomier le pria de venir s'expliquer en petit comité. Cette intervention arriva fort à propos, car la patience commençait à nous échapper, et nous étions sur le point de dire à ce bonhomme de se taire ou d'écouter nos plaintes dont le chapitre n'était pas court. N'osant presque jamais prendre une décision, il avait fini par faire de notre ambulance une sorte de république dans laquelle tout le monde commandait. Quand nous étions seuls à commander, tout marchait assez bien, mais lorsque des ordres nous arrivaient indirectement de personnes étrangères à l'ambulance, alors cela n'allait plus, et le peuple souverain murmurait. Notre chef nous ayant donné sur sa « sortie » des explications qui flairaient l'excuse, nous vîmes qu'il n'y avait pas moyen de le prendre au sérieux, et nous dûmes nous résigner à le subir jusqu'à la fin de la campagne. Après ses explications, il nous annonça que nous resterions plusieurs jours à Rouen, pour attendre des effets de pansement que M. Bayle irait chercher à Bruxelles.

Ce nouveau retard nous contraria beaucoup, mais nous avions trop le respect de l'autorité pour ne pas nous soumettre à ses décisions. Nous profitâmes de ces sortes de vacances qui nous permirent, pour la première fois, depuis notre départ de Paris, de serrer quelques mains amies. Aux médecins qui n'avaient ni parents ni amis dans les environs, je proposai une course à Etretat pour donner des

nouvelles de Robert Mitchell à sa famille. Ma proposition fut acceptée par sept de ces messieurs.

Du Hâvre à Etretat, la population nous parut très-décidée à ne pas laisser arriver les Allemands sans leur disputer chaudement le terrain. A Etretat, nos médecins rencontrèrent des amis et des parents qui ne s'attendaient guère à cette rencontre ; aussi, notre réception prit-elle bientôt le caractère d'une ovation. Plusieurs familles crurent faire acte de patriotisme en nous comblant de bons procédés. Même les autochtones de ce petit pays voulurent faire preuve de civisme en nous faisant arrêter comme espions prussiens ; heureusement pour la tranquillité de ces braves naturels et notre propre sécurité, mon nom n'était point inconnu de M. le maire ; il vint constater mon identité, et... la patrie fut sauvée.

De retour à Rouen, dans la matinée du 26, on nous apprit que M. Sée avait failli prendre le chemin de fer pour Vernon sans nous, et que nous partirions pour cette ville à cinq heures du soir. Etait-ce une malice de notre chef, de vouloir partir sans nous, était-ce brusque décision ? Je l'ignore ; ce qu'il y a de certain c'est que nous laissâmes derrière nous une douzaine de médecins qui ne rejoignirent l'ambulance que le lendemain, au moment où nous nous mettions en route pour Mantes.

Le 28 septembre, nous quittâmes Mantes assez de bonne heure pour aller déjeuner à Aubergenville, en passant par un village du nom de Mézières

où les Prussiens brûlèrent *soixante-dix-sept* maisons, au moyen de torches. Au delà d'Aubergenville nous rencontrâmes des hussards en reconaissance qui nous demandèrent si nous voulions une escorte pour nous conduire à Saint-Germain. Cette proposition avait pour but de se mettre sous notre drapeau à l'abri des francs-tireurs. M. Sée, dont la vue seule d'un Prussien troublait le jugement, s'empressa de l'accepter. Nos médecins lui firent observer qu'avant d'aller plus loin il faudrait s'informer si nous pourrions rentrer dans les lignes françaises, au cas où l'on nous refuserait d'exercer librement notre mandat. M. Sée formula cette question au chef de notre escorte qui répondit que son général pouvait répondre à cela. Alors nous priâmes M. Sée d'aller ou d'envoyer à Saint-Germain chercher cette réponse. Au lieu de se rendre à cette sage prière, il laissa l'ambulance aller de l'avant, et se tint dans l'omnibus, à l'arrière-garde.

Arrivés à Saint-Germain, notre chef d'escorte nous fit arrêter en face de la *Grande auberge de la Villette*, pour attendre la décision du général. Au moment où le soleil se couchait un détachement d'hussards vint nous signifier, d'un air narquois, l'ordre de le suivre immédiatement à Versailles, le commandant de place de Saint-Germain ne voulant pas nous laisser séjourner sur *son territoire* sans l'autorisation de l'état-major-général.

Nos hommes et nos chevaux étaient fatigués d'avoir déjà fait trente-deux kilomètres, néanmoins,

il fallut obéir et faire encore douze kilomètres, de nuit par des chemins très-accidentés, dépavés, coupés et embarrassés d'arbres placés en travers de la chaussée. Il est incontestable que si l'un des nôtres eût été envoyé en parlementaire, avant d'arriver à Saint-Germain, nous serions revenus sur nos pas, après la réponse du général, plutôt que de nous jeter aussi naïvement dans la gueule du loup. Mais, je le répète, M. Sée perdait la tête dès qu'il voyait un Prussien, la peur l'annihilait. Arrivés à Versailles, vers dix heures du soir, nous attendîmes une heure, sur un boulevard, la décision de l'état-major prussien qui devait nous être transmise par M. D'Espine, Zborowski et Reclus. Ces messieurs nous apportèrent l'ordre... d'aller nous coucher; il fut le bienvenu, et chacun se mit aussitôt en devoir de trouver un logement.

Le lendemain matin, M. Sée, au lieu d'aller auprès du commandant de place, le général Von Voigts-Rheetz, s'entendre avec lui, comme cela était convenu, pour nous permettre d'aller nous installer où nos secours seraient le plus nécessaires, trouva plus commode d'aller déjeuner avec un médecin de ses amis, et confia les intérêts de notre ambulance à la grâce de Dieu! Les Prussiens, ennuyés de nous savoir à Versailles et ne comprenant pas les motifs que nous avions pour ne pas faire régulariser notre situation auprès d'eux, nous firent annoncer que le commandant de place nous passe-

rait en revue, à deux heures de l'après-midi, dans la cour de la mairie. A l'heure indiquée le général vint et fut surpris de ne voir parmi nous que des jeunes gens, et nous dit qu'il était étonné de voir dans notre ambulance tant d'hommes capables de porter les armes, tandis qu'en Allemagne on ne voyait pas un seul homme âgé de dix-huit à trente cinq ans, tous étant partis pour la guerre.

M. Von Voigts-Rheetz passa de l'étonnement à la méfiance et, nous prenant sans doute pour des francs-tireurs déguisés, il se décida à nous retenir prisonniers; rééditant les paroles de son collègue de Pont-à-Mousson, il nous dit que nous étions libres, mais que ne pouvions pas sortir de la ville; puis il ajouta : « Je pourrais bien laisser partir les aumôniers et les docteurs, mais quant à ces infirmiers, ils feraient de trop bons francs-tireurs pour ne pas les retenir. »

— « Ma foi, répondit, M. Sée, blême et tremblant, pourvu que vous me donniez un sauf-conduit pour les médecins, je serai satisfait; quant aux infirmiers vous pouvez bien en faire ce que vous voudrez, je vous les abandonne. »

Ces paroles qui furent entendues de sept infirmiers mirent ceux-ci dans une exaspération facile à comprendre, et, quoique la plupart d'entre eux ne valut pas grand chose, j'avoue que la poltronnerie de notre chef l'avait poussé trop loin. Aussi, le général dédaigna-t-il de répondre à M. Sée et partit en nous laissant entre les mains d'un jour-

naliste interprète dont la violence de langage égalait la grossièreté. La manière dont nous fûmes traités par cet individu, ses collègues et ses chefs ne nous fit augurer rien de bon. Ces messieurs nous dirent avec arrogance qu'étant entrés dans les lignes prussiennes nous ne pouvions plus en sortir, que l'on ne permettait plus aux ambulances internationales d'aller sur le champ de bataille, qu'on n'avait pas besoin de nous, et, finalement, il nous fut demandé ce que nous désirions faire ?

— « Exercer librement notre mission, répondîmes-nous, ou rentrer dans les lignes françaises.

Tel fut le fond de notre réponse, car M. Sée se cachant derrière nous et n'osant pas parler, nous minifestâmes presque tous à la fois quelque chose d'analogue à cette pensée commune. Alors on nous laissa seuls et la consigne fut donnée à la compagnie qui montait la garde à la grille de la mairie, de ne laisser sortir personne de l'ambulance. Nous étions donc encore prisonniers, malgré la Convention de Genève que les Prussiens nous accusaient de violer, mais sans dire où, ni comment? Tant que les passions humaines seront en jeu, la fable du *Loup et de l'agneau* sera toujours de saison : seulement nous étions loin de nous attendre de la part d'une race du nord à tant de duplicité, de mauvaise foi et tant de mensonges, impudemment soutenus. Jamais Venise, Naples et toute l'Italie n'avaient déployé autant d'infamie, d'astuce et de bassesse dans les moyens d'arriver au succès, comme les

Allemands en ont révélé, employé pendant cette campagne.

Vers cinq heures du soir, on nous rendit la liberté. M. Sée nous donna rendez-vous à huit heures au *Sabbot d'Or,* où le corps médical prenait ses repas ; notre chef devait voir dans la soirée le prince royal, lui demander l'autorisation de rentrer dans nos lignes, et nous communiquer sa réponse. A huit heures et demie, M. Sée n'étant pas arrivé, on se décida à nommer un nouveau Conseil pour discuter les intérêts de l'ambulance, sans cesse compromis par la pusillanimité de notre chef, et soumettre ses décisions à M. Sée, sous forme de *desiderata.* M. Castiaux fut ensuite élu chirurgien à l'unanimité, en remplacement de M. Ruck, de retour à Paris.

Au moment où nous allions nous séparer, M. Sée arriva. Tout en reconnaissant le mérite et les talents du nouveau chirurgien, il désapprouva cette élection faite sans lui ; puis, il la sanctionna plus tard. La création de notre Conseil, critique amère de sa conduite, le froissa vivement ; il nous dit qu'il n'avait pas vu le prince royal, mais qu'il lui avait écrit une lettre dans laquelle il lui disait que nous voulions exercer librement notre mandat, conformément à la Convention de Genève, ou rentrer dans les lignes françaises, ou rester prisonniers de guerre. M. Sée préférait écrire que parler aux Prussiens. Nous fûmes d'avis que sa lettre était fort digne ; seulement, comme on ne doit pas engager la

liberté d'autrui, sans le consulter, nous trouvâmes aussi que notre chef auraît dû nous communiquer sa lettre avant de l'envoyer.

Le lendemain 30, le général Von Voigts-Rheetz nous fit savoir que nous pouvions aller panser les blessés au Petit-Bicêtre, derrière les troupes allemandes, qui se battaient en ce moment. Dans cet ordre qui nous fût communiqué, sous forme de proposition, nous vîmes tous un piége. Si nous eussions eu à faire à tout autre peuple, dont nous n'avions pas à soupçonner la bonne foi, nous aurions accepté, mais les Prussiens, à commencer par leur roi, nous avaient appris le peu de cas qu'il fallait faire de leur parole, aussi décidâmes-nous de refuser et de rester sur le terrain de nos déclarations précédentes.

Ce même jour, les autorités prussiennes voulurent forcer la municipalité de Versailles à afficher la capitalution de Strasbourg, mais comme cette nouvelle provenait de source allemande, les conseillers refusèrent d'annoncer cette triste nouvelle, sans ajouter l'origine de sa source. La capitulation ne fût pas annoncée. Les renseignements contradictoires qui m'ont été donnés sur cette malheureuse capitulation m'empêchent de la juger. La population de Strasbourg a été héroïque à tous les points de vue, mais la garnison pouvait-elle continuer la lutte longtemps encore ? Je ne le crois pas. Les provisions ne manquaient pas, mais les munitions d'artillerie commençaient à faire défaut. Je ne sais

si le général Uhrich a capitulé quelques jours trop tôt, mais il est certain qu'il devait capituler.

En présence de notre fermeté, les Prussiens consentirent enfin à nous donner un sauf-conduit pour Mantes, avec autorisation d'aller plus loin « si les nécessités de la guerre le permettaient. » Il était environ cinq heures du soir, lorsque le sauf-conduit nous fut délivré ; une heure après, nous étions en route pour St-Germain. Arrivés à l'aqueduc de Marly, la nuit était si noire, que, n'osant pas aller plus loin, à cause de nos fourgons, nous résolûmes de camper. A l'embranchement des chemins de Noisy, Louveciennes et St-Germain se trouvait, à notre droite, une villa abandonnée ; y entrer, et s'installer dans les écuries, les communs et les chambres dévalisées par les Allemands, fut l'affaire d'un moment. MM. Mahot et Reclus allèrent à Louveciennes chercher des provisions ; Courmont, étant malade, se rendit au même village demander au curé l'hospitalité ; l'abbé Loizellier m'entraîna dans la même direction, avec le même but.

En débouchant sur la place de l'église, je vis MM. Mahot et Reclus prisonniers, au milieu d'une patrouille de nuit. M. Courmon était déjà dans le lit du curé, mis en prison par la raison suivante. Les Prussiens voulant faire remettre en bon état, par les villageois, la route de Versailles à St-Germain, s'adressèrent au curé pour ordonner les corvées, les autorités municipales s'étant sauvées de

la commune. Par malveillance, nos bons villageois accusèrent leur curé d'avoir proféré des épithètes injurieuses contre les Prussiens et d'être cause que le travail allait lentement. Il n'en fallut pas davantage pour faire incarcérer le patriotique curé.

La patrouille qui venait de prendre MM. Mahot et Reclus, me voyant arriver et baragouiner de l'allemand avec les soldats qui nous entouraient, me prit moi-même et nous conduisit auprès du commandant qui demeurait au château de Voisins. Je trouvai cette promenade nocturne, le sac au dos, fort désagréable, mais je dus marcher. Mis en présence du commandant je lui dis que notre ambulance ne pouvant aller plus loin par une obscurité pareille, campait dans une villa en face de l'aqueduc et que nous étions venus à Louveciennes chercher du pain, car nous n'avions rien mangé depuis le matin.

Le digne homme, étant en face d'une table bien servie, ne pouvait pas s'imaginer qu'on eût faim, même à dix heures du soir; il prit connaissance de notre sauf-conduit que portait heureusement sur lui M. Mahot; il nous dit ensuite, qu'il n'y avait pas de pain dans le pays, que nous ne pouvions pas passer la nuit sur *son* territoire, et donna l'ordre au caporal de la patrouille de nous conduire immédiatement à St-Germain. De retour sur la place du village, le caporal, n'osant pas nous conduire aussi loin, chargea de cette besogne trois hommes de sa compagnie. Ces trois hommes, avec leurs fusils

chargés, ne se croyant pas assez en sûreté auprès de deux prêtres et de deux médecins sans armes, nous firent marcher à trois mètres devant eux pour voir tous nos mouvements.

Arrivés à la villa dans laquelle nous campions, nous appelâmes d'Espine pour lui faire part de notre mésaventure, Zborowski pour faire atteler nos chevaux, et Marinus pour réveiller le personnel de l'ambulance. Un instant après des hommes barbus, des hommes trapus, des hommes de toutes les tailles, enveloppés de couvertures, paraissaient aux fenêtres, arrivaient par tous les sentiers du parc, tenant des lanternes, des bougies ou des chandelles, à la main. En présence de tous ces hommes qui les entourèrent bientôt, les soldats de notre escorte se crurent sur le point d'être écharpés, ils acceptèrent aussitôt, et sans réflexion, les explications que leur donna d'Espine, et retournèrent vivement à Louveciennes en maudissant le caporal qui les avait envoyés dans un tel guêpier.

La villa fut fouillée par nous, de la cave au grenier, dans l'espoir d'y rencontrer des matelas, des couvertures ou tout autre objet de ce genre, pour nous rendre la nuit moins froide et notre couche moins dure ; mais il est bien difficile de glaner quoi que ce soit après le passage des Allemands ; nous trouvâmes seulement des ombrelles, des gants clairs, de l'eau de Botot, de l'eau de Cologne, de la pommade, du blanc, du rouge et autres articles à l'usage d'une femme qui se peint. Cela ne faisait

point notre affaire. Marinus, pourtant, découvrit un peu de paille dans une chambre au-dessus de l'écurie; je m'y précipitai avec M. Lataud, notre nouveau piqueur, qui m'offrit un cigare pour me dédommager de mes misères.

— Merci, lui répondis-je, j'ai trop soif et j'ai trop faim pour fumer. Et je me mis en devoir d'arranger sur le plancher, dur et froid, une demi-botte de paille dont Marinus me fit cadeau.

En apprenant que j'avais soif et faim, M. Lataud alla me chercher quelque chose à manger; le brave garçon revint bientôt m'apportant une grosse tranche de jambon et trois pommes de terre brûlantes. C'était peu rafraîchissant, mais comme il n'y avait aucune goutte de liquide dans l'établissement, je dus me nourrir avec le jambon et me désaltérer avec une pomme de terre qui... ne me désaltéra pas du tout.

Le froid et la faim nous empêchèrent de dormir. A cinq heures du matin nous étions levés, à huit heures nous arrivions à St-Germain. Les habitants se massaient sur notre passage et nous firent presque une ovation. Tandis que nous déjeunions, on vint nous avertir que Courmon était prisonnier et réclamait notre intervention. En quittant Louveciennes, je lui avais fait dire que nous allions repartir; quoique souffrant, il se leva et vint nous rejoindre, mais, s'étant trompé de route, il tomba dans une autre patrouille qui l'emmena passer le reste de la nuit dans un poste à Bougival, d'où il

fut reconduit à St-Germain sous escorte. Réclamé par nous, il fut remis en liberté.

De St-Germain à Mantes, nous n'eûmes d'autre ennui que celui de rencontrer des détachements de hussards ivres qui voulaient, de crainte des francs-tireurs, se mettre sous la protection de notre drapeau. Ce ne fut pas sans peine que nous finîmes par nous débarrasser de ces dangereux ivrognes. Depuis le siége de Paris, les Allemands ne brillaient plus par leur sobriété qui nous avait tous frappés avant la capitulation de Sedan. J'ignore la raison de ce changement; mais je dois ajouter que les Allemands s'enivrant avec du vin et non avec de l'eau-de-vie, leur ivresse ne les rendait pas impropre au service, elle ne faisait qu'accroître leur brutalité.

A Mantes, les Prussiens refusèrent d'abord de nous laisser entrer en ville, puis ils nous laissèrent aller jusque sur une petite place où le général devait nous envoyer ses ordres. Des Bavarois, au nombre de 2,400, occupaient Mantes dont ils pillaient les maisons abandonnées; tous étaient plus ou moins ivres, plus ou moins chargés de bouteilles de vin fins et de Champagne; ils nous insultaient grossièrement en passant à côté de nous. Sur la place, un détachement de hussards également ivres et mousqueton au point, entoura notre ambulance et nous retint prisonniers de nouveau. Je ne sais pas si les autres ambulances ont eu beaucoup de roses sur leur chemin, mais je crois que nous avons eu le

monopole des épines qui mettaient notre courage et notre patience à de rudes épreuves.

Vers neuf heures du soir, le général nous permit de chercher des logements, et nous fit pressentir que notre séjour à Mantes pourrait être long; il fut surtout mortellement désagréable. Deux des nôtres furent même victimes de voies de fait : l'un se vit chasser à coups de pied d'un canapé sur lequel il reposait dans l'hôtel, et l'autre fut à moitié étranglé en défendant une mère et sa fille que des soldats voulaient déshonorer. Quand nous allâmes nous plaindre au général, il nous répondit : « Voyez-vous, ces hommes sont des barbares et des sauvages ; si c'étaient des Prussiens, j'en répondrais, mais ce sont des Bavarois, je ne puis en répondre. »

Cette réponse ne nous étonna point, car les officiers prussiens ont l'habitude de traiter leurs alliés avec le plus profond mépris ; ils les traitent comme des gens bons tout au plus à leur tirer les marrons du feu, et leur servir de plastron en attendant qu'ils leur cirent les bottes. Ces bons alliés qui se sont fait casser la tête pour donner la couronne impériale au roi Guillaume, sont loin d'être au bout de leurs mécomptes !

Dans la maison de M. Blutteau, située près de celle de M. Le Sieur, juge de paix, qui m'avait généreusement offert l'hospitalité, trente Bavarois amenèrent des drôlesses de Mantes, défoncèrent les portes des caves et des armoires, ouvrirent les tiroirs, pillèrent ce qui leur convint, passèrent les

nuits à boire, à manger, à danser et donnèrent à ces filles une partie de ce qu'ils avaient volé. S'il me fallait noter toutes les infamies commises pendant cette campagne, il me faudrait écrire un livre spécial et avoir le cœur solide pour toucher, même de la plume, ces ordures écœurantes.

Le 5 octobre, les Bavarois partirent de bon matin pour Pacy-sur-Eure ; d'autres devaient arriver dans la journée. Notre platonique fourrier, M. le comte d'Aboville, que nous avions laissé malade à Rouen, arriva pendant notre déjeuner et nous dit qu'il n'avait pas vu d'Allemands sur sa route. Aussitôt, l'idée nous vint de nous échapper et nous donnâmes l'ordre de charger nos fourgons et d'atteler. Nous étions si bien servis par nos cochers et les hommes préposés aux voitures, qu'il fallût perdre deux heures avant de pouvoir nous mettre en route. Un cheval manquait de fers, l'autre n'avait pas de harnais ; enfin, vers une heure de l'après-midi nous fûmes prêts et la colonne se mit en marche ; mais, arrivée au pont, un collier se cassa, le cheval tomba, et le fourgon auquel il était attelé, faillit être renversé. Tous nos médecins se lamentaient et tempêtaient d'autant plus volontiers, qu'à la mairie quinze cavaliers prussiens venaient d'arriver pour commander les vivres et le logement des troupes attendues. Il fallut porter le collier chez un sellier de la ville et attendre qu'il fut raccommodé. Cet accident contre lequel on maugréait avec une touchante unanimité, nous sauva, car en partant plus

tôt ou plus tard nous étions arrêtés par les Prussiens.

Le collier arrivé, le cheval attelé, on se remit en marche en suivant le chemin de hallage. Près de Rosny, nous vîmes sur la grande route des cavaliers allemands ; mais comme nous allions à pied, ils arrivèrent à Rolleboise avant nous. C'est à l'entrée de cette commune que nous fûmes obligés de reprendre la grande route.

— Les Prussiens sont à deux kilomètres d'ici, nous dirent les paysans de ce village.

Malgré cet avertissement, nous allions toujours de l'avant; partout où nous passions on nous renseignait sur les Allemands que nous avions devant nous ; à chaque instant nous nous attendions à être arrêtés par l'ennemi, et c'est dans cette inquiétude continuelle que nous arrivâmes à Vernon à la tombée de la nuit. Avant d'entrer dans la ville, on nous avertit que quinze cavaliers prussiens étaient à la mairie en train de briser les fusils des gardes nationaux. Nous pensâmes avec sagesse qu'il était inutile d'aller nous assurer du fait ; avec non moins de sagesse, nous descendîmes sur les bords de la Seine, au lieu d'entrer à Vernon, puis, traversant, le pont, malgré les trente kilomètres que nous avions déjà dans les jambes, nous filâmes rondement sur la route des Andelys.

A dix heures du soir, et par un clair de lune magnifique qui favorisa notre fuite, nous entrâmes dans un petit village appelé, je crois, Notre-Dame-

de-l'Isle. MM. Schlumberger et Zborowski, jugèrent à propos de nous y faire reposer et même dîner pour renouveler nos forces. Ils découvrirent, je ne sais comment, une sorte d'auberge dans laquelle on nous servit une soupe à l'oignon et des pommes de terre qui nageaient dans une sauce impossible, au milieu de laquelle les habiles découvrirent quelques morceaux de viande ; des raisins aigres et des poires vertes complétèrent ce repas, que nous arrosâmes avec une certaine piquette, prise d'abord pour du vinaigre, mais à laquelle nous fîmes honneur. Nous étions heureux d'avoir miraculeusement glissés de la sorte entre les mains des Allemands ; M. Sée, gai et fort bon garçon, quand il ne courait aucun danger, était d'une humeur folâtre ; pour remercier le comte d'Aboville, cause involontaire de notre fuite, du seul service qu'il nous ait jamais rendu, nous bûmes un verre de piquette à sa santé.

Néanmoins, comme les Prussiens, furieux de notre équipée, et disposant des télégraphes, pouvaient bien nous poursuivre, nous nous remîmes en route à onze heures du soir, et, sans nous arrêter, nous allâmes jusqu'aux Andelys. Le ciel était alors voilé par un brouillard excessivement épais, qui nous enveloppait comme dans un manteau humide et froid. Le bruit de notre marche et le roulement de nos voitures éveillaient les braves gens dont les maisons donnaient sur la voie ; de temps à autre nous apercevions à travers les persiennes entrebaillées, des têtes coiffées de bonnets de coton

et peu rassurées. A l'entrée de deux villages, nous rencontrâmes des postes de vieux grognards, armés de fusils à pierre et qui veillaient à la sûreté de l'Etat. Dans l'un de ces deux villages, dont je n'ai jamais su le nom, — excellente manière de ne pas l'oublier, — la garde rurale se composait de quatre hommes en blouse et en bonnet de nuit, le plus jeune pouvait avoir soixante-quinze ans; prenant notre ambulance pour un convoi de blessés, ces quatre vieillards nous crièrent en se découvrant :

« — Honneur aux blessés ! »

Loin de nous paraître ridicule, l'attitude de ces vieillards nous émut jusqu'aux larmes. Si tous les Normands avaient eu le quart du patriotisme qu'il y avait sous ces blouses, jamais les Prussiens ne seraient allés à Rouen.

Aux Andelys où nous arrivâmes à deux heures du matin, il nous fut permis de nous reposer pendant quelques heures. Les uns trouvèrent de la paille dans des écuries, d'autres plus heureux dénichèrent des matelas ou des lits dans les hôtels encombrés de mobiles. M. Duviel-Leroy, propriétaire de l'hôtel du *Grand-Cerf*, nous logea six dans son musée. En effet, son hôtel, maison gothique construite en 1525, est certainement un des musées les plus curieux de France, après celui de Cluny dont il pourrait être une succursale. Ses vieilles faïences, ses vieilles ferrailles, ses vieux tapis et ses vieux tableaux, admirablement arrangés dans de vieilles chambres meublées avec des meubles de

style, constituent une collection aussi précieuse que remarquable de l'art au moyen-âge.

A huit heures du matin, MM. Castiaux, Leroy-des-Barres, Gripa et moi nous louâmes un char-à-banc pour nous transporter à Rouen. Presque tous les médecins firent comme nous. Chemin faisant, des francs-tireurs bretons, girondins et autres vinrent nous serrer la main et nous demander des nouvelles des Prussiens ; nous les engageâmes à bien faire leur devoir, en leur parlant de la terreur qu'ils inspiraient à l'ennemi. Arrivés vers six heures du soir à Rouen, nous en repartîmes dans la nuit pour le Mans où l'ambulance devait se concentrer. MM. Sée, Pomier, Mahot, Castiaux et Muret se rendirent à Tours avec moi.

La Société de secours aux blessés était représentée à Tours par le vicomte Emmanuel de Flavigny, délégué et représentant la Société auprès du gouvernement ; il avait pour collègues le vicomte Foucher de Careil, délégué pour la Bretagne, le marquis de Villeneuve, délégué pour les départements du sud-est, et M. Dalloz, directeur du *Moniteur Universel.* Ces messieurs devaient décider de la future direction que nous devions prendre ; ils n'avaient nulle envie de dissoudre l'ambulance qui avait eu le plus de travail, de misères et de tenue, mais, vu les nouvelles nécessités de la guerre, la pénurie d'argent et l'inutilité des infirmiers, ils résolurent de diviser l'ambulance en sections, de renvoyer les infirmiers et de vendre le gros maté-

riel dont on avait pas besoin. En attendant la répartition des sections dans les différents corps d'armée, alors en formation, il fut décidé que le personnel médical et religieux de l'ambulance irait au camp de St-Avertin où se trouvaient environ dix mille hommes réunis.

Cette décision déplut à M. Sée auquel la vue des Prussiens donnait la « chair de poule » et qui avait hâte de retourner à Lille. Il désirait ardemment la dissolution de l'ambulance, comme étant pour lui le seul moyen honorable de nous quitter et de rentrer dans ses pénates ; il avait déjà plusieurs fois prononcé le mot de dissolution, mais en présence de la réprobation générale que cette mesure soulevait parmi nous, il attendit. De retour au Mans, il y trouva M. Bayle, qui de Mantes était reparti mystérieusement pour Lille et Bruxelles ; M. Bayle annonça que toutes les ambulances étaient dissoutes et qu'elles seraient réorganisées sans infirmiers ; il apportait avec lui la copie d'un procès-verbal du comité de Bruxelles, signé Hubert Saladin, contenant la décision de ce comité. M. Sée, ne tenant aucun compte des décisions du comité de Tours, poussa très-activement à la dissolution de l'ambulance, afin de pouvoir se retirer. Il engagea les médecins, dont les familles ne se trouvaient point sur un territoire envahi par les Prussiens, à rentrer chez eux ; il offrit à tous une indemnité de dix jours de solde et se conduisit en vrai liquidateur de l'ambulance.

Ne comprenant rien à cette comédie jouée par M. Sée, les médecins qui ne pouvaient rentrer dans leurs familles et ceux dont la fortune était trop modeste pour leur permettre d'attendre la réorganisation annoncée par les comités de Bruxelles et de Tours, se firent nommer immédiatement chirurgiens dans l'armée, les bataillons de mobiles ou les compagnies de francs-tireurs; les autres médecins attendirent. A la suite de cette désorganisation, M. Sée partit pour Lille le 12 octobre. Le comité de Tours, trop poli pour lui infliger un blâme sur cette manière de procéder, n'attendait que son départ pour mettre à exécution les mesures décrétées par le comité dans sa séance du 10. Une section de cinq médecins, sous les ordres du docteur Pomier, se rendit à Mâcon, et quelques jours plus tard, deux autres sections, sous les ordres de MM. Mahot et Villeneuve se rendirent d'abord à Nantes, puis se réunirent en une seule, avec M. Villeneuve pour chef, et furent attachées au camp de Conlie. Quant aux autres ambulances, sauf la 1re qui était à Metz, elles ont continué à fonctionner avec les chirurgiens en chef qu'elles avaient à leur départ de Paris.

Lorsque nous arrivâmes à Tours, la délégation de la Société avait à peu près épuisé ses ressources; pour obvier à cette disette, le comité chargea M. Villeneuve d'aller dans le midi, M. Espérandieu en Suisse, et moi à Londres, chercher des secours en argent et en nature. Sachant que le capitaine Brackenbury, délégué de la Société anglaise, était

momentanément à Bruxelles, je partis pour la Belgique, espérant éviter le voyage en Angleterre et, par conséquent, revenir plus vite.

A Bruxelles, je revis le docteur Piotrosky, de la 6me ambulance, qui me dit qu'aucune ambulance n'avait été dissoute et que la Société anglaise venait de remettre à M. Hubert Saladin cent mille francs pour l'entretien de cinq ambulances pendant deux mois, indépendamment d'immenses dépôts d'approvisionnements. Espérant obtenir pareil secours, je priai le docteur de me conduire chez le capitaine Brackenbury. Le docteur y consentit, mais il voulut avant me présenter à M. Hubert Saladin, président du comité de Bruxelles. Je ne sais pourquoi le comité de Paris avait nommé cet « amiral » ou colonel suisse directeur-général des ambulances françaises ; je ne sais pourquoi le comité français de Bruxelles était présidé par un étranger et non pas par un Français ; je ne sais pourquoi ce président avait installé son comité en Belgique au lieu de l'installer au centre de la France... Je pourrais ainsi poser bien des questions auxquelles le comité de Paris ne feraient que de mauvaises réponses ; mais arrètons-nous pour le moment. On a dit que M. Saladin était fort bien en cour à Berlin, et qu'il pouvait nous être utile ; ce n'est point une raison, car nous n'avions pas de privilége à demander à la Prusse, mais la simple exécution de la Convention de Genève. En maintenant hautement ses droits, l'ambulance de la presse n'a pas eu besoin de la protection

des Prussiens pour faire son devoir. Les Anglais, les Hollandais, les Luxembourgeois avaient-ils des étrangers pour diriger leurs ambulances et les protéger ? Bévues partout, toujours des bévues, voilà ce que nous n'avons cessé de faire depuis le commencement de la campagne.

Loin de vouloir nous être utile, ce monsieur me reçut d'une façon plutôt distraite que polie et me demanda « ce que c'était que le comité de Tours ? »

— Je suppose, lui répondis-je, que vous devez le connaître, puisque M. de Flavigny en est le président, et que vous lui avez écrit pour lui annoncer la dissolution des ambulances.

Du reste il le connaissait si bien, que le mois suivant il envoya M. Rohan-Chabot demander 50,000 fr. à M. de Flavigny, pour ses ambulances qui renfermaient alors environ *vingt-cinq* malades.

— Ce n'est pas vrai, répliqua-t-il, il n'y a que les infirmiers de renvoyés, les ambulances seront réorganisées sur un pied nouveau, mais non dissoutes. Après tout, je ne puis rien pour celles de Tours, je ne m'occupe pas de celles qui ne me consultent point sur la direction qu'elles doivent prendre.

Le colonel continua sur ce ton pendant quelques instants, ses paroles m'attristaient plus qu'elles ne me froissaient, car à travers toutes les questions d'amour-propre qui le préoccupaient, je ne voyais percer aucun dévouement sérieux, aucune volonté de subvenir aux nécessités les plus urgentes de nos

pauvres blessés, je ne voyais qu'un bonhomme qui se faisait un piédestal de nos ambulances et craignait que je lui fisse du tort en demandant aux Anglais de nous prêter leur concours pour la nouvelle campagne qui débutait par les batailles d'Arthenay, de Châteaudun et la prise d'Orléans. On ne saurait trop le répéter, la Société de secours a rendu des services immenses en province ; sans elle des milliers et des milliers de blessés et de malades seraient morts faute de soins et d'aliments. Cette institution qui vient de fonctionner chez nous pour la première fois n'a pas besoin de réformes pour être digne de tout éloge, elle mérite la gratitude de la France entière ; ses fautes, ses écoles, le blâme et les reproches encourus dans certaines localités, sont le fait de son personnel et non de l'institution. Les ambulances internationales étrangères ont été partout admirées, respectées parce que son personnel était admirable par son dévouement, son intelligence et son esprit pratique. Chez nous, le personnel dirigeant, malgré son honorabilité, malgré sa valeur individuelle, n'a point été à la hauteur de sa tâche au point de vue de l'organisation et de l'application des secours. Pour faire mieux, pour faire plus, et plus économiquement, il suffit d'avoir dans les comités sectionnaires et surtout au comité central des hommes essentiellement pratiques, dépensant l'argent des souscripteurs pour le bien-être des malades, et non pour satisfaire les intérêts ou la vanité des employés grands ou

petits des comités ou des ambulances. Le plus ou le moins de perfection dans le fonctionnement de la Société et dans le but qu'elle se propose réside uniquement dans une question de personnes et non dans une question de principes.

Voyant que je n'obtiendrai de M. Saladin aucun genre de secours, je priai le capitaine Brackenbury de faire pour le comité de Tours ce qu'il avait fait pour celui de Bruxelles, dont les ambulances n'avaient alors aucun blessé à soigner. J'étais d'autant plus fondé dans ma demande que la Société nationale anglaise qui disposait de ressources colossales en numéraires comme en approvisionnements, les avait en grande partie consacrées à la Prusse. En effet, d'après une carte publiée par cette Société le 28 octobre 1870, la Société anglaise avait, soit en Allemagne, soit dans les pays occupés par les Allemands, quarante-huit ambulances ou dépôts d'objets de pansement et d'approvisionnements pour les blessés ; en France, dans les départements non envahis, elle en avait seulement vingt-un.

Le capitaine, comprenant parfaitement la situation, me dit qu'il ne pouvait prendre sur lui-même de m'accorder ce que je lui demandai, mais, reconnaissant l'urgence de nos besoins, il me donna pour le colonel Loyd Lindsay, président du comité anglais, une lettre faisant un appel sérieux à la générosité du comité. Je partis alors pour Londres.

On sait qu'au début de la campagne, les Anglais étaient généralement prussophiles ; les uns avaient

oublié que depuis bien des années la France ne reculait devant aucun sacrifice pour s'attacher l'Angleterre ; d'autres, ne regardant que la surface des choses, voulaient absolument que ce fut la France qui eut déclaré la guerre à la Prusse, sans voir que si Napoléon avait dit le mot, M. de Bismark avait fait la chose, et que, sans provocation aucune, la Bavière, la Saxe, le Wurtemberg et les autres états Allemands s'étaient mis de la partie. Depuis le siége de Paris et surtout depuis les atrocités commises par les Allemands contre nos malheureux citoyens, l'opinion publique tournait en notre faveur, mais il subsistait encore en Angleterre bien de vieilles rancunes et bien des hésitations ; aussi, ne fus-je point étonné de voir, lors de mon arrivée à Londres, le comité anglais peu disposé à nous faire de nouvelles largesses. Puis, il ignorait l'importance énorme que devait prendre Tours, au point de vue hospitalier, par suite des batailles qui devaient se livrer dans la vallée de la Loire et les départements limitrophes. En outre, il paraît que les délégués anglais, chargés de partager entre Paris et Versailles le million voté par le comité de Londres pour les ambulances, avaient été peu édifiés de la manière dont le comité central de Paris s'acquittait de sa mission.

Il me fut rapporté que ces délégués ne trouvèrent que 400 blessés dans les ambulances internationales de Paris, tandis qu'ils en comptèrent 1,100 dans celles de la presse, dirigées par M. de

la Grangerie. Ils trouvèrent pareillement que l'administration de la Société internationale et celle de la Souscription patriotique offraient des contrastes très-saillants; ainsi, tandis que les blessés ne coûtaient que deux francs par journée dans les ambulances de la presse, ils revenaient à plus de treize francs dans celles de la Société de secours, sans être mieux traités ni mieux soignés les uns que les autres. Ces contrastes existaient pareillement dans le dévouement du personnel hospitalier, dévouement admirable dans le personnel médical et brancardier des ambulances de la presse qui ramassait les blessés sous la mitraille, tandis que le personnel de la Société de secours montrait plus de prudence et d'éloignement pour le danger.

Il est probable que le comité central de Paris ignorait ces détails et ces fâcheuses impressions qui me firent du tort à Londres; néanmoins, le comité anglais, prenant en considération les nécessités urgentes de la délégation de Tours, m'accorda des approvisionnements considérables en nature, une somme de vingt-cinq mille francs, et mit à notre disposition un dépôt qu'il établissait alors à Tours. Plus tard, ce comité, revenu de ses premières impressions, influencé par un de ses membres les plus distingués, le général Eyre, très-sympathique aux Français, et désireux de faire le plus de bien possible, nous envoya des secours immenses pour nos blessés et nos malades de la Loire. Je ne dois pas oublier le comité de la « Souscription

française » de Londres, dont le secrétaire-général, M. Pierrard, m'accorda des secours en argent qui nous furent très-utiles.

Ma mission heureusement terminée, je revins à Tours seconder M. le vicomte de Flavigny dans l'œuvre noble et fatigante qu'il s'était imposée et dont il s'acquittait avec une activité, une intelligence et une abnégation qui tenaient du prodige. Je regrettai beaucoup de ne pouvoir retourner auprès de mes compagnons de la 2e ambulance, alors au camp de Conlie, parce que ce camp était commandé par M. de Kératry. On se souvient que ce personnage dût sa subite popularité à la brochure qu'il publia pour défendre le maréchal Bazaine, auquel Napoléon ne pardonnait pas sa conduite égoïste et sa politique personnelle au Mexique. Dans mon *Histoire du Mexique*, je réfutai M. de Kératry, lui prouvai qu'il ne connaissait pas le premier mot de la question mexicaine, et j'accusai le maréchal Bazaine, au moyen de documents inédits, d'avoir sacrifié le Mexique et l'empereur Maximilien à son ambition particulière. En présence de ces faits et par le temps d'arbitraire, alors à la mode dans toute la France, je ne pouvais me mettre sous la juridiction de M. de Kératry.

A Tours, je trouvai M. de Flavigny seul pour supporter le lourd fardeau de la délégation de la Société,— ce qui n'était point une sinécure,— pour diriger, entretenir les nombreuses ambulances fixes

ou volantes de la Loire et des départements limitrophes, et pour veiller à l'évacuation des blessés, ce dont l'intendance s'occupait fort peu. M. Foucher de Careil était parti pour Rennes diriger les ambulances de l'armée de Bretagne ; M. de Villeneuve ne songeait qu'aux devoirs de sa délégation, et M. Dalloz, absorbé par le *Moniteur Universel*, ne pouvait seconder activement M. de Flavigny, qui était débordé par le travail, malgré le concours intelligent et dévoué de ses secrétaires.

Pour faire face aux charges énormes que l'entretien de ces ambulances nécessitait, M. de Flavigny n'avait que les ressources qui lui arrivaient par l'entremise de nos consuls, de nos ministres à l'Etranger et le dépôt anglais de Tours, dans lequel MM. Elphinstone et Lée, délégués du comité de Londres, nous permirent de puiser largement. Je regrette d'ignorer le nom de notre consul à Glascow, car il mérite la reconnaissance de tous les Français par les secours considérables qu'il nous a envoyés pour nos blessés.

La France, préoccupée de la guerre, de la mobilisation et des levées de troupes, ne donnait plus rien à la Société ; néanmoins, chaque département organisa des comités ayant pour but l'amélioration du sort des mobiles et des mobilisés du département. Ces comités ont rendu de grands services à nos armées mobilisées, en suppléant à l'action nulle ou nuisible du gouvernement. Mais

avant de parler des plaies nouvelles qui devaient encore faire saigner notre pauvre patrie, je dois dire quelques mots sur le gouvernement de Tours, ses faits et gestes.

XII

Deux mots sur la révolution du 4 septembre. — Les partis politiques en France. — Les bonshommes de Tours. — Défense nationale. — Garibaldiens. — On demande un sauveur. — Un avocat-ministre-général tombé des nues. — Bataille de Coulmiers. — Capitulation de Metz.

MM. Jules Simon, Pelletan et leurs amis, après avoir beaucoup et longtemps tonné contre les coups d'Etat dont ils ne profitaient pas, voulurent en faire un dont ils profiteraient seuls, se réservant de le faire ratifier plus tard par le peuple qui ratifia celui du 2 décembre, et ratifiera tous ceux de l'avenir, pourvu qu'on le laisse tranquille, gagner en paix son pain quotidien. Pour exécuter ce coup d'Etat, ces honnêtes républicains commencèrent par violer la Constitution qu'ils avaient juré de respecter et de maintenir. Nos *honorables* députés de l'opposition n'hésitèrent pas à fouler au pied

leur serment, petite peccadille qu'ils avaient pourtant reproché très-souvent à Napoléon dans des termes très-vifs; mais pour être logiques, leurs actes ne devaient-ils pas toujours démentir leurs anciennes théories? Mettant à profit la stupeur dans laquelle la France fut plongée par le désastre de Sedan et la chute de Napoléon, ces messieurs se hâtèrent d'appeler quelques gardes nationaux de je ne sais où et quelques gavroches de Belleville qui vinrent à la Chambre crier : Vive la République!

Une lettre, tombée probablement de la poche de M. Simon et lue par plusieurs députés, a révélé l'origine de la révolution du 4 septembre. Lorsque des temps plus calmes seront arrivés, lorsque les poltrons seront rassurés, on aura d'étranges révélations sur ce brusque coup d'Etat qui n'était pas même un coup de main, mais un simple tour de gobelet. L'Empire, ayant depuis dix ans démoralisé les cœurs et découragé les bras, ne trouva pas un cœur, pas un bras pour le soutenir à ce moment suprême, il s'effondra comme un édifice caduc, étayé par des poutres pourries. Dans un livre intitulé : *Quand j'étais journaliste*, je disais que les Empires ne tombaient que par le suicide et que le rôle du peuple se bornait à celui de fossoyeur dans les funérailles d'une dynastie. Après avoir constaté, caractérisé le suicide des gouvernements qui se sont succédé chez nous depuis près d'un siècle, il est inutile de constater celui de l'Empire; le peuple n'a pas eu la peine de l'enterrer; Napoléon

s'est enterré lui-même dans les mains prussiennes.

Lorsque les ministres de la régence quittèrent la Chambre le 4 septembre, convaincus que Paris était à feu et à sang, grande fut leur surprise de ne voir personne autour du Corps législatif; seuls, cinq ou six pêcheurs à la ligne étaient en train de prendre des goujons sous le pont de la Concorde, sans se douter que l'Empire venait de céder la place à la République, pour la plus grande gloire de MM. Jules Simon, Pelletan et Ce. Quand la foule, les badauds, les reporters de boutiques, de salons et les gardes nationaux vinrent encombrer la place, les quais et les abords du palais, le tour était déjà joué. Les Parisiens pleuraient de joie dans les rues et s'embrassaient de bonheur ; on aurait dit que le jour de l'an, jour d'étrennes, était arrivé ; c'était touchant et surtout idiot, car ce bon peuple de Paris ne raisonne jamais ; Louis XVIII, Louis-Philippe, la République, Napoléon, Bazaine, Thiers n'ont-ils pas été tour à tour l'objet de son enthousiasme aveugle et de ses haines improvisées?

Je ne sais si le paysan est, en réalité , plus ignorant que le Parisien, mais il a certainement plus de bon sens. Lors du siége, quand un poltron, pour justifier sa fuite du combat, disait : « Nous sommes trahis vendus, » les naturels de Belville, de la Villette et de Montmartre, ne voulaient pas se battre et répétaient en chœur : « Nous sommes trahis, vendus. » Cette idée fit son chemin et rien n'a pu la détruire. Avant de l'accepter. un paysan

se dirait : — Par qui suis-je trahi ? A qui suis-je vendu? Pourquoi suis-je trahi et vendu ? Un Parisien ne se posera jamais ces trois questions; il gobera bêtement la pillule qu'on lui donne pour exciter ses passions, et ne raisonnera pas. Faute de ce sens appelé sens commun, le peuple de Paris a pris en dédain les gens de la province plus difficiles à convaincre, plus difficile à se laisser duper par le premier filou qui parle à leurs mauvais instincts. Les dupes n'aiment pas les malins. Esclaves de leur ignorance et de leur vanité, esclaves de leur égoïsme et de leur petitesse d'esprit, têtes sans cervelle, les Parisiens sont devenus les valets de nos charlatans politiques et les victimes des ces voyous cosmopolites qui vocifèrent dans les clubs ou crient dans les rues pour mettre la main dans toutes les poches. A Chatillon, au Bourget, à Champigny, à Buzenval, ils ont fui les Prussiens, mais à la place Vendôme, ils nous ont lâchement assassinés le 22 mars, parce que nous étions sans armes; au mois d'avril, il se sont lâchement laissé enrôler par un citoyen américain, Cluseret, chassé de l'armée pour vol ; ils se sont lâchement laissé commander par un étranger, Dombroswki, ses compatriotes et ses Italiens ; ils se sont lâchement laissé forcer leurs coffres-forts par les pillards de Rigault et les communards de l'Hôtel-de-Ville, et quand ils ont eu le triste courage de tremper leurs mains dans le sang de nos soldats, c'est que leurs maîtres fermaient les portes

de Paris à ceux qui fuyaient le feu, et les forçaient à recevoir la mort en face ou dans le dos.

Voilà le peuple qui méprise la province, qui parle de droits, de progrès, de régénération! Voilà le peuple qui veut faire la loi à la France, lui imposer ses vieux dogmes, sa morale inique, ses révolutions et ses crimes ! On comprend qu'avec un peuple pareil la révolution du 4 septembre n'était qu'un jeu d'enfant; néanmoins, ce jeu devait avoir les conséquences les plus funestes.

Quand MM. Jules Simon, Pelletan et Ce se nommèrent eux-mêmes gouvernement, ils n'eurent pas la sagesse de rester gouvernement de la défense nationale, ils voulurent, *avant tout*, proclamer la République; aussi, la République de ces messieurs a-t-elle tué la défense nationale. Ce fut une faute immense de la part de ceux qui, dans leur précipitation maladroite et coupable, craignirent de voir s'échapper l'occasion d'intrôniser le régime de leur choix, et jetèrent sur une cause noble et grande le discrédit de l'illégalité. La France, devant les malheurs qui la frappaient, ne demandait que l'union, l'entente et la concorde, seules capables de lui permettre d'accomplir sa tâche nationale: chasser l'étranger. La dictature s'assit à la place que devait occuper la liberté légale. Deux jours de plus, et la nation tout entière aurait acclamé le nouveau régime issu des circonstances, de la nécessité, du droit et qui ne blessait aucun intérêt ; deux jours de plus, et la République cessait d'être

en France à l'état de parti pour devenir gouvernement national; deux jours de plus, et la convention par laquelle la Russie s'était engagée à rester neutre, moyennant que la Prusse n'exigerait pas de nous une cession de territoire et une indemnité de guerre dépassant 800 millions, n'aurait point été lettre-morte. Quand M. Jules Favre se rendit à Ferrière, il trouva M. de Bismark très-dur dans ses prétentions, sachant que la Russie ne voulait plus s'interposer entre la Prusse et nous. A Versailles, les prétentions de M. de Bismark furent plus dures encore, et pourtant, l'homme du 4 septembre qui avait dit ne vouloir pas céder un pouce de terrain, une pierre de nos fortifications n'hésita pas à signer le démembrement de la France plutôt que de résigner le pouvoir. Voilà les hommes qui s'imposèrent à nous, après l'homme de Sedan !!!

Pauvre France!

A peine au pouvoir, le nouveau gouvernement se vit forcer d'envoyer en province une délégation pour expédier les affaires et le représenter. Ne prévoyant pas l'importance que cette délégation allait acquérir, personne ne voulait partir. On résolut d'abord de tirer au sort le nom des délégués, mais de crainte que le général Trochu, M. Jules Favre ou d'autres membres, prétendus nécessaires à Paris, ne fussent désignés par le sort, on rejeta ce moyen et l'on décida MM. Crémieux et Glais-Bizoin à se rendre à Tours. Jamais choix ne fut

aussi malheureux, aussi fatal que celui-là. Pour tout esprit sans préjugé, sans parti pris, il était évident que la main qui nous avait châtié en nous conduisant à Sedan, voulait nous châtier encore par de nouvelles hontes. Grâce à l'ineptie de ces deux bonshommes, le régime dictatorial qui régnait à Paris et à Tours, devint contagieux, Lyon, Bordeaux, Marseille, Toulouse et bien d'autres villes subirent aussitôt des gouvernements minuscules du même genre, mais moins honnêtes encore ; on aurait dit que nos bons républicains trouvant l'œuvre dévastatrice et déshonorante des Prussiens, insuffisante, voulurent déployer toute leur cynique énergie à nous anéantir dans le moins de temps possible ! Et ce sont eux qui parlaient de trahison ! ! !

C'est moins l'étranger que nos partis politiques qui jetteront toujours de la boue au visage de la France, lui mettront des fers aux mains, aux pieds et la crucifieront sans cesse jusque dans le malheur. Le temps ne leur apprend rien, n'apaise aucune de leurs passions, et surtout ne leur réchauffe pas le cœur pour y substituer l'amour de la patrie à leur criminel égoïsme. Il leur faut à tout prix de l'or ou du pouvoir, souvent les deux à la fois, n'importe leur incapacité, n'importe leur ineptie, du moment qu'un homme porte la livrée du parti triomphant, il n'a qu'une pensée, qu'une volonté : écraser son rival, écraser le vaincu. Le culte de soi-même, la haine des autres, voilà l'unique sentiment, l'unique préoccupation de tous nos politiques,

grands ou petits, depuis le ministre jusqu'au *titi* des faubourgs.

— Et la France?

— La France? Qu'est-ce que c'est que ça?

C'est un prétexte, un mot, quelquefois un instrument, jamais un but.

Quand un gouvernement nouveau perd son temps à passer le pinceau sur les enseignes de son prédécesseur, il fait preuve de faiblesse et de puérilité; quand il s'amuse à ces niaiseries dans des circonstances aussi graves que celles que nous venons de traverser, je ne sais s'il faut l'accuser de stupidité, de ridicule ou de crime de lèse-nation. Quand l'ennemi frappait aux portes de la capitale, Paris ne trouva rien de mieux à nous envoyer en province, pour sauver la France, que deux ruines portant cette étiquette: Crémieux, Glais-Bizoin! Déterrer ces vieilles loques de 1848, qui n'ont pas su conserver trois mois la République, vierge de sang français, confier le salut d'un pays comme le nôtre à des mains débiles qui tremblent en portant le pain quotidien à la bouche, n'est-ce point insensé? n'était-ce point donner la mesure de la capacité de nos hommes du 4 septembre?

Les vieux partis, comme les vieux chiffons, ne sont plus de notre époque, il faut les laisser dans leurs vieux meubles, comme il faut laisser à leurs nourrices ces gamins qui croient nous sauver parce qu'ils aiment mieux manier la plume ou la parole qu'un fusil, et qui veulent surtout manier nos écus.

Perruques et blanc-becs nous ont fait assez de mal par leur couardise dans le danger, leur avidité dans nos troubles, et leur insuffisance dans les postes lucratifs qu'ils prennent d'assaut; il ne nous en faut plus à la tête de nos affaires, aux plus hauts degrés de l'échelle sociale qu'on leur laisse enjamber d'un bond. Il ne nous faut plus de sauveurs qui ne sauvent qu'eux-mêmes ou des martyrs qui s'enrichissent en nous appauvrissant, s'engraissent et ne meurent jamais.

En Allemagne, il n'y a que des Allemands; en Angleterre on ne voit que des Anglais, il en est de même des autres pays, la France seule n'a presque plus de Français; on y voit des hommes, des femmes, des monarchistes, des républicains, mais des Français? il faut la lanterne de Diogène pour en trouver. Quand les bruits de guerre grondaient au delà de la Moselle, les impérialistes, les royalistes et les républicains s'étaient partagés la France; tous luttaient les uns contre les autres, se disputaient, se déchiraient au détriment du pays; ils avaient fait de notre tribune parlementaire et de notre presse une école de dissensions intestines où l'ignorance la plus colossale et la plus universelle le disputait à la vanité la plus puérile et la plus grotesque. N'est-il pas temps d'en finir avec ces époques de scandales, de rancunes, d'ostracisme, de ruines et de bavardages stériles? N'est-il pas temps enfin de laisser les avocats à leurs dossiers, les vieillards à leur tabatière, les moutards à leur

biberon, et de mettre au pouvoir, dans nos conseils départementaux, dans nos chambres et notre gouvernement des hommes, des hommes virils, honnêtes, capables, pratiques, énergiques et désinteressés ?

Il suffit de se rappeler ce qui s'est passé à Paris, à Tours et dans toute la France, depuis le commencement de la guerre pour comprendre et partager les sentiments que je viens d'exprimer avec l'indignation d'un cœur français, avant tout, et par dessus tout.

Quand je vis pour la première fois MM. Glais-Bizoin et Crémieux, je tombai anéanti ; je savais bien que ces deux personnages devaient être très-vieux, très-cassés, mais je ne m'attendais pas à voir pareille décrépitude; un gouvernement honnête ne leur aurait pas même confié la direction d'un musée égyptien. Ces deux bonshommes perdirent plus d'un mois à faire et défaire des juges et des maires, à baptiser et débaptiser les rues, à s'occuper de timbres-postes, en un mot de tout ce qui n'était pas la défense nationale. Cette perte de temps a permis aux Prussiens de se répandre dans le centre de la France, sans tirer un coup de fusil; elle a déplacé le théâtre de la guerre qui s'est brusquement étendu jusqu'aux portes de Tours. Tandis que M. Crémieux ne songeait qu'à changer dans la magistrature les toques de têtes, M. Glais-Bizoin, par préjugés politiques, hésitait à accepter les services de MM. Charette et Cathelineau, de crainte

qu'ils ne rétablissent parmi nous la royauté en faveur du duc de Bordeaux; il refusait également le secours de 30,000 Irlandais qui voulaient venir tout armés, des Etats-Unis, pour combattre à nos côtés.

Si les deux bonshommes de Tours hésitaient à se servir contre l'ennemi de l'épée de MM. Charette et Cathelineau, deux Français, deux braves cœurs qui, grâce à M. Gambetta, ont donné des preuves sur le champ de bataille de leur bravoure et de leur patriotisme, s'ils refusaient les services d'une légion irlandaise ayant déjà fait la guerre aux Etats-Unis, en revanche, ils n'hésitèrent pas à nous infliger une suprême humiliation, une honte de plus, en confiant un commandement à Garibaldi, cette « sublime ganache, » comme l'appelait Mazzini, Garibaldi qui nous a tant indignés par ses insultes continuelles contre la France, les Français et tout ce que les gens honnêtes respectent. Du moment où nos bonshommes de Tours voulaient faire un affront de plus à notre pauvre patrie, en prenant des étrangers pour la défendre, ils auraient dû appeler n'importe qui, plutôt que ces *condottieri* italiens. En confiant à Garibaldi l'armée des Vosges, on a désorganisé cette armée qui commençait à se former, à se battre; on a laissé transporter le théâtre de la lutte partout où elle était désavantageuse. ruineuse et sans utilité pour nous; tandis qu'en la maintenant dans l'est, on coupait les vivres et le

ravitaillement à l'ennemi, et l'on donnait à l'armée de la Loire le temps de se rapprocher de Paris.

On se souvient qu'à Lyon, les Garibaldiens assassinèrent plusieurs de nos compatriotes ; au lieu de défendre Dôle et d'empêcher les Prussiens d'y entrer, Garibaldi en chassa les jésuites, ce qui était plus facile ; personne n'osa demander de quel droit ce Barnum italien chassait de leur domicile des citoyens français ? Plus tard, le 27 décembre, les garibaldiens pillèrent le presbytère de Ruages de façon à faire envie aux Allemands. A Autun, voici ce qu'écrivait un habitant de cette ville à M. Garcin de la *France :*

— « Votre numéro du 4 janvier contenait un article sur le luxe hors de saison des officiers de l'armée garibaldienne ; on ne peut pas se faire une idée de la manière dont les choses se passent ici; c'est un désordre complet; il faut voir cela *de visu*, et un jour on sera étonné des sommes énormes dépensées ici.

« ..... Ces Messieurs agissent en maîtres vis-à-vis de la population et ne se gênent nullement. L'autorité civile même ne peut pas protéger les habitants. Cette autorité est méconnue et froissée à chaque instant par l'autorité militaire de l'entourage — de Garibaldi. — Sauf les pays envahis par les Prussiens, il n'y a pas en France de ville qui supporte autant de contrariétés et soit dans une pareille position. »

On a beaucoup cherché à grossir les exploits des

garibaldiens, en mettant sur leur compte les traits de bravoure et d'audace des francs-tireurs placés sous les ordres de Garibaldi, mais qui agissaient ordinairement en dehors de lui; les faits ayant toujours démenti les récits exagérés par l'esprit de parti, la presse gouvernementale n'a réussi à tresser de faux lauriers à ce ridicule et brave personnage que dans l'affaire de Dijon du 21 janvier, et encore a-t-il fallu passer sous silence l'action des troupes françaises pour ne parler que des quelques garibaldiens fondus parmi ces troupes. On sait aujourd'hui que ce combat funeste n'était qu'une mystification au moyen de laquelle les Prussiens cachèrent leur mouvement tournant sur les derrières de l'armée de Bourbaki ; Garibaldi donna naïvement dans le piége et ne voulut point secourir les onze cents hommes de Bonbonnel qui, pendant tout une journée, empêchèrent les Prussiens de passer la Saône à Gray.

Le général Pélissier disait naguère à la tribune, qu'il acceptait la moitié de la responsabilité des actes de son ami Garibaldi dans la campagne de Dijon ; le général Pélissier n'étant connu par aucune action militaire remarquable, n'a su prouver qu'une chose dans son pitoyable discours, c'est qu'il n'était pas plus fort que son ami dans l'art de la guerre, et que le gouvernement fera bien de ne pas lui confier un commandement, quand il voudra que nous ne soyons pas battus par l'ennemi. Si l'on veut savoir avec quelle ineptie — pour ne pas dire davan-

tage — Garibaldi et ses amis se sont conduits, il suffira de faire une enquête, non pas à Dijon simplement, mais dans les départements de la Côte-d'Or et de la Haute-Saône, alors seulement le public sera édifié sur la valeur de ces personnages.

A propos de cette affaire de Dijon, la presse gambettiste eût le triste courage d'attribuer à Ricciotti Garibaldi la prise d'un drapeau prussien ; elle n'ignorait pourtant pas que Ricciotti Garibaldi n'avait point pris ce drapeau des mains prussiennes, mais des mains françaises, d'un nommé Raymond, de Mâcon, âgé de dix-neuf ans, franc-tireur du Mont-Blanc, qui avait pris ce trophée à l'ennemi et fait prisonnier celui qui le portait.

Quand nos bonshommes de Tours, oubliant ce qu'avait fait la première république, oubliant que seule, sans alliée, la France avait plusieurs fois vaincu l'Europe coalisée, quand MM. Crémieux et Glais-Bizoin ont cru que nous ne pouvions nous défendre sans le secours des Garibaldiens qui devaient plus tard prendre part à notre guerre civile, ils nous ont donné la mesure de leur force et de notre chute.

Avant l'arrivée de M. Gambetta, la défense nationale ne s'organisait réellement nulle part. La politique et la mauvaise politique n'avait rien abdiqué, elle régnait partout. Toutes les opinions loyales avaient fait trêve, mais les préfets nouveaux jouaient les tyrans, et, les proconsuls civils ou militaires, tirés du journalisme ou du *Café de Madrid*, se

donnaient les coudées franches. L'armée de la Loire, qui se formait à Tours, se composait alors de quelques milliers d'ivrognes, sans discipline, sans cohésion et sans commandement, qui titubaient dans les ruisseaux en braillant la *Marseillaise.* Les officiers passaient leur temps dans les cafés et les soldats dans les bastringues. Cette armée, découragée par nos précédentes défaites, grisée par le mauvais vin, démoralisée par l'incurie des chefs, le désordre et l'abandon, se rappelait encore les souscriptions publiques faites, par l'opposition, en faveur des soldats révoltés qu'on envoyait en Afrique ; elle se rappelait qu'à la tribune, comme dans la presse, les républicains faisaient l'apologie du soldat qui s'affranchissait de la discipline. Ces encouragements à l'émancipation militaire avaient produit le troupier qui raisonne, s'enivre, critique et se sauve devant le feu. Nous pouvions avoir des masses armées, mais il fallait la main de fer d'Aurelles de Paladines pour faire de ces masses une bonne armée.

Un turco me disait un jour : « Si Abdel-Kader venir ici, avec 10,000 hommes, Abdel-Kader aller à Berlin. » Cette forfanterie arabe me fit sourire, mais il est certain qu'au lieu de s'occuper à satisfaire de vieilles rancunes, en cassant ou faisant des juges, les bonshommes de Tours auraient dû s'empresser de faire venir les goums d'Afrique pour éclairer nos petites armées, courir sus aux uhlans et se servir des cavaliers arabes pour se rendre compte des po-

sitions de l'ennemi. M. Gambetta les fit venir plus tard ; malheureusement on a pas su se servir de ces hommes, on les a fait battre comme des cavaliers ordinaires et leurs services ont été médiocres.

Il en a été de même des francs-tireurs ; on a découragé leur organisation en les enrôlant presque tous ; on a paralysé leur action en les mettant en ligne. Déployés en guérillas sur les hauteurs, dans les bois et les défilés, ils auraient empêché les uhlans d'avancer, ils auraient harcelé les corps prussiens et compromis leurs mouvements ou leur ravitaillement. Par la haine que leur portaient les Allemands, et la terreur qu'ils leur inspiraient, on aurait dû comprendre l'importance des francs-tireurs et du rôle qu'ils auraient pu jouer pendant cette guerre. Il est vrai que plusieurs compagnies de cette arme se sont conduites d'une manière indigne vis-à-vis des populations et n'ont pas toujours été braves au feu, mais on pouvait rendre ces exceptions plus rares encore par des mesures disciplinaires très-énergiques.

Les municipalités montraient autant de frayeur des francs-tireurs que les Prussiens eux-mêmes, et faisaient tout ce qu'elles pouvaient pour les éloigner de leur ville ou de leur village. Les Prussiens, reconnaissants, pillaient les villes, les villages et malmenaient les habitants. De Vernon jusqu'aux environs de Saint-Germain, la route passe aux pieds de collines escarpées, boisées et le long de la Seine dont les bords sont presque continuellement

garnis de rideaux d'arbres et de broussailles. Cinq cents francs-tireurs habilement embusqués des deux côtés de la route auraient impunément massacrés les Allemands qui s'y engageaient très-souvent, mais les autorités, comme les populations des communes établies sur toute cette ligne préférèrent se laisser piller, incendier, ruiner par l'ennemi que de favoriser la défense de ce passage. Je pourrais citer de nombreuses localités dont les habitants ont agi exactement comme ceux de Vernon, de Mantes et de tout ce district.

Un instant je crus que M. Estancelin allait exécuter ce plan si simple et si peu dangereux ; après s'être nommé ou fait nommer général des gardes-nationaux de quatre ou cinq départements, M. Estancelin vint de Rouen à Mantes avec des mobiles et des gardes-nationaux. Chacun supposait qu'il allait se renforcer des francs-tireurs de Moquart, installés au château de Magnanville, et dénicher les Prussiens campés aux environs de Maule ; point du tout ; le général Estancelin déjeuna tranquillement à Mantes et revint à Rouen avec toutes ses troupes sans brûler une amorce. La chronique de Mantes disait que les Prussiens avaient abandonné leur camp en apprenant l'approche de ces troupes, et que M. Estancelin avait précipitamment quitté Mantes quand on lui dit qu'il y avait des Prussiens dans les environs. La chronique disait-elle vrai ?

En lançant un décret déclarant que toute population qui ne se défendrait pas serait taxée d'un

triple impôt de guerre, et que les autorités qui paralyseraient d'une manière quelconque la défense nationale subiraient les rigueurs de la loi, on n'aurait pas eu à déplorer la lâcheté de maires et de tant de conseillers municipaux qui ont poussé la couardise et l'égoïsme jusqu'au crime de trahison. Quand les Allemands auraient vu que pour envahir la France, ils devaient se battre contre les populations des villes et des villages par lesquels il leur fallait passer, ils n'auraient pas incendié les quelques localités dont les habitants se sont défendus. Il me semble qu'il y avait, en outre, un moyen de mettre un terme à ces incendies comme aux meurtres commis par les Allemands ; ces messieurs violant sans cesse le droit des gens et toutes les lois de la guerre, il fallait les forcer à respecter ces lois et ce droit en leur signifiant que pour chaque citoyen ou chaque franc-tireur qu'ils fusilleraient, on leur fusillerait un prisonnier, que pour chaque maison incendiée on pendrait deux prisonniers et qu'on ne ferait plus prisonniers ceux qui levaient la crosse en l'air pour mieux assassiner ensuite nos soldats, mais seulement ceux qui jetteraient leurs armes à terre. Ces justes représailles les auraient bientôt obligés à faire la guerre, non plus en barbares mais comme la font les peuples civilisés.

Il y avait pareillement des mesures sévères à prendre à l'égard des populations, qu'un égoïsme mal entendu ou la peur nous rendaient hostiles ; je pourrais en citer un grand nombre qui cachaient, à

l'approche de nos troupes, leurs provisions de bouche et autres, ne nous les cédaient qu'au poids de l'or, et se les laissaient facilement prendre par les Prussiens. Pour ne citer qu'un fait pris entre mille, à Metz, le sel qui se vendait dix francs la livre, la veille de la capitulation, se vendit, le lendemain, avant le ravitaillement, vingt centimes; les marchands l'avaient caché dans leurs caves. Affamés par les intendants, affamés par les populations urbaines et rurales, nos soldats ne trouvaient pas même de logement pour se mettre à l'abri du mauvais temps: ils campaient dans la neige ou dans la boue, contractaient toutes sortes de maladies, ne pouvaient ni combattre ni marcher et venaient encombrer nos ambulances et nos hôpitaux. Nos gouvernants n'ont jamais cherché à remédier à cet état de choses; aussi, nos armées se fondaient-elles comme un morceau de glace près du feu.

Quand les Allemands arrivaient les provisions étaient immédiatement sorties de leur cachette, et distribuées de gré ou de force à l'ennemi, qui ne payait pas ou payait en bons... payables par la commune: puis, pour remercier les habitants de leurs généreux procédés, ils leur imposaient des réquisitions supplémentaires d'argent, de vivres, de fourrages, de bestiaux, de flanelle, de chaussures, etc., sans compter le pillage privé. C'est ainsi que toutes les ressources du pays étaient gaspillées ou passaient entre les mains des Prussiens, et que le général Trochu pouvait dire avec raison, qu'après avoir

percé la ligne d'investissement de Paris, il trouverait devant lui un désert de trente lieues.

Pour éviter cette perte, au profit de l'ennemi, des ressources locales, n'eut-il pas été sage de cantonner nos troupes à peu près partout, et faire nous-mêmes ces réquisitions exorbitantes, tout en remettant à la fin de la guerre le règlement des comptes? Ce système, pratiqué seulement aux environs de Paris, aurait dû être généralisé, il aurait évité bien des souffrances à nos troupes, et bien des défaillances.

Je ne parlerai pas ici de ce meunier qui avertissait les Prussiens de l'approche de nos soldats, au moyen des ailes de son moulin qu'il faisait marcher, ni de cet individu qui faisait, dans le même but, tourner le disque d'un chemin de fer dans le Loiret. A toutes les époques et dans tous les pays, on a vu de ces sortes de monstres qui, par peur ou par un motif de lucre, n'hésitaient pas à trahir leurs frères et leur pays. Des faits analogues à ceux-ci, nous ont révélé que le bien-être matériel et la dépravation des mœurs avaient multiplié chez nous d'une manière honteuse ces hommes dénaturés, complètement dépourvus de sens moral ; malheureusement, les populations rurales n'ont pas eu le monopole de ces monstruosités, les villes, et surtout l'*héroïque* Paris, en ont fourni un contingent plus considérable encore que celui de nos campagnes.

Pendant la guerre, on a laissé maladroitement aux journaux, sur les évènements militaires, une

latitude qu'ils ne devaient pas avoir. Quand une colonne prussienne se met en marche, les officiers supérieurs qui la commandent connaissent seuls sa direction et ne l'apprennent qu'au dernier moment. Chez nous, officiers et soldats savent, un ou plusieurs jours d'avance, ce que va faire le corps auquel ils appartiennent ; ils le disent et nos journaux se sont toujours empressés de l'annoncer à l'Europe entière, afin de paraître bien informés et d'être mieux vendus. Aussi, les généraux allemands n'avaient pas besoin d'espions sur la Loire pour apprendre la composition et les mouvements de nos armées, les journaux de Tours le leur disaient très-exactement; à peine avait-on pondu une idée, une résolution, ils la chantaient aussitôt sur tous les toits. Toutes les fois que les circonstances m'ont amené dans le cabinet d'un général prussien, j'ai toujours vu sur sa table, à côté de ses cartes, quelques-uns de nos grands journaux.

Avec ce système, nos généraux ne pouvaient guère surprendre l'ennemi ; ils le trouvaient constamment prévenu ; alors, en présence de l'insuccès continuel de nos manœuvres, au lieu d'avouer que chacun contribuait à cet insuccès par ineptie, indiscrétion et manque de patriotisme, les journaux inventaient des batailles impossibles et des victoires fantastiques. De temps à autre, ils faisaient mourir M. de Moltke, le prince Frédéric Charles, ils effrayaient, exaltaient le public, se faisaient moquer de nous, à l'étranger par des récits puérils qui

dénotaient une grande ignorance des choses de la guerre, et, pour couronner leur œuvre, ils accusaient les généraux de trahison.

Je reviendrai plus loin sur ces stupides accusations publiques, lancés à dessein pour cacher les fautes du gouvernement gambettiste. En ce moment, je dois me borner à constater que nous avons été trahis, en effet, d'abord par les poltrons qui se faisaient exempter du service, en invoquant auprès des autorités leur prétendu titre de républicains; ensuite, par les autorités républicaines qui fournissaient ou faisaient fournir à nos soldats des armes, des vêtements et des chaussures de rebut; enfin, par ceux qui gaspillaient nos finances pour s'enrichir ou faire de la politique, au lieu de les consacrer à la défense nationale. Quant à nos généraux, par le nombre de ceux qui ont été tués ou blessés, on a vu qu'ils ont fait leur devoir dans la mesure de leurs forces. Parmi eux, nous avons vu des incapables, mais non des traîtres.

Au commencement d'octobre, il n'y avait qu'un cri dans toute la France, partout on ne demandait qu'une chose : Un sauveur. Tous savaient qu'un peuple de trente-sept millions d'âmes, riche, industrieux, ne pouvait, chez lui, se laisser dominer, maîtriser par sept à huit cent mille étrangers. Pour nous sauver et rejeter les Prussiens au-delà de nos frontières, il suffisait de savoir profiter de nos immenses ressources et d'organiser intelligemment la

défense nationale. Dans les crises suprêmes nous cherchons toujours notre salut dans un homme, et quand nous croyons l'avoir trouvé, nous nous jetons aveuglément dans ses bras, nous lui laissons prendre notre or, notre sang et nos libertés, sans nous inquiéter de ce qu'il en fera; ce n'est que lorsque nous nous apercevons qu'il prend tout pour lui seul et dans ses propres intérêts, que nous crions à l'arbitraire, et que... nous nous précipitons dans les bras d'un autre.

Le jour où la France aura comme aux Etats-Unis et comme en Angleterre des institutions réellement nationales, nous n'aurons plus besoin de sauveurs, car ces institutions nous sauveront de l'anarchie en écartant tout danger. Malheureusement, chez nous on ne s'occupe que des hommes, parce que les hommes ne s'occupent que d'eux-mêmes et non de la patrie; aussi, quand les hommes font défaut, la révolution et le chaos arrivent. Loin de chercher à substituer des institutions nationales à des institutions de partis, nos hommes politiques cherchent simplement à se substituer au parti vaincu, au régime déchu.

Quand on vit M. Gambetta descendre de ballon, chacun se dit « Voilà notre sauveur. » En effet, un homme qui tombait des nues ne pouvait manquer d'être « l'homme providentiel » qui devait sauver le pays. Son « activité dévorante » donnait beaucoup de crédit à cette espérance, — j'allais dire à cette croyance, — qui fut d'abord justifiée. En un

mois l'armée problématique de la Loire se métamorphosa en une armée réelle de 100,000 hommes, parfaitement organisée, approvisionnée et disciplinée. Certainement ce n'est point M. Gambetta qui a mis cette armée sur le pied sur lequel elle se trouvait lors de la bataille de Coulmiers, mais c'est lui qui a facilité la tâche du général d'Aurelles de Paladines, lui a fourni les éléments nécessaires à cette œuvre, et, sans lui, les bonshommes de Tours n'auraient jamais rêvé pareil tour de force.

La prise d'Orléans, le 11 octobre, est une preuve évidente de l'incurie dans laquelle nos gouvernants avaient laissé nos troupes. Le rapport officiel déclarant que l'armée s'était repliée sur Orléans, en disputant le terrain pied à pied, ne disait pas qu'il n'y avait pas eu, qu'il n'y avait pas pu avoir de bataille livrée, mais simplement une retraite qui commença à dix heures du matin pour finir à quatre heures de l'après-midi. Mais comme il fallait protéger cette retraite, le général Lamotte-Rouge, laissa à trois compagnies de zouaves pontificaux, six compagnies du 39e de ligne, au 8e bataillon de marche des chasseurs à pied, au 2e et 3e bataillons de mobiles de la Nièvre et au 5e bataillon de la légion étrangère, en tout 5,000 hommes, le soin d'arrêter les 25,000 Bavarois contre lesquels ils se battirent depuis onze heures du matin jusqu'à sept heures du soir aux Aubrais, aux Aydes, à Saran, à Ormes et dans les faubourgs d'Orléans; aussi, ces

braves furent-ils presque tous mis hors de combat ou faits prisonniers. On n'en a pas décoré un seul!

A la suite de cette retraite, M. Gambetta remplaça le général Lamotte-Rouge par le général d'Aurelles de Paladines, mais ayant peu de confiance dans la capacité de nos généraux, il ne se contenta pas d'activer le recrutement et l'armement de nos troupes, il voulut lutter avec M. de Moltke dans l'art de la stratégie militaire. Avec un peu moins de présomption, M. Gambetta se serait avoué qu'un avocat devait être plus incompétent encore dans cet art que le général le moins instruit; il se serait, en outre, aperçu par la leçon que nous venions de recevoir sur les bords de la Meuse que les généraux capables de faire la grande guerre sont assez rares et qu'il ne suffit pas d'aligner cent mille hommes et de leur dire : — Battez-vous, pour remporter la victoire.

Vu l'impossibilité de former de bons soldats en un ou deux mois, vu la difficulté de manœuvrer, nourrir et ravitailler de grandes armées, vu les conditions détestables dans lesquelles nous nous trouvions par le manque d'officiers et de troupes régulières, puisque M. Gambetta voulait jouer le rôle de Carnot, n'aurait-il pas mieux fait d'organiser de petits corps d'armées de cinq à vingt mille hommes et de les lancer isolément sur l'ennemi pour le harceler, l'affamer, l'empêcher de se ravitailler et de se répandre dans l'intérieur? Attaquer toujours et ne jamais livrer de batailles réelles que

dans des conditions excessivement avantageuses, garder tous les défilés, toutes les routes, tous les bois, toutes les hauteurs, telle était la tactique qu'une sage prudence devait adopter ; éparpiller tous ces corps d'armée sur les flancs et les derrières de l'ennemi, les relier entre eux par de nombreuses compagnies de francs-tireurs et la cavalerie, les appuyer par un ou plusieurs corps plus considérables, tel était le système qu'il fallait suivre, vu les circonstances dans lesquelles nous nous trouvions.

M. Gambetta ne suivit ni ce système, ni celui des grandes concentrations ; car, après la bataille de Patay, il partagea l'armée de la Loire en deux, laissa la partie commandée par le général Chanzy supporter seule la lutte contre les trois armées du prince Frédéric Charles, et envoya dans les Vosges l'autre partie commandée par le général Bourbaki qui vit ses troupes, sans munitions, périr de faim et de froid, avant d'être obligées de se réfugier en Suisse. La question de l'équipement, de l'armement, et de la nourriture des troupes paraissait être secondaire pour M. Gambetta ; ce fougueux tribun, s'incarnant dans la première république, s'imaginait que nous étions encore en 1792 ou en 1814, c'est-à-dire à l'époque des fusils à pierre ; il ne songeait qu'à mobiliser des hommes, le reste semblait pour lui des accessoires d'une médiocre importance.

Je crois qu'il aurait eu dans l'histoire de cette campagne une belle page si, laissant des généraux

comme d'Aurelles de Paladines, Bourbaki, Chanzy, Faidherbe, l'amiral Jauréguiberry et autres, le soin de faire la guerre comme ils l'entendaient, il se fut contenté de leur fournir des hommes, des armes, des munitions et des vivres, de manière à ce qu'ils eussent de tout en abondance et en bon état. Mais ce rôle lui parut au dessous de ses inspirations guerrières, indigne de la dictature qu'il s'était octroyée; il se mit gaillardement sur la tête le plumet du « général Boum, » et pasticha le gouvernement personnel de l'Empire qui nous avait déjà valu tant de défaites politiques et militaires. Le pastiche pouvait-il être plus heureux que l'original ? Il fallait être insensé pour le croire, car les mêmes causes amènent nécessairement les mêmes effets.

Au commencement de novembre, le général d'Aurelles de Paladines avait si bien discipliné son armée qu'il crût pouvoir commencer son mouvement sur Paris. Le 5 au soir, le général Martin de Paillières, établi à Argent et à Aubigny-Ville, reçut l'ordre de partir le lendemain pour se diriger par Gien sur Orléans, de manière à arriver le 10 au soir ou le 11 au matin, suivant les évènements. Les autres troupes établies depuis Mer jusqu'à Viéry-le-Rayé, ne devaient se porter en avant que le 8, afin de donner au général des Pallières le temps de faire son mouvement. Dans la matinée du 8, l'armée vint occuper les positions suivantes : les généraux Martineau et Peitavin s'établirent entre Messas et le château du Coudray; le général de Chanzy, en-

tre le Coudray et Ouzouer-le-Marché ; le général Reyau avec la cavalerie à Prénouvellon et Sérouville ; le quartier-général à Poisly.

Le général de Chanzy devait exécuter, par Charsonville, Epieds et Germigny, un mouvemeut tournant appuyé par la cavalerie du général Reyau, lequel devait chercher à déborder l'ennemi par sa droite. Les francs-tireurs de Paris, sous les ordres de l'intrépide colonel Lipowski qui s'était déjà si distingué à Ablis, devaient appuyer sur la gauche le mouvement de notre cavalerie.

Le 9, dès huit heures du matin, toutes les troupes se mirent en marche après avoir mangé la soupe. Une moitié des forces commandées par le général Peitavin enleva d'abord le village de Bacon, puis celui de la Rivière et le château de la Renardière dont l'ennemi avait fait une vraie forteresse. Sur la gauche, les troupes du général Barry marchaient par Champdry et Villarceau, centre de la ligne bavaroise. Arrêtées par l'artillerie allemande elles ne purent arriver à Coulmiers qu'à deux heures et demie. A gauche du général Barry, une partie des troupes du contre-amiral Jauréguiberry, éclairées par les francs-tireurs du commandant Liénard, traversèrent Charsonville, Epieds et arrivèrent devant Cheminiers où elles furent assaillies par une grêle d'obus ; elles n'en continuèrent pas moins leur marche, malgré les feux qu'elles recevaient de St-Sigismond, de Gémigny, de Coulmiers et de Rozières.

A deux heures et demie, le général Reyau fit prévenir le général de Chanzy que sa cavalerie avait éprouvé une résistance sérieuse, que son artillerie avait fait de grandes pertes en hommes et en chevaux, qu'elle n'avait plus de munitions, et qu'il était dans l'obligation de se retirer. Le général de Chanzy, pour éviter un mouvement tournant, que l'ennemi pouvait tenter par suite de cette retraite, porta sa réserve en avant, dans la direction de St-Sigismond, en la faisant soutenir par le reste de son artillerie de réserve. A cinq heures, toutes les troupes de l'amiral Jauréguyberry, se portèrent pareillement en avant au pas de charge, et s'emparèrent des villages de Champ et d'Ormeteau. Après la prise de ces villages qui avaient été soigneusement fortifiés, l'ennemi battit en retraite et fut poursuivi jusqu'à la nuit, laissant un grand nombre de morts, de blessés et plus de 2,000 prisonniers entre nos mains. La pluie et la neige qui avaient détrempé les terres rendirent impossible une poursuite qui aurait pu nous donner de plus grands résultats ; néanmoins, l'ennemi dut évacuer immédiatement les positions qu'il occupait derrière la Mauve, dans les environs d'Orléans et se retirer sur Artenay en pleine déroute.

La bataille de Coulmiers a prouvé une fois de plus ce que peut sur une jeune armée l'influence d'un chef habile, sévère en matière de discipline et dans lequel tous avaient la plus entière confiance. Cette bataille a pleinement justifié le jugement sui-

vant que les officiers allemands ont porté plusieurs fois devant moi sur nos troupes : » Vos soldats, même les fuyards, disaient-ils, sont meilleurs que les nôtres ; ils attaquent avec entrain et vous ramenez facilement au feu ceux qui fuient, tandis que, parmi nous, ceux qui ont peur préfèrent se faire tuer sur place par nos hommes que de marcher en avant ; mais vos officiers sont très-inférieurs aux nôtres surtout en instruction militaire. »

Je ne sais si l'armée de la Loire avait alors, dans ses cadres incomplets, de bons officiers inférieurs, mais elle avait des généraux très-capables, d'une grande bravoure et qui savaient *enlever* leurs troupes. A Coulmiers, sauf de rares exceptions, tout le monde a fait bravement son devoir. Parmi les régiments cités par le général d'Aurelles de Paladines, comme s'étant le mieux conduits, les mobiles de la Dordogne ont eu une mention particulière. C'est en parlant de cette bataille et de la manière dont ses troupes marchaient au feu, que le général en chef dit ces mots devenus historiques : « C'est beau comme une manœuvre ! »

Après notre victoire de Coulmiers, notre armée se trouvait dans de bonnes conditions pour aller en avant, et chacun crut qu'elle profiterait de son succès pour se porter sur Etampes, Chartres ou Pithiviers, en route pour Paris. Une marche rapide sur la capitale paraissait d'autant plus urgente que la capitulation de Metz rendait la liberté d'action à

l'armée du prince Frédéric-Charles qui s'avançait à marches forcées sur Orléans et Paris. Quelle fut la cause de notre inaction ? Les uns affirmaient alors que le général Trochu et M. Gambetta, craignant qu'en marchant de suite sur Paris l'armée de la Loire ne fût compromise par un mouvement tournant des Prussiens, obligèrent le général d'Aurelles à s'arrêter et à former un camp retranché en avant d'Orléans pour s'y appuyer ; d'autres disaient que la délégation du gouvernement, ne voulant point quitter Tours, le général d'Aurelles dut affaiblir sa ligne d'opération, en l'étendant, pour protéger Tours et n'osa pas aller en avant avec une ligne aussi étendue. L'avenir nous apprendra la cause réelle de cette inaction qui nous fut si fatale, en donnant au prince Frédéric-Charles et au duc de Mecklembourg le temps d'arriver et de réunir leurs armées à celle du général Von der Thann.

Entre parenthèse, je dois dire ici deux mots sur la capitulation de Metz, dont les conséquences ont été pour nous, peut-être plus désastreuses que la capitulation de Sedan.

On se souvient qu'après la bataille du 18 août, le prince Frédéric-Charles et le général Steinmetz, ayant opéré leur jonction, notre armée de la Moselle, sous les ordres du maréchal Bazaine, se trouva définitivement bloquée sous les murs de Metz. Le 26 août, le maréchal parut tenter un effort pour dégager son armée, mais le déplorable effet du temps et l'état affreux des routes empêchè-

rent ce mouvement. Le 31, de très-grand matin, le passage de la Moselle s'effectua sans trop de difficulté. Le village de Vanny fut enlevé à la baïonnette, et le 6e corps se dirigea sur Charly et Maroy, afin d'occuper l'emplacement où s'était installé un vaste camp ennemi. Le 4e corps, placé au centre, en face du fort Saint-Julien, appuya vigoureusement ce mouvement, occupa le village de Villers-l'Orne et se dirigea sur Sainte-Barbe, point fortifié par les Prussiens, et que le 3e corps devait attaquer par la droite.

Le 2e corps restait en position en face de la porte des Allemands afin de parer au péril qui pouvait résulter d'un mouvement tournant opéré par les troupes prussiennes. Le 3e corps, que le maréchal Lebœuf commandait depuis le 14 août, jour où le général Decaen reçut la blessure dont il est mort, enleva d'une manière admirable les bourgs de Noisseville et de Servigny, que les Allemands avaient pourvu de tranchées et de redoutes en terre. Un élan superbe animait toutes nos troupes, et, vers huit heures, lorsque la nuit éteignit les feux, les lignes françaises avaient considérablement avancé, sauf sur la gauche, où le maréchal Canrobert et le 6e corps n'étaient pas parvenus à couper les communications prussiennes sur la rive droite de la Moselle. Les Prussiens ont avoué depuis, qu'une marche de nuit aurait certainement permis aux Français de franchir la ligne de circonvallation

et d'aller donner la main, dès le lendemain soir aux avant-postes de l'armée de Sedan.

Malheureusement, le maréchal Bazaine ordonna le repos pendant cette nuit du 31 au 1er, et alla lui-même coucher avec tout son état-major, au village de Saint-Julien, sans prendre de suffisantes précautions pour conserver pendant les heures suivantes, ses rapides conquêtes de la journée. A une heure du matin, les Prussiens attaquaient nos avant-postes, peu vigilants, — comme de coutume — et regagnaient en trois heures tout le terrain perdu ; Servigny et Noiseville retombaient en leur possession, et ils plaçaient en avant des bois de Charly deux batteries qui réduisirent le 6e corps à abandonner, dès dix heures du matin, le village de Vany et les terrains avoisinants.

Le maréchal Bazaine ordonna la retraite sur toute la ligne à midi, et retourna dans la maison qu'il occupait près du ban Saint-Martin. Depuis cette époque, le maréchal ne fit aucune tentative sérieuse pour franchir les lignes prussiennes, et toute sa conduite prouve qu'il envisageait cette tentative comme inutile. Je ne répéterai pas ici toutes les accusations portées contre le maréchal, à l'effet de prouver que la capitulation du 27 octobre était désirée et préparée par lui, aussitôt qu'il vit que la mission du général Boyer n'avait point réussi ; ces accusations sont unanimes, les apparences sont accablantes et le maréchal ne s'est point justifié dans son rapport. La postérité le jugera très-

sévèrement, car au point de vue militaire, comme au point de vue politique, il s'est montré incapable, inepte, au suprême degré.

La capitulation de Metz n'a pourtant pas rendu les Allemands très-fiers de ce succès ; ne pouvant toujours avoir des armées triples des nôtres, et ne se sentant pas assez de courage individuel pour nous attaquer en nombre égal, les Prussiens ont eu constamment recours à la famine pour avoir raison de nous. Quoique affaiblies par la faim, par leur infériorité numérique et leur pénurie de bons chefs, nos armées paraissaient encore trop redoutables à l'ennemi pour les braver en face ; les anéantir sans se battre, était une tactique prudente et tout à fait germanique dont les Prussiens firent constamment usage ; amener la disette dans nos provinces et la famine dans nos places fortes, tel était le plan suivi par l'état-major général allemand, depuis le commencement de la campagne jusqu'à la signature des préliminaires de la paix.

XIII.

Le camp de Conlie. — Bataille de Patay. — Le général Gambetta se fâche. — Le général Chanzy. — Le vicomte de Flavigny. — Cruautés des Allemands. — Francs-tireurs brûlés vifs. — Assassinats de nos médecins d'ambulance.

Tandis que les troupes du prince Frédéric-Charles venaient à marches forcées de Metz sur la Loire et que l'armée du général d'Aurelles de Paladines préparait lentement son mouvement sur Paris, il se formait dans les environs du Mans un corps d'armée de mobilisés bretons sous le commandement de M. de Kératry, auquel le gouvernement, disaient les journaux de Tours, avait accordé un crédit de dix millions. Avec cette somme et celles que les municipalités fournissaient pour l'armement et l'équipement des mobilisés, M. de Kératry pouvait organiser un très-beau corps abondamment pourvu du nécessaire. Ces troupes, désignées sous le nom

d'armée de Bretagne, se réunissaient au camp de Conlie ; elles étaient appuyées par des bataillons de mobiles, des régiments de marche, de la cavalerie et de l'artillerie qui opéraient dans la Sarthe et l'Eure-et-Loir.

En général, ces troupes montraient peu de solidité au feu ; M. Gambetta, dans une proclamation, datée du 24 novembre, les maltraita sous une forme polie :

« Après trois jours entiers, disait-il, passés au milieu de vous à m'enquérir de tous vos besoins, à organiser et à recomposer toutes vos forces, je pars avec la certitude que vous allez marcher à une revanche.

« Les derniers évènements vous ont été contraires parce que vous étiez trop disséminés et trop peu nombreux. Je vous laisse ralliés et renforcés.

« Vous n'êtes pas inférieurs à vos frères d'armes de l'armée de la Loire ; vous êtes enfants d'une même mère, vous lui devez tout, et vous défendez sur la Sarthe une position aussi précieuse pour l'avenir de la France que les rives de la Loire. Vous concourez enfin à ce glorieux mouvement de la France vers sa capitale ; vous ne voudrez pas *perdre plus longtemps du terrain*, car chaque pied du sol que vous abandonnerez, c'est un jour de plus de cruelles angoisses que vous infligez aux assiégés. Prêtez-vous donc le serment les uns aux autres, comme nos pères, *de ne plus reculer* et de marcher tous d'un pas égal à la délivrance de la France, afin

qu'il soit dit de vous, comme de nos aînés : Ils ont bien mérité de la Patrie et de la République. »

Trois jours après cette proclamation, M. de Kératry donnait sa démission de général commandant en chef les forces mobilisées des cinq départements de la Bretagne, et publia dans les journaux la lettre qu'il écrivit à ce propos au ministre de la guerre et qu'il termine ainsi :

« Rentré dans la vie privée, j'ai retrouvé ma liberté politique que j'avais aliénée complétement sous l'uniforme. En appelant mes concitoyens à la défense de la patrie j'avais contracté charge d'âmes ; aussi, j'ai l'honneur de vous annoncer que, dès que les évènements vont me le permettre, je ferai traduire en conseil de guerre les hautes administrations de la guerre et de la marine ; du même coup, elles et moi nous comparaîtrons à la barre du pays, et *aucun des documents que j'ai sous la main ne sera écarté*. . . . .

« *P.-S.* — J'ai entre les mains les décrets et les arrêtés que vous avez signés comme ministre ; vous avez commis l'insigne faiblesse de les laisser tous protester, et cela par une administration dont M. de Loverdo est le véritable chef, et qui, pour tous les yeux clairvoyants, personnifie la trahison vis-à-vis de la France non impérialiste. Il n'y a que vous qui ne vous en soyez pas aperçu, malgré mes avertissements réitérés et télégraphiés. »

Cette lettre produisit un détestable effet dans le public. En attendant que M. de Kératry passât des

paroles à l'action, dans ses menaces, on disait que son mécontement provenait du refus du ministre de la guerre d'approuver l'ordre donné par le protégé de Bazaine à tous les préfets soumis à sa juridiction, d'empêcher les enrôlements des hommes mobilisés pour les corps francs de MM. Charette et Cathelineau. Appelé à se prononcer sur cette injonction, M. de Loverdo, directeur de l'administration de la guerre, aurait exprimé son étonnement qu'on élevât la prétention de rappeler des hommes enrôlés avec l'autorisation du ministre, et qu'on menaçât même de traiter comme réfractaires « de courageux jeunes gens engagés dans un corps d'élite, afin d'être les premiers au feu, et qui, depuis plusieurs jours occupaient les postes les plus avancés de l'armée de la Loire. »

Mis en demeure de décider si les enrôlements pouvaient être librement continués, comme par le passé, M. Gambetta aurait répondu à MM. de Charette et Cathelineau qu'ils étaient pleinement dans leur droit et qu'ils n'avaient rien à craindre. De là, colère de M. de Kératry et sa bruyante démission. De là, l'odieuse accusation de trahison qu'il n'a pas craint de lancer contre M. de Loverdo, dont personne n'a jamais mis en doute le caractère éminemment honorable et la loyauté éprouvée. Si tel est le motif de la retraite tapageuse de M. de Kératry, motif publié dans les journaux et qui n'a point été démenti jusqu'à ce jour, il faut convenir qu'au tort qu'il avait dans la forme, il ajoutait le tort plus

grave encore qu'il avait dans le fond, car il se montrait un homme de parti sacrifiant à ses haines individuelles, à ses passions l'intérêt du pays et ne sachant pas, en face de l'ennemi, tendre noblement la main à des adversaires politiques, quand ces adversaires venaient loyalement offrir leur concours sans réserve pour la défense commune.

Plus tard, M. Glais-Bizoin rendit ou voulut rendre l'épée de général à ce personnage, écrivain-député. Le gouvernement avait fait une première faute en nommant général de division un ancien lieutenant de contre-guérilla ; M. de Kératry n'avait pas plus que son confrère Bordone l'apothicaire, la science infuse de l'art de la guerre ; on peut naître rôtisseur, mais on ne naît pas général. Cette nomination était ridicule comme les autres de ce genre faites par M. Gambetta, mais le gouvernement fit une plus grande faute encore en acceptant la démission de ce général improvisé, sous les ordres duquel les Bretons avaient la bonhomie de vouloir marcher, et qui jouissait alors en Bretagne d'une incontestable popularité.

A Paris, le général Trochu avait organisé une armée de 400,000 hommes composé de mobiles, des gardes nationaux, des troupes du général Vinoy et d'un certain nombre de marins ; quand tous ces hommes furent armés, équipés et disciplinés la capitale était investie depuis plus de deux mois. Essayer de percer la ligne d'investissement avant d'avoir habitué ces troupes au feu, aux fatigues de

la guerre, eut été se préparer des revers; du reste, il paraît que le général Trochu n'avait point l'intention de faire cet essai avant l'arrivée de l'armée de la Loire aux environs de Paris. Le général Trochu comptait sur M. Gambetta pour délivrer Paris; M. Gambetta comptait sur une sortie du général Trochu pour sauver la France; tandis que ces deux personnages comptaient l'un sur l'autre et s'attendaient réciproquement, les Allemands ont affamé Paris et la France pour prendre le tout!!!

Néanmoins, le 29 novembre, au matin, le général Trochu tenta une sortie par Choisy, Hay et Chevilly. Le général Ducrot passa la Marne le 30, occupa successivement Mély, Montmesly et se mit en bataille de Champigny à Bry. Dans cette même journée l'amiral La Roncière enleva les positions d'Epinay, positions retranchées des Prussiens qui nous laissèrent de nombreux prisonniers et deux canons. Au sud, nous eûmes pareillement un succès pendant cette action qui dura trois jours et nous rendit maîtres de toutes les positions attaquées. Malheureusement, loin de poursuivre notre triomphe et de marcher à l'encontre de l'armée de la Loire, dont les avant-postes s'étendaient alors jusqu'à Montargis et Pithiviers, on ne conserva pas même les positions conquises; l'ordre fut donné de battre en retraite, et le général Ducrot qui s'était particulièrement distingué, en payant bravement de sa personne, dut revenir camper dans le bois de Vincennes.

Cette retraite était d'autant plus déplorable que, non seulement elle rendit inutiles les avantages remportés et tout le sang versé, mais encore elle permettait au général de Moltke d'envoyer des renforts au prince Frédéric-Charles. Sans doute, cette retraite sera justifiée par le général Trochu, mais en attendant, il est permis de constater qu'à Paris, comme à Metz et sur la Loire nous avons eu constamment des retraites commandées après un succès ; ainsi, le plateau de Châtillon, d'abord abandonné par la fuite des mobiles au mois de septembre, puis conquis à la pointe de nos baïonnettes, fut ensuite évacué par nous, on ne sait pour quel motif. Cette évacuation surprit tellement les Prussiens que, croyant qu'elle cachait un piége, ils laissèrent passer plusieurs jours avant de se décider à l'occuper et y établir ces terribles batteries qui bombardèrent le quartier du Luxembourg et celui du Jardin des Plantes. Je pourrais citer bien d'autres retraites qui ne parurent guère plus motivées que celles de Châtillon, mais je les passe sous silence, n'étant pas général, je n'ai pas le droit de les critiquer sans connaissance de cause.

Aussitôt que les nouvelles de Paris arrivèrent à Tours, M. Gambetta, se méprenant sur la situation du village d'Epinay, courut auprès du général d'Aurelles de Paladines et le força à marcher de suite contre les Prussiens, en lui disant que l'armée de Paris avait traversé la ligne d'investissement et se trouvait à Longjumeau.

Pendant les trois semaines qui avaient suivi la bataille de Coulmiers, des détachements de l'armée de la Loire avaient eu plusieurs combats d'avant-postes très-heureux. Cinq cents volontaires de Cathelineau s'étaient une fois battus, pendant quatre heures, contre deux mille Prussiens appuyés par huit batteries d'artillerie et les avaient repoussés jusqu'à Neuville. Les zouaves pontificaux et les francs-tireurs de la Seine avaient, dans les environs de Châteaudun, repoussés pareillement l'ennemi la baïonnette dans les reins. Partout, nous avions de petits succès qui nous en auraient fait espérer de plus grands, si notre ligne d'opération eut été moins étendue.

Le général d'Aurelles obéit. A peine avions-nous commencé notre mouvement en avant que nous rencontrâmes le centre de l'armée prussienne dans les villages de Terminiers — ou Termignée, Nonneville, Villepion et Ruan, à l'ouest de la route d'Orléans à Paris. Après un combat de quelques heures, les Français s'emparèrent de ces positions et les occupèrent toute la nuit. Le jour suivant, 2 décembre, les Bavarois de Von der Thann, renforcés par l'armée du duc de Mecklembourg, prirent l'offensive, et la bataille fut bientôt engagée depuis Toury jusqu'aux environs de Châteaudun. Nos soldats soutenaient bravement le choc d'un ennemi très-supérieur en nombre; le 15e corps, fortement éprouvé, fut appuyé par le 16e, puis par le 17e qui n'arriva sur le champ de bataille qu'à midi. Le plus

fort de l'action avait lieu entre Sougy et Patay. Partout, les Allemands avaient été contenus ou refoulés dans leurs lignes; à quatre heures, une seule position restait à enlever, le général de Sonis confia cette rude besogne aux zouaves pontificaux. Voici en quels termes M. de Charette raconte ce fait d'arme, dans son rapport adressé au général en chef.

« Arrivé à sept heures du matin à Patay avec le bataillon des Côtes-du-Nord et le peloton d'éclaireurs comme escorte de la réserve d'artillerie, je reçus l'ordre du général en chef de laisser tous nos bagages avec dix hommes par compagnie pour les garder, et de suivre l'artillerie.

« Après avoir marché plus d'une heure dans la direction de Guillonville, nous traversâmes la route de Patay à Chartres et prîmes position sur une hauteur près du château de Villepion, pour protéger deux batteries qui ouvrirent le feu sur les batteries ennemies placées au village de Guillonville.

« Le second bataillon fut laissé de réserve à l'artillerie avec trois compagnies du bataillon des Côtes-du-Nord. Les quatre autres vinrent se ranger en colonne derrière nous, ainsi que les compagnies des francs-tireurs de Tours et de Blidah.

« Nous restâmes exposés au feu de l'ennemi pendant près d'une demi-heure, jusqu'au moment où mes batteries firent taire celles de l'ennemi. La troupe fut superbe de calme et de sang-froid.

« Vers quatre heures environ, le général de Sonis arriva au galop et me donna l'ordre de m'apprêter

à le suivre avec le premier bataillon, et de laisser deux compagnies des Côtes-du-Nord comme soutien aux deux batteries; il prit avec lui la batterie de mitrailleuse, et, s'élançant à notre tête, il nous dit : « Tenez, et montrons comme se battent des hommes de cœur. »

« Je disposai immédiatement mon petit bataillon en tirailleurs avec mes réserves, ainsi que les compagnies des francs-tireurs de Blidah et de Tours qui nous suivirent, et on se dirigea sur le village de Loigny.

« Il peut y avoir deux kilomètres entre le point que nous occupions et le village de Loigny. Un petit bois très-fourré d'une longueur de 300 mètres et de 30 mètres de largeur, se trouve à peu près à 200 mètres du village sur la route de Loigny à Termignée.

« Environ à 600 mètres du bois, le 45e de marche se trouvait placé en tirailleurs derrière un point imperceptible de terrain, avec ses réserves à droite et à gauche.

« Après avoir dépassé la route de Villepion à Termignée nous commençâmes à recevoir le feu des batteries ennemies, mais sans grand effet. Quand nous eûmes dépassé les lignes de tirailleurs du 45e, le feu de l'ennemi redoubla d'intensité, et un régiment embusqué dans le petit bois fit pleuvoir sur nous une grêle de balles. Le bataillon continua sa route avec un calme et un sang-froid admirables, malgré les pertes sérieuses qu'il éprouvait; jamais

mouvement sur un terrain de manœuvres ne fut mieux exécuté. Il aborda le bois à la baïonnette, en chassa les Prussiens, les poursuivit l'épée dans les reins jusqu'au village, et occupa une vingtaine de maisons.

« J'essayai de me barricader dans les maisons avec le peu de monde que j'avais sous la main; mais, assailli de tous les côtés par des forces tellement supérieures, je fus obligé de battre en retraite. Ce fut le moment où nous perdîmes le plus de monde. Partis environ 300, 198 sont restés. Sur 14 officiers présents, 10 ont été mis hors de combat.

« Après avoir dépassé la ligne du 45e, je m'aperçus bien vite que la lutte était par trop disproportionnée et je cherchai le général pour demander des ordres. Je m'aperçus qu'il était blessé. Au même instant le commandant de Troussures tombait avec son cheval et le mien était tué.

. . . .

« Le second bataillon de réserve a été envoyé sur la gauche jusqu'auprès de Guillonville. Les compagnies de Blidah et de Tours, ainsi que les compagnies des Côtes-du-Nord appuyaient le mouvement du premier bataillon sur la droite et chassèrent les Prussiens des fermes de Villourez et de Favrole.

« Les mobiles perdirent 110 hommes; la compagnie des francs-tireurs de Tours perdit 30 hommes et 2 officiers, celle de Blidah 28 hommes et 2 officiers . . . .

« Je ne puis terminer mon rapport sans vous parler du dévouement avec lequel les docteurs Chalan du 7e bataillon de marche de chasseurs, et Baumès ont organisé deux ambulances, l'une à Villepion, l'autre à Loigny. Sans eux, plus de 2,000 blessés français mouraient littéralement de faim, et c'est à grand peine et en disputant aux Prussiens le peu de pain qu'on pouvait recueillir dans les villages voisins qu'ils sont parvenus à nous porter secours. Quand aux ambulances internationales, elles ont brillé par leur absence, etc. »

Nos ambulances internationales ne brillaient pas à Patay par leur absence, mais par leur dévouement et leur activité. La 2e lyonnaise, et des sections de celles qui se trouvaient à Orléans étaient sur le champ de bataille. Si M. de Charette avait vu nos médecins panser les blessés et, près de Villepion, faire des amputations en plein air, en pleine nuit, à la lueur de quelques chandelles et sous le feu de l'ennemi, il aurait tenu un tout autre langage. J'ai suffisamment critiqué le personnel de notre Société pour avoir le droit de lui rendre justice quand il se conduit bien. M. de Charette me permettra de lui dire aussi que deux médecins ne peuvent pas sauver *deux mille* blessés, les forces humaines ont des limites; je lui dirai, en outre, que sans le dévouement des nôtres et du marquis de Villeneuve qui se trouvait également près de Villepion, les blessés cachés dans les fermes, les caves ou restés sur le

champ de bataille n'auraient pas été évacués sur Orléans comme ils l'ont été pour la plupart.

M. de Charette grièvement blessé lui-même, peu de temps après le général de Sonis, qui fut amputé de la jambe, n'a pas tout vu, et, sans doute, n'a pas su que notre délégué, M. de Villeneuve, fut nommé commandant de la légion d'honneur justement à cause des services qu'il venait de rendre à nos blessés pendant la bataille. Laissons à chacun ses mérites.

Parmi les victimes de cette héroïque charge à la baïonnette, nous devons encore citer M. de Vertanon qui avait laissé son fusil pour porter le drapeau et qui fut tué à l'attaque du bois; MM. de Tavernay et Jacques de Bouillé étant à ses côtés, furent également tués; le drapeau fut rapporté au camp par un jeune zouave pontifical; M. le duc de Luynes trouva pareillement la mort dans ce combat, ainsi qu'un grand nombre de volontaires qui avaient laissé leurs vieux parchemins, leurs vieux châteaux et leurs vieilles mères pour prendre le sac, un chassepot et défendre la patrie. Si leur exemple avait été suivi par tous les républicains qui braillaient dans nos grandes villes de province : *Mourir pour la patrie*, et se faisaient enrôler dans les administrations pour ne pas aller au feu, les Allemands auraient été vite chassés de France!

Tandis qu'on se battait ainsi sur toute la ligne, les troupes du prince Frédéric-Charles s'avançaient en masse compacte sur le flanc de notre armée, et

le 3 décembre au matin il se jetait sur Chevilly, village situé à quatorze kilomètres environ d'Orléans, près d'Arthenay, puis sur Chilleurs-sur-Bois. L'armée de la Loire disputa pied à pied le terrain, s'opposa longtemps à la marche en avant des Prussiens, mais des soldats du 15e corps, déjà tant éprouvé, se débandèrent et le général d'Aurelles de Paladines dut, dans la soirée, faire sonner la retraite, et donner l'ordre d'évacuer Orléans.

Ce fut à la suite de cette évacuation que M. Gambetta publia la note suivante dans la partie officielle du *Moniteur Universel.*

« Après les divers combats livrés dans les journées des 2 et 3 décembre, qui avaient causé beaucoup de mal à l'ennemi, mais qui en même temps avaient arrêté la marche en avant de l'armée de la Loire, la situation générale de cette armée parut tout à coup inquiétante au commandant en chef le général d'Aurelles de Paladines.

« Dans la nuit du 3 au 4, le général d'Aurelles parla de la nécessité qui s'imposait, suivant lui, d'évacuer Orléans, et opérer la retraite de divers corps de l'armée sur la rive gauche de la Loire.

« Il lui restait cependant une armée de plus de 200,000 hommes, pourvue de plus de 500 bouches à feu, retranché dans un camp fortifiée de pièces de marine à longue portée.

« Il semblait que ces conditions, exceptionnel-

lement favorables, dussent permettre une résistance, qu'en tout cas les devoirs militaires les plus simples ordonnaient de tenter. Le général d'Aurelles n'en persista pas moins dans son plan de retraite. Il était sur place, disait-il, il pouvait juger mieux que personne de la situation réelle des choses. »

Après une délibération prise en conseil de gouvernement à l'unanimité, la Délégation de Tours fit passer le télégramme suivant au commandant en chef l'armée de la Loire :

« L'opinion du gouvernement consulté était de vous voir tenir ferme à Orléans, vous servir des travaux de défense et ne pas s'éloigner de Paris.

« Mais puisque vous affirmez que la retraite est « nécessaire, que vous êtes mieux à même, sur les « lieux, de juger la situation, que vos troupes ne « tiendraient pas, le gouvernement vous laisse le « soin d'exécuter les mouvements de retraite sur la « nécessité desquels vous insistez et que vous pré- « sentez comme de nature à éviter à la défense na- « tionale un plus grand désastre que celui même « de l'évacuation d'Orléans. En conséquence je re- « tire mes ordres de concentration active et forcée « à Orléans et dans le périmètre de vos feux de « défense.

« Donnez des ordres d'exécution à tous nos généraux placés sous votre commandement en chef.

Signe : Léon Gambetta, Ad. Crémieux, Glais-Bizoin, Fourichon.

A la suite de cette note insultante et qui témoigne de la part active de M. Gambetta dans la direction de nos armées, le général d'Aurelles de Paladines donna sa démission. Le 15e corps en pleine débandade ou mis hors de combat par ces trois jours de lutte, n'existait plus que de nom, ses débris allèrent se rallier entre Bourges et Vierzon; le 16e corps, très-maltraité fut réorganisé au moyen des mobiles; l'armée de la Loire fut scindée en deux parties; la plus forte passa sous le commandement du général de Chanzy; la plus faible se rendit à Bourges pour être complétée et mise sous les ordres du général Bourbaki, auquel on avait brusquement enlevé l'armée du Nord, au moment où il allait la faire marcher sur Paris.

Tout ce gâchis ne surprit personne. Quand un pays a l'honneur d'être gouverné par M. Pipe-en-Bois, un bohême; Ranc, un communard, et tous les gens de sac et de corde dont s'entourait notre dictateur, il fallait s'attendre à des événements bien autrement douloureux que ceux que nous infligeaient les Prussiens. En huit jours M. Gambetta défit ce qui avait été fait en deux mois ; il sema la méfiance dans l'ar-

mée et le découragement parmi les chefs; il avait l'air de dire aux généraux : — Faites ce que je vous dis ou je vous déclare traîtres à la patrie. Il fallait alors avoir une rude énergie, un patriotisme à toute épreuve pour accepter le commandement d'un corps d'armée, et pour obéir à ces avocats, nos gouvernants, qui rendaient responsables nos officiers supérieurs des fautes qu'ils leur faisaient faire et les mettaient, au moindre échec, en suspicion d'une façon révoltante.

Le général de Chanzy accepta le périlleux et difficile honneur de tenir tète aux armées réunies du prince Frédéric-Charles, du duc de Mecklembourg et du général Von der Thann. Sa retraite vers le Mans restera dans l'histoire comme l'un des épisodes les plus remarquables de cette campagne. Pendant cette retraite, il dut combattre vingt-un jours de suite contre les trois armées allemandes et par un froid de quinze degrés. L'amiral Jauréguiberry l'a puissamment aidé dans ce travail d'Hercule ; d'une vigueur inouie et d'une bravoure antique, cet amiral vivait dans le feu comme une salamandre.

L'armée de la Loire souffrait énormément du froid, de l'insuffisance et de la mauvaise qualité des vêtements, du manque ou de l'irrégularité dans la distribution des vivres; maintes fois il est arrivé que les munitions faisaient défaut; néanmoins, Chanzy n'a jamais cédé, pendant l'action même, un pouce de terrain, et peu s'en fallut que le 8 dé-

cembre, il ne délivra Orléans de nouveau ; mais, disons-le de suite, M. Gambetta le laissait libre de ses mouvements. Dans chaque combat, Chanzy, dont les neuf dixièmes se composaient de recrues, de mobiles, de soldats trop jeunes, agglomérés plutôt que disciplinés, se voyait contraint d'engager toutes ses forces jusqu'à ses dernières réserves, tandis que l'ennemi n'engageait qu'une de ses trois armées ; le lendemain le prince Frédéric-Charles se battait avec des troupes fraîches qui n'avaient point donné la veille, tandis que Chanzy devait soutenir la lutte toujours avec les mêmes hommes et sans avoir le temps de reformer ses bataillons décimés par le feu, les maladies ou la désertion.

Malgré ces désavantages immenses, notre brave général contint l'ennemi pendant plus d'un mois dans un périmètre de quelques lieues. Josnes, Meung, Baugency, St-Laurent et tant d'autres localités situées entre Orléans et le Mans raconteront longtemps encore les faits héroïques de cette jeune armée. Le feu causait peu de défaillances parmi ces troupes ; celles que nous avons constatées provenaient surtout des souffrances et des fatigues surhumaines supportées par un froid exceptionnel auquel nous n'étions pas habitués.

Je ne puis m'empêcher de rendre ici un tribut d'admiration aux gendarmes qui, au nombre de sept à huit cents, se sont battus toute une journée à Meung contre 6,000 Prussiens. Pendant toute cette campagne, les gendarmes ont atteint le sublime

du courage et du dévouement; calmes, modestes, résignés, ils exécutaient impassiblement les ordres les plus dangereux, servaient d'éclaireurs, se faisaient tuer à leur poste, et ne murmuraient jamais malgré la faim, le froid, les fatigues et les privations les plus dures qu'ils subissaient sans se plaindre. Malgré nos défaites, l'histoire enregistrera de bien belles pages sur la bravoure déployée par nos armées pendant cette campagne.

Dès le 10 décembre, à la suite de ces combats continuels et meurtriers, les ambulances organisées à Tours par les soins du vicomte de Flavigny, et celles des départements riverains de la Loire, dépendant de sa délégation, furent encombrées. Les hommes blessés, malades, ayant la petite vérole ou des membres gelés, et les hommes simplement exténués par la fatigue et la faim arrivaient à Tours par milliers. Les ambulances étant insuffisantes pour recevoir de telles quantités d'invalides, on dut en évacuer une grande partie en Bretagne, à Bordeaux et dans tout le Midi. Les intendants, perdant la tête avec ces arrivages continuels de trains de blessés et de malades, laissaient ces malheureux des journées entières à la gare et dans la ville de Tours, sans leur procurer ni soins, ni logement; M. de Flavigny dut subvenir à tout; il réquisitionna le palais de Justice, des hangars, fit donner à nos pauvres soldats des secours proportionnés à leurs besoins et accélérer leur évacuation.

Les blessés et malades qui nous arrivaient n'avaient point mangé depuis vingt-quatre et quarante-huit heures, le gouvernement ne les nourrissait pas plus qu'il nourrissait les combattants ; pour remédier à l'incurie gouvernementale, M. de Flavigny institua des fourneaux permanents à l'ambulance de la gare, de manière à pouvoir distribuer deux mille repas par jour. Dans la nuit du 9 au 10 décembre, nous fûmes obligés d'organiser une *chaîne* allant de la cuisine à la salle des pansements, au moyen de laquelle M. de Flavigny, sa famille et les principaux attachés à la délégation de la Société, distribuèrent *dix-huit cent cinquante* repas à des blessés malades, de dix heures du soir à cinq heures du matin !!!

M. Marchand, ancien comptable de la 5e ambulance, était chargé de la répartition dans nos lazarets des soldats non transportables ; ce jeune homme, dont la conduite est au-dessus de tout éloge, passa presque toutes ses nuits à conduire nos malheureuses victimes de la guerre de la gare aux ambulances disséminées dans toute la ville. Pour les pansements, M. de Flavigny avait réquisitionné toute sa famille, les *Sœurs blanches* et les médecins disponibles de la Société, de sorte que les blessés étaient pansés, soignés et logés sans aucune perte de temps. M. Gallard, médecin de la compagnie du chemin de fer d'Orléans, avait la direction du service médical de l'ambulance de la gare, mais il s'ac-

quittait de sa tâche de manière à nous être plutôt nuisible qu'utile. Ce triste et gros personnage a rarement mis la main à l'œuvre ; il ne paraissait presque jamais à l'ambulance la nuit, c'est-à-dire, aux heures où son service eût été le plus nécessaire; je dus même, dans les moments d'encombrement, renoncer à faire appel aux médecins de passage, M. Gallard les ayant traités en plusieurs circonstances de façon à les éloigner, pour ne pas dire plus, et me faire rougir d'indignation. Il y a des gens dont la vanité étouffe le cœur et le sentiment des convenances les plus vulgaires.

Pris au dépourvu pour nourrir pareille multitude, nous dûmes plusieurs fois dévaliser l'*Hôtel de l'Univers* et l'*Hôtel de Bordeaux* de toutes leurs provisions, la société anglo-américaine, qui nous aidait déjà si puissamment en mettant ses magasins à notre disposition, vint encore à notre secours dans ces douloureuses circonstances. M. Lee nous donna ses approvisionnements en comestibles et nous fit fournir par un restaurateur des masses considérables de viandes cuites et du bouillon. Avec un tact exquis, MM. Elphinstone et Lee, délégués de la Société siégeant à Londres, avaient jugé à propos, pour ne pas froisser notre amour-propre national, à limiter leur action au rôle de fournisseurs; ils se sont acquittés de ces nobles et modestes fonctions avec tant de zèle, d'intelligence et de générosité que plusieurs milliers de nos blessés et malades leur doivent la vie. Aussi je ne doute pas que tôt

ou tard, le gouvernement français leur exprimera publiquement sa gratitude pour leur dévouement à l'égard de nos soldats.

La question alimentaire, à laquelle on avait peu songé au début de la campagne, est devenue pour les ambulances une question de premier ordre, comme la question des ambulances, très-secondaire jusqu'à présent, est devenue de premier ordre par le rôle important qu'elles ont dû jouer pendant cette guerre. D'une part, les hôpitaux militaires et même civils étaient insuffisants et mal approvisionnés pour une aussi grande quantité de blessés et de malades ; d'autre part, les intendants n'ayant rien de commun avec les sociétés de charité, puis, étant à cent coudées au-dessous de la hauteur des circonstances, étaient déroutés de leur petit *train-train* ordinaire et s'inquiétaient médiocrement du service hospitalier.

Je me rappelle qu'un soir nous envoyâmes à minuit quatorze blessés, dans un état grave, à l'hôpital de Tours, où ils ne furent reçus qu'à deux heures du matin. Un officier francais, atteint de huit blessures et envoyé au même hôpital, ne fut pas reçu. A l'ambulance municipale du musée, spécialement consacrée aux Prussiens, il se trouvait, encore la veille de l'occupation de Tours par l'ennemi, un certain nombre d'officiers allemands complètement rétablis depuis quinze jours. Pour les interner avec les autres prisonniers, le préfet, M. Durel attendait qu'il fit moins froid. Nos patrio-

tiques autorités trouvaient que la saison était trop rigoureuse pour faire voyager les Prussiens, et quand ils en évacuaient dans l'intérieur de la France, ils leur procuraient des compartiments de 1re et de 2me classe; quant à nos blessés, on ne craignait pas de les évacuer par quinze degrés de froid et de les reléguer dans les 3me; aussi, nous en est-il arrivé plusieurs fois de morts par congélation. Ces faits n'ont pas besoin de commentaires et méritent d'être connus.

A l'approche des Prussiens, je vis se renouveler à Tours ce que j'avais déjà vu dans d'autres villes : l'exploitation des blessés. Quantité de personnes venaient nous offrir leurs maisons pour les neutraliser, en les changeant en ambulances ; seulement, quand nous disions à ces personnes qu'elles devaient elles-mêmes pourvoir à la nourriture et au service hospitalier des blessés, neuf sur dix refusaient et nous avouaient cyniquement qu'elles préféraient courir la chance de loger des Prussiens, que de dépenser ainsi leur argent. Ces propositions furent si multipliées et le but qu'elles cachaient était si fréquemment indiqué sans vergogne, que M. de Flavigny dut envoyer à tous les présidents de comité de la Société une très-belle circulaire, qui se terminait ainsi :

« Parmi les concours qui s'offrent à vous, il en est que vous devez accueillir avec empressement :

ce sont ceux que la générosité fait naître et que le patriotisme inspire ; quant à ceux qui ont l'intérêt personnel ou la frayeur pour mobile, écartez-les impitoyablement. Pour certaines personnes en effet, je rougis de le dire, le blessé n'est pas un serviteur du pays frappé en défendant le sol national, et qui, au triple titre d'homme, de citoyen et de soldat, a droit à tous les soins, à tous les égards et à toutes les reconnaissances, mais je ne sais quelle matière préservatrice destinée à protéger les maisons et les personnes qui la recueillent ; ces gens-là ne calcule pas ce qu'une plaie béante ou un membre brisé peuvent rappeler d'héroïsme ou de souffrance, mais ce qu'ils peuvent bien contenir de sauvegarde contre l'ennemi qui menace et la réquisition qui s'avance.

« Je n'insisterai pas davantage. Ne confondez pas les dévoûments véritables et les charités suspectes ; souvenez-vous que nous sommes la Société de secours aux blessés, et que nous ne voulons être à aucun prix la Société de l'exploitation des blessés ; et ne laissez pas l'égoïsme profaner le drapeau qui représente l'alliance du patriotisme et de la philanthropie. — E. de Flavigny. »

Cette circulaire fut bientôt suivie d'un autre, qui fait trop d'honneur au délégué de Tours, pour ne pas la reproduire ici :

« Monsieur le président, — permettez-moi d'appeller votre attention sur une question à laquelle les événements qui se préparent donnent, hélas ! une évidente actualité. Il s'agit de l'inhumation des soldats qui meurent dans nos ambulances. Je ne saurais trop vous demander de donner à leurs funérailles toute la solennité possible. Toutes les fois qu'un malade aura succombé dans l'un des établissements hospitaliers dont vous avez la direction, vous voudrez bien désigner un membre de votre comité pour lui rendre les derniers devoirs, dans le cas où il vous serait impossible de le faire vous-même.

« Vous aurez soin qu'une croix nominative placée sur la tombe, permette à la famille de retrouver la place où repose le membre qu'elle aura perdu.

« Dans le trajet de l'ambulance à l'église et de l'église au cimetière, le cercueil devra être recouvert des couleurs nationales. Le drapeau tricolore est en toute circonstance et en tout lieu, la plus noble des tentures ; mais autour du cercueil d'un soldat, il est le symbole même de la patrie embrassant dans une dernière étreinte celui qui vient de mourir pour elle. — E. de Flavigny. »

Si tous les comités hospitaliers avaient en France imité la délégation de Tours, les victimes de la guerre auraient été traitées partout avec le respect et la dignité qu'elles méritaient. Ce culte patrioti-

que que le vicomte de Flavigny professait pour les défenseurs du pays lui a fait enfanter des prodiges. Je crois avoir déjà dit qu'il avait pendant sa délégation procuré des soins médicaux aux blessés et malades de l'armée de la Loire, représentant 75,000 journées, pendant lesquelles nos soldats étaient pansés, nourris et fournis de vêtements chauds qu'ils conservaient en quittant nos ambulances.

L'avalanche de demandes d'ambulances qui nous arrivait à Tours dans le courant de décembre et au commencement de janvier était motivée par le caractère sauvage que les Prussiens imprimaient à la guerre partout où ils se trouvaient.

On a lu la proclamation du roi de Prusse dans laquelle il déclarait ne pas venir en France faire la guerre aux Français, mais à Napoléon; qu'il défendrait le pillage et ferait respecter la propriété privée. Soit que le roi Guillaume ne fasse aucun cas de sa parole et ne craigne pas de la parjurer à tout instant, soit que M. de Bismark se moque de ce que peut dire ou faire son souverain qu'il manipule comme un polichinelle de deux sous, cette proclamation a toujours été lettre-morte. Soldats, officiers, généraux et princes ont constamment pillé la propriété privée; M. de Bismark lui-même, à Saint-Avold, a volé un magnifique fusil et deux chiens de chasse d'une grande valeur; à Versailles, il voulait absolument emporter la pendule du salon de la maison qu'il habitait; sans les instances de Mme ***

maîtresse de la maison, cette pendule aurait été emballée pour ainsi dire sous ses yeux.

Le prince Albert, logé au château du marquis *** avec soixante hommes d'escorte, récompensa l'hospitalité de son hôte en lui volant un cheval estimé 20,000 francs, et qui avait gagné plusieurs prix aux courses. A Versailles, un jeune prince, dont je ne me rappelle plus le nom, avait dans son antichambre à l'*Hôtel des Réservoirs*, quatre énormes paniers remplis de pendules, de bronzes, de porcelaines et d'autres objets qu'il avait volé dans les châteaux et les maisons dans lesquels il avait logé. Le général qui était à Mantes, lorsque je m'y trouvais, avait pris au château de Rosny tout ce qui lui plaisait. Je ne cite que les faits qui me sont personnellement connus, mais il est de notoriété publique que les Allemands volaient partout de la soie, de la flanelle, des pendules, des chandeliers, des chales, du linge, des vêtements, des bijoux, des mobiliers entiers et jusqu'à des batteries de cuisine qu'ils expédiaient en Allemagne ou vendaient aux Juifs qui suivaient leur armée.

Sous le premier empire Napoléon Ier se faisait donner comme indemnité de guerre, des œuvres d'art appartenant à l'Etat, mais depuis cette époque la civilisation ayant fait des progrès en Allemagne, les princes allemands et leurs soudards ont pillé la propriété privée pour orner leurs salons et monter leur ménage !

Je ne parlerai pas du pillage d'Orléans, car il me faudrait parler de celui de toutes les autres villes envahies par l'ennemi et ce serait trop long; je dirai seulement que les faits monstrueux qui se sont passés à Orléans ont été reconnus par le général de Thann qui remit à ce propos 60,000 francs sur la contribution qu'il avait imposée à la ville ; sur la remarque que pareille somme était insuffisante pour réparer les désastres commis par les troupes bavaroises, le général répondit : « La ville ayant été soumise à un *pillage régulier* de deux heures, je n'entends indemniser que les dommages commis en dehors de cette période. »

Mgr Dupanloup, malgré les dures épreuves que lui firent subir les chefs allemands, a été une grande providence pour Orléans. Dans la mesure de ses forces il a épargné à sa chère cité tous les maux contre lesquels sa charité, son éloquence et son dévouement trouvaient un remède. Il s'est mis de sa personne entre elle et le vainqueur, et nous devons au vainqueur cette justice de dire que cette voix chaleureuse et respectée a été souvent écoutée. Des créatures chrétiennes, des enfants et des vieillards lui doivent la vie. La ville d'Orléans, par l'organe de son Conseil municipal, a témoigné sa reconnaissance à Mgr Dupanloup.

A Saint-Calais le pillage eut un caractère tellement odieux que le général de Chanzy fit une protestation publique dont voici les principaux extraits :

Le Mans, 26 décembre.

Général Chanzy au ministre de la guerre.

A la suite d'un fait inouï dont je vous adresserai la constatation, j'ai envoyé, par parlementaire, une protestation au commandant prussien à Vendôme, et adressé à l'armée l'ordre du jour ci-après :

Au commandant prussien à Vendôme.

J'apprends que des violences inqualifiables ont été exercées par des troupes sous vos ordres sur la population inoffensive de Saint-Calais, malgré ses bons traitements pour vos malades et vos blessés.

Vos officiers ont exigé de l'argent et ordonné le pillage; c'est un abus de la force qui pèsera sur vos consciences et que le patriotisme de nos populations saura supporter. Mais ce que je ne puis admettre c'est que vous ajoutiez à cela l'injure, alors que vous savez qu'elle est gratuite.

Vous avez prétendu que nous étions les vaincus, cela est faux, nous vous avons battu et tenu en échec depuis le 4 de ce mois.

Nous lutterons à outrance sans trève ni merci, parce qu'il sagit aujourd'hui de combattre, non plus des ennemis loyaux, mais des hordes de dévastateurs qui ne veulent que la ruine et la honte d'une

nation qui prétend, elle, conserver son honneur, son indépendance et son rang.

A la générosité avec laquelle nous traitons vos prisonniers et blessés, vous répondez par l'insolence, l'incendie, le pillage; je proteste avec indignation au nom de l'humanité et du droit des gens que vous foulez aux pieds, etc.

Le général en chef, CHANZY.

C'est avec le sabre, le pistolet au poing ou le fusil chargé que ces messieurs détroussaient les habitants les plus inoffensifs et dans des termes insultants. A St-Avold, un Prussien se vantait devant moi d'avoir obtenu à coups de crosse de fusil, d'un paysan qui ne le comprenait pas, un verre d'eau qu'il pouvait prendre lui-même. Entre Arthenay et Toury, j'ai rencontré un jour plus de cent chariots allemands transportant des pendules, des bronzes, des rideaux, des mobiliers, volés par des officiers supérieurs; les chariots étaient escortés par les ordonnances de ces officiers; tous avaient leurs armes en main; j'ai remarqué parmi ces ordonnances des cuirassiers blancs, des hussards, des uhlans et des fantassins de plusieurs nationalités allemandes.

Maintes fois, des officiers dégainaient dans les hôtels contre des domestiques qu'ils poursuivaient dans leur colère ou leur ivresse. Au reste, des offi-

ciers qui usent constamment de brutalité envers leurs propres soldats, qui, littéralement les rouent de coups et les frappent au visage dans les rangs, sous l'uniforme, comme je l'ai vu à Pont-à-Mousson et ailleurs, ne sauraient être simplement convenables envers des habitants. La discipline prussienne, si sévère au début, s'est ressentie du passage de l'armée dans nos contrées vignobles. A part le prince royal de Prusse et le prince royal de Saxe qui sont toujours restés dignes, les autres chefs ont montré que la tempérance et la délicatesse n'étaient point leur fort; le roi Guillaume lui-même, à Reims, dans les salons de l'Archevêché, a laissé des traces ordurières de..... son caractère soldatesque et de son éducation grossière ; ses officiers l'ont imité dans beaucoup de châteaux et de maisons que je pourrais nommer, si j'en suis prié.

Les ordures ont joué un grand rôle dans les gracieusetés de nos modernes vandales; depuis le roi jusqu'au simple soldat, les Allemands en déposaient symétriquement dans les salons et les chambres les plus élégantes des châteaux, des maisons particulières et des hôtels qu'ils quittaient. Un jour, un Prussien voulut même en déposer sur un autel dans l'église de *** ; en montant sur l'autel, son revolver tomba, fit feu et le blessa grièvement. Ce misérable, par méchanceté, déclara qu'il avait été blessé par un franc-tireur, et, sans une ruse du médecin français qui le soignait et lui fit avouer la vérité devant des témoins, cette petite population

eut été ruinée par une écrasante réquisition en argent que lui avaient imposée les autorités prussiennes. Ces faits, plus ou moins connus de toute la France envahie, donnent la mesure de la civilisation allemande et le genre d'éducation que l'on reçoit de l'autre côté du Rhin.

A Nogent-le-Roi, les Allemands ont incendié quatre-vingt-dix maisons, à peu près tout ce que comptait la basse ville. L'ennemi se répandit dans les rues, brisant, tuant, incendiant tout sur son passage. De tout côté on voyait des sacs éventrés, des meubles brisés, du linge et des vêtements brûlés, des chevaux et des bœufs tués, couchés sur le flanc, du sang partout. La fabrique de coutellerie de Mme Vitry n'était n'était plus qu'une masse noire de scories et de pierres que le fer en fondant avait aggluttiné. Mme Vitry fut liée au pied d'un arbre pendant que sa fabrique brûlait sous ses yeux. Des cadavres à moitié carbonisés furent sortis des maisons voisines également incendiées.

A Lailly, en incendiant le village, les Prussiens repoussèrent dans les flammes plusieurs habitants à demi-brûlés qui tentaient de s'échapper. Ce crime monstrueux fit tant de bruit que M. Cathelineau, dans sa proclamation aux habitants de l'Ouest, en parlant des cruautés de l'ennemi, n'a pu s'empêcher de citer Lailly et Châteaudun comme monuments de la barbarie allemande.

Le roi Guillaume a nié que les Prussiens aient brûlé vif un franc-tireur; le roi a été trompé, s'il

n'a pas menti, car le fait est exact. Pourquoi n'a-t-il pas nié le supplice du mobile Charles Fontaine et de deux francs-tireurs, enduits de pétrole, placés tous les trois sur une table, dans une maison non loin de Dijon, et brûlés vifs ? Trois mois après le martyre de son enfant, Mme Fontaine, trompée par une similitude de nom, croyait son fils prisonnier en Allemagne, et personne n'avait encore osé lui dire l'horrible vérité.

Je ne parlerai pas des francs-tireurs blessés et pendus par les pieds, avant d'être morts, ni de ceux qui furent couchés en joue et relevés jusqu'à cinq fois pour prolonger leur agonie, car le seul chapitre des cruautés commises par les Allemands, pendant cette campagne, formerait à lui seul un gros volume auquel on ne croirait pas, malgré le témoignage des témoins oculaires. Le dix-neuvième siècle peu habitué à ces horreurs écoute avec une oreille incrédule ces récits qui ne sont plus de notre époque et que l'imagination la plus dévergondée ne saurait pourtant inventer.

Passons donc sous silence les scènes de meurtre et de viol dont les habitants de Baule, Saint-George-sur-Eure, Marsilly, Nonancourt et cent autres villages ont été victimes. Après avoir brûlé la moitié d'Armentières, parce qu'un homme de cette commune avait, sur la grande route, tiré sur un officier, les Prussiens fusillèrent un crétin qui les avait trompé, sans le savoir, en leur disant qu'il y avait des armes cachées dans un endroit où

il ne s'en trouvait plus. Le malheureux fut attaché à un chêne, au-dessous d'une madone en plâtre placée contre le tronc de l'arbre, et fusillé. En tête du détachement, chargé de ce bel exploit, on voyait la musique du régiment qui jouait un air de la *Belle-Hélène !*

A Tros, près Montloir, comme aux environs de St-Quentin et dans d'autres localités, les Allemands ont pris des paysans inoffensifs et les ont mis devant le feu des Français pour protéger leur retraite. Quelques-uns de ces captifs ont été tués, les autres se sont échappés ou sont restés prisonniers. De pauvres vieilles femmes se lamentaient, dans les lettres qu'elles nous écrivaient, de ce que leurs maris avaient été enlevés de la sorte, à moitié vêtus, par le froid glacial qu'il faisait alors.

A toutes ces orgies du crime, il ne manquait, pour combler la mesure, que l'assassinat des médecins ; les Allemands avaient déjà pris et maltraité le personnel de nos ambulances volantes, tiré sur nos hôpitaux, mais ils n'avaient point encore égorgé nos hospitaliers ; dans la nuit du 21 au 22 janvier ils comblèrent cette lacune au village d'Hauteville. Vers minuit, les Prussiens entrèrent dans la maison où notre ambulance avait été établie, c'est-à-dire à peu près au milieu de la commune. Nos médecins et nos infirmiers, brassard au bras et portant les insignes de la Convention de Genève, furent massacrés en pansant les blessés. Le chirurgien-major, M. Morin, — de Lyon — reçut deux coups de crosse

de fusil sur la tête, un officier lui tira un coup de revolver et les soldats finirent de le tuer à coups de baïonnette. Le docteur Maillard fut également assassiné à peu près de la même manière, quant aux infirmiers d'Héret, de Champigy, Fleury, Legros et Morin qui prêtaient leur concours aux docteurs, après avoir été plus ou moins grièvement blessés à coups de crosse de revolver, ils ne durent la vie qu'en faisant les morts. Quelques-uns, entre autres M. Fleury, furent placés dans la cour et servirent de cible. Une fois leur œuvre achevée, les Prussiens ont dépouillé le docteur Morin et ont jeté son cadavre devant la porte, puis ils se sont emparés du matériel de l'ambulance qui consistait en quatre chevaux de bât, cantines de pansement, caisses de chirurgie, etc.

Ces hommes qui respectaient si peu les insignes de la Convention de Genève en ont pourtant abusé tout le temps de la campagne. A l'*Hôtel des Réservoirs* et dans Versailles, tout le monde a vu le prince de Wurtemberg chercher l'immunité, en portant un énorme brassard, depuis qu'un franc-tireur lui avait, d'une balle, effleuré le crâne. Dans l'armée allemande les brassards pullulent, on en voit partout. A Versailles et dans une multitude de localités les Allemands ont transporté constamment des munitions de guerre dans des fourgons portant la croix rouge. Des Prussiens de fait ou par circonstance ont été fréquemment envoyés de Versailles et d'ailleurs, avec la croix rouge au bras ou sur leurs voitures, dans les départements voisins chercher

des approvisionnements pour l'armée. Était-ce parce que les Allemands violaient à toute heure, partout et sous toutes les formes, la Convention de Genève qu'ils maltraitaient, assassinaient le personnel de nos ambulances, pensant que nous agissions comme eux ?

Les horreurs et les cruautés commises par les Prussiens ont tellement dépassé les bornes de la vraisemblance que j'ai parfois entendu de bons bourgeois qui ne quittaient leur bonnet de coton que pour aller acheter un journal ou se mettre à table, proférer des doutes sur l'exactitude de ces faits. J'ignore si tous les faits publiés sont exacts, mais ceux qui me sont personnellement connus dépassent en barbarie ceux révélés par les feuilles publiques. Quand l'occupation aura cessé, que l'on ne craindra plus d'attirer de nouvelles rigueurs sur les pays envahis, en faisant de nouvelles révélations, l'univers sera confondu d'apprendre qu'en Europe il s'est trouvé un peuple capable de commettre pareilles atrocités, en plein XIX[e] siècle !

A ce propos, on me permettra de citer quelques paroles fort justes répondant aux prussophiles qui veulent excuser les Allemands, en disant que si nous eussions été vainqueurs, nous aurions agi comme eux : « Ce n'est pas la France, dit M. de Girardin, qui eut érigé en système la dévastation de la Prusse, le ravage de toute l'Allemagne ; ce n'est pas elle qui eut bombardé la cathédrale de

Cologne, et lancé tant d'obus et de bombes incendiaires, que toute la population de la ville eut été contrainte de n'avoir plus pour demeure que les égouts ! Ce n'est pas elle qui eut érigé en un crime punissable de mort le patriotisme des citoyens allemands prenant un fusil pour défendre leur ville, leur maison, leur femme, leur fille, leur sœur !... De tels abus de la force pouvaient, aux siècles derniers, s'appeler la guerre ; mais, dans cette seconde moitié du XIXe siècle, ils n'ont plus qu'un nom : la barbarie ! »

En France, comme dans le Nouveau-Monde, j'ai vu parfois nos soldats piller des vivres, briser des portes, casser des chaises pour faire du feu, mais jamais je ne les ai vus voler des objets précieux pour s'enrichir. En France, comme à l'étranger, les voleurs ne sont point tolérés dans notre armée, ils sont excessivement rares et jamais impunis. C'est surtout parce que nos soldats étaient incapables de commettre les crimes commis par les Prussiens, que l'on a cru longtemps en France que les journaux exagéraient, inventaient les faits imputés à l'ennemi ; c'est aussi parce que ces crimes ont été reconnus authentiques qu'ils ont soulevé la conscience humaine contre l'Allemagne, dans le monde entier, et qu'il nous ont valu les sympathies des peuples civilisés des deux mondes.

Les faits odieux que je viens de signaler se multiplièrent à tel point et se joignirent à tant d'autres

d'un caractère non moins sauvage que, dès le 29 novembre, M. de Chaudordy, délégué au ministère des affaires étrangères, en fit l'objet d'une circulaire qui fut adressée aux agents de la France à l'étranger. Ce document fit assez de bruit en Europe pour que M. de Bismark crut devoir y répondre ; mais, au lieu de réfuter les actes incriminés, le chancelier se livra à des considérations spéciales n'ayant rien de commun avec la question. Ce procédé constate suffisamment l'impuissance dans laquelle s'est trouvé M. de Bismark de réfuter les faits signalés par M. de Chaudordy, comme étant contraires aux lois de la guerre. Le 25 janvier, notre délégué prit acte de cet aveu tacite de la véracité de toutes les violences commises par l'armée prussienne ; sa nouvelle circulaire resta sans réponse, par la raison fort simple que rien n'est brutal comme l'éloquence des faits. Du reste, même après la paix les Allemands ont continué leurs exploits de bandits, et quand je quittai Tours, au mois de mars, ils assassinèrent ce jour-là même, dans cette ville, une femme et son enfant à coups de sabre.

XIV

Bataille du Mans. — Les zouaves pontificaux. — Lettre de M. Fresneau sur les mobilisés de Kératry. — Le général Faidherbe. — Capitulation de Paris. — Armistice. — République et liberté. — Les républicains en France. — Un apothicaire devenu général. — Nos bons préfets.

Le 20 décembre, malgré la vigueur du général Pisani Jourdan qui eut un de ses aides-de-camp grièvement blessé à ses côtés, la petite colonne qui protégeait Tours dut se replier dans la direction de Langeais. La délégation du gouvernement s'était déjà rendue à Bordeaux depuis quelques jours. La ville de Tours ne pouvait se défendre, étant dominée par les hauteurs du faubourg de St-Symphorien et n'ayant pas de troupes. M. Durel, le préfet, avait invité les citoyens qui parlaient sans cesse de défense à outrance, à s'incrire comme volontaires sous les ordres du capitaine Barbier

qui voulait les mener à l'encontre de l'ennemi pour défendre ces hauteurs et protéger la ville ; mais ces matamores platoniques crurent plus prudent de rester chez eux.

Le 21, vers dix heures du matin, une dizaine de cuirassiers blancs descendirent le faubourg ; des sentinelles ennemies furent aussitôt placées à la tête de chacun des trois ponts ; puis, cinq uhlans passèrent le pont de la Tranchée qui conduit de la rue Royale à St-Symphorien. Arrivés presque à l'extrémité du pont, une femme, indignée de la poltronnerie des hommes qui n'avaient pas voulu se battre, se jeta au travers des uhlans et leur cria : « On ne passe pas ! »

Au même instant quelques coups de revolver partirent et blessèrent deux des uhlans. Ceux-ci se replièrent au galop, ainsi que leurs camarades échelonnés sur la route et qui essuyèrent çà et là des coups de feu qui leur tuèrent un soldat et blessèrent mortellement un major. Les Prussiens, au nombre d'environ 2,000, se trouvaient en haut de la Tranchée et bombardèrent immédiatement la ville avec deux obusiers. En moins de quelques minutes une vingtaine de personnes, hommes, femmes et enfants tombèrent frappés par les projectiles. M. Paul Beurtheret, rédacteur en chef de l'*Union libérale,* tomba l'un des premiers le crâne brisé par un éclat d'obus ; sa mort fut instantanée.

Le maire, M. Gouin, avait arboré le drapeau parlementaire au-dessus de la mairie, aux premiers

coups de canon, mais comme les Prussiens tiraient toujours, il se rendit avec MM. Magaud-Viot et Noirmand, adjoints, auprès de l'ennemi. M. Elphinstone et Lee, dont j'ai déjà parlé, se joignirent à cette députation et firent cesser le feu. Les Prussiens se retirèrent ensuite et n'entrèrent à Tours que le 22 janvier, après la bataille du Mans. Cette bataille du Mans, ayant décidé du sort de la seconde période de la campagne, mérite comme celles de Sedan et de Patay quelques détails.

Par une manœuvre très-habile, le général Chanzy amena d'Orléans au Mans les trois armées ennemies contre lesquelles il se battait depuis le 4 décembre. Notre armée décimée plus par le froid, la faim et les maladies que par le feu, se renforça des troupes stationnées dans la Sarthe et des mobilisés bretons de Kératry. Après plusieurs combats d'avant-postes, nous finîmes par nous concentrer du côté de Malsanne, Parigné-l'Evêque, Ardenay et Connerré, près du chef-lieu du département. Le 10 janvier le feu s'engagea sur toute la ligne. Malgré de nombreux fuyards qui arrivèrent au Mans dans l'après-midi, l'avantage nous resta dans la soirée. Le lendemain l'attaque recommença au-dessus de Champagné et la lutte devint très-vive à Yvré-l'Evêque et Changé. Nous restâmes encore les maîtres du terrain, et le général Chanzy envoya ce soir même au ministre de la guerre la dépêche suivante :

Le Mans, 11 janvier, 11 h. 30 soir.

« Nous avons eu aujourd'hui la bataille du Mans, l'ennemi nous a attaqués sur toute la ligne. Le général Jauréguiberry s'est solidement maintenu sur la rive droite de l'Huisne. Le général de Colomb s'est battu pendant six heures avec acharnement sur le plateau d'Auvours.

« Le général Gougeard, qui a eu son cheval percé de six balles, a montré la plus grande vigueur, et les troupes de Bretagne ont puissamment contribué à conserver cette position importante. J'ai annoncé au général Gougeard qu'il était commandeur.

« Au-dessous de Changé et sur la route de Parigné-l'Evêque, nous nous sommes maintenus malgré les efforts de l'ennemi. Nous couchons sur toutes nos positions, moins la Tuilerie, abandonnée devant un retour offensif tenté à la tombée de la nuit par l'ennemi.

« Nous avons fait des prisonniers dont j'ignore encore le nombre ; ils évaluent ensemble les forces prussiennes engagées ou en réserve à 180,000 hommes. Le combat n'a cessé qu'après la nuit venue ; je sais que deux de nos colonels sont grièvement blessés ; je crois à des pertes sensibles ; j'espère en avoir infligé de cruelles à l'ennemi. »

Pendant cette journée du 11, la gauche de l'armée qui occupait les positions en avant d'Yvré,

descendit la montagne, vers trois heures et demie, dans le désordre le plus complet ; la ligne et l'artillerie, pèle-mèle se mirent à fuir dans la plaine et vers le pont de la route du Mans. Le plus grand désastre qu'on ait vu depuis Sedan était inévitable, car les Prussiens, maîtres de cette position, commandaient la route du Mans, seule voie de retraite pour le 16e et 17e corps. En voyant ce danger, le général Gougeard appela le colonel Bel et lui commanda de reprendre le plateau, puis il ajouta : « Vous savez colonel que vous n'en reviendrez pas ? »

— « J'y vais, répondit ce brave officier. »

A la tête de sa colonne, M. Bel gravit les hauteurs du plateau d'Auvours, fut gravement blessé et fait prisonnier par l'ennemi. Se mettant alors à la tête des zouaves pontificaux, le général Gougeard s'écria : « Zouaves ! le salut de l'armée dépend de vous, c'est un dur morceau, mais il faut enlever à tout prix ces positions. Allons ! A la baïonnette.

— « Sacs à terre, répondit M. Moncuit qui commandait le bataillon des pontificaux. »

Aussitôt le bataillon s'élança aux cris de : « Vive Dieu ! vive la France ! » Le plateau fut escaladé au pas gymnastique sous une grêle de balles et d'obus ; les zouaves, sans tirer un coup de fusil, arrivèrent sur le plateau et s'en rendirent maître. Une heure après notre artillerie s'installa sur ces hauteurs ;

le colonel Bel était délivré des mains des Prussiens et les positions réoccupées par nos troupes. Le général Gougeard eut son cheval tué sous lui dans cette affaire ; il déclara que les zouaves pontificaux étaient les premiers soldats du monde, et leur dit : « Zouaves, vous êtes des braves, aujourd'hui vous avez sauvé l'armée. » Ils furent aussi les seuls portés à l'ordre du jour, et sur leur passage nos soldats les acclamaient pour leur action héroïque qu'ils payèrent chèrement.

Pour la troisième fois, en trois mois, les zouaves pontificaux durent revenir à Poitiers pour se recruter et se réorganiser. Deux de leurs capitaines, sur six, échappèrent à la mort ; cinq lieutenants, dont deux blessés, et trois sergents, voilà ce qui restait de leurs cadres ; la veille ils avaient perdu leur aumônier et un docteur faits prisonniers ; quant au bataillon, les neuf dixièmes restèrent sur le terrain. Si je ne me trompe, c'est le 7me bataillon de marche des chasseurs et deux compagnies des mobiles des Côtes-du-Nord, qui secondèrent seuls les pontificaux dans cette terrible escalade, comme ils les avaient déjà soutenus si brillamment à Patay.

Ce fait d'armes sauva l'armée, mais ne sauva pas le Mans. Le général Chanzy dut se replier et annonça cette triste nouvelle au ministre de la guerre, dans les termes suivants :

Le Mans, 12 janvier, 9 heures du matin.

« Nos positions étaient bonnes hier au soir, sauf la Tuilerie où des mobilisés de Bretagne ont, en se débandant, entraîné l'abandon des positions occupées sur la rive gauche de l'Huisne.

« Le vice-amiral Jauréguiberry et les autres généraux croient que la retraite est commandée par les circonstances. Je m'y résigne, mais le cœur me saigne. »

En effet, la retraite se fit dans la journée du 12, et ce même jour les Prussiens entrèrent au Mans.

La première question que chacun se fit après avoir lu le télégramme de Chanzy, fut celle-ci : Pourquoi les Bretons qui se sont si bien battus à Sedan, sur les bords de la Loire, sous les colonels Charette et Cathelineau et partout où ils étaient bien commandés, ont-ils fait une si triste exception sous les ordres de M. de Kératry ? Pourquoi les mobilisés de la Bretagne se sont-ils débandés ? M. Armand Fresneau, ancien représentant d'Ille-et-Vilaine, explique ce douloureux phénomène dans une lettre qu'il adressa au général Chanzy. Malgré sa longueur, je crois devoir publier les principaux fragments de cette lettre remarquable, car il faut que la responsabilité de nos désastres retombe sur les coupables et non sur les malheureuses victimes de tous ces ambitieux incapables,

qui profitent de nos troubles pour s'élever sur les ruines de la patrie, en exploitant la crédulité des uns et la sottise des autres. Voici la lettre de M. Fresneau :

« — Mon général, — vous n'êtes pas le seul dont en ce moment « le cœur saigne. » Deux télégrammes émus et fermes comme votre âme, nous apprennent qu'après avoir tenu tête trois jours aux meilleures troupes de la Prusse, massées contre vous en forces considérables, vous avez été obligé d'opérer un mouvement de retraite, et que cette bataille qui, gagnée, vous ouvrait la route de Paris, ce sont *les mobilisés d'Ille-et-Vilaine* qui, en abandonnant leurs positions, l'ont perdue.

« A Dieu ne plaise que je me plaigne de ce stigmate imprimé au front des malheureux, qui, après avoir souffert depuis deux mois, ont manqué de cœur au moment suprême... il importe à la conservation de la force morale dont nous avons si grand besoin, de ne pas isoler ce pénible incident de sa trop évidente origine.

« L'échec du Mans n'est point le fait de la lâcheté des hommes qui ont failli... La soirée du 11 est l'œuvre de ce que la prochaine Assemblée nationale éclairera dans ses derniers replis, sous le nom de *folie* ou de *crime du camp de Conlie.*

« Vous sauriez, général, tout ce qu'il a été dépensé d'ineptie cruelle pour transformer des *Bre-*

tons... en fuyards, en déserteurs et en lâches, que les devoirs de la hiérarchie gouvernementale ne vous permettraient pas de tout dire ; et d'ailleurs, occupé comme vous l'êtes depuis deux mois à vous défendre pied à pied avec une si indomptable énergie, votre attention n'a pu descendre comme la nôtre dans les détails de l'officine où l'on nous préparait des revers.

« Vous savez que votre voix a été méconnue ; mais savez-vous par quels soins, par quelle vigilance les administrateurs en chef du camp de Conlie, ont inculqué aux mobilisés Bretons ce sentiment merveilleux qu'on appelle la discipline militaire et qui ne vit que de respect et de confiance ?

« Savez-vous que, couchés, ou plutôt ensevelis dans la boue et la neige, sans autre vêtement qu'une blouse de serge brûlée, sans une chemise de rechange, des mobilisés bretons recevaient deux petites bottes de paille pour huit hommes, et que cette paille, promptement réduite en fumier, servait, sans être renouvelée, pendant plusieurs semaines ?

« Savez-vous que ces tortures se sont prolongées plus d'un mois dans ce camp de 60 à 80,000 hommes, et que le quart des compagnies nombreuses qui les ont subies a péri ou git sur un grabat ; si bien que les épidémies terribles qui déciment aujourd'hui nos familles, ne sont pas d'origine plus mystérieuse que la défaillance qui vous a arraché votre victoire du Mans, et qu'on pourrait suivre pour ainsi dire à

l'œil, ces deux fléaux sortant du camp de Conlie ?

Savez-vous que, lorsque par malheur un bataillon changeait de campement, il restait quelquefois 24 heures et plus sans manger ; — la ville entière de Rennes l'a vu. — Non que les vivres manquassent; ils abondaient au contraire ; nous saurons un jour à quel prix ; mais parce que, en pleine sécurité, loin de l'ennemi, l'intendance, les mains remplies de notre or, ne trouvait pas moyen d'approvisionner ses troupes ?

« Savez-vous que, même au prix de tant de sacrifices et de souffrances, nos mobilisés, arrachés à leurs familles et à leurs travaux, n'avaient pas même la consolation d'apprendre à défendre leur vie, pour le jour où on la leur demanderait ; qu'il n'a pas été fait d'exercice au camp de Conlie ; que les armes, même mauvaises, faisaient défaut, et que dans ce camp d'instruction, si justement appelé par le cri public *Camp de destruction*, il n'a été brûlé de poudre que celle qui a servi à saluer impérialement, sur le théâtre même de leurs exploits, les organisateurs d'une si belle œuvre ?

« Mon général, il est impossible que des hommes capables de souffrir si cruellement, et de souffrir comme ils l'ont fait, sans un murmure, sans une plainte, ne soient pas de la race dont on fait des braves. Mais il n'était pas impossible que dans l'atmosphère de désordre et d'impéritie où on les retenait, leur courage fut autre chose que de la résignation, qu'ils n'en vinssent pas à se considérer

moins comme des soldats que comme des victimes. — Armand Fresneau, — ancien représentant d'Ille-et-Vilaine. — Kernadec, près Auray, 13 janvier 1871. »

M. de Kératry a déjà tenté de se justifier en rejetant sur le général Marivault, son remplaçant, la responsabilité de la désorganisation de l'armée bretonne et du camp de Conlie qu'il avait créé de concert avec son ami M. Kérisouët, intendant du camp; mais comme il ne répond pas aux graves accusations formulées par M. Fresneau, dans cette lettre, il est bon d'attendre la publication de toutes les pièces pour juger ce triste procès.

Au nord, la petite armée du général Faidherbe avait fait des prodiges sous le commandement habile de ce brave officier; mais, d'une force numérique trop restreinte, elle ne put jamais jouer un rôle décisif dans les destinées de la France. Avec 100,000 hommes, le général Faidherbe serait allé donner la main, soit au général Trochu, soit au général Chanzy; malheureusement, il n'eut jamais la moitié de cet effectif. Le 23 janvier, au moment de rentrer dans ses cantonnements, après un glorieux combat, il publia la proclamation suivante qui passa inaperçue, à cause des événements douloureux qui ne cessaient alors de nous frapper, et qui mériterait de passer à la postérité.

— « Soldats ! — C'est un devoir impérieux de votre général de vous rendre justice devant vos concitoyens ; vous pouvez être fiers de vous-mêmes, car vous avez bien mérité de la patrie !

« Ce que vous avez souffert, ceux qui ne l'ont pas vu ne pourront jamais l'imaginer, et il n'y a personne à accuser de ces souffrances : les circonstances seules les ont causées. En moins d'un mois, vous avez livré trois batailles à un ennemi dont l'*Europe entière a peur*. Vous lui avez tenu tête, vous l'avez vu reculer maintes fois devant vous ; vous avez prouvé qu'il n'est pas invincible, et que la défaite de la France n'est qu'une surprise amenée par l'ineptie d'un gouvernement absolu.

« Les Prussiens ont trouvé dans les jeunes soldats à peine habillés et dans les gardes nationaux des adversaires capables de les vaincre.

« Qu'ils ramassent nos traînards et qu'ils s'en vantent dans leurs bulletins, peu importe. Ces fameux preneurs de canons n'ont pas touché à une de nos batteries. Honneur à vous !

« Quelques jours de repos, et ceux qui ont juré la ruine de la France vous retrouveront debout devant eux. — Faidherbe. »

Quant au général Bourbaki, l'ineptie du gouvernement qui lui laissa manquer de vivres et de munitions, l'ineptie de Garibaldi qui laissa les Prussiens traverser tranquillement la Saône et tourner

notre armée de l'Est ; enfin, la mauvaise foi de l'ennemi qui n'interrompit point son mouvement, malgré l'armistice, obligèrent cet intrépide et malheureux général à remettre le commandement au brave général de Clinchant qui dirigea ses troupes sur la Suisse pour ne pas capituler.

On sait quels furent les résultats de la bataille du Mans : le général Trochu n'espérant plus de secours de la province et n'ayant plus de vivres, dut mettre bas les armes. Avant de se rendre, il fit du côté de Montretout et de Buzenval une démonstration n'ayant probablement d'autre but que celui de satisfaire l'armée de Paris qui murmurait contre l'inaction de ses chefs. Cette affaire du 19 janvier fut dirigée de telle façon qu'elle prouve, soit un grand découragement de la part du général Trochu, soit la volonté d'engager le moins de monde possible, afin de diminuer les pertes inutiles qu'on allait faire. En effet, plus de la moitié des Parisiens restèrent l'arme au bras pendant l'action, et l'on ne fit aucune diversion sur un autre point de la ligne d'investissement pour détourner l'attention des Prussiens ou affaiblir leurs lignes par la diversité des attaques, de sorte que pendant la nuit ils reprirent sans difficulté les positions qu'il avaient perdues dans la journée.

Les vivres manquaient ; prolonger la résistance n'était pas possible, il fallut capituler. Malgré l'incapacité du gouvernement républicain qui ne sut rien créer de sérieux, rien organiser, malgré

toutes les défaillances déjà signalées et tous les éléments de dissolution que je n'ai fait qu'indiquer, la France devait être bien forte encore pour n'être vaincue que par la famine qui fit tomber les murs de Paris et décima nos troupes sur les bords de la Loire comme dans les Vosges. Le correspondant du *Times* disait au capitaine de Wencke, au moment où celui-ci allait planter le drapeau allemand sur le mont Valérien :

« — Voila une journée dont vous pouvez être fiers. »

Je ne sais si les Allemands sont réellement bien fiers de leurs succès ; quant à nous, nous ne sommes point encore assez dégénérés pour nous enorgueillir de victoires dues, non pas à notre courage, mais à l'affaiblissement de l'ennemi par le manque de pain. Quand nous plaçons sur nos têtes des lauriers c'est qu'ils ont été trempés dans notre sang. A Paris, comme ailleurs, les Allemands ne nous ont pas pris un seul fort, et n'ont pas osé prendre une forteresse d'assaut une seule fois. Quant aux batailles, ils n'en ont gagnées que lorsqu'ils étaient de trois à six contre un, et à Sedan nos 80,0000 hommes ont tenu tête pendant trois jours à leurs 240,000 hommes, comme on l'a vu ! Soyons justes et ne prêtons pas aux Allemands des sentiments qu'ils n'ont pas ; ils ont emporté en Allemagne beaucoup de pendules et peu de lauriers ; ils le savent et ne s'en cachent pas ; aussi, se trouvent-ils plus heu-

reux que fiers des résultats de leur campagne en France.

La capitulation de Paris amena l'armistice. Abusant de la connaissance qu'ils avaient de la situation désespérée de la défense nationale, abusant de l'ignorance de M. Jules Favre sur notre situation militaire, les Prussiens se firent la part du lion. L'armistice qu'ils nous imposaient était désastreux pour nous ; la loyauté française, disons mieux, la bêtise de ceux qui gouvernaient à Paris comme à Bordeaux n'était pas de force à lutter contre l'astuce prussienne. Les conditions de l'armistice, traitées d'une façon si déplorables par M. Jules Favre, amenèrent forcément des conditions non moins déplorables pour le rétablissement de la paix.

Guillaume le Rapace s'inquiéta fort peu de faire exécuter loyalement cet armistice ; tandis que M. de Moltke faisait continuer la marche de ses troupes sur les derrières de Bourbaki pour l'obliger à se rendre soit entre les mains allemandes, soit aux autorités suisses, le roi lui-même faisait augmenter les exactions de ses généraux contre nos populations inoffensives. La circulaire du général Zastrow nous édifie sur la quotité de ces contributions exorbitantes imposées en plein armistice. Voici ce que dit cette circulaire, adressée au préfet de la Côte-d'Or.

— « S. M. l'Empereur d'Allemagne a *daigné* ordonner que dans tous les pays occupés, il serait pré-

levé immédiatement, et, s'il est besoin, en employant la force, une contribution d'au moins 25 fr. par tête à la campagne, et d'au moins 50 fr. par tête sur la population des villes.

« La charge des pauvres sera reportée sur les riches.

« Ensuite, S. M. l'empereur d'Allemagne a *daigné* déterminer que, dans tous les départements français qui, d'après les conventions du 28 du mois passé, resteront occupés par les armées allemandes on devra prélever des contributions particulières suffisantes pour subvenir à toutes les charges des officiers, médecins, employés supérieurs de toute l'armée allemande confédérée qui est en France, et ce, à partir du 29 janvier inclusivement et pour la durée de l'armistice. L'importance de cette dernière contribution s'élèvera pour les officiers et médecins militaires de mon corps d'armée, l'état-major et le commandement de l'armée du sud, à un demi-million de francs.

« Le 7e corps d'armée, qui est dans le département de la Côte-d'Or, sous mes ordres, a été chargé de faire exécuter ces contributions.

« Je vous engage en conséquence, M. le préfet, à donner vos ordres de manière à ce que ces contributions soient réparties sur les arrondissements, cantons, communes et villes du département de la Côte-d'Or, et que le montant en soit versé au plus tard le 18 de ce mois dans la Caisse de campagne du 7e corps d'armée. Cependant, une partie de la

première contribution, soit un million de francs, doit être versée dans la caisse de l'armée au plus tard, le 15 à midi. Si ces conditions ne sont pas remplies dans le temps déterminé, j'userai immédiatement, et sans égard et avec rigueur, de tous les moyens de la force pour y arriver.

« En terminant, je vous fais observer que dorénavant, *en dehors* de l'allocation journalière de 15 fr. pour chaque officier, médecin et militaire supérieur de mon corps d'armée, il ne sera plus demandé à la caisse de la ville ou de la commune, une prestation de nourriture de 12 fr. par jour.

Dijon, le 17 février 1871.

Le général commandant le 5e *corps d'armée,*

ZASTROW. »

On le voit, malgré son hypocrite proclamation, le roi Guillaume a, jusqu'au dernier moment, changé le casque des Prussiens, en autant de tires-lires qu'il faisait planter dans chaque ville, dans chaque commune, en disant à ses valets armés : — Faites-les remplir d'or, sinon pillez ce que vous n'avez pas encore volé ; mettez le feu aux chaumières, aux maisons, aux édifices de ceux qui ne payeront pas. Au moyen-âge, et dans les siècles les plus barbares, on cherche vainement un souverain qui métamorphosait ses soldats en autant de mendiants et de

bandits, et, c'est vers la fin du XIXe siècle qu'un roi de la *poétique* et *philosophique* Allemagne, nous offre ce touchant spectacle !

Les Allemands n'ont pas eu le monopole des boîtes à surprises, il nous en ont montré de rudes, pétries d'or et de sang, mais les champignons vénéneux, poussés subitement sur le bonnet phrygien du 4 septembre, nous en ont montré de non moins monstrueuses. M. Scherer publiait l'hiver dernier, dans la *Gironde*, un article sur la République, pour engager la Chambre à la fonder, la consolider et la faire réussir ! » Puis, il ajoutait : « La République nous a délivré du plus ignominieux des gouvernements ; elle a relevé notre honneur devant l'ennemi, et il faudrait la renverser ! »

En lisant ces lignes, on dirait que M. Scherer tombe de la lune, car il semble ignorer ce qu'ont fait les autorités républicaines à Paris, Tours, Bordeaux, et tous les fonctionnaires républicains de la province. Les faits pourtant témoignaient assez haut que les républicains n'avaient délivré la France ni des Napoléon, ni de l'ennemi, que ce ne sont point eux qui, dans les combats, ont relevé notre honneur, mais les royalistes et les *cléricaux*. Les républicains ont simplement, sans consulter le pays, pris le pouvoir que retenait à peine une femme étrangère. Du reste, les hommes de septembre sont de faux républicains portant un faux nez, et dans la mascarade politique qu'ils nous ont offert en quittant les bancs de l'opposition pour se partager la

défroque impériale, ils n'ont trouvé rien de mieux que de rééditer le régime arbitraire de 1852.

Les vrais républicains qui sortent, en général, des prisons, des bagnes ou des égouts de Belleville et Montmartre, sont plus francs dans leurs allures ; ils n'ont point fait appel aux mauvaises passions pour élever leurs trônes sur des barricades, mais au crime ; ils ont fait du bonnet phrygien un éteignoir qu'ils placèrent sur nos libertés pour les éteindre, et c'est au nom de leur liberté individuelle qu'ils nous mettent un baillon pour nous fermer la bouche, des fers aux pieds et aux mains, nous ruinent et nous assassinent dans les rues. Honte, mensonge, infamie, égoïsme et crime, voilà la devise de ces deux genres de républicains.

Disons de suite que la République renie les uns et les autres, et qu'elle est trop belle pour avoir de tels adeptes. La République ne saurait avoir des enfants qui la souillent, lui maculent ses vêtements de sang, de boue et qui la tuent aussitôt que le hasard la fait renaître en France. Si la République prospère aux Etats-Unis et en Suisse, c'est qu'en Suisse comme aux Etats-Unis, on y trouve des républicains honnêtes, laborieux, patriotes, qui respectent les lois et la liberté d'autrui. En France, rien n'est moins républicain que celui qui se donne ce nom, mais comme il se le donne, il faut bien le lui conserver, quoique le nom ne réponde pas à la chose.

La République ne saurait vivre sans la liberté ; néanmoins, nos républicains les rendent incompa-

tibles l'une avec l'autre, de sorte qu'en France la République n'existe jamais avec la liberté ; de même, la liberté ne peut jamais exister longtemps avec la République. Le jour où les républicains auront la pudeur ou la bonne foi de faire un mariage de raison ou simplement de convenance avec la liberté, ce jour là, la République sera fondée en France avec trente millions d'adhérents.

Malheureusement, ce mariage n'est pas encore en voie de formation. Nos républicains. depuis l'investissement de Paris, avait supprimé la liberté, et la République n'était pour eux qu'une grosse caisse qu'il battait constamment pour grossir la leur et fuir le danger; meure la France, mais vive la République, tel est leur mot d'ordre.

Tous ceux qui ne voulaient point se laisser tondre ou duper étaient, pour ces messieurs des réactionnaires, des prêtres et des jésuites, contre lesquels nos Mangins politiques exerçaient toutes les violences possibles. Usés par les vices, abètis par l'ignorance, incapables de rien inventer, ces gens-là répétaient, les clichés de 1848, alors déjà vieux comme Voltaire. C'est niais, cela discrédite le régime républicain, mais nos nouveaux Spartiates se moquent de la République comme ils se moquent de tout ; ils ne demandent qu'à faire durer ce régime le temps nécessaire pour remplir leurs poches. Les poches n'ont pas de convictions.

A la fin de décembre la délégation de Bordeaux fit hommage au *Siècle* d'une sommes de 100,000 fr.

Les titres de ce journal à la munifence de notre triumvirat étaient que le *Siècle* éreintait journellement M. Thiers, quelques généraux et les « réactionnaires. » Si cette feuille républicaine était convaincue de ce qu'elle disait pourquoi payer. — et payer si cher — ses convictions? Dans le cas contraire, pourquoi continuer les traditions impériales en subventionnant tel ou tel journal? Comme cet argent ne sortait point des mains de MM. Gambetta, Crémieux et Glais-Bizoin, on aurait pu leur demander de quel droit ils détournaient, au profit de deux ou trois individus, cette somme du trésor public, quand nos soldats manquaient de chassepots, de vêtements et de pain?

L'emprunt des 250 millions fait à Londres par M. Laurier, dans des conditions aussi désavantageuses pour nous qu'utiles pour lui, les 10 millions donnés à M. Kératry pour le camp de Conlie et les 4 millions fournis à M. Lissagaray pour son camp de Toulouse, ont à tort ou à raison, soulevé bien des plaintes en province. La plupart des journaux, indignés de la manière dont le gouvernement républicain gaspillait nos finances, faisaient des rapprochements forts tristes sur ce qui se passait alors et les trafics scandaleux de l'Empire, sur la corruption des personnages politiques du régime déchu et l'âpre avidité de l'entourage du triumvirat. Ces rapprochements étaient loin d'être souvent à l'avantage de ces derniers.

M. Gaston Crémieux, clubiste de la Canebière, apostropha la Chambre un jour à Bordeaux, en lui disant : « Vous êtes une *majorité rurale.* » Comme le fit très-bien remarquer alors M. Jules Deschamps, dans le *Courrier de la Gironde*, cette majorité rurale avait du moins le mérite de se composer de tous ceux qui travaillent, cultivent, produisent et trafiquent. Elle ne court point après les emplois, ne pérore pas dans les clubs , et n'attend pas du hasard des révolutions son nécessaire et son superflu. C'est elle qui remplit, par des impôts qu'elle paie, ces coffres où les républicains, ministres, secrétaires, généraux, préfets et fonctionnaires puisent lorsqu'ils émargent des traitements qu'ils trouvaient scandaleux sous l'Empire et dont ils s'accomodent fort bien sous la République. C'est elle encore qui envoie ses fils à l'armée, non pour y parader avec des galons de fantaisie, mais pour défendre le sol de la patrie et succomber glorieusement sous le feu des Prussiens

A côté de ces populations laborieuses dont nos prétendus républicains méprisent le vote mais non l'argent et le sang, que font nos clubistes, nos revendicateurs de nos droits et nos régénérateurs de la société moderne? Oisifs déclassés, n'ayant pas assez d'énergie et de cœur pour demander leur pain et leur bien-être au travail, ils veulent d'un bond atteindre les premiers emplois, n'accepter aucune supériorité, mêmes des leurs. Tous géné-

raux pas de soldats ; aujourd'hui s'insurgeant contre la monarchie au nom de la République, demain attaquant la République, s'ils n'en sont pas les chefs et les conseillers, déclarant ensuite la commune et finissant par fuir à l'étranger dès qu'ils ont assez « de foin dans leurs bottes, » que le danger les menace de trop près et que leurs dupes commencent à ouvrir les yeux.

M. Gambetta et ses amis ont déchaîné sur la France toutes ces passions malsaines qui devaient bientôt avoir des résultats aussi déplorables qu'ignominieux. Ce jeune tribun, plein de confiance en lui-même, avait réduit ses collègues au rôle de comparses ; il laissait M. Crémieux *toquer* et *détoquer* des juges, M. Glais-Bizoin lire les journaux pour avoir des nouvelles ; brouillant tout, troublant tout, se drapant pompeusement dans les guenilles révolutionnaires, il réunit dans sa main inexpérimentée les rênes du pouvoir, coupa, trancha, tailla, nomma, destitua, à tort et à travers, sous prétexte d'organiser et introduisit dans l'armée sous forme auxiliaire, les éléments les plus dissolvants et les plus disparates. Jamais aucun des Césars anciens et nouveaux n'avaient agi avec tant d'arbitraire.

Les photographes sans emploi, les pianistes en disponibilité, les épiciers sans clientèle furent faits capitaines d'emblée ; l'apothicaire Bordone, en rupture d'officine, reçut même un matin le grade de général de brigade ; cousant à sa manche autant de galons qu'il avait de condamnations correction-

nelles à son passé judiciaire, ce pharmacien troqua ses seringues contre les grosses épaulettes, prodiguées alors à toutes les incapacités qui se disaient républicaines. Ce grotesque personnage étant devenu légendaire, je lui dois deux mots de biographie.

D'après l'*Union de Vaucluse*, il paraît que M. Bordone s'appelait Bourdon, avant qu'il n'italianisât son nom pour s'attacher à Garibaldi. En 1848, il composa une chanson royaliste, par laquelle il conseillait, à propos des élections de rester unis pour « fouler aux pieds le *Scorpion de la Rouge*. » Cette chanson, dont un poète de carrefour renierait la paternité, ne mériterait pas d'être reproduite même sur un mirliton; il suffira d'en citer le couplet suivant pour donner une idée de sa valeur :

Si désormais le scorpion bouge encore,
Alerte, amis, frappons tous sans pitié,
C'est l'union qu'il craint et qu'il abhore :
Maintenons-la, comme notre amitié.

Tous les autres couplets sont de la force de celui-ci ! En 1848 notre néo-garibaldien chantait ses vers à Barbentane, au *Café du Midi*, devant quatre cents légitimistes. Il formulait à cette époque ses ordonnances sur du papier à l'effigie d'Henri V. M. Bordone, qui maniait jadis avec une certaine grâce l'instrument illustré par Molière dans M. de Pour-

ceaugnac, se proclamait, à Bordeaux, balayeur en chef de l'Assemblée nationale et seringuait la foule de ses propos révolutionnaires. On n'a point été étonné d'apprendre que ce digne compagnon de Garibaldi ait dit qu'il balayerait l'assemblée, M. Bordone n'est-il pas bon à tout faire ? Ayant déjà changé l'instrument de M. Purgon pour l'épée de Fra Diavolo, il pouvait encore changer celle-ci pour le balai de maître Jacques. Toutefois, il aurait dû se rappeler qu'il n'avait encore rien balayé, ni les Prussiens qu'il n'aimait pas voir de près, ni les pièces du dossier judiciaire qu'on a amoncelées autour de lui.

En attendant qu'il se soit *purgé* des accusations dont il s'agit, il devrait, au lieu d'agiter un balai imaginaire, déposer des galons et des étoiles que nos généraux commencent à se fatiguer de lui voir porter comme eux. Espérons que la Chambre le renverra à ses drogues; la descente de la Courtille des généraux gambettistes a trop longtemps duré ; le carnaval politique ou militaire, inauguré le 4 septembre, n'est plus de saison. Le seul exploit de M. Bordone, parvenu à la connaissance du public, est l'arrestation de M. Pinard. Je ne sais si cet exploit méritait les épaulettes de général, mais ce qui était moins recommandable, c'est que pour cacher... ses fautes, et conserver son prestige auprès de Garibaldi, il fit lâchement condamner à mort, par des étrangers, — des Garibaldiens, — un Français, le lieutenant-colonel Chenet qui l'avait

vu à l'œuvre. Sans doute, c'est pour cette honnête action que ce personnage avait reçu l'autorité d'un proconsul, et qu'il ne voyageait jamais sans commander pour lui seul un train spécial que le gouvernement de la défense nationale était, du reste, assez riche pour payer !

Nos généraux de la première République ont dû souvent bondir d'indignation dans leur tombe, en présence de ces iniques singeries qui faisaient écrire à M. Détroyat, — encore un général, — directeur de la *Liberté* et du camp de la Rochelle, dans une lettre à M. Ganesco : « Ce qui nous a perdus, croyez-le, ce n'est pas la Prusse, c'est... la bohême. » En effet, c'est la bohême républicaine qui nous a perdus, car c'est elle qui a remis en vigueur le régime odieux de 1852 ; c'est elle qui a remis au jour, pour le service de sa cause, le « cabinet noir, » en autorisant les prévôts civils, autrement dits : — mouchards — à violer le secret des correspondances, comme toute la province s'en plaignait et comme le prouve l'ordre suivant :

— « Ministère de la guerre. — M. Dutré, prévôt civil, attaché à la place de la résidence du gouvernement, est autorisé à requérir à la poste la délivrance de toute lettre dont il indiquera le destinataire. — Tours, le 27 novembre 1870. — Le ministre de l'Intérieur et de la guerre, Léon Gambetta. »

C'est encore cette bohême qui, la veille des élections, faisait d'un étranger sans titre, M. Wieezflinski, un Français titré qui prenait le nom de M. de Serres, parce qu'il était attaché au cabinet de M. Gambetta ! Que de soufflets cette triste bohême n'a-t-elle pas donnés à la République, aux idées républicaines et démocratiques, et surtout au sens commun !

Les républicains de la veille, vieux ou jeunes, se montraient tout aussi démocrates, tout aussi libéraux que les républicains du lendemain. Citons des faits. M. Crémieux, vieillard d'une certaine modération, rêvait, sous le ciel de la Touraine, la conciliation ; s'appuyant avec abandon sur l'épaule du général Uhrich, il lui donnait modestement rendez-vous au séjour des bienheureux dans le cercle des *grands citoyens*. Le lendemain, il cajolait Garibaldi, puis, l'éconduisait à Dole pour y chasser les jésuites. Sous le ciel méridional de la Guyenne, M. Crémieux rencontre à Bordeaux une Commission municipale ayant plus d'un trait de ressemblance avec la Commune révolutionnaire de Lyon et les exaltés de Marseille ; aussitôt, M. Crémieux veut appliquer la médecine Leroy à la politique. Il ne parle plus que d'épurations, de révocations et de proscriptions ; il sacrifie M. de Loverdo, il dissout les Conseils généraux, interdit le suffrage universel en chargeant les préfets de nommer eux-mêmes, à leur fantaisie, les membres des assemblées départementales, il destitue les magistrats inamovibles, et, trouvant

que nous n'avons pas assez d'avocats, il institue une école de droit à Bordeaux.

C'est à la suite du décret du 25 décembre, supprimant les Conseils généraux, que M. de Kératry publia sa belle protestation dont voici les principaux passages :

« Nantes, 27 décembre 1870.

A MM. Crémieux, Gambetta, Fourichon et Glais-Bizoin, membres de la délégation du gouvernement de la défense nationale.

« MESSIEURS,

« Je crois l'heure venue d'oublier un instant nos anciennes relations d'amitié pour essayer de vous faire entendre le langage de la vérité.

« Ce langage, c'est un droit et un devoir pour moi de vous le tenir aujourd'hui.

« Mon droit est celui qui appartient à tout citoyen douloureusement préoccupé de l'existence même de son pays.

« Mon devoir découle de la part que j'aie prise, tant à la tribune qu'à l'Hôtel-de-Ville, à la création du gouvernement de la défense nationale. . . .

« La délégation de Tours s'est malheureusement écartée de la voie sage que lui traçait la nécessité.

« Depuis trois mois, vous avez soumis la défense

nationale aux exigences ou aux faiblesses de votre politique. Au lieu de vous appuyer sur le pays, vous l'avez divisé en différents groupes. Certains de vos préfets étaient des agents de dissolution.

« Cette dissolution, vous venez de la hâter par le décret relatif à la suppression des Conseils généraux, rendu par vous le 25 décembre. . . . .

« Où sont donc ces solides doctrines que nous avons si vigoureusement défendues au nom de nos électeurs ? Depuis le 4 septembre, rien n'est de droit, tout est de fait, je le reconnais. Je ne reviendrai pas sur les nombreux actes d'arbitraire que vous avez commis et que le pays a toléré en raison de vos bonnes intentions et au nom du salut commun.

« Mais au nom de ce même salut, la France entière va repousser votre décret du 25 décembre. Ce que vous avez reproché à MM. Rouher et Ollivier, vous venez de l'accomplir avec plus d'éclat et sans avoir même les prétextes à l'aide desquels ils justifiaient l'installation de leurs commissions municipales. . . . . »

La France entière, en effet, se souleva contre ces décrets, mais, ces exemples césaréens donnés par la délégation gouvernementale furent suivis par les préfets qui s'inspiraient déjà beaucoup trop de leurs intérêts privés dans leur règle de conduite. Citons encore quelques faits, pris au hasard un peu par-

tout, pour montrer que nous ne calomnions pas nos bons préfets.

Lorsque je me trouvais à Montauban, au mois de décembre, M. Flamens, préfet de cette ville, fit remplir la glacière de la préfecture pour boire frais en été. Sous l'Empire, l'ancien préfet n'avait point osé se donner ce luxe, parce que cela coûtait 800 fr. à la caisse municipale. M. Flamens fit, en outre, changer tous les tapis de l'Hôtel de la préfecture, ne trouvant pas assez bon pour lui ceux dont ses prédécesseurs s'étaient contentés. Par compensation, il refusa le chauffage au lycée, de sorte que les pauvres lycéens durent passer par l'alternative ou de geler en classe ou de rester chez eux. M. Flamens, fils de serrurier, n'avait guère connu la fortune avant l'idée qu'il eut d'endosser la livrée républicaine, aussi, voulait-il se dédommager du passé en se dorlotant aux frais de la patrie.

M. Durel, de Tours, était un préfet vif, mais facétieux ; à la suite du combat de Monnaie qui livrait Tours à l'ennemi, il se sauva à Chinon. Pour expliquer sa fuite, il publia une circulaire dans laquelle on lisait les lignes suivantes :

« Tandis que les municipalités, organes directs et tuteurs immédiats des intérêts sédentaires d'une localité, doivent rester à l'Hôtel-de-Ville, les préfets, sous-préfets et autres *agents supérieurs* du pouvoir central, doivent garder leur pleine liberté, afin de pouvoir ailleurs continuer la lutte.

« Parti de Tours, le 21, à 11 heures, au moment même où l'avant-garde prussienne entrait sur le pont, je me suis rendu à Chinon pour veiller de là au fonctionnement des différents services civils et militaires, etc. »

Ce préfet qui se sauve pour « continuer la lutte, » est simplement sublime. Hélas ! que d'imitateurs n'a-t-il pas eu ? Combien d'autres n'ont-ils pas placé leurs créatures près d'eux pour leur éviter les dangers de la guerre, et les avoir sous la main, en cas de *réaction ?* Ils se formaient de la sorte une garde prétorienne qu'ils armaient de chassepots et laissaient à nos mobiles les fusils à percussion.

Un des types de ce genre, mis en relief par le 4 septembre, c'était M. Duportal, préfet de Toulouse. Il débuta par substituer, après la capitulation de Metz, son fils au colonel d'artillerie de Crontte, le commandement de l'arsenal de Toulouse, dont le traitement était de 8,000 fr. C'est à ce sujet que l'on fit cette épigramme :

Au fond de la liqueur amère
Les Duportal trouvent du miel.
Sedan fit un préfet du père,
Et Metz du fils un colonel.

Si chaque événement sinistre
Pour eux est d'un profit égal,
On verra le père ministre,
Et le fils sera maréchal.

M. Duportal ne se contenta pas de faire, en grand, du népotisme, au détriment de la défense nationale, il fit encore de la dictature, au grand mécontentement de M. Gambetta qui n'aimait pas les sosies. Il destitua des généraux, des fonctionnaires, supprima les allocations accordées aux Frères des Écoles chrétiennes depuis plus d'un demi-siècle, et voulait les destituer, pour empocher leur argent. L'argent n'a pas de couleur politique, et nos républicains provisoires ne dédaignent pas même celui destiné à l'instruction publique. La substitution des instituteurs laïques, aux Frères, devant occasionner un surcroît de dépenses annuelles, se montant à 55,000 fr. indépendamment de la question des locaux ; la ville fit de l'opposition au préfet, et je quittai Toulouse sans connaître le dénouement de cette affaire.

La dictature de M. Duportal finit par lui attirer les foudres de M. Gambetta ; mais les foudres de M. Gambetta, comme le tonnerre de Calchas, avaient besoin de réparations, elles détonnaient ou sonnaient faux ; M. Duportal n'en fut point intimidé ; il ne voulut point se séparer de sa bonne vache à lait, je veux dire de sa préfecture. M. Gambetta dut la lui laisser, il n'avait ni l'énergie ni l'autorité nécessaires pour le mettre à la raison, car sa propre dictature improvisée dans un jour de malheur n'avait, pour se faire obéir ou respecter, aucun droit, aucun titre emprunté à la reconnaissance ou à la volonté nationale.

L'Empire avait inventé les « préfets à poigne, » la République nous a donné les préfets fuyards, les réquisitionnaires, les proconsuls, les fournisseurs et les farceurs. Parmi les préfets farceurs M. Peigné-Crémieux, gendre du ministre, s'est signalé d'une manière drolatique. Un jour ce joyeux préfet reçut de la municipalité de Die quelques réclamations et quelques critiques courtoises, à propos de l'organisation de la défense nationale. Aussitôt, M. Peigné-Crémieux se fit un malin plaisir de rendre un arrêté dont voici la teneur :

« Considérant que de l'adresse de la municipalité de Die, il appert ouvertement que cette petite ville est douée d'un patriotisme dépassant de beaucoup le patriotisme des autres communes du département ;

« Que dès lors, il est de toute justice de lui faire supporter les charges de la défense nationale en raison directe de l'intensité dudit patriotisme ;

« Arrêtons que, dans la répartition des dépenses extraordinaires nécessitées par la guerre, la ville de Die payera une part proportionnelle *double* de celle des autres communes du département. »

Ce décret n'est-il pas de bon goût et tout à fait de circonstances? Passons sous silence l'incarcération ou l'expulsion du territoire français de MM. Forcade de la Roquette, Pinard, Vaillant, des princes d'Orléans et de tant d'autres, ainsi que l'arrestation à domicile ou dans la rue des journalistes conservateurs, et la brusque suspension des

journaux, le tout sans jugement, sans avertissement, mais par la simple volonté de nos seigneurs et maîtres Gambetta, Pipe-en-Bois, Ranc, etc., qui renchérissaient de leur mieux, — toujours au nom de la liberté, — sur le régime impérial. Ne mentionnons que pour mémoire les marchés honteux, onéreux, passés dans toutes nos grandes villes avec d'infâmes voleurs pour l'équipement de nos troupes.

« On a fusillé, me disaient des sous-officiers de l'armée de la Loire, de pauvres soldats coupables d'avoir volé une poule pour avoir de quoi manger, mais a-t-on fusillé un seul de ces messieurs de l'intendance et de l'administration, cause première de cette famine qui, depuis Reichshoffen jusqu'à Montbéliard, mettait constamment devant l'ennemi des troupes à jeun ? A-t-on fusillé un seul de ces fournisseurs qui nous vendaient fort cher des armes de rebus qu'ils achetaient à vil prix, des tuniques se dissolvant à la pluie, des pantalons de cavalerie ne résistant pas à quatre heures de cheval, des chaussures avec semelles de carton ou débris de cuir, des bretelles de fusil s'étirant à l'usage et passant à l'état de caoutchouc ? A-t-on fusillé MM. Gambetta, Crémieux et Glais-Bizoin pour avoir donné 100,000 fr. au *Siècle*, argent qui certainement ne sortait pas de leur bourse ? En présence de ces faits connus de toute l'armée comment ne veut-on pas que le troupier murmure et ne soit point découragé ? »

Au sujet des fournitures commandées par l'ad-

ministration, le *Salut public* dans un article intitulé : *Vols et révélations*, disait : « Nous demandons ce que sont devenus les quarante ou cinquante mille francs d'escompte qui ont dû être réalisés sur chacune de nos légions par suite des achats faits au comptant avec les deniers de l'Etat. Ces sommes ont-elles été portées en compte ou ont-elles disparu? Or, nous avons quelques raisons de croire qu'elles n'ont jamais fait retour au trésor. Où sont-elles? et quelles enquêtes a-t-on fait pour savoir où elles ont passé?

M. Challemel-Lacour, préfet de Lyon, a préféré fuir à l'étranger avec... les économies qu'il a réalisées pendant la guerre, que de répondre au *Salut public*. De son côté, la *France* publiait à Bordeaux une lettre non moins foudroyante, à l'adresse de nos gouvernants, et qui se terminait ainsi :

« Il faut que le pays sache exactement à quel emploi ont été affectées les centaines de millions qui ont été dépensées pour son armement depuis le 4 septembre. On sait aujourd'hui d'une façon irréfutable que nos soldats ont manqué d'artillerie, de munitions, d'armes de précision, et qu'ils se sont souvent présentés à l'ennemi avec de vieux fusils à percussion.

« Puisqu'enfin une enquête minutieuse va être ouverte, il ne serait peut-être pas sans intérêt de

poser à MM. Lecesne, Merton et Cᵉ les questions intéressantes que voici :

. . . .

3° Est-il vrai que le troisième agent, président de la commission d'armement de Londres, commission qui a été chargée de la presque totalité des transactions, — a été le sieur Merton ?

4° Est-il vrai que ce sieur Merton soit le sieur Louis Mosès, dit Merton, dit le « maréchal des primes, » si connu à la Bourse de Paris, et fils d'un juif allemand établi à Londres ?

5° Est-il vrai que cet associé de M. Lecesne, soit le même Louis Mosès, dit Merton, dont le nom figure dans les contrats de ventes d'armes faites aux républiques américaines et qu'il soit, par ses rapports de famille, prussien ou peu s'en faut ?

6° Est-il vrai qu'un autre membre de cette même commission de Londres soit non point M. Lefaucheux, l'honorable armurier de Paris, comme l'a donné entendre M. Lecesne, mais bien un quasi-homonyme dont le nom offre une consonnance commode ?

7° Un décret de M. Gambetta ayant chargé la commission d'armement Lecesne de la livraison des munitions, cartouches, etc., est-il vrai qu'à l'armée de l'Est, il y a eu des gargousses, dont 60 sur 100 n'éclataient pas, et qu'à l'armée de Chanzy, dans une distribution, aucune n'aient éclaté sur 100 ?

8° Est-il vrai qu'à l'armée de Chanzy on ait distribué des fusils qui n'étaient pas *percés à la lumière ?*

9° Est-il vrai, qu'à cette heure, le seul contrat de la fabrication des cartouches pour la France est celui qui a été signé par le neveu de M. de Bismark, contrat Fur-Mallortie ?

10° Est-il vrai que les fusils distribués à nos troupes soient de *quatorze* calibres et modèles différents ? »

Cette lettre avait été inspirée par un article de l'*Economist* de Londres, un des journaux européens les plus sérieux, dont l'avis fait loi en matière financière, et qui disait que « la commission d'armement avait honteusement dilapidé les finances de la France. » Je ne sais si l'auteur de cette lettre est aussi bien informé qu'il le paraît, mais, personnellement je puis affirmer la variété des calibres de fusil, la mauvaise qualité des cartouches et des gargousses ; à Paris, on a même trouvé quantité de gargousses pour nos canons et dont la poudre était remplacée par du son. Une enquête a été demandée sur cette commission d'armement et, avant de la juger, il faut attendre les résultats de cette enquête.

Nos gouvernants et nos préfets ne se contentaient pas de paralyser la défense nationale en faisant des contrats lucratifs pour eux, désastreux pour nous, soit dans l'armement, soit dans l'équipement de nos troupes, ils favorisaient, en outre, les réfractaires républicains qui laissaient prudemment

aux « réactionnaires et aux cléricaux » le soin de défendre la patrie et de mourir pour elle. A Lyon, Marseille, Bordeaux, Toulouse, Montauban, et dans une multitude d'autres préfectures, on aurait pu former des légions entières et des corps d'armée avec les mobilisés réfractaires et ceux que les préfets admettaient dans les administrations publiques pour les soustraire aux décrets de mobilisation.

On me permettra de citer un seul fait à l'appui de cette assertion. Tandis que je me trouvais à Bordeaux, MM. Grégori et Court, rédacteurs d'un journal simplement honnête, *la Province*, s'enrôlèrent dans l'armée comme soldats; MM. Massicault et Deleussot, rédacteurs de *la Gironde*, feuille archi-républicaine, quittèrent également leur journal, mais pour occuper dans l'administration des places grassement rétribuées. Chez nous, les républicains préfèrent être nourris par la patrie que de mourir pour elle ! Des goûts et du patriotisme on ne discute pas.

Ceci me rappelle un mot d'un personnage bien connu dans la capitale de la Guyenne, et qui disait un jour au préfet : « Monsieur le préfet, la réaction lève la tête. — Quand serai-je placé ? »

Au 1er janvier, la délégation du gouvernement se trouvait fort abaissée dans l'opinion publique et très-compromise, autant par ses propres actes que par ceux de ces agents et de ses fonctionnaires répandus dans toute la province. Les républicains réunis à Bordeaux crurent nécessaire de consolider

le gouvernement et la République par une manifestation. *Trois mille* hommes, au plus, presque tous de la garde nationale de cette ville, assistèrent à cette manifestation. Le gouvernement honteux de ce chiffre le porta à *cinquante mille*, dans son rapport officiel. Ces trois mille hommes allèrent à la préfecture acclamer M. Gambetta, qui parut au balcon et fit un long discours dans lequel il développa le thème suivant :

« La République apparaissant pour la *première fois* dans notre histoire a assumé le devoir, l'honneur et le péril de sauver la France... ce succès qu'il faut atteindre, sous peine de *périr déshonoré*, implique deux conditions essentielles : la première, la garantie et le respect de la liberté de tous, de la liberté complète, de la liberté jusqu'au dénigrement, jusqu'à la calomnie, jusqu'à l'injure ; la seconde, le respect par tous, amis et dissidents, du droit et de la puissance gouvernementale. »

Ces mots : « La République apparaissant pour la première fois dans notre histoire, » ne furent pas compris de ceux qui se rappelaient la guillotine de 1793 et les journées de juin 1848, mais le thème était beau, il fut éloquemment développé par notre jeune dictateur ; malheureusement il ne fut appliqué ni par lui ni par ses amis, ni par ses préfets, de sorte que l'anarchie la plus universelle régnait partout. Aussi, quand un jour, Paris affamé, non secouru par ceux qui avaient « assumé l'honneur de sauver la France, » dut capituler, M. de Bismark

ne sachant si le gouvernement de la France se trouvait à Paris ou à Bordeaux, pouvait dire à M. Jules Favre : — Est-ce à vous ou à M. votre frère que j'ai l'honneur de parler? Est-ce avec le gouvernement révolutionnaire de Paris ou avec le gouvernement interlope de Bordeaux que je dois traiter ?

Comment l'aurait-il su, nous l'ignorions nous-mêmes ? L'armistice ne fut-il pas uniquement signé pour avoir une Chambre, un gouvernement régulier et mettre un terme à ce gâchis politique, inauguré le 4 septembre par des hommes qui mentaient à toutes les théories parlementaires, comme à tout leur passé?

XV

Les décrets de M. Gambetta. — Un César républicain. — Elections du 8 février. — Comptes à régler. — Ce qu'ont fait les croyants et les disciples du SIÈCLE. — Causes de nos malheurs. — Doctrine de l'égoïsme et doctrine du dévouement. — On demande la liberté de conscience pour tous. — Les châtiments.

M. Gambetta était fort mécontent; la capitulation de Paris révélait ses fautes et son incapacité comme ministre de la guerre; elle lui enlevait tout espoir de voir triompher nos armes. Froissé de ce que l'armistice avait été conclu sans qu'il en fût prévenu, redoutant une Chambre qui contrôlerait ses actes et dont l'immense majorité serait en faveur d'un ordre de choses régulier, il pensa prévenir, dans une certaine mesure, le coup porté à cette ère de désordre, de pillage et d'ineptie, en faisant nommer une Chambre de son choix. Le 31 janvier, il lança un décret par lequel il déclarait inéligibles,

de son autorité privée, les individus qui, depuis le 1er décembre 1851, jusqu'au 4 septembre 1870, avaient accepté les fonctions de ministre, de sénateur, de conseiller d'Etat, de préfet, et les individus qui avaient accepté pendant cette période la candidature officielle et dont les noms avaient figuré au *Moniteur* avec les mentions de candidats du gouvernement, candidats de l'administration et candidats officiels.

Cette loi frappait d'ostracisme une multitude d'hommes qui avaient noblement payé leur dette à la patrie pendant la guerre ; elle obligeait les électeurs à voter pour des jacobins et des nullités cachées ou bruyantes ; elle montrait l'effroi du parti républicain qui ne se croyait pas assez fort pour lutter contre le bon sens du pays, quoiqu'il eût envahi les préfectures, les parquets, les justices de paix, les mairies et toutes les fonctions publiques, y compris les écoles. Aussi, les grands pontifes de la démocratie trouvant encore ces mesures insuffisantes pour assurer leur triomphe, décrétèrent-ils que le vote n'aurait pas lieu dans les communes, mais dans les chefs-lieux de canton, ce qui rendait le vote des campagnes très-difficile.

Quand le gouvernement de Paris connut ces décrets, il les blâma et envoya M. Jules Simon à Bordeaux pour les faire révoquer. La presse protesta dans les termes suivants :

« Les représentants de la presse parisienne et de la presse bordelaise soussignés :

« Considérant que le gouvernement de la défense nationale, y compris les membres actuels de la délégation de Bordeaux, a rendu, à la date du 8 septembre 1870, un décret qui établit les conditions d'éligibilité d'après la loi du 15 mars 1849 votée par l'Assemblée législative ;

« Considérant qu'au mois d'octobre dernier, et à propos même des élections, M. Gambetta a annulé un décret de la délégation officiellement promulgué, en déclarant que « les décrets du gouvernement de Paris sont seuls obligatoires ; » que dès lors, il ne saurait appartenir à une fraction du gouvernement de modifier ce qui a été fait par le gouvernement tout entier ;

« Considérant que le décret du 8 septembre 1870 vient d'être maintenu par le gouvernement de la défense, qu'il a été publié au *Journal officiel* de Paris, avec cette modification que la candidature des préfets est exclue dans les départements qu'ils administrent, et qu'en conséquence le décret du 8 septembre demeure valable ;

« Considérant que le décret rendu par cette délégation à la date du 31 janvier porte une atteinte grave à la liberté électorale, en excluant de l'éligibilité plusieurs catégories de citoyens, en restreignant arbitrairement le droit des électeurs ;

« Considérant que ce décret ne porte pas seulement atteinte à la liberté du suffrage par ses

exclusions, mais encore par le privilége accordé aux préfets de se présenter dans leur département, contrairement aux sages dispositions de la loi de 1849;

« Considérant enfin que la prochaine Assemblée nationale ne peut tirer la force dont elle a tant besoin que de la pleine et incontestable sincérité du suffrage universel;

« Les représentants de la presse soussignés déclarent protester, en réservant tous les droits et l'indépendance absolue des électeurs. »

Suivait la signature de douze journaux, à laquelle vint se joindre celle d'un grand nombre d'autres feuilles départementales. Partout, même à l'étranger, le procédé de M. Gambetta fut considéré comme un emprunt fait à la politique du 2 décembre et comme une faute irréparable, car la République autoritaire est une monstruosité plus grave encore que la monarchie absolue, dont elle prétend être l'antipode.

En présence de cette irritation et de cette désapprobation générales avec lesquelles furent accueillis ces décrets césaréens, on crut devoir à Bordeaux faire une nouvelle manifestation pour consolider les béquilles qui soutenaient à peine la délégation gouvernementale. Le chef de ce mouvement était un Anglais, M. Milton, attaché à l'état-major de Garibaldi. Ce cher monsieur se rendit à

la tête de deux cents clubistes cosmopolites en face de la préfecture, monta sur un balcon et déclara que la France ne voulait pas des élections. Cette grotesque échauffourée fut tellement ridicule que personne ne voulut en être l'auteur responsable et que le *Siècle* même, la désavoua. Si nos révolutionnaires avaient assez de cœur, de courage, d'amour-propre et de patriotisme pour faire eux-mêmes leurs affaires, sans toujours appeler à la rescousse et se mettre sous les ordres des étrangers, italiens, anglais, polonais et autres misérables qui profitent de toutes nos dissensions pour venir nous assassiner et nous piller, les révolutions en France seraient plus rares, moins odieuses et moins meurtrières.

Après l'avortement de cette manifestation, M. Allain-Targé, préfet de Bordeaux, fit saisir, au nom de la liberté de la presse, plusieurs des journaux qui demandaient la liberté des élections ; le bruit, très-fondé, courut que les rédacteurs eux-mêmes seraient incarcérés dans la soirée. Ce bruit causa une telle sensation dans le public, que M. Crémieux crut devoir le démentir par un billet, modèle de genre, dans lequel il disait que MM. Glais-Bizoin, Fourichon et lui n'avaient jamais eu cette tentation. Dans son billet, ce bon M. Crémieux oublie simplement Jupiter ; il voulait faire supposer qu'au moment où la petite camarilla gambettiste délibérait de faire arrêter M. Jules Simon et quelques hommes politiques de la presse, on serait allé préalablement lui faire signer un décret

d'arrestation. Ces coups-là, par le temps qui court, demandent moins de cérémonie. M. Crémieux ne l'ignorait pas; l'arrestation illégale de M. Guyot-Montpayroux le prouve, mais M. Crémieux aime à cumuler, non satisfait d'être tout à la fois avocat, ministre et juif, il veut être encore pharisien, c'est trop pour un homme seul.

Il est hors de doute que certaines personnes de l'entourage de M. Gambetta insistaient énergiquement pour l'exécution d'un coup d'Etat; des communards des départements avaient été mandés pour renforcer le parti; on avait dressé une liste de personnes qui devaient être arrêtées dans la nuit du 11 février; mais l'audace a manqué et les moyens ont fait défaut. Grands et gros mots, petits hommes.

M. Gambetta, circonscrit par ses courtisans, aussi inabordable qu'un satrape antique ou le Vieux de la Montagne, avait une cour comme un potentat; c'est cette cour qui l'a perdu et qui a perdu la France. D'une activité fébrile, mais sans empire sur lui-même, il accumulait fautes sur fautes, en voulant servir la République dont il pratiquait le culte au détriment de la patrie. Quand il essaya de confisquer à son profit la liberté électorale, son manteau de dictateur lui fut arraché de vive force par la conscience publique. Jusqu'alors la province lui avait obéi, parce qu'il fallait, avant tout, vaincre l'ennemi commun, mais, quand M. Gambetta tenta d'ajouter à ses malheurs la honte de la servitude,

quand il voulut la soumettre à l'avidité de quelques énergumènes, la France entière, sauf Paris, se révolta, et lui demanda comme les hauts barons demandaient au fondateur de la dynastie capétienne : « Qui t'a fait roi? »

En concentrant dans ses mains l'autorité agissante, la direction des affaires, les droits d'initiative et de décision, en se donnant, en un mot, tous les pouvoirs d'un souverain absolu, il en avait assumé la responsabilité. Le pouvoir personnel oblige, impose le succès; quand on s'arroge le droit de gouverner seul, il faut savoir réussir, sinon l'on tombe tôt ou tard comme « l'homme de Sedan. » Aussi, la dictature de M. Gambetta finit-elle piteusement, sans avoir pu même se traîner jusqu'à son terme légal, car elle avait commis toutes les fautes du pouvoir personnel et dépassé toutes les fautes du régime impérial. Faute d'ordre, de système, de calme, faute surtout d'avoir pris la défense nationale comme unique point de mire, toutes nos places fortes ont dû capituler les unes après les autres, sans voir arriver à leur secours un seul de nos soldats ; en trois mois l'ennemi avait quadruplé le cercle de ses opérations, nos villes, nos campagnes étaient ruinées, et nos finances mises dans un état des plus déplorables.

Le 8 février, l'immense majorité des électeurs protesta par son vote contre les décrets gambettistes. Au point de vue de la stratégie électorale, toutes les précautions avaient été pourtant

prises pour assurer le triomphe des ultra-radicaux, communards et autres coteries républicaines. Les préfets avaient amoncelés les difficultés du vote sur le chemin électoral ; les conseils généraux, les conseils municipaux avaient été dissous ; des maires nouveaux avaient été choisis parmi les hommes dévoués aux idées nouvelles de la délégation gouvernementale ; l'urne avait été d'une façon révoltante éloignée des électeurs dont les idées conservatrices et libérales n'étaient pas en rapport avec les aspirations démagogiques du pouvoir personnel et dictatorial de Bordeaux ; les bureaux, composés d'hommes nommés arbitrairement, n'offraient aucune garantie. Dans le Var, les Pyrénées-Orientales, Vaucluse et nombre d'autres départements, les électeurs conservateurs furent éloignés du scrutin, maltraités par des forces armées et ne purent voter. La fameuse *soupière* et le *veau* de M. Rognat étaient des enfantillages en comparaison des manœuvres violentes que se permirent nos bons républicains de 1871.

Le pays intimidé, violenté, emmenotté, pour ainsi dire, manifesta néanmoins de la manière la plus éclatante, sa ferme volonté de mettre un terme à toutes ces orgies révolutionnaires. La « réaction » loyale, énergique, spontanée contre l'arbitraire a été d'autant plus vive que la compression avait pesé plus lourdement sur la patrie. Garibaldi, dans son trivial langage, disait à Bordeaux, qu'il y avait deux Frances : « celle des prêtres et celle des répu-

blicains. » Je ne sais, et probablement lui-même ne savait pas ce qu'il voulait dire, mais il est certain que la France des travailleurs, des hommes qui veulent l'ordre, le progrès, le respect des lois et la liberté pour tous, qui réclament, non des priviléges, mais le droit commun, réprouvent les violences et placent la volonté nationale au-dessus des aventuriers et des coteries, cette France, dis-je, a voulu être écoutée, respectée. L'Etat, c'est elle ! Elle a montré par les élections du 8 février, qu'il n'appartient à personne, à aucun parti, d'escamoter à son profit les libertés de tous, et que le règne du pouvoir personnel, tombé à Sedan, ne saurait, comme l'hydre de la fable, renaître sans cesse sous une autre forme.

Dans une section rurale de l'arrondissement de Bordeaux, au moment où la foule des électeurs se pressait autour du scrutin, un octogénaire s'avança d'un pas chancelant jusqu'au bureau. A l'air de son visage, au ruban rouge qui décorait sa veste de paysan, on reconnaissait un soldat du premier empire. Le vieillard tenant à la main son bulletin ouvert, chacun pouvait le lire a son aise ; avant de le déposer, il dit d'une voix ferme : « De mon temps, quand on envoyait les soldats à la guerre, on leur donnait des munitions, des vivres et des vêtements : mes deux petits-fils sont morts à l'armée de la Loire ; ils ont manqué de tout cela. » Ayant ainsi parlé, le paysan, dont on voyait couler les larmes, a laissé tomber dans l'urne les noms de MM. Thiers, Du-

faure, d'Aurelles de Paladines et Carayon-Latour. Témoins de ce vote expressif et profondément émus, les paysans ont voté comme le vieux soldat.

Ce fait contient la révélation des sentiments qui ont inspiré le vote du 8 février. Ceux qui, par eux-mêmes ou par leurs enfants, ont contribué à la défense du territoire, regardaient aux ressources dont nous disposions et surtout à la manière dont la guerre était conduite. Ils consentaient bien à donner leur sang, à se plonger dans le deuil, à se laisser ruiner, mais ils voulaient que ces sacrifices profitassent à la patrie ; les tristes expériences des cinq mois derniers leur ayant prouvé qu'ils se dévouaient en pure perte, ils nommèrent des représentants incapables de les lancer dans les aventures sans que l'honneur du pays n'y fût sérieusement engagé. Les radicaux, ne se battant pas, demandaient la guerre à outrance, ce qui n'empêchait pas ces fanfarons de se réfugier dans tous les recoins de la magistrature et dans les sinécures administratives, de porter des uniformes de fantaisie pour sauver les apparences et faire croire à l'exemption ; tous ces individus poussaient dans les clubs des cris de guerre, mais on les cherchait en vain dans nos avant-postes, car c'est là surtout qu'on ne les trouvait pas, qu'on ne les trouvera jamais.

On comprend que les radicaux, battus de la sorte sur le champ électoral qu'ils avaient si bien préparé, furent mécontents de l'Assemblée nouvelle. Envahir la Chambre pour mettre les députés

à la porte, étant alors chose impossible, les communards insultèrent nos députés sur la voie publique.

Tous les despotismes s'accordent à dénaturer le sens des mots les plus simples; c'est ainsi que l'Empire et la République se sont accordés pour appeler *ordre* et *conservation*, la compression, le silence, et employer la *justice* à assurer le règne de l'arbitraire; c'est ainsi que la commune de Paris donnait le nom d'*insurgés* aux troupes du gouvernement, et que les assassins du général Bréa étaient appelés les *victimes* de cet honorable officier, qualifié de *bourreau*. En France, la mauvaise foi, l'intolérance et les mauvaises passions, semblent de plus en plus devenir l'apanage exclusif de nos républicains.

Tant que les rares républicains honnêtes, sincères, libéraux permettront à la lie de la société de traîner la République dans la fange et le sang français, de mentir audacieusement aux idées, aux principes, aux institutions démocratiques et d'être plus despotes que le plus autocrate des Césars, jamais la République ne s'implantera parmi nous Les inventeurs du suffrage universel en sont venus au point de respecter moins encore l'œuvre de tous que l'œuvre d'un seul, et les assemblées issues des entrailles du peuple sont devenus des sortes de souverains-soliveaux sur lesquels chacun peut impunément déposer ses ordures. Plus de prestige chez l'autorité, plus de respect chez le citoyen, plus de sentiment du devoir chez personne, tel est le résultat de nos complaisances pour nos fades plagiaires

de 93. Tous les niveaux se sont abaissés ou plutôt tout s'est effondré. Ayant perdu le respect de tout pouvoir, de toute autorité, de toute discipline, nous avons perdu le sentiment du respect de notre territoire et notre patriotisme. Avouons-le, c'est aux gens honnêtes, aux « amis de l'ordre » que nous devons cette ignoble et cette honteuse situation ; si ces messieurs voulaient se donner la peine de se déranger pour voter , en faveur des candidats honnêtes, nous n'aurions pas à déplorer tous les malheurs qui viennent de frapper récemment notre pauvre patrie. Si les amis de l'ordre continuent à se tenir éloignés des urnes électorales, la régénération de la France deviendra impossible, et, tôt ou tard, la *ligue républicaine* renouvellera les scènes hideuses qui ont ensanglanté Paris. Paris a été ruiné, pilié, incendié par la lâcheté des honnêtes gens qui se sont laissés gouverner par des voyous, des voleurs et des assassins; si la province imite la lâcheté des Parisiens elle éprouvera le même sort.

Il ne faut point se le dissimuler, si nous avions davantage le sentiment de nos devoirs et plus de déférence pour les droits d'autrui, la forme républicaine aurait plus de sympathies en France et plus d'adhérents que ne le supposent les républicains eux-mêmes.

Rien n'est plus fatal à la République que de vouloir s'identifier avec une minorité qui ne peut gouverner qu'en s'imposant. Pour consolider ce régime il faudrait, bien établir qu'au lieu d'être le

gouvernement d'un parti, la République est le gouvernement de la majorité, et que, par elle la France est maîtresse d'elle-même, libre de faire arriver à la tête de l'Etat les hommes investis de sa confiance, et de faire prévaloir la direction politique qu'elle juge la plus conforme à ses intérêts.

Jusqu'ici les républicains, par leur esprit sectaire et tyrannique, ont été l'obstacle capital au fonctionnement régulier d'une République qui n'était pas la révolution en permanence, et sous laquelle il fut possible de vivre en paix ; de là, la croyance générale qu'une République honnête, modérée, libérale sera de longtemps encore impossible en France. « Il est acquis, disait la *Patrie* du 13 février, que la République, sous la direction de la secte républicaine, est un danger permanent pour les intérêts légitimes et la sécurité des foyers; il est démontré que c'est le plus incapable, le plus tyrannique et le moins scrupuleux des gouvernements. Reste à savoir si la République de tout le monde, si la République gouvernée par une sorte de syndicat, dans lequel figureraient toutes les nuances conservatrices et qui serait par conséquent très-prémunie et très-armée contre toutes les tentatives des démagogues et des sectaires, il reste à savoir, disons-nous, si cette combinaison ne serait pas capable d'offrir une somme suffisante de garantie aux intérêts conservateurs et à la sécurité de l'ordre social. »

La *Patrie* aurait bien pu ajouter que la Répu-

blique des révolutionnaires endurcis, des conspirateurs invétérés, des orateurs de clubs et des repris de justice, c'est-à-dire celle des Delescluze, des Félix Pyat, des Louis Blanc, des Rochefort et autres individus de ce genre qui croient représenter l'idée républicaine, est la plus onéreuse, la plus antipatriotique et la plus opposée aux principes de 89.

La France paraît peu disposée à se laisser mettre de nouveau les menottes par ces fanatiques qui ne sont plus de notre époque, époque de travail, de progrès et non de pillage et de meurtre. Déjà partout se sont élevées des voix pour demander un règlement de comptes, arrêter le mal, s'il en est temps encore, arrêter le désarroi de nos finances, et, s'il n'y a rien à faire qu'à payer ce qui a été bien ou mal dépensé, le pays veut savoir, puisqu'il n'a pas été consulté, ce que lui coûtent les révolutions et comment le gouvernement de septembre et ses préfets ont employé notre argent. Si les abus révoltants et signalés de toutes parts ont été réellement commis, il sera difficile de faire rendre gorge aux administrateurs et traitants qui se sont scandaleusement enrichis avant de passer à l'étranger ; mais la constatation des faits sera un enseignement, et comme il a toujours été affirmé que la République était le gouvernement à bon marché par excellence et que les républicains étaient le désintéressement incarné, il convient que la lumière se fasse sur ce sujet.

Les investigations de l'Assemblée ne doivent

point s'arrêter à l'emploi des deniers de l'Etat, elles doivent se porter également sur les fonds des départements et des communes qui ont dû, dans l'intérêt de la défense, être détournés de leur destination primitive et règlementaire. *En vertu des pouvoirs qui leur étaient confiés?* — c'était la formule — les préfets se sont promenés sans la moindre gêne dans tous les recoins des budgets départementaux et communaux; des emprunts considérables ont été contractés, des impôts établis, des dépenses faites, des comptes se sont ouverts par la contribution des départements aux dépenses des camps régionaux d'instruction, des marchés ont été signés de gré à gré pour l'équipement et l'armement, etc.; l'Assemblée, malgré son zèle, étant impuissante à vérifier cette comptabilité compliquée, pourra la faire étudier sur les lieux-mêmes, selon la loi du 10 mai 1838. Il serait trop commode pour des proconsuls qui, pendant cinq ou six mois, auraient mis toutes les règles sous les pieds, auraient acheté, dépensé, mandaté, ordonnancé à tort et à travers, profitassent d'un changément de gouvernement pour mettre la clef sous la porte et s'en aller sans rendre leurs comptes. La justice veut que les fonctionnaires honnêtes ne soient pas confondus avec les coupables et que l'opinion publique rende à chacun le mérite de ses actes.

Dans la course effrénée d'ambitions, de prétentions et de convoitises, à laquelle nous avons assisté depuis le 4 septembre, nous avons eu l'humiliation

de voir à quel point les calculs égoïstes de l'intérêt privé ont remplacé, parmi nous, le sentiment du bien public. La voix de la patrie en danger n'a pas eu le pouvoir de dominer les clameurs de ceux qui revendiquaient leur part du budget, ni d'infiltrer un peu de virilité dans les veines de ces républicains qui fuyaient l'ennemi comme la peste. Le parti qui avait fait le plus haut et le plus longtemps profession de désintéressement et de patriotisme, est justement celui qui a poussé le plus loin le scandale de son avidité et l'audace de sa poltronnerie. Les hommes qui, pendant des années, avaient fait tonner les foudres de leur vertueuse indignation contre le népotisme et le gaspillage des finances nationales, au profit des fonctionnaires indignes, sont devenus, une fois au pouvoir, les pires sangsues du trésor. Leur horreur des gros traitements, leur ardeur à ne vouloir que des gens de bien et de capacité dans toutes les places, se sont subitement évanouies, le jour où places et traitements sont devenus leur apanage et celui de leurs amis. Ils ont oublié, avec une étonnante facilité, tout ce qu'ils avaient dit de la chose publique, dès qu'ils ont pu en faire leur chose particulière.

Avec le temps, du travail et du courage, on laboure, on plante, on sème; le blé repousse vite, les champs reverdissent; après les brouillards d'automne et les rigueurs de l'hiver, on voit renaître les fleurs du printemps et briller le soleil d'été, mais les vertus civiques, le respect des lois et de

l'autorité, l'amour de la patrie et du foyer qui placèrent si haut la France dans l'histoire des peuples et faisaient un héros de chaque enfant du pays, cela ne renaît pas comme les fleurs et ne revient pas comme le printemps. Nos désastres ne nous ayant rien appris, rien fait oublier, nous ayant laissés à notre entêtement égoïste, à notre ignorance, à nos dissensions intestines, on se demande avec terreur combien il nous faudra de générations pour comprendre ce que valent les croyances, le sentiment du droit, du devoir, de la discipline, afin de nous relever dans l'avenir par ce terrible et douloureux enseignement ?

Si nous n'avions point été abâtardis par ces prophètes de malheur qui, depuis quarante ans, nous prêchent l'indépendance de Dieu, tout à la fois cause et conséquence de l'indépendance des mœurs, nous n'aurions point vu le culte sacré de nos pères, de la patrie, de l'honneur et de la famille remplacé misérablement par celui de notre propre individualité ; nous n'aurions point vu les Prussiens ruiner la France après la capitulation de Sedan, car leurs cadavres engraisseraient aujourd'hui nos campagnes de l'est. Un instant on a pu croire que nos malheurs seraient vite réparés, que notre revanche serait prochaine, aujourd'hui ce n'est plus possible, les communards ont achevé l'œuvre des Prussiens. Les Allemands ne nous avaient frappés que dans notre amour-propre et

dans nos poches, les communards nous ont frappés au cœur.

Pour cicatriser nos blessures, reconquérir notre prestige et reprendre notre place à la tête des nations civilisées, il nous faut renaître à une vie nouvelle ; il faut des réformes radicales en haut et en bas de la société actuelle. Il faut voir s'épanouir au moins deux générations de vertus et de travail honnête ; il faut voir s'éteindre ces hommes malfaisants qui sacrifient sans cesse leur patrie à leur drapeau, ces républicains de la veille qui profanent la république par leur ostracisme, éloignent du pouvoir toutes les capacités qui ne sont pas de leur coterie ; il faut renvoyer dans leurs taudis ces républicains du lendemain qui changent de livrée comme de chemises, afin d'avoir leur part à toutes les curées administratives ; il faut laisser agoniser en paix ces monarchistes encroûtés qui croient encore que le progrès est incompatible avec l'ordre et ne veulent jamais faire un pas en avant ; il faut enfin laisser tomber sous le mépris public toutes ces sectes politiques qui, par leurs rancunes, leurs passions et leur intolérance ont attiré si fréquemment sur notre pays la ruine et le meurtre. Pour voir renaître, parmi nous, les hommes de Fontenoy, de Fleurus, de Marengo, de Crimée, il nous faut des Français au pouvoir et non des sectaires, il nous faut du dévouement et non des mercenaires, il nous faut des intelligences et non de la

camaraderie, il nous faut du patriotisme et non de la politique.

J'ai parfois entendu des hommes honnêtes et même intelligents, mais à l'esprit étroit ou prévenu n'ayant à peu près aucune notion de la philosophie de l'histoire et de ses enseignements, déclarer que la France ne pouvait sortir de cette crise que par une régénération basée sur l'instruction laïque. Cette question étant précisément la base et la clef de voûte de l'édifice social, on me permettra d'insérer ici quelques réflexions inspirées par les différences que j'ai remarquées, pendant cette campagne, dans la conduite de nos troupes devant l'ennemi.

Le mépris ou l'indifférence pour la morale évangélique est la première cause de toute démoralisation. Si cette morale est impuissante à retenir les hommes dans le chemin du devoir et de l'honneur, lorsqu'elle est mal comprise ou mal interprétée, comment pourraient-ils suivre ce chemin ceux qui l'ignorent ou la dédaignent? Les âmes naturellement vertueuses peuvent quelquefois faire passer le patriotisme avant leurs intérêts privés, mais il n'en est point ainsi des masses qui ne sauraient avoir le culte du pays sans le sentiment religieux qui inspire les grands dévouements et les grandes actions. Quand on ne craint pas Dieu, on craint le sacrifice, on craint la mort; quand on craint la mort on devient lâche.

La doctrine du Christ enseigne la pratique des vertus sociales et privées, le respect des droit de

tous, l'amour du Créateur, du prochain, de la patrie ; elle donne le ciel comme sanction à ce code divin ; elle encourage la vertu par la promesse d'une récompense éternelle, elle réprime le vice par la menace d'un châtiment sans fin ; ne faut-il pas être ignorant ou de mauvaise foi, avoir perdu toute notion du vrai et du beau, pour dire que cette doctrine est malfaisante, et que l'étude des turpitudes de l'Olympe grec ou des orgies romaines est propre, par elle seule, à former des hommes honnêtes et des femmes vertueuses capables de régénérer la France?

L'instruction obligatoire est utile à notre régénération, mais l'instruction purement laïque nous mènerait à une dépravation, à une dissolution sociales complètes. Du reste, l'enseignement dans nos colléges chrétiens est laïque et religieux, tout à la fois ; il est laïque en ce que l'histoire profane et les sciences y sont enseignées comme dans nos colléges universitaires ; il est religieux, en ce que les vertus évangéliques y sont professées comme étant la base de l'ordre social et du bonheur individuel. L'instruction n'est pas déjà si répandue en France pour l'amoindrir encore en voulant violenter la liberté de conscience des pères de famille qui veulent avoir des enfants instruits et surtout vertueux. Laisser l'instruction purement laïque à ceux qui n'en veulent pas d'autre, et l'instruction chrétienne à ceux qui la désirent, tel est le devoir de tout gouvernement et de toute autorité municipale.

Une remarque faite surtout pendant cette cam-

pagne par tous les observateurs, libres de préjugés, c'est que la foi chrétienne a presque toujours été le thermomètre du patriotisme et le premier élément du courage civil. La doctrine qui enfanta des millions de martyrs, ne pouvait, en effet, produire des lâches. L'école du *Siècle* qui ne saurait vivre sans manger du prêtre tous les jours, a répandu l'impiété de Voltaire, sans l'assaisonner de son esprit. Qu'a-t-elle produit avec son matérialisme ? Où a-t-elle mené le peuple avec son régime ?

En promenant autour de soi des regards attristés, on a vu les fruits de ce misérable apostolat ; on les avait appréciés pendant la paix, on vient de les apprécier pendant la guerre. On a pu faire la comparaison des disciples de Voltaire avec les vrais croyants. Qui se trouvait aux premiers rangs de l'armée, dans les avants-postes, en face des canons? Qui se battait avec furie et mourrait avec gloire ? Qui a sauvé l'honneur de nos armes ? Ce sont les croyants, les zouaves pontificaux, les Vendéens, les Bretons des Côtes-du-Nord , les Alsaciens , les paysans du Périgord, de la Gironde, les marins et les fils de nos vieilles familles nourris dans le culte chrétien et le respect de Dieu. On a mis à l'ordre du jour des religieux, des Sœurs de Charité, les volontaires de Charette et de Cathelineau, mais les amis du *Siècle*, les héros du matérialisme et ceux qui blasphémaient, s'enivraient ? ils se traînaient dans les arrières-gardes, dans les ambulances ou se réservaient pour la guerre civile. Tandis que les

soldats chrétiens versaient leur sang pour la patrie, les démagogues se mettaient à l'abri des batailles, s'entassaient dans de calmes sinécures, se pavanaient dans de brillants uniformes, discouraient dans les clubs en faveur de la guerre à outrance, troublaient le pays, jetaient des ferments de discorde, et ceux qui n'étaient pas atroces ou lâches, étaient simplement ridicules.

Il est assurément des hommes qui, sans croyances, par le seul stimulant de la gloire et du devoir patriotique, n'ont point reculé devant la mort, mais leurs exploits sont isolés, ils n'ont rien de collectif, rien qui ait révélé un enseignement. En remontant dans l'antiquité, ce même phénomène se reproduit ; les plus beaux temps de la Grèce et de Rome n'étaient-ils ceux de la République, sous laquelle le sentiment religieux était le plus sincère et le plus universellement répandu ?

Le *Siècle* et ses adeptes ont l'air d'ignorer que les grandes choses ont été faites dans notre pays avec l'aide de la religion et de Dieu. Pour les besoins de leur cause ils renient toute l'histoire de France ; pour eux, la seule gloire que nous ayons amenée c'est l'échafaud de 1793, la parodie de 1848, et l'équipée révolutionnaire de 1870. Le glorieux passé de la France, la gloire accumulée pendant quinze siècles, tout a disparu pour eux. Cette mauvaise foi historique est le signe de l'abaissement moral que donnent l'athéisme et la philosophie matérialiste. Où ne se trouve pas l'orgueil de grandeurs passées,

le sens patriotique ne se trouve pas davantage ; le sens moral, lui-même, finit par s'éteindre et ne laisse rien, rien derrière lui.

Nous périssons parce que nous avons laissé s'énerver dans nos cœurs les austères notions du devoir; nous périssons, parce que la foi nous manque; nous périssons parce que les plaisirs frivoles, le goût effréné du bien-être et l'égoïsme raffiné ont altéré profondément notre caractère national. En regardant, les yeux baignés de larmes, cette grande image de la patrie française que nous aimons de toutes les puissances de notre âme, il nous semble que nous ne la reconnaissons plus. Qui donc nous rendra les vertus et la force d'un peuple libre ? Demandons-le, puisque nous sommes en république, à ces fiers républicains du nouveau-monde qui ont fondé, soutenu et porté si haut l'indépendance de leur pays ; demandons-le à ces fils de Washington, qui placent sous la protection de Dieu tous les actes de leur vie publique. Séparés de l'Eglise catholique, ils se plaisent, néanmoins, à honorer et protéger toutes ses œuvres et rougiraient d'eux-mêmes si, en leur nom, on osait dire que la religion est inutile dans l'éducation de l'homme. Ce n'est point, en effet, en prèchant au peuple l'irréligion et la *morale indépendante*, comme le faisait M. Gambetta dans son *Bulletin de la République*, ce n'est point en semant des germes de discorde entre les citoyens, ce n'est point en jetant sur le passé de son histoire l'injure et l'outrage qu'on donne, à une

nation, des vertus civiques. Parler des droits de quelques-uns, et oublier les devoirs de tous, c'est créer l'anarchie qui est la barbarie politique.

Du moment où la loi autorise les libres-penseurs d'empester la France par le colportage de leur doctrine énervante et démoralisatrice, les agents du pouvoir ne sauraient empêcher le clergé de rétablir le sens moral dans les aspirations de la vie intime de chaque individu, et la pratique des vertus civiques. Quand on proclame la liberté de l'erreur et du philosophe. on doit d'autant plus respecter la liberté du prêtre et de la vérité que les idées philosophiques ne suppléeront jamais à l'autorité de la loi morale qu'impose une religion. Tout système philosophique étant le produit de l'intelligence de l'homme, rien dans le for intérieur ne commande à un homme de soumettre son intelligence à celle d'un autre, et rien ne trouble sa conscience, ne lui cause des remords, s'il se trouve en révolte instinctive dans son appréciation personnelle, contre des idées qu'un autre a conçues. Ce n'est qu'en présence de Dieu et de ses commandements que l'homme se recueille pour entendre la voix de sa conscience et sentir la responsabilité de ses actes.

Abandonné aux seuls conseils de sa raison, sans la règle de la loi divine, l'homme marche dans le vide sous la direction mobile d'une lumière que le moindre souffle de ses passions éteint. Il ne trouve, dans l'intimité de son être aucune raison de songer à d'autres qu'à lui, à la conservation aussi

longue que possible de ses jouissances personnelles; rien ne le porte à se dévouer à ses semblables, dès que la religion ne lui en fait pas un devoir, le sacrifice de soi-même n'étant pas un acte que la raison puisse inspirer et commander. C'est une folie aux yeux de ceux qui ne croient pas à la vie future, folie sublime cependant qui, animée de l'amour et du culte de la patrie, enfante des héros sur le champ de bataille où se décide l'avenir de nos familles et de nos compatriotes.

Le sentiment religieux est le seul qui puisse dominer le cœur de l'homme et le porter dans les actes de sa vie à se soumettre sans contrainte à une règle qui lui déplaise. Si, depuis 93, nous n'avons pu reconquérir et conserver d'une manière paisible les libertés publiques conquises par nos pères en 89, si la société française, ébranlée jusque dans ses fondements, n'a cessé de se débattre de génération en génération, dans l'avortement de ses essais périodiques de reconstitution sociale, la cause première en est dans ce que, depuis cette époque, l'éducation a été généralement indifférente à toute religion et quelquefois même anti-religieuse.

Notre indifférence pour la doctrine évangélique qui produit les bons et les grands citoyens, nous a conduit à la paix honteuse de 1871. Mais dans ce terrible châtiment qui vient de nous frapper, nous ne serons pas les seuls à subir la peine infligée, dès l'origine du monde, aux infracteurs des grandes lois sociales sur lesquelles le Créateur a basé le

développement normal des Empires et leur prospérité. La philosophique Allemagne, dont les doctrines malsaines ont halluciné nos apôtres de la libre-pensée, aura sa part du calice amer que nous buvons en ce moment. Déjà les voix les plus justement autorisées et les plus célèbres de l'Allemagne font entendre des cris de détresse sur l'œuvre de M. de Bismark et de son vieux roi ; déjà cette œuvre est critiquée, ses conséquences redoutées, et, le cri de « malheur au vainqueur » a remplacé à Berlin le *vœ victis* des anciens.

L'Europe entière aura, comme nous, ses jours de deuil et de douleur, pour avoir approuvé, par le silence de ses gouvernants, cette tuerie de deux peuples auxquels on commande de s'entr'égorger, auxquels on impose un gigantesque duel à mort, sans savoir pourquoi, sans savoir autre chose sinon que les parties intéressés n'en souffriraient pas. L'Europe entière aura, comme nous, ses rudes épreuves pour être restée impassible devant ce pillage colossal de la France, ces incendies et ces crimes commis par les Allemands, devant ce vol à main armée de deux provinces françaises, de ces hommes, de ces femmes, et de ces enfants achetés comme des troupeaux, et dont le prix était du sang, toujours du sang.

Les nations de l'Europe ont applaudi ouvertement ou surnoisement à nos défaites, parce que la France leur avait toujours imposé ses idées, ses goûts, son urbanité, sa civilisation et jusqu'à ses modes ridi-

cules et ses faux chignons, parce qu'elle arrondissait leurs angles et découpait leurs chiffons, sans le vouloir, sans le savoir, par la seule force de son influence morale.

La presse belge disait : — Les français nous ont autrefois rendu service, quand la Russie, la Prusse et l'Autriche voulaient nous donner pour roi Guillaume d'Orange ; mais, qui les avait priés de prendre notre défense ? Ce sont des gens remuants, à moitié fous, voulant toujours mettre le nez dans les affaires d'autrui. Le peuple belge faisait secrètement des vœux pour le succès de nos armes, mais le commerce, la bourgeoisie, la noblesse et la cour nous souhaitaient une leçon sévère sans réfléchir que si Dieu laissait périr la seule nation qui veuille donner son or et son sang pour les autres, la botte prussienne ne tarderait pas à faire sentir son talon sur le territoire des petits Etats du du nord de l'Europe.

L'Angleterre faisait sentimentalement, égoïstement de la politique de famille, politique de cotillon ; je n'en dirai rien ; M. Gladstone et lord Granville l'ont assez humiliée comme cela. John Bull a déjà reçu tant de soufflets sur le visage de ses ministres qu'il s'y habitue et tend encore la joue pour en recevoir d'autres ; il les recevra.

Quant au Piémont, il fallait être bonapartiste ou républicain pour ignorer qu'il nous abandonnerait au premier revers. On le connaissait de longue date; nous l'avions sauvé après Novare, nous lui

donnâmes l'Italie après Solférino ; nous le couvrîmes de notre bouclier quand il faisait la conquête de la Sicile et de Naples, grâce à la vénalité des traîtres, et non par la bravoure de ses flibustiers ; mais, feignant de croire que Garibaldi, figure tragico-grotesque, avait chassé les Croates ; le Piémontais nous reprochait d'avoir monté la garde au Vatican, il nous insultait dans les rues de Florence et de Naples, et criait : « Vive la Prusse ! vive Bismark ! »

La France qui râle aujourd'hui, qui se relèvera demain, purifiée, plus forte et plus belle que jamais saura profiter de la double et douloureuse épreuve qu'elle vient de subir. Le jour où ses enfants instruits par le malheur, reviendront à la foi de leurs pères, à l'amour de la patrie, au respect des lois et de la liberté d'autrui ; le jour où, laissant de côté leurs querelles de partis, querelles honteuses et mesquines pour ne songer qu'aux grands intérêts de la patrie agonisante ; le jour où les honnêtes gens auront enfin la pudeur de s'occuper de leur pays et de placer des gens honnêtes dans nos conseils et nos administrations ; le jour enfin où la France, unie, laborieuse et sage se recueillera dans son mépris pour l'ingratitude des peuples et la sottise de leurs gouvernants, ce jour-là nous serons vengés, car on verra les peuples nous tendre de nouveau les bras en nous implorant ; ce jour-là on verra le Cosaque planter sa tente sur les bords du Bosphore ; l'Anglais s'asseoir sur le trône des

Pharaons; l'Autriche devenir le Monaco de l'Allemagne ; l'Italie et l'Espagne, comme deux vieilles vendeuses de contremarques, cacher leur commerce interlope sous leurs guenilles gouvernementales ; quant à l'Allemagne, elle ne sera même plus une étiquette placée par la Prusse sur ses archives officielles. Trompée par M. de Bismark, assassinée par le roi Guillaume, enterrée par les princes alliés, l'Allemagne n'est plus ; elle a cédé la place à l'Empire d'un vieux soudard. Sur cette vaste caserne prussienne qui s'étend aujourd'hui des bords du Rhin à ceux de la Vistule le monde civilisé pourra lire ces mots écrits par le plus grand tartufe politique de notre siècle, Bismark aux ongles rouges :

CI-GIT L'ALLEMAGNE !

— FIN —

Lyon — Imprimerie du *Salut Public*. — Bellon, rue de Lyon 33.

